DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - Nº 13721

4,50 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

IL PRUT FIXER UNE PROGREGION DES APPRENTISSAGE

JEUDI 9 MARS 1989

# M. Bush, l'OLP et Israël

rois mois bientôt après s'être officiellement noué, le dialogue entre les Etats-Unis et l'Organisation de libération de la Palestine n'a toujours pes acquis la « substance » promise par rop vite par M. Yasser Arafat. Les rencontres régulières à Tunis entre diplomates américains et représentants palestiniens n'ont pas permis jusqu'à présent d'entrer dans le vif du sujet. L'administration Bush, dont les intentions proche-orientales demeurent fort vagues, semble surtout estimer sur ce chapitre qu'il est urgent

Une chose est sûre en tout cas : le dialogue américano-palestinien continuera. Le président américain et un responsable du département d'Etat l'ont confirmé mardi 7 mars, chacun à sa manière. Il ressort surtout de ces propos que, tout en déplorant les récentes taritatives d'infiltration vers Israël de certains commandos palestiniens, les Etats-Unis semblent, après quelques atermoiements, refuser la définition du terrorisme, trop extensive à leurs yeux, que Jéru-salem tente de faire prévaloir.

Cette précision vient à point nommé. Car Washington, au cours des der-nières semaines, avait vivement haussé le ton envers l'OLP, en lui contrôler les factions palesti-niennes qui lancent des attaques contre l'Etat juif à partir du Liban. clairement entendre que ces opé-rations de commando violaiem l'engagement pris en décembre par M. Arafat de répudier le terrorisme sous toutes ses formes. Sous la pression des Israéliens. Washington semblait même envisager, en préalable à la poursuits du distogue avec l'OLP, de poser à la centrale palestinienne une condition drastique et difficilement acceptable par M. Arafat : la

L'administration Bush a donc préféré mettre un bémol à ses menaces et garder les mains libres. Ainsi campe-t-elle de nouveau sur les positions qui étaient colles de l'Amérique lors des dernières semaines du règne de M. Reagan, après que celui-ci eut décide de prendre langue avec l'OLP. Cepen-dant, le débat de fond est loin d'être cloe aux Etats-Unis, où les éditoriaux de la presse assimilent assez souvent la moindre violence palastinianne à du terrorisma, certains commentateurs considérant même que l'intifada - le soulève-appartient à cette catégorie.

Nayant apparemment l'intention ni de reveni sur la « percée » historique réalisée per MML Reagen et Shuitz ni de laisser dépérir le dialogue à peine ébauché avec l'OLP, la nouvelle équipe dirigeente américaine estime surtout que la situation n'est pas mure pour de nouvelles propositions. S'agir-il d'attendre que l'Intifada s'épuise, ou moins, de faire traîner les choses au maximum en profitant du fait que l'émotion soulevée outre-Atlantique per la répression du soulèvement s'est nettement émoussée ? Ou bien les Américains pensent-ils, au contraire, que l'évolution en cours imposera d'elle-même à M. Shamir un changement d'attitude ? La « pru-dence » de MM. Bush et Baker présente l'avantage de laisser le chemp libre aux interprétations contradictoires.

En attendant, les dirigeents américains attendent de pied ferme M. Shamir, qui sera leur hôte dans un mois. Meis le premier ministre israélien n'est pas d'humeur à se laisser attendrir. Dopé par les récents succès de son parti aux élections municipales, il multiplie les propos musclés, comme pour mieux montrer à l'Amérique que son intransignance est intacte.



# Présidée par le sociologue Pierre Bourdieu et le biologiste François Gros

# La commission sur les contenus de l'enseignement propose une refonte complète des programmes

Rocard et Lionel Jospin devaient dialoguer directement avec les téléspectateurs et auditeurs sur A 2, FR 3, France-Inter et RFO. le mercredi 8 mars à 18 heures. Nous publions (page 30) le texte de la commission créée par M. Lionel Jospin sur les contenus de l'enseignement. Les auteurs proposent une refonte complète des programmes scolaires.



Un projet diablement ambi-tieux... Telle est la première réaction à la lecture du texte intitulé Principes pour une réflexion sur les contenus de l'enseignement », que vient de rédiger la commission de spécialistes nommée par le ministre de l'éducation nationale et présidée par le sociologue Pierre Bourdieu et le biologiste François Gros.

L'idée qui guide ce texte est qu'il faut cesser de considérer la formation comme une juxtaposition, souvent bancale, de disciplines pour en faire un tout cohérent, ayant des objectifs clairement définis. C'est donc à une remise à plat

générale des contenus de l'enseignement, de la maternelle à l'université, qu'invite la commission,

vances inutiles, les lacunes et les double emplois, et à concevoir un ensemble équilibré, faisant appel à la fois à la théorie et à la pratique. Pour la commission, les programmes sont un ensemble vivant, qui doit évoluer au rythme de la science et de la société. Elle propose qu'un conseil national sure leur mise à jour permanente, en veillant à ce que - toute adjonction soit compensée par

Une autre idée de base est or " la formation doit être centrée sur l'élève, ce qui suppose, d'une part, qu'elle englobe un éventail d'activités pédagogiques et ne se limite pas aux cours magistraux, et, d'autre part, qu'elle livre honnête-ment les clés de son fonctionnement (méthodes, techniques...).

ment une foule d'interrogations. Celles-ci sont de trois ordres : conceptuelles (la définition de ce corpus cohérent de savoirs ne sera pas facile à réaliser) ; matérielles (l'activité pédagogique envisagée implique de sérieux aménagements de locaux); psychologiques (comment faire passer dans la réalité des démarches et des comportements pour le moins inhabituels?). La commission pourra se faire une idée plus pré-cise des problèmes soulevés au cours d'un colloque qu'elle va organiser, et qui sera suivi de rencontres régionales.

(Lire page 30 dans le supplément « Campus ».)

# La mort de Roger-Patrice Pelat

# Fragilités

La mort de Roger- serait un drame intime. C'est Patrice Pelat, le 7 mars à un drame d'Etat. Parce que la l'Hôpital américain de France, depuis deux mois, avait Neuilly, causée par une Neuttly, causée par une crise cardiaque, n'a pas été eveit du tonguement s'expliévoquée au cours du quer devant nous tous sur conseil des ministres de cette amitié, parce que la jusmercredi. C'est ce qu'a tice l'avait inculpé dans une indique M. Louis Le Pensec, porte-parole du gou-

par Bruno Frappat

L'ami du président est mort. En d'autres circonstances ce

dardé sur lui ses yeux médiatiaffaire de délit d'initiés, l'ami de l'ombre était devenu, par une célébrité subite et non recherchée, le héros d'un feuilleton qui le dépassait. Sa bio-graphie s'était emballée et lui échappait.

(Lire la suite page 14.)

«Je vais me battre non seulement pour moi mais aussi pour lui», nous déclare M. Max Théret

Lire page 46

# Le sort de la forêt amazonienne

Apre débat au Brésil PAGE 3

# La conférence de Vienne

MM. Baker et Chevardnadze se retrouveront en mai PAGE 4

# La préparation des municipales

■ Histoires de villes : prison tranquille à Ensisheim Le treizième arrondissement de Paris: combat sans tendresse entre M. Quilès et M. Toubon PAGES 12 et 13

# Campagne d'information sur le sida

Un message sera adressé à tous les Français

PAGE 15

Le sommaire complet se trouve page 46

L'ENQUÊTE : la communauté internationale et les réfugiés indochinois

# Le casse-tête des boat-people

Le problème des réfugiés indochi-nois, et surtout des boat-people vietnamiens, sait l'objet d'une conférence internationale, du mardi 7 au jeudi 9 mars, à Kuala-Lumpur, en vue de préparer une autre réunion, sous l'égide de l'ONU, en juin à Genève.

de notre envoyé spécial

Baraquements austères, murs coiffés de barbelés et mirador : l'ancien camp mili-taire de Sham-Shui-Po, dans un quartier populaire de Kowloon, a bien le physique de l'emploi ; celui de centre de détention. Que ses pensionnaires soient des réfugiés

ne change pas grand-chose à l'affaire. « Nous sommes débordés », soupire M. Chu, le directeur du camp. On le serait à moins : des locaux conçus pour quelques centaines de personnes en accueillent plus de cinq mille, dont une majorité d'enfants. Au cœur de la ville chinoise surpeuplée et hostile, Sham-Shui-Po est un de ces «abcès» où des milliers

de Vietnamiens, en rupture de patrie, végètent en attendant d'aller refaire leur vie aux Etats-Unis, au Canada ou en Aus-

Un hangar sert de dortoir. Condamnés à la promiscuité, les réfugiés s'entassent par familles entières sur des planches superposées de 1 mètre sur 2. Et Sham-Shui-Po n'est pas le pire! On peut en sor-tir pour travailler et, un beau jour, pour émigrer. Ailleurs, dans les camps vraiment fermés, la vie est verrouillée du matin au soir. Sur l'île de Hei-Ling-Chau, dans un univers qui n'est pas sans rappeler le pénitencier d'Alcatraz, des bommes, des femmes et des enfants croupissent, parfois depuis cinq ou six ans.

Comment tiennent-ils ? . A ceux qui ont tout perdu, il reste l'espoir et la force du rêve. dit le Père Pierre, un missionnaire français qui les aide. Mais pour ces « naufragés de la liberté » dont l'Occident a longtemps fait si grand cas, en fait de rêve, quel cauchemar!

ROLAND-PIERRE PARINGAUX. (Lire la suite page 6.)

# Un entretien avec M. Marc Viénot

« Le métier de banquier commercial exige une totale indépendance »

« La fin de l'opération sur la Société générale marque la véritable privatisation de la banque », estime son président, M. Marc Viénot, dans un entretien accordé au « Monde ». Il affirme que « le métier de banquier commercial exige une totale indépen-

« Vous éties considéré comme l'un des principaux vainqueurs de la bataille autour du capital de votre banque, pensez-vous qu'il n'y a, après l'armistice du 23 février,

que des gagaants ?

— Il vaudrait mieux parler de paix que d'armistice. Du moins est-ce ainsi que je l'entends personnellement. Tous vainqueurs? Il m'est difficile de me substituer à tous les belligérants pour connaître leurs sentiments profonds. Pour nous, l'accord met fin à un épisode un peu long au cours duquel l'indépendance de la banque a été menacée. L'accord ne met pas en cause cette indépendance mais il l'affirme. Nous ne pouvons qu'en

- Vous avez obtenu le retrait presone total de M. Georges Pébereau, votre assaillant. Est-il le seul perdant?

- M. Pébereau s'était lancé dans une aventure aux apparences d'opération capitaliste classique mais avec des partenaires aux motivations très diverses. Les gestionnaires des fonds publics engagés dans l'opération avaient certainement des objectifs différents de ceux de MM. Dalle, Leven on Pagézy (1).

» Je doute que l'issue de l'opération soit pour Marceau et la SIGP financière-ment glorieuse. Mais il paraît qu'elle a donné une grande notoriété à M. Pébereau et que les affaires vont affluer chez Marceau Investissements.

> Propos recueillis par ERIK IZRAELEWICZ. (Lire la suite page 39.)

Respectivement président du conseil exé-cutif de L'Oréal, président directeur général de Perrier et président de la Compagnie du Midi.

Un livre tonique. Pour donner toutes les chances de succès scolaire à votre enfant.



Geneviève Cattain

# ARTS ET SPECTACLES

Le Monde

L'effet « glasnost »

Créateurs, plasticiens, architectes et décorateurs retrouvent les vertus du verre Les folies de l'art déco à Bruxelles Malaise dans la création dramatique

Pages 17 à 19 CAMPUS Le métier d'expert-comptable

Pages 27 à 31

Immobilier : Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 35 à 37.

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Merce, 5 dir.; Tunisie, 600 m.; Allemagna, 2 DM; Autriche, 20 ech.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivotra, 425 F CFA; Decement, 11 kz.; Bapagna, 155 pec.: G.-B., 60 p.; Grice, 150 dz.; Irlanda, 90 p.; Italie, 1700 L.; Lioye, 0,400 DL; Leomobourg, 30 f.; Norvège, 12 kz.; Paya-Bas, 2,25 fl.; Portugel, 140 esc.; Sénégel, 335 F CFA; Subda, 12,50 es.; Seisse, 1,60 fl.; USA (NY), 1,50 \$; USA (others), 2 \$.

# Débats



## L y a la part de l'évidence : nous sommes en 1989; donc nous célébrons 1789 plutôt que 1793. Il y a la part du subterfuge : célébrer la Révolution en glorifiant la première Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, c'est se réclamer de libertés publiques sur lesquelles tout le monde est d'accord aujourd'hui, que personne ne cher-che plus à disqualifier comme bourgeoises », ce qui permet de s'interroger moins sur les égalités encore déniées, sur les libérations du

besoin et de l'ignorance encore à venir : la Déclaration de 1793 conduirait à s'interroger davantage sur les non-acquis. Il y a surtout la part d'une pro-fonde évolution idéologique. Naguère, la Terreur, dont la guillotine était le symbole, se trouvait expliquée, excusée et même glori-fiée. Qu'est-ce qu'une Révolution qui ne serait pas sanglante? Les modérés sont obligatoirement des contre-révolutionnaires en puissance. Le sang est signe de grandeur. Dans son roman satirique Travelingue, où le Front populaire se trouvait caricaturé, Marcel Aymé faisait dire à l'un de ses personnages ridicules : « Moi, je considère que la Révolution est saite. Je pense que d'ici quinze jours, nous aurons les quatre ou cinq cent mille cadavres qui sont indispensables pour souligner l'œuvre accomplie? ». La formule ne renvoie-t-elle pas au double

mépris pour les Girondins d'une

# **BICENTENAIRE**

# Les crimes de la Révolution française

par ALFRED GROSSER

Ce qui vous étonnera, ce n'est pas

substitutive des tarés et des mêdio-

cres, comme dans la saisie du pou-

voir d'Etat bolchevik, communiste

plus haïssable n'a parodié, profané,

dénaturé, les principes dits abusi-

C'est surtout la guerre de Vendée qui doit constituer l'arme absolue dans la lutte contre la Révolution

intrinsèquement perverse. Or même

les ouvrages les plus engagés justi-fient mal la comparaison avec

Kolyma et Auschwitz. Et ils ris-

quent de cacher une étude aussi

fondamentale parce qu'à la fois

ample, screine et humaine comme

Vendée et la France (Seuil 1987)

dont la lecture suggère de toutes

autres réflexions comparatives pour

la barbarie massive des Bleus et les

vement de 1789. »

part, pour les mencheviks de l'autre? La vraie Révolution serait ainsi celle de 1793 plutôt que celle de 1789, celle d'octobre 1917 plutôt que celle qui, au printemps, avait vraiment renversé le tsarisme.

Lénine était trouvé grand parce que successeur de Robespierre. Robespierre était grand parce que prédécesseur de Lénine. Peut-on comprendre Albert Soboul sans cette interinfluence? Or les temps ont changé, ou plus exactement l'air du temps. La grandeur de Robes-pierre a été atteinte par l'après-68 et par la chute de prestige de l'URSS, du léninisme et de l'ensemble du révolutionnarisme répressif et intolérant. C'est un phénomène plus important que l'antisoviétisme fré-nétique de nombre d'anciens stali-

Le duel larvé pour le pontificat du Bicentenaire s'est sans donte en bonne partie joué là-dessus. Dans la Mentalité révolutionnaire, parue en 1985, Michel Vovelle écrivait encore : « La légende noire des atrocités révolutionnaires a été l'un des thèmes favoris d'une historiographie conservatrice qui n'a pas dit son dernier mot autonim son dernier mot aujourd'hi La Terreur, c'est la peur contrôlée, maîtrisée, fixée dans les limites d'une justice populaire, non plus passive, mais active. Ce n'est plus celle que l'on ressent, parique et irrationnelle, mais celle que l'on inspire à bon escient aux ennemis de la Liberté. » Légende noire, les noyades de Nantes, les fosses dans lesquelles s'abattaient à Lyon les gens de toutes sortes fauchés par la mitraille de Fouché et de Collot d'Herbois? Légende noire, les éradications de villages vendéens?

François Furet a senti la cassure qui était intervenue. Dans la ligne de son évolution personnelle qui

l'éloignait des interprétations éconocrimes des Blancs. Le protestant miques et sociologiques et le Pierre Chaunu ne pense-t-il vraiment pas aux atroces exterminations conduisait à privilégier des données psychologiques et politiques, il avait écrit dans *Penser la Révolution*, non ordonnées par le Roi et approuvées par le légat du pape? Na-t-il pas pris connaissance des livres de sans outrance : « En 1920, Mathiez Janine Garrisson dont le plus ample, les Protestants au seizième siècle, justifiait la violence bolchevique par le précédent français. est sorti l'an dernier chez Fayard? Aujourd'hui, le goulag conduit à repenser la Terreur en vertu d'une identité dans le projet. » Aller jusque-là, c'est faire la part belle I es éradications de villages « camisards » ne pouvaient être justifiées par les très réels crimes du héros huguenot Jean Cavalier. Pas plus que, en 1945 autour de Sétif et en 1947 à Madagascar, les crimes révolutionnaires d'aujourd'hui. Qu'on lise la préface de Pierre Channu au livre de Jean-François commis par les révoltés n'auraient Fayard, la Justice révolutionnaire dil entraîner des massacres de (Laffont, 1987)! « Devant les fours dizzines de milliers de musulmane réputés français et de Malgaches en crématoires éteints d'Auschwitz et les barbelés glacés de l'Archipel du Goulag, le meilleur hommage à la principe paternés par la France.

### L'air du temps pour Condorcet

mémoire farouchement préservée est le silence. Il suffit de garder l'image, de remâcher les chiffres... cette mécanique de la folie, de la bétise, de la montée en puissance Quel dommage que la violence du propos antirévolutionnaire vicune troubler une atmosphère propice à des réconciliations sans reniements! Il est désormais permis d'avoir de tiers-mondiste et nazi... Jamais au l'admiration pour l'œuvre de la cours de notre histoire un tyran Convention et du Comité de salut public sans trouver pour autant que les résistances des provinces étaient nécessairement contre-révolutionnaires. Certes, l'air du temps est à Condorcet et à Sieyès plutôt qu'à Saint-Just dont une promotion de l'ENA ne prendrait plus le nom, pas plus qu'un nouvel André Malraux cherchant un pseudonyme pour écrire dans le journal d'une nouvelle Résistance. Mais l'époque est propice, recherche historique solide à l'appui, pour le jugement équilibré, pour la justice rendue aux protagocelle de Jean-Clément Martin la nistes - dans la connaiss leurs crimes comme dans l'appréciation de leur œuvre, quand œuvre

> C'est cela qui a été rendu possible par la prétendue désidéologisation de la vie intellectuelle chez nous. On fait bien, finalement, de célébrer la Révolution à partir des droits et des libertés de 1789 : c'est à ce titre qu'elle avait déjà rayonné sur l'Europe et qu'elle se remet à rayonner aniourd'hui. Il n'v a qu'à voir comment le Bicentenaire se trouve magnifié en Allemagne. En République fédérale, la sagesse libérale, la condamnation de la violence ent provoqué le rattachement à la Révolution américaine par l'intermédiaire du Français Tocqueville, pendant qu'en France, on glo-rifiait trop l'intolérance répressive en se rattachant à notre Révolution par l'intermédiaire de l'Allemand Karl Marx. Aujourd'hui, l'esprit de Tocqueville triomphe. Et ce libéra-lisme souvent chaleureux ne serait

pas une idéologie? La glorification des crimes comme bien et même comme mal écessaire n'est enfin plus de saison. Et on peut considérer que, des deux côtés d'un ancien clivage, on accep-tera de regarder avec la même horreur les fosses de Lyon-Ville affranchie et celles remplies en 1871 par les corps des communards fusillés de la même façon. Comme on semble accepter, à quelques déchaîne ments près, que notre vie politique, notre société, nos valeurs sociales soient fondées sur ce qui fut révolutionnairement établi en 1789 : la souveraineté populaire prenant la place de la légitimité royale et se

# « VERSETS SATANIQUES »

# Le blasphémateur

par DOMINIQUE JAMET

ES injures faites à un dieu ou à une religion ne peu-vent que blesser les hommes qui vénèrent celui-là ou professent celle-ci. Mais s'imaginer que quelques lignes écrites par une main humaine puissent altérer ce qui est inal-térable et obscurcir una vérité révélée, c'est se faire une bien pauvre idée de la divinité et de la foi. S'agirait-il même d'un crachat, un crachat a-t-il jamais souillé les étoiles ? Tout au plus risque-t-il de retomber sur celui

S'instituer le vengeur du dieu que l'on décrète offensé (sans que celui-ci ait exprimé, à notre connaissance, la moindre demande en ce sens), c'est supposer que le créateur de l'univers, tel don Diègue, almerait punir l'offenseur mais n'en aurait pas la force. Une telle

conception est deux fois insul-

serviteur de Dieu. Mais de quel dieu ? Tout indique que le sinistre visillard qui a déjà envoyé à la mort des centaines de milliers d'Iraniens coupables de le défier ou assez innocents pour le suivre a créé son dieu à son image. L'Aliah de l'ayatollah est selon toute apparence un être mes-quin, cruel, vindicatif, probablement chauve, enturbanné et barbu, un pied dans la tombe où il a peur de coucher seul.

Qui donc offense le plus gravement Dieu, du plaisantin Rushdie ou du prêtre arrogant qui, parce qu'il ignore lui-mi le pardon, osa dépouiller Allah de son plus beau sumom : le Miséricordieux ? Le blasphémateur, c'est lui.

# CONSEIL CONSTITUTIONNEL

# Le professeur, le politique, le magistrat

par DOMINIQUE ROUSSEAU (\*)

de la République, le prési-dent de l'Assemblée nationale et le président du Sénat doivent, chacun, nommer un membre du Conseil constitutionnel, Moment toujours attendu avec grand intérêt tant cette institution est devenue l'élément central de notre système constitutionnel par le pouvoir qui lui est reconnu de sanctionner les lois votées par le Parlement qu'elle juge contraires à la Constitution, à la Déclaration de 1789 et au Préambule de 1946. Quel est donc le nou-vean Conseil 1989? Les choix faits, qui s'inscrivent dans une certaine continuité, semblent dessiner un

Conseil à majorité de juristes. Régulièrement « on » regrette l'absence des femmes : régulièrement des noms féminins circulent : Mme Grévisse, M™ Rozes ...; régnlièrement des bommes nomment des hommes. Comm si les femmes avaient acquis le droit de concourir à l'élaboration de la loi mais pas encore celui de la contrôler. Il faut donc à nouveau regretter et attendre... la prochaine fois.

L'absence de nomination de membre du Conseil d'Etat confirme la tendance engagée au moment du départ, en 1986, d'André Ségalat et Paul Legatte, L'autonomie du Conseil par rapport à son voisin peut s'en trouver renforcée, même si la présence d'un éminent conseiller d'Etat an poste-cié de secrétaire énéral permet encore d'assurer la liaison entre les deux ailes du

Palais-Royal. Comme de Gaulle et Pompidou, le président de la République a nommé une personnalité proche de hi et les présidents des assemblées des hommes pris dans les professions juridiques, même si l'amitié politique n'est pas absente de leur choix; on notera cependant une rupture : les amis d'Alain Poher sont anjourd'hui ceux de Charles Pasqua. Mais, au total, la continuité est respectée : un professeur, un politique et un juge s'en vont et sont rem-placés par Jacques Robert profes-seur, Maurice Faure homme

OUS les trois ans, le président politique et Jean Cabannes magis-

Si le nouveau Conseil ne se féminise pas, il rajeunit; la moyenne d'âge passe en effet de soixantequatorze à soixante-huit ans. Sans doute ne peut-on parler de mélange de générations, et François Luchaine reste toujours le plus jeune conseiller nommé en 1965 à quarantosix ans. Mais les dernières désignations « détachent » au sein des neuf « sages » un groupe de quatre conseillers dont l'âge est compris entre soixante et soixante-

Pour la première fois, le Conseil accueille, à l'exception des extrêmes, des représentants, à parts égales, de chaque famille politique; deux anciens MRP, deux proches da RPR, deux issus du courant radical, deux connus pour leurs idées socialistes et un membre « sans étiquette » mais nommé par Laurent Fabius. Pour la première fois aussi, les membres désignés par la gauche sont majoritaires — cinq contre quatre, - ce qui ne peut condnire, sauf à méconnaître le fonctionnement réel de l'institution, à affirmer que la ganche est désor-

mais majoritaire au Conseil. Plus important peut-être est d'observer que le nouveau Conseil comprend en majorité des juristes : six, dont trois professeurs, sur neuf, les « politiques » n'étant plus que trois et les anciens parlementaires passant de six à quatre. Et s'il faut réintroduire l'élément politique dans le « groupe des six », on constate, là, que deux seulement ont été nommés par la gauche. L'activité du Conseil sera-t-elle profondément modifiée on influencée par la place ainsi faite aux professionnels du droit? Ques-tion classique et réponse difficile, car il n'est toujours pas interdit à un juriste d'avoir ou de défendre des opinions politiques. Ni à un homme politique d'appuyer son raisonnement sur de forts arguments juridi-

\* Professeur à l'université de

# BONHEUR

ACE à un univers illimité,

d'une raison cruelle

limitée. Pas étonnant que nous

soyons tentés par des recours

non rationnels : la religion en est

le plus répandu dans le temps et

Je reviens d'Egypte, une fois de plus fasciné. L'essentiel de

notre culture judéo-chrétienne est

chaos initial, d'où surgit le

monde: la modelage de l'homme

en arcile: son animation par

insufflation divine. Plus tard, le

udaïsme, puis le christieniame

affirmeront, leur spécificité, mais

elle est déjà en esquisse dans le

pharaonisme. Quelques siècles

avant Salomon, Aménophis III

ordonne d'aimer son prochain; le

médiateur commode auprès de

son père céleste; le souffle divin

déjà le Saint-Esprit ?

léconde une vierge : n'est-ce pas

La religion est une réorganisa-

tion de l'univers pour le rendre

intelligible. Afin de transcender le

désordre et la terrifiante opecité

de la mort, l'Egypte ancienne édi-

fia une fabuleuse réplique du

dans l'espace.

nous ne disposons que

# Le recours

par ALBERT MEMMI

Les détails de ces constructions, fruits de l'ingéniosité taire. Il avait tort sur le fond : tout rite est un exorcisme et une manière de maîtriser l'angoiss

Tous les jours, devant l'Arche sainte (dejà), de vrais repas sont offerts à un dieu en pierre. Mais c'est pour saluer le retour de la lumière, après les ténèbres, dont rien ne garantit que l'on sortire.

Lorsque les francs-maçons, cas religieux modernes, ont voulu célébrer notre lien, éprouvant et rassurant, avec le cosmos, ils n'ont su que reprendre l'antique rituel. Je ne suis pas sur que les organisations politiques procèmalisme, référence à des hommes-symboles, qui résument

Durant des millénaires, les prêtres égyptiens, gestionnaires de l'angoisse collective, ont refait les mêmes gestes, répété les mêmes nement apaisante. La philocalie chrétienne recommande la prière continuelle ; les soufis musuln

nom d'Allah: les adeptes de Krichna, une courte invocation. Ainsi pris en charge, l'esprit est diverti de ses tourments.

Notre insatiable soif de certi-

tude, exigeant une foi absolue, nous rend exclusifs et tyranni ques. Une double tentation nous coercition spirituelle, et le cléricalisme, qui est main-mise sur le pouvoir afin d'assurer cette coer-

Or l'anthropologie la plus rapide nous enseigne la modestie et la tolérance. La religion ne se démontre pas ; sa vérité n'est pas dans ses raisons, mais dans le basoin que l'on a d'elle. D'où la vanité des disputes religieuses. Il est vain de vouloir imposer à sutrui ce qui ne lui convient pas ; on réveille son angoisse et on suscite sa violence. Les prêtres de Thèbes, affolés devant le mono-

lui ant brisé les reins. Nous nous battons pour nos différences, c'est-à-dire pour du folklore: communions plutôt dans notre égale fragilité; et, malgré les carences de notre soyons raisonnablement irration-

# monde des vivents. psalmodient inlassablement le **BILAN ECONOMIQUE** ET SOCIAL Le Bilan économique, véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde, rassemble 200 p - 45 F les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économi-Le Monde ques de l'année dans leur environnement social et politique.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

# Le Monde

Edité par la SARL le Monde

André Foutaine cteur de la public

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969 Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Corédocteur en chef : Claude Sales

**ABONNEMENTS** 

PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

7. RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

stifiant au moins par la visée de

l'égalité de tous et de la liberté pour

Tél. : (1) 42-47-97-27 Télécopieur : (1) 45-23-06-81

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

TH: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 296 136 F

**ABONNEMENTS** BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

TéL: (1) 42-47-98-72 Tell FRANCE BENELUX SUSSE 3 365 F 399 F 584 F 6 729 F 762 F 972 F 1 400 F 1 1030 F 1089 F 1464 F 2040 F 1m | 1300 F | 1300 F | 1800 F | 2650 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE: pour tous reaseigneme tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)

provisoires : nos abconés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dermère

BULLETIN D'ABONNEMENT NY IDÉE CUAISTE

_	DOILL CHOIGH
	3 mois 🗆
	6 mois
	9 mois 🔲
	1 m
1	Nom:
P	rénom :
A	dresse:
-	Code postal:
I	ocalité :
Pa	ıys:
Ve tot d'i	uillez avoir l'obligeance d'écrire is les noms propres en copitales mprimerie.

حكدًا من الدُعلي

# Mobilisation internationale pour la protection de la nature

# Au Brésil, le sort de la forêt amazonienne suscite un âpre débat

RIO-DE-JANEIRO De notre correspondant

Il y avait l'inflation, la dette extérieure, il y a maintenant l'Amazonie, Le sort de la plus grande forêt tropi-cale du monde donne des migraines au gouvernement de M. José Sarney. Non pas qu'il s'inquiète outre mesure à ce sujet, ce qui lui déplaît c'est le bruit que sa destruction suscite à l'étranger, et les pressions qui en résultent pour y mettre un terme. Il se plaint d'être victime d'une « campagne internationale », voire d'un complot contre la souveraineté du Brésil. Au Parlement, la droite s'est emparée de l'affaire et demande la formation d'une com-mission d'enquête. Les militaires ne disent rien publiquement, mais on sait qu'ils s'énervent.

C'est le ministère des relations extérieures qui a donné le ton. A en croire son secrétaire général, M. Fle-cha de Lima, jamais le Brésil n'a été l'objet de tant de « pressions ». Celles-ci n'avaient pourtant pas manqué à l'époque du régime militaire, dans les années 70, pour faire cesser les tortures et les assassinats de prisonniers politiques. Au dixneuvième siècle, c'est une campagne du même genre qui avait été menée par l'Angleterre en faveur de l'aboli-tion de l'esclavage.

Ce qui gêne aujourd'hui Brasilia, c'est l'activisme des écologistes, surtout américains. Ces derniers multiplient les démarches auprès de Washington, ainsi que des organismes de financement multilatéraux, afin de bloquer les crédits qui pourraient servir à des projets nuisi-bles à l'environnement. Ils ont parfois gain de cause. L'un des plus cri-tiqués parmi ces projets est celui d'une route qui doit relier Rio-Branco, dans l'Acre, à la côte péruvienne. On craignait, aux États-Unis, qu'un crédit de 1,5 milliard de dollars promis par le Japon ne lui soit destiné – an moins en partic. Le gouvernement de Tokyo vient d'annoncer qu'il n'en serait rien ; et celui de Washington a laissé enten-dre qu'il avait pesé sur cette déci-

Les réactions à Brasilia sont celles du nationalisme outragé. « On veut bloquer le développement du Bré-sil », affirme M. Flecha de

## Une surface supérieure à celle de la Belgique détruite chaque année

Il est difficile de mesurer, avec précision, la dévastation de l'Amazonie brésilienne, tant les spécialistes sont en désaccord à ce sujet. Ils disposent des mêmes données : les images fournies depuis 1985 par un satellite américain. Mais ils les Interprétent différentment. Selon M. Alberto Setzer, de l'Institut national de recherches spatiales de Sao-José-dos-Campos, près de Sao-Paulo, 205 000 kilomètres carrés ont brûlé en 1987, soit une superficie équivalant à celle de la Grande-Bretagne. Le dernier. Au total, selon M. Set-zer, 12% environ de la forêt amazonienne brésilienne auraient été perdus depuis que les quei-mades (les incendies) ont com-

Les contestations portent d'abord sur le champ de l'étude. La forêt proprement dite s'étend sur 3,6 millions de kilomètres carrés, soit 42 % du territoire brésilien. Mais le nom d'Amazonie est aussi donné à ce qui est, en fait, la pré-Amazonie, région de végétation moins luxuriante, où les incendies observés en 1987 concernaient des zones exploitées depuis longtemps (la culture sur brûlis y est une tradi-

A l'Institut national de recherches sur l'Amazonie, situé à Manaus, les estimations sont plus modestes. L'écologiste américain Philip Fearnside, colla-borateur de l'Institut, estime, à partir des mêmes images de satellite, que 35000 kilomètres carrés de forêt ont été détruits en 1987, et autant l'an demier, soit chaque fois « une surface supérieure à celle de la Belgique ». Au total, selon lui, 400000 kilomètres carrés ont été dévastés jusqu'à présent, dans la forêt et dans les zones de cerrado (savane) : ce qui correspond à 8 % de la région.

confier à une organisation suprana-tionale le soin d'« administrer » la « Un zoo

L'une des propositions les plus discutées est celle que plusieurs ministres européens ont présentée récemment : le Brésil a une grande forêt tropicale et aussi une grande dette extérieure, pourquoi ne pas lier les deux questions ? Il s'agirait, pour les pays créanciers, d'utiliser une partie de l'argent qui leur est dû dans des actions ponctuelles de sau-vegarde. Le projet se heurte ici à un non a catégorique des militaires et du chef de l'État, qui disent qu'aucune partie du territoire ne peut faire l'objet de marchandage.

Lima. « On veut faire de notre pays

une réserve écologique », assure le ministre des relations extérieures, M. Abreu Sodré. Pour mobiliser

l'opinion, les autorités prêtent aux accusateurs l'intention d'« interna-

tionaliser » l'Amazonie sous pré-

texte de la sanvegarder. M. Michel

Rocard se voit classer parmi ces

indésirables, pour avoir proposé, si l'on en croit la presse locale, de

Les arguments les plus variés fleurissent à Brasilia pour répondre territoire vingt fois plus grand que celui accordé aux indigènes des

Bref, les nationalistes outragés font feu de tout bois en faveur de ce qu'ils appellent le « développe-ment » de l'Amazonie, C'est an Bré-sil, certes, de décider ce qu'il doit faire chez lui. Mais la défense de la « souveraineté nationale » couvre les crimes commis contre l'écologie et les habitants de la région.

Déboisement sauvage, travail-leurs agricoles assassinés ou réduits au servage, Indiens spoliés ou vic-times d'aventuriers : la liste des méfaits est conque et s'allonge tous les jours. Le plus souvent, la forêt est détruite pour céder la place à des pâturages. Les « grands projets » encouragés par l'Etat depuis quinze ans, avec subventions et exemptions fiscales, visent à créer en Amazonie des exploitations de plusieurs dizaines de milliers d'hectares destinées à « faire du boenf ». Politique désastreuse, aux yeux des spécia-listes : l'élevage pratiqué étant extensif, il faut 2 ou 3 hectares par tête de bétail. Autrement dit, pour produire 200 kilos de viande, on sacrifie 20000 ou 30000 mètres carrés d'un patrimoine naturel uni-que au monde. A la violence contre la nature s'ajouse celle qui s'exerce

fait existe déjà, encouragée par l'Etat. C'est ce qu'un écologiste renommé, M. José Lutzemberger, fait remarquer en dénonçant le « chantage nationaliste » exercé par les autorités : le capital étranger contrôle nombre de compagnies d'élevage et de sociétés minières de

Les défenseurs de la nature ne plaident pas pour l'immobilisme, mais pour une mise en valeur rationnelle de l'Amazonie, appuyée sur des études préalables. Celles-ci montreraient que « les seuls endroits utilisables pour la culture ou l'éle-vage sont les terres d'alluvions, et les zones pré-andines, de caractère sédimentaire, de l'Ouest amazo-nien », dit M<sup>mo</sup> Garrido Filha, géographe. Ailleurs, il faudrait réserver la forêt aux activités d'extraction.

L'exemple le plus connu de l'occupation irrationnelle de la forêt est celui de la Transamazonienne, cette route tracée d'est en ouest dans les années 70 pour y amener la civilisation et soulager le Nordeste surpeuplé au profit de la jungle déserte. Plusieurs milliers de kilomè-tres ont été déboisés, et d'énormes crédits engloutis, pour construire une voie de communication qui s'est révélée très vite impraticable à cause des pluies.

# M<sup>me</sup> Thatcher annonce que Londres va doubler sa contribution

LONDRES

de nos envoyés spéciaux

Me Thatcher a suscité des rires lors de la conférence de presse qui clôturait, mardi 7 mars, la réunion internationale sur l'ozone, lorsqu'elle a sèchement réprimandé son ministre de l'envi-ronnement, M. Nicholas Ridley. A notre question sur le montant de la participation de son pays au Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) (1), la « dame de fer » l'environnement

a répondu: « Cette participation va doubler, passant de 1,5 à 3 millions de livres. » « Je ne crois pas que ce soit le bon chif-fre », lui a glissé à l'oreille M. Ridley, qui se trouvait à ses côtés. Ce dernier avait parlé suffisamment fort pour être entendu de tous les journalistes.

Calmement mais fermement, M™ Thatcher a alors élevé la voix pour dire à son intention, et pour la salle entière : « Vous feriez mieux de compter 1,5 million de livres tout de suite pour que le double puisse faire 3 millions. Cela vous apprendra à me donner des chiffres faux. • Cette polémique interne au gouvernement britannique a beaucoup réjoui l'audi-

Le contexte est le suivant : Ministre de l'environnement, M. Ridlev est en réalité plus favorable aux thèses des industriels qu'à celles des écologistes. Il est très critiqué depuis des mois pour avoir subrepticement commencé à lotir la « ceinture verte » qui entoure Londres. M. Ridley est ultra-conservateur... en politique et en économie, mais pas en protection de la nature, espaces verts compris.

Cette rebuffade de M™ Thatcher a détendu l'atmosphère à la fin d'une conférence par définition très technique. Elle a aussi considérablement embarrassé M. Ridley. Celui-ci n'aime pas beaucoup verser de l'argent à l'ONU pour défendre l'environnement. Il a eu le tort de donner à penser que Mai Thatcher se trompait dans ses additions et ses multiplications.

#### < Aucune concurrence »

Le Royaume-Uni contribue actuellement pour 1,5 million de livres (environ 16 millions de francs) au PNUE. Cette somme va être multipliée par deux. M= Thatcher l'a annoncé mardi, et il n'y a pas de raison de mettre sa parole en doute. M. Ridley était-il au courant ?

M= Thatcher a, d'autre part, déclaré que son pays ne serait pas représenté lors de la prochaine réunion internationale sur l'environnement qui a lieu, samedi 11 mars, à La Haye. « Nous n'irons pas à la conférence de La Haye parce que celle-ci a pour but de créer une nouvelle institution. Nous estimons qu'il y en a deià assez. Nous ne crovons pas

beaucoup à la création de novveaux organismes... > a-t-elle souligné.

Y a-t-il concurrence entre la conférence de Londres qui s'est achevée mardi et celle de La Haye à laquelle MM. Mitterrand et Kohl doivent se rendre? - Pas du tout, affirme Mme Thatcher, il n'y a aucune concurrence. .

Pour Mme Thatcher, la conférence de Londres a « dépassé tous ses espoirs. » Au départ, la conférence s'était fixé « trois buts principaux : augmenter la prise de conscience de l'opinion mondiale, engager les processus concrets qui arrêteront les dommages faits à la couche d'ozone, renforcer les organisations internationales existantes, en particulier le

#### Le protocole de Montréal

Mme Thatcher, dans son discours de clôture, a comparé avec humour notre connaissance de la couche d'ozone à un seau dont nous ne savons ni la grandeur, ni la capacité, ni le débit de ses fuites et de son remplissage, mais dont pous voulons savoir le nombre de litres d'eau qu'il contient. Mais les incertitudes sur les mécanismes de création et de destruction de l'ozone sont une incitation à intensifier les recherches et ne doivent pas retarder les décisions concrètes.

Il faut que tous les pays adhèrent au protocole de Montréal (2), et que chaque consommateur change ses habitudes pour réduire son usage personnel des CFC. Mais le premier ministre britannique comprend que la recherche et la mise sur le marché de produits de substitution prendront du

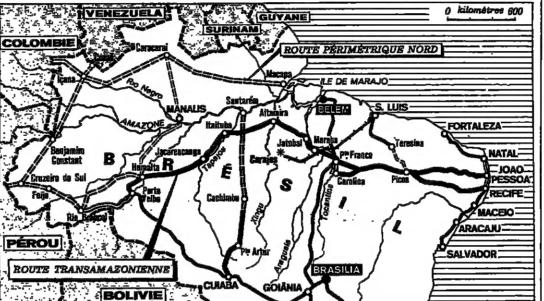
Mª Thatcher reconnaît qu'e il serait intolérable que les pays dėjà industrialisės qui ont causė la plus grande partie des pro-blèmes auxquels nous sommes confrontés en fassent payer le prix aux autres. » Elle a conclu en soulignant le fait que « nous devons transmettre un patrimoine sain à nos petits-enfants et aux notre devoir. »

#### DOMINIQUE DHOMBRES et YVONNE REBEYROL.

(1) Le Programme des Nations unies pour l'environnement, que dirige le docteur Mostafa K. Tolba, a un bud-get de 315 millions de francs, alimenté get de 315 militors de francs, animente uniquement par des contributions volon-taires. Avec 44,1 à 63 millions de francs — bientôt plus, probablement, — les Etats-Unis sont le plus gros donateur.

(2) Les trente-quatre pays qui ont ratifié le protocole de Montréal consomment 85 % des CFC. Vingt pays supplémentaires ont annoncé à Londres leur intention d'adhérer au protocole.

 ERRATUM. – Le directeur de la chimie fine et des spécialités d'Atochem s'appelle Maurice Verhille (et non Morris Vermille, comme nous l'avons écrit dans le Monde du



à la « campagne » de l'étranger. Un chroniqueur politique très connu, Carlos Castello Branco, en a donné ment un échantillon. Derrière les campagnes des écologistes, écrit-il dans le Jornal do Brasil, on a l'impression que se cachent de puis-sants intérêts. Si les Etats-Unis ne veulent pas de la route Rio-Branco-ci avaient un accès direct au Pacifi-

Carlos Castello Branco écrit qu'en prétendant défendre les Indiens « on veut faire de l'Amazo-nie un zoo humain, destiné à la distraction du monde développé ». Des Indiens, précise-t-il, « dont le nom-bre n'atteint même pas la moitié de la population de la principale

défricheurs de la forêt sont les posseiros, les paysans sans terre qui ouvrent des clairières pour pratiquer ils sont chassés manu militari par les milices privées des grandes com-pagnies, qui les utilisent ensuite comme main-d'oeuvre quasiment

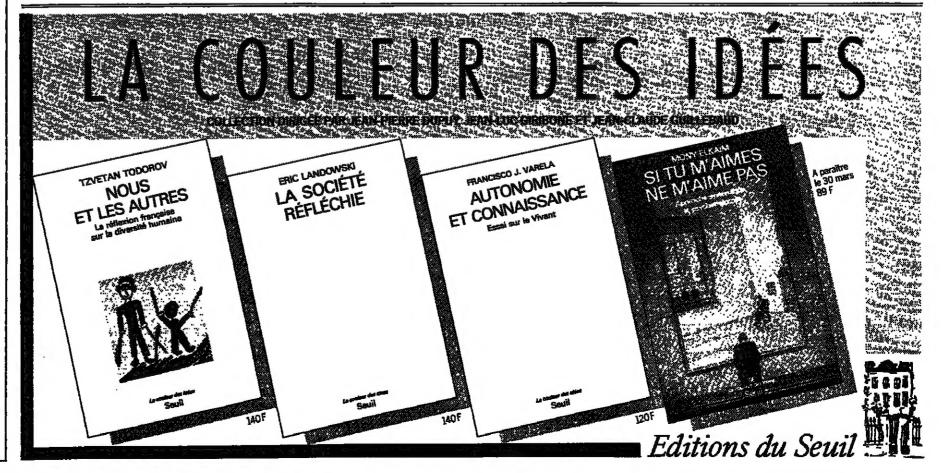
#### « Chantage nationaliste »

Les écologistes brésiliens accueillent avec reconnaissance les pressions de leurs homologues étrangers. Beaucoup de journaux en font autant, et se moquent des hauts cris du gonvernement; ils ne croient pas au risque d' « internationaliser » l'Amazonie, au sens où l'entend ce

L'aventure a été répétée avec la Périmétique Nord, et interrompue quand près de 1 000 kilomètres avalent été déjà construits. A Maraba, près du plus grand gise-ment de fer du monde, celui de Carajas, des entreprises brûlent les arbres pour fabriquer 2 000 tonnes de charbon végétal par jour et pro-duire des gueuses de fonte destinées à l'exportation!

Le gouvernement de Brasilia n'a pas engagé de discussion véritable sur le type de développement sou-haitable pour l'Amazonie. Pent-être le fera-t-il à la faveur de la « campagne internationale » qu'il dénonce aujourd'hui. En attendant, il profits des contradictions entre savants sur les dimensions du saccage pour en minimiser la portée - voire pour le

CHARLES VANHECKE.



# **Diplomatie**

Après leur première rencontre de Vienne

# MM. Baker et Chevardnadze se retouveront à Moscou en mai



VIENNE de notre envoyée spéciale

C'est à Vienne que M. Chevardnadze avait fait ses adieux à M. George Shultz en janvier, c'est à Vienne qu'il a eu, mardi 7 mars, son premier entretien avec le nouveau secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. On n'a cependant pas l'impression que le carrousel des relations américano-soviétiques ait été relancé au même rythme que sous le président Reagan.

« L'administration américaine, de toute évidence, a encore besoin de temps », disait à la sortie de cet entretien de près de deux heures, M. Chevardnadze, à qui l'on deman-dait quand allaient reprendre les négociations sur les armes stratégi-ques. Et M. Baker espérair, pour sa vert en l'evenner de ce designe part, que l'examen de ce dossier entrepris par la nouvelle administration scrait terminé vers la fin du mois d'avril. D'un sommet Bush-Gorbatchev, il n'est pour l'instant pas question. M. Baker en reparlera avec son homologue soviétique quand il le reverra à Moscon dans la

Sur le fond, le climat ne semble pas non plus être à l'euphorie, mais à une prudente expectative du côté américain. Les deux hommes se sont certes félicités qu'une nouvelle négociation sur les armements classiques s'engage à Vienne, mais M. Baker ne paraît pas couloir laisser l'URSS se reposer sur les lauriers passés du gorbatchévisme. La perestroïka?

Elle est « bénéfique pour les Sovié-tiques et le reste du monde, mais son succès dépend des Soviétiques es, pas de ce que nous pouvons faire ». Les droits de l'homme? « Beaucoup de progrès ont été faits jusqu'en décembre, mais peu depuis », dit M. Baker.

Les conflits régionaux? De bons progrès » ont été réalisés aussi dans le passé, mais, a ajouté le secrétaire d'État américain, « nous attendons que la nouvelle pensée soviétique se manifeste aussi au Moyen-Orient, en Amérique cen-trale, dans la corne de l'Afrique. Nous voulons des actes, pas seulement de la rhétorique ».

Il a notamment demandé à M. Chevardnadze que l'URSS réduise son assistance militaire au Nicaragua, et il lui a exprimé ses réserver » quant à l'idée d'une grande conférence internationale sur le Proche-Orient. Une telle conféce, « sous les projecteurs des des possibilités plus prometteuses, La paix ne viendra que de négocia-tions directes entre Israéliens et Palestiniens », a dit le secrétaire

Il avait tenu le même langage lundi aux ministres français, espagnol et grec des affaires étrangères. qui lui rendaient compte des contacts qu'ils ont pris récemment au Proche-Orient, au nom de la CEE. M. Dumas a pu mesurer, d'autre part, lundi soir, lors d'un entretien à l'ambassade de France,

l'intérêt nouveau du ministre soviétique pour cette région, qu'il s'agisse du conflit israélo-palestinien, de la situation au Liban ou du problème de l'accumulation des arme Proche-Orient, que l'URSS paraît

Le ministre français a eu également des entretiens avec ses bomolo gues chypriote, allemand, autrichien et tchèque. Il s'est inquiété auprès du ministre tchèque du sort de Vaciav Havel, le dramaturge aujourd'hui emprisonné, que lui-même et M. Mitterrand avaient rencontré lors de leur récente visite à

Dans son intervention mardi, à la cérémonie d'ouverture des négociations sur les armes conventionnelles. M. Dumas a insisté sur l'insertion de ces négociations dans l'ensemble du processus d'Helsinki, « la France, at-il dit, est et restera parfattement solidaire de ses alliés, mais elle n'hésite pas à dire qu'on ne peut appréhender la réalité de l'Europe à travers le seul prisme des alliances. C'est entre les Etats d'abord, et non pas entre les blocs qu'il s'agit de nouer des relations plus sûres et plus confiantes », a ajouté le ministre français, qui n'a - nullement exclu - d'élargir un jour aux trentecinq pays européens, avec les neu-tres et non-alignés, la négociation de désarmement ouverte aujourd'hui entre les vingt-trois membres des

CLAIRE TRÉANL

# **Amériques**

**ÉTATS-UNIS**: accusé d'inaction

# M. Bush demande qu'on le juge « sur les faits et non sur des impressions »

WASHINGTON

de notre correspondant

- Il n'y a pas de malaise, nous ne sommes pas à la dérive »: c'est un George Bush sur la défensive qui s'est efforcé de dissiper, au cours d'une conférence de presse « improvisée », mardi 7 mars, l'impression que son administration n'est pas par-tie du bon pied, ou plutôt qu'elle fait

Même si, pour une part, elle relève de la méthode Coué, la réacrelève de la méthode Coué, la réaction du président était sans doute nécessaire, alors que l'on recommence à se poser des questions à Washington sur les qualités de jugement ou d'imagination de M. Bush, et qu'apparaissent dans la presse des commentaires sur le thème : Reagan, au moins, savait ce qu'il voulait et avait démarré beaucoup plus vite. Tentant de balaver les critiques

Tentant de balayer les critiques selon lesquelles « ll ne se passe rien », M. Bush a affirmé : « Il se passe beaucoup de choses, des bonnes et des moins bonnes. » Il faisait apparemment allusion à l'a affaire Tower », qui empoisonne les débuts de sa présidence et compromet l'avenir de ses relations avec les démocrates qui contrôlent le Congrès. Sur ce terrain au moins, les derniers jours ont dû apporter à la Maison Blanche un certain réconfort, puisque deux sénateurs démocrates ont annoncé leur intention de voter pour la confirmation de M. John Tower au poste de secré-taire à la défense. Mais les chances de succès restent très minces, l'atmosphère au Sénat est toujours aussi électrique, et ce pénible débat portant sur les travers supposés du nominé » risque de se prolonger au-delà de la fin de cette semaine. C'est dire qu'on n'a pas fini de reprocher à M. Bush de ne pas tenir compte des - réalités politiques -, et de tourner la page pour s'occuper

Pour répondre à ses détracteurs, M. Bush s'est efforcé de prendre les choses sur le ton de la plaisanterie: « J'ai parlé au téléphone avec un type de Lubbock (une ville du Texas), et il m'a dit: « Ici tout le monde pense que les choses vont
 magnifiquement blen.
 C'était aussi, de la part du président, une façon de reprendre à son compte un

d'autre chose.

thème dont M. Reagan fit grand usage: Washington n'est pas le pays réel, ce qui fait grand bruit dans la capitale ne trouble nullement le public américain.

Mais M. Bush a tont de même estimé nécessaire de faire l'inven-taire de ce qu'il a fait depuis son entrée en fonctions. Il a en particu-lier cité son plan de sauvetage des lier cité son plan de sauvetage des caisses d'épargne, son budget (que les démocrates apprécient de moins en moins à mesure qu'ils l'examinent de près) et « un voyage à l'étranger plein de substance » (il s'agit de sa tournée au Japon, en Chine et en Corée du Sud) qui lui a permis de rencontrer « les représentants de dix-neul pays ».

dix-neuf pays .

Le président s'est aussi défendu d'avoir pris du retard dans le pro-cessus de nomination de toute une série de responsables de rang intermédiaire, et il a réaffirmé sa « totale confiance - en M. John Sunuau, le secrétaire général de la Maison Blanche. Ce dernier, qui n'a pas, loin de là, que des amis à Washington, est souvent tenu pour responsa-ble des débuts claudicants de la nou-velle administration.

# de soixante jours

M. Bush a aussi confirmé son intention de ne pas intervenir, pour le moment, dans le conflit qui oppose une partie du personnel au sol d'Eastern Airlines à son propriéconduit en quelques jours la compa-gnie, malade depuis longtemps, au bord de la banqueroute, et mis la quasi-totalité de ses trente mille employés en chômage technique. Cette « inaction » du président suscite beaucoup de critiques au Congrès, où les démocrates prépa-rent une résolution qui mettrait M. Bush en demeure de décréter une « trêve » de soixante jours dans le conflit social pour favoriser la recherche d'une solution. (la Maison Blanche fait valoir que le conflit dure depuis dix-neuf mois, et laisse entendre qu'il vaut mieux vider

l'abcès). En politique étrangère, M. Bush a rappelé que le processus « d'évaluation » et de réflexion qu'il a ordonné suivait son cours (il devrait être ter-

**Proche-Orient** 

miné à la fin avril) : pas question donc de se laisser « paniquer » par ceux qui lui reprochent de n'avoir pas formulé à ce jour « de nouvelles propositions audacieuses ». Le pré-sident a aussi fait valoir que le secré-taire d'Etat James Baker était entre en contact avec les responsables de tous les pays de l'OTAN, et venait d'avoir à Vienne une «rencontre fructueuse» avec le ministre soviéti-que des affaires étrangères, M. Che-

M. Bush est donc tout à fait « à l'aise », il le dit. Mais il est douteux l'alse », il le dit. Mais il est douteux que cette conférence de presse ait suffi à redonner à sa présidence l'élan qu'elle semble avoir déjà perdu. Il faudrait pour cela un peu plus que des mots, et M. Bush le sait certainement, qui a déclaré luimême mardi : « Le peuple américain juge sur les faits, non sur des impressions. » A condition que les faits ne se laissent pas trop désirer. JAN KRAUZE

## Le chef du Parti républicain contraint à démissionner de l'université noire de Washington

Nouveau coup dur pour le prési-dent américain: le chef du Parti républicain, M. Lee Atwater, qui fut aussi le directeur de la campagne présidentielle du candidat George Bush, a dû démissionner, mardi 7 mars, de ses fonctions au conseil de tutelle de l'université Howard à Washington, la plus grande univer-sité noire du pays. Des centaines d'étudiants avaient investi les locaux de l'université et réclamaient le départ de M. Atwater, qui, à leurs yeux, avait mené une campagne - teiniée de racisme - à l'autonne

Les républicains avaient massive-ment utilisé à l'époque dans leurs spots télévisés l'exemple d'un détenu noir du Massachusetts, Willie Horton, auteur d'un nouveau meurtre lors d'une permission, pour critiquer le « laxisme » du gouverneur démocrate de l'Etat, M. Michael

# Bucarest accepterait de recevoir une mission de la commission des droits de l'homme de l'ONU

GENÈVE

de notre correspondante

La délégation roumaine à la comsion des droits de l'homme de l'ONU a fait savoir en privé, dans la soirée du mardi 7 mars, à la délégation française que son pays était d'accord en principe pour recevoir à Bucarest une commission d'enquête - comme l'avait fait Cuba l'an dernier, - mais elle n'a fourni aucun détail sur la liberté d'action dont

 Une assemblée générale sur la coopération économique en 1990. - L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé, mardi 7 mars, la convocation d'une session spéciale consacrée à la coopération économique internationale en avril 1990. Cette décision, acquise par 123 voix et 1 voix contre (Etats-Unis), est due à une initiative des

pays en voie de développement. La conférence, prévue du 23 au 27 avril 1990, aura pour objet d'exa-miner les problèmes prioritaires de l'économie mondiale, en particulier celui de la reprise de la croissance et du développement dans les pays du tiers-monde. - (AFP.)

une telle mission pourrait disposer. Il est probable que la commission ne donnera suite à cette proposition que si des assurances plus précises lai sont fournies par les représentants roumains présents à Genève. Comme nous l'a fait remarquer un diplomate, si c'est pour aller en autocar admirer les progrès de la construction du nouveau palais du président Ceausescu, ce n'est pas la

 Protestation chinoise contre les Etats-Unis. - La Chine a pro-testé, mardi 7 mars, contre les resdepuis un peu plus d'un mois par les Etats-Unis aux fonctionnaires chinois des Nations unies ainsi qu'à leurs familles, et demande la levée de ces mesures, que le délégué américain, Mª Patricia Byrne, a justifiées par des raisons de « sécurité nationale ». Les fonctionnaires affectés ne peu-vent voyager, sauf permission préa-lable, que dens un rayon d'une quarantaine de kilomètres autour de New-York. Des mesures similaires frappaient déjà depuis plusieurs années les fonctionnaires de l'ONU

# Naplouse sous couvre-feu

de notre correspondant

e Le prix à payer sera lourd a, avait annoncé le général Dan Shomron, chef de l'état-major, après le meurtre d'un soldat israélien à Naplouse (nord de la Cisjordanie), le 24 février demier. Vraisemblablement attiré dans une embuscade au fond d'une ruelle de la casbah, le perachu-tiste Berryamin Meisner fut tué par un lourd bloc de pierre lancé depuis un toit. C'était un réser-

viste ; il avait vingt-trois ans. Depuis, la ville est sous couvre-feu. Jour après jour, l'armée a fouillé des dizaines de maisons dans la casbah. Mardi 7 mars, les autorités ont annoncé qu'elles avaient arrêté deux esuspects » — deux jeunes Palestiniens soupconnés d'avoir été directement impliqués dans l'opération. Immédiatement, l'armée s'est déployée dans le quartier et les deux maisons des amilles des suspects ont été

Plus de cent cinquente mai-sons ont ainsi été détruites depuis le début du soulèvement dans les territoires occupés.

Commentant les dynamitages de mardi, un porte-parole a indiqué que cette forme de punition colective se voulait « dissuasive ». Il n'a pas expliqué ce qui se passerait pour les familles dont les maisons ont été démolies si le procès des deux suspects - il aura lieu ultérieurement - devait

établir qu'ils sont innocents. Les deux jeunes gens sont âgés de dix-neuf et vingt-deux ans. Tous deux ont déià fait de la prison et tous deux ont été blessés par balle l'hiver dernier lors d'affrontements avec l'armée. L'un, touché au visage, a perdu un cail, l'autre a été atteint à la poitrine. Ils appartiendraient aux « groupes de choc »

Peu avant la démolition des maisons, l'armée avait pris en chasse plusieurs jeunes gens de la casbah qu'elle souhaitait appréhender. Les soldats ont ouvert le feu après les sommetions d'usage, a indiqué un porte-parole : un Palestinien de dix-huit ans a été tué. Mercredi, couvre-feu, ses cent trente mille habitants bloqués à domici ALAIN FRACHON.

# Grave incident dans le Sud-Liban entre l'armée israélienne et le contingent norvégien de la FINUL

Un char israélien de type Mer-kava a forcé, mardi 7 mars, un barrage du contingent norvégien de la FINUL à l'entrée de la localité d'Ibl-el-Saqi, où se trouve le quartier général des « bérets bleus » norvégiens. Deux heures auparavant, ces derniers avaient interdit à une unité de seize militaires israéliens transportés dans trois jeeps de traverser e barrage.

Le char israélien, dans sa progression, a écrasé trois transports de troupes de l'ONU sans occupants.

Le commandant israélien de la région militaire Nord, le général Yossi Peled, a qualifié d' « extrêmement grave - cet incident et a ajouté que l'armée israélienne « continuera de circuler librement sur toutes les routes du Sud-Liban ».

# « Zone de sécurité »

Un autre responsable militaire israélien a déclaré que l'Etat hébreu devait désormais « changer de com-portement envers la FINUL », accusant le contingent norvégien de cette force d'aider les « combattants anti-

Le général israélien Zeev Zaharin, commandant « l'unité de liaison », a affirmé que le village d'Iblel-Saqi - où se trouve le QG des « casques bleus » norvégiens - et d'autres régions de la zone d'opéra-tion de ce contingent sont devenus le point de départ des attaques menées contre la « zone de sécurité » établie par Israči au Liban.

Plusieurs incidents out opposé depuis le début de l'année, les Israéliens à la FINUL, au cours desquels notamment deux « casques bleus » norvégiens ont été blessés et un soldat irlandais tué. Le contingent norvégien, rappelle-t-on de source israélienne, a tenté à plusieurs reprises au cours des deux derniers mois de s'opposer à l'expulsion de la « zone de sécurité » d'une centaine de villageois des localités se trouvant dans le secteur de leurs opérations. -

# Le troisième sommet francophone aura lieu à Dakar le 24 mai

M. Jean-Paul Hubert, ambassa-deur du Canada au Sénégal et prési-dent, depuis avril 1988, du Comité international du suivi des sommets francophones, a mardi 7 mars à Paris, tenu une conférence de presse pour faire le point de la préparation de la troisième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement franco-

Ce sommet aura lieu à Dakar du 24 au 26 mai. Il sera précédé, le 22 mai, toujours dans la capitale sénégalaise, d'une rencontre des ministres des affaires étrangères des nations utilisant le français. Les chefs de diplomatie se seront, aupa-ravant, rencontrés à Paris les 30 et

Depuis le sommet de Québec, en eptembre 1987, le Comité du suivi s'est réuni dix-buit fois, générale-ment à Paris, mais anssi à Tananarive et à Marrakech, Madagascar et le Maroc ayam sonhaité, en accueillant chacun une de ces réunions, marquer leur intérêt grandissant

français. Les premiers Jeux francophones du sport et de la culture se dérouleront d'ailleurs à Casablanca du 8 au 22 juillet. Enfin, un Forum francophone des affaires sera organisé à Dakar en mai, avant le som-

M. Hubert a indiqué que d'ici la coaférence de Dakar, quelque 80 % des projets (d'un montant total de 360 millions de francs) mis sur pied à Québec seraient réalisés ou en voie de l'être, ainsi que M. Alain Decaux, ministre délégué à la fran-cophonie, l'avait promis il y a quel-ques mois. Certaines décisions, mme celle d'attribuer une aide particulière au Liban, sont cependant restées lettre morte : une somme d'environ 6 millions de francs a bien été dégagée pour ce pays, mais elle n'a pu être utilisée « en raison des circonstances ».

# Brusque détérioration du climat politique

LIBAN

BEYROUTH correspondance

Un brusque coup d'arrêt vient d'être donné à l'optimisme qui régnait depuis quelques semaines au Liban, à la suite des travaux du comité de bons offices de la Ligue arabe chargé de trouver un règle-ment au conflit qui déchire le pays, et dont l'action est appuyée par les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'URSS, ainsi que par la Communauté européenne.

En soixante-douze heures, la situation s'est considérablement dégradée. D'abord, le leader druze, M. Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste (PSP) et allié

déchaîné contre le premier ministre du gouvernement, à majorité musul-mane, M. Selim Hoss, lui reprochant de faire des conces contrepartie au « camp chrétien », et soulignant, par ailleurs, qu'il n'y avait pas à attendre grand-chose de positif de la part du comité arabe de

Face à ces attaques, M. Hoss a répondu simplement que M. Journ-blatt était pratiquement en train de saborder le gouvernement, qui « se trouve paralysé et incapable de sié-ger ». Toujours dans le cadre de la montée de la tension, le général Samir Khatib, commandant des unités musulmanes de l'armée, a ordonné la sermeture de la voie de jonction du port de Beyrouth, qui de la Syrie sur la scène locale, s'est relie les deux secteurs de la capitale.

La réouverture de cette route avait été considérée comme un début de réunification de Beyrouth, mais une querelle entre les camps chrétien et musulman sur le contrôle des différents ports du pays a amené le général Aoun à mettre en place un système de surveillance aéronavale du littoral. Jugeant cette initiative comparable à un blocus maritime, les autorités de Beyrouth-Ouest ont fermé la route du port de Beyrouth, dont la réouverture n'aura duré que six jours après cinq années de paralysie. Cette affaire donne lieu à une polémique politique, mais, au regard de la tension qui prévant, elle risque de dégénérer en escalade militaire.

La querelle sur les ports et les attaques contre M. Hoss viseraient en réalité à freiner, ou même à torpiller, la mission du comité arabe de bons offices. D'ores et déjà, celui-ci a ajourné la visite à Beyrouth d'un émissaire qui devait inviter au Koweit les représentants de divers pôles d'influences politiques et mili-

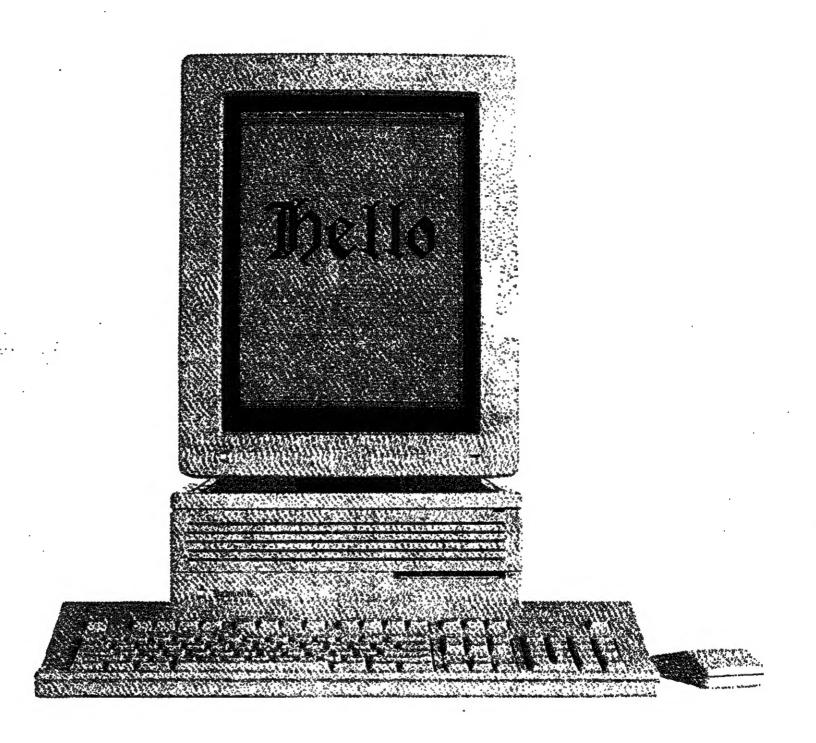
A l'origine de cet ajournement se trouveraient les réserves formulées par la Syrie au sujet de l'action du comité puissamment encouragée par l'Arabie saoudite et soutenue par l'Irak, et de la composition de la liste des personnes appelées à se ren-dre an Koweit. Reflet de la dégradation générale, la livre libanaise, véritable baromètre politique, a perdu en quelques jours 12 % de sa valeur par rapport aux monnaies occiden-

ROGER GEHCHANL



حكوا من الأصلى

# Nouveau Macintosh IIcx. On n'avait jamais réussi à mettre autant de puissance dans aussi peu de cm³.



Voici le nouveau Macintosh Ilcx, né hier. Ce qui est nouveau, c'est que l'on a réussi à faire tenir la plupart des avantages des Macintosh II dans un encombrement très réduit.

D'ailleurs, si l'on dispose de peu de place, on peut mettre l'unité centrale verticale, à côté de l'écran par exemple. Comme il est de la famille des

Comme il est de la famille des Macintosh II, on peut le faire évoluer comme on le souhaite, et même choisir son écran (couleur haute définition, pleine page). Avec ses 3 connecteurs d'extension, on peut étendre ses capacités et développer ses facultés de communication, par exemple en se connectant à différents réseaux locaux ou à distance.

De plus, il possède le nouveau microprocesseur Motorola 32 bits 68030 et le coprocesseur arithmétique 68882, ce qui permet de travailler plus vite que jamais. Avec son nouveau lecteur de disquettes FDHD 3,5 pouces, 1,4 Mo, il peut récupérer et traiter des données provenant d'ordinateurs utilisant d'autres

systèmes d'exploitation (MS-DOS ou OS/2 par exemple).

Grâce à sa mémoire vive extensible jusqu'à 8 Mo, on peut utiliser encore plus facilement plusieurs applications à la fois.

Et puis il est équipé d'un nouveau disque dur très rapide de 40 Mo ou de 80 Mo. Enfin si vous étiez un

Enfin si vous étiez un peu curieux, vous auriez déjà pris rendez-vous avec votre concessionnaire Apple.



pie le logo Apple Macantosh sont des marques déposées de Apple Computer for AS DOS est une marque deposée de Microsoft Corporation OS 🕹 est une marque deposée de International Business Machane et de Microsoft Corporativa

parkets and the second second

e du che

SITE 2 de notre envoyé spécial

f'heure où il est question pour des centaines de milliers de Khmers agglutinés depuis dix ans le long de la frontière khmérothailandaise de rentrer au pays, Sot Sarong, lui, a choisi d'en sortir. Récemment, ce petit paysan de dix-sept ans s'est décidé à quitter tout à la fois son village, sa grand-mère et le Cambodge pour venir grossir le camp frontalier de Site 2. Et cela pour deux raisons : échapper à la conscription dans l'armée de Phnom-Penh et retrouver ses parents, depuis longtemps installés dans le camp.

Guidé par un passeur à tra-vers les champs de mines dont les factions armées ont parseme les zones frontalières, le jeune homme est arrivé sans encombre. Dans son village, sous l'administration provietnamienne de Heng Semrin, il y avait, dit-il, « trop de travaux surtout) et « pas assez d'écoles ». On n'enseignait pas nait quand même une partie des récoltes. Et puis, là comme ail-Phnom-Penh n'empêchait pas les Khmers rouges d'aller et venir. Cela aussi a décidé Sot Sarong à partir. Ses compagnons d'escapade, une douzaine de villageois, sont venus à Site 2 « pour chercher de l'argent, faire des provisions et visiter des parents ». Ils rentreront bientôt. Lui, non. Que compte-t-il faire parmi les 180 000 habitants d'un camp devenu au fil des ans la deuxième agglomération cambodgienne après Phnom-Penh ? Il ne sait pas. S'il a fui la conscription là-bas, ca n'est pas pour se jeter ici dans les bras de la résistance. Il va attendre, en famille, que « ça change » pour

Prum Sokhol a vingt ans. Comme beaucoup d'adolescents séparés de leur famille sous le régime de Pol Pot et de ses cadres noirs, il est ou croit être orphelin. Il est arrivé à la frontière il y a dix ans, avec un oncle, mort depuis en combattant. Lui, passé directement du statut d'écolier à celui d'enseignant, a échappé à l'enrôlement. Il manie mieux l'anglais et le français que l'AK 47; rêve de devenir ingénieur, d'aller étudier l'électronique à l'étranger puis de... rentrer au pays. Chez lui, comme chez ses amis, la soif d'apprendre pour servir le pays est grande. Mais, pour l'heure, Prum Sokhol n'est qu'un « prisonnier du camp » à l'avenir e incertain ».

#### Un avenir incertain

Leng Van Chai a vingt-huit ans, une femme et un enfant. Infirmier dans un hôpital-bambou de Site 2, il n'est pas parmi les plus mai lotis. Mais lui aussi végàte depuis dix ans dans ces camps de la frontière livrés quotidiennement aux débordements de la guerre, à la « loi » des factions armées, aux rackets et misères en tous genres. Il n'en peut plus de cette vie d'assistance, de désespoir et de viorlence, de ces milliers de vies gâchées, de foyers brisés, de jeunes gens amputés.

« Je voudrais rentrer. Beaucoup ici voudraient rentrar, mais nous avons peur. Depuis mon enfance, je n'ai jamais connu la paix dans mon pays; rien que la guerre et le communisme, et j'ai été séparé dix ans de mes parents, dit l'infirmier. Alors, rentrer oui, mais pas à n'importe quel prix. Pas sous un régime communiste, pas dans un système collectiviste, pas sans garanties. Et, surtout pas tant que les Khmers rouges sont là i »

Pour nos trois interlocuteurs, comme pour les nombreux civis intégrés au réseau de camps qui jalonnent la frontière, côté that-landais, l'espoir est tempéré d'inquiétude et l'avenir reste incertain.

Plus de 300 000 Cambodgiens vivent ainsi, depuis dix ans, dans un provisoire permanent. Une organisation de l'ONU, l'UNBRO (United Nations Border Relief Operation), créée pour la circonstance, leur fournit la noumiture et les paillotes; des agances volontaires s'occupent de la santé et l'éducation; l'armée thesiandaise les garde.

l'armée theilandaise les garde. L'opération, financée par les Etats-Unis, la CEE et la Japon coûte plus de trente millions de doilers par an. Elle a permis de sauver beaucoup de Cambodgiens mais aussi de mettre sur pied les bases arrière de la résis-

tance antivistriamierne.

En 1979, après l'invasion du Cambodge par les troupes de Hanol, l'effondrement des Khmers rouges et le chaos qui s'ensuivit, des cantaines de milliers de Khmers vinrent s'agglutiner à la frontière. Le spectre de la famine passé, beaucoup choisirent de rentrer au Cambodge; d'autres, privilégiés, purent partir à l'étranger; d'autres encore, pris au piège de l'assistance et de la guerre, furent placés par les Theilandais sous la coupe des trois mouvements de la résistance (sihanoukistes, Front de libération nationale et Khmers rouges). Nécessaires à la lutte armée, la dizaine de camps « civils » prévus à cet effet (et proches des « sanctuaires » militaires) justifiaient du même coup le maintien de l'aide internationale

Tout cela s'est fait sans ménagements, souvent dans les larmes et le sang. Et au prix d'un quasi abandon, par l'Occident et par certaines organisations, de leurs principes et de leur man-

Un responsable de l'agence britannique Oxfam récapitulait les manquements aux règles internationales pour les « personnes déplacées » à la frontière : déni du statut de réfugié et des droits essentiels qui vont avec ; maintien des camps dans des zones de guerre ; absence de toute présence internationale la nuit ; impunité des abus à Site 2, un camp (du Front national de libération) « sans foi ni loi » ; enfin, camps khmers rouges « virtuellement fermés aux contrôles des Nations unies ».

#### L'heure du réexamen

Une organisation de l'ONU notait : « La présence d'éléments armés, les recrutements forcés, l'enrôlement politique et la criminalité constituent les problèmes de protection les plus graves dans les camps de la frontière. Les violations des droits de l'homme continuent dans les camps khmers rouges. »

Four sa part, le docteur Kouchner, qui s'est rendu récemment en Asie pour faire le point sur les réfugiés, parlait de « dévoiement humanitaire ». « Sous prétexte de seuver les gens, on en a fait des otages des factions armées. On peut s'en féliciter lorsqu'ils sont avec le prince Sihanouk. Mais que dire dans le cas des Khmers rouges, qui n'ont pes changé et qui restent capables du pire ? »

Seuvés de l'extermination per la politique d'asile de la Thailande, ressuscités par les secours internationaux, réarmés par la Chine et confirmés dans leur fauteuil à l'ONU par les démocraties occidentales (à l'époque où les charniers et autres horreurs de leur régime étaient mis au jour), les Khmers rouges, seule vraie force de combet khmère face aux Vietnamiens, ne se portent, en effet, pas si mal. Trop bien, même, pour les Khmers de la frontière et pour les organisations humanitaires alors que l'on parle du départ des Vietnamiens.

Aujourd'hui, la perspective d'un règlement du conflit cambodgien et l'attrait du marché indochinois donnent lieu à un réexamen de la politique de Bangkok. On envisage de défaire progressivement le dispositif militaro-humanitaire à la frontière. Il est question de rapatriement et de réinsertion. On ne parle pas encora de fermer les « sanctuaires », mais on envisage déjà de séparer les civils des combattants dans les camps. Et de commencer chez les Khrners rouges.

De telles déclarations somelles sérieuses, ou seulement destinées à sauver la face et à brouiller encore le jeu ? Quelques jours dans les camps, y compris avec des cadres de Por Pot, laissent en tout cas à penser que la tâche serait ardue.

tâche serait ardue.

A l'écoute de la diplomatie, on peut retirer l'impression que les Khmers rouges sont des partenaires non seulement nécessaires mais encore acceptables; qu'ils ont changé. Mais chez les gens de la frontière et chez les humanitaires on entend partout dire le contraire.

Les Khmers rouges « n'ont pas changé », ils restent « brutaux, sectaires et persuadés, malgré les affirmations contraires, de détenir le vérité révolutionnaire ». On raconte des incidents révélateurs. Par exemple, pour éviter la contamination par les étrangers, et pour s'opposer aux veillétés de contrôle de l'aide alimentaire, les Khmers rouges ont incendié récemment un hôpital et procédé au transfert de la population du camp d'Otrao. Des Khmers rouges ralliés nous ont parlé de leur principale activité : le transport et le stockage de quantités d'armes chinoises au Cambodge, dans les montagnes et les

Les organisations internationales affichent leurs états d'âme, rivalisent entre elles et cherchent à s'adapter aux nouvelles réalités. Elles se demandent comment arracher les populations civiles à l'emprise des Khmers rouges; ce Frankenstein qu'elles ont ressuscité! Le CiCR déplore un manque de coopération du régime de Phnom-Penh pour préparer les retours et réunir les familles.

Sans doute, mais la crédibilité des fonctionnaires humanitaires ne serait-elle pas mieux servie là-bas s'ils n'assuraient pas depuis dix ans la survie de

(Suite de la première page.)

A Hongkong, terre d'asile pour immigrants chinois, les chemins de la liberté qui conduisent les cousins vietnamiens aux eldorados occidentaux passent inévitablement par l'internement. Avec parfois des « traitements inhumains et dégradants», comme cela fut le cas pour une centaine de réfugiés, mal traités l'an dernier pour une affaire de rations alimentaires (1).

Se doutaient-ils de tout cela, Mais Thu, la laborantine de Hanoï, M. Phan, le chef électricien des mines de Quang-Ninh, et M. Hong, le mécanicien de Haiphong qui rêve de Toronto? Ils connaissaient les aléas, mais n'imaginaient pas que la liberté serait à ce prix dans un territoire de Sa Gracieuse Majesté.

« Nous sommes débordés. Trop, c'est trop! », s'irrite l'honorable Rita Fan, membre du conseil législatif local. Et ce leitmotiv, dont l'écho se répercute d'un bout à l'autre de Hongkong, dans la région et au-delà, résume tout. Les gouvernements, exaspérés, affichent complet et multiplient les mesures de dissuasion. Hongkong et la Thaïlande, les pays de premier asile, qui supportent depuis le début la part la plus lourde du fardeau, en sont, cha-

cun à sa manière, plus ou moins meurtrière, l'illustration.

Depuis 1975, la colonie a accueilli, à titre temporaire, 120 000 boat-people, dont quelque 70 000 Vietnamiens d'origine chinoise. En 1982, pour freiner l'exode, une politique drastique fut décidée. Avant même d'avoir débarqué, les candidats réfugiés avaient à choisir — si l'on peut dire — entre reprendre la mer avec un supplément de vivres et de carburant et accepter un internement quasi pénitentiaire en attendant leur adoption par un pays tiers.

#### Statut automatique

Dans un premier temps, ces mesures ont paru fonctionner. De 8 000 en 1982 les arrivées tombèrent à un millier en 1985. Mais, l'an dernier, elles remontaient à 19 000. Un déferlement! Et un beau tollé. Surtout que les départs étaient plutôt dérisoires; les Sino-Vietnamiens se faisaient rares, et les nouveaux venus, originaires du Nord, ne correspondaient guère aux critères de sélection occidentaux.

Alors que, jusqu'en 1988, les Vietnamiens partis massivement ont bénéficié de façon quasi automatique du statut de «réfugié», au sens politique (2), les derniers venus ont été progressivement perçus comme immigrants illégaux, mus par des considérations économiques. Même si leurs raisons de fuir restent similaires à celles invoquées par leurs prédécesseurs. Mª Thu, M. Phan et M. Hong n'ont pas fui, à propre-

de boat-people

M. Hong n'ont pas fui, à proprement parier, « par crainte de persécution », mais parce que la vie ne leur paraissait plus mériter d'être vécue dans leur pays sous ce régime.

La presse et l'opinion publique

de Hongkong, encouragées par l'hostilité aux réfugies de personnalités comme M= Rita Fan, et conscientes de la lassitude croissante de l'Occident, ont tiré profit de tout cela. En y ajoutant deux arguments locaux de poids: Pékin veut voir le problème réglé avant de rétablir sa souveraineté sur Hongkong, en 1997; et surtout des milliers de Chinois entrés clandestinement à Hongkong sont, eux, reconduits chaque année à la frontière manu mili-

L'addition de ces éléments a conduit au renforcement de la dissuasion. Il a été décidé que les boat-people arrivés après la date fatidique du 16 juin 1988 seraient soumis à un « contrôle » en vue de déterminer leur statut. La procédure fonctionne; mais, alors que des centaines de cas ont déjà été examinés, plus de 90 % ont été rejetés. Cette sévérité dans l'application des critères désespère tous ceux (déjà plus de 10 000) qui n'ont plus d'autre perspective que l'emprisonnement prolongé on le retour au Vietnam. Elle préoccupe également le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Parallèlement, les Britanniques ont négocié avec Hanoī les modalités de « rapatriement volontaire » au Vietnam. Le HCR, qui accorde une aide financière au retour, devrait pouvoir s'assurer que les rapatriés ne sont victimes ni de sanctions ni de discrimination. Les autorités de Hanoī s'y sont engagées.

Le premier contingent de « volontaires » (75) à prendre le nière est statistiquement négligeable par rapport au nombre des boat-people, qui sont 26 000 à Hongkong et 45 500 dans toute la région (voir carte ci-contre). Mais c'est une première. C'est aussi, pense-t-on ici, la condition sine qua non du succès de la dissussion. Et. compte tenu des variations de la compassion, la moins mauvaise des solutions : le retour au pays ne vant-il pas mieux que la prison à vie ? Mais certains rétorquent : « Non, c'est comme le choix entre la peste et le choléra. -

#### Rivages meartriers

En réponse aux critiques, Hongkong fait aussi valoir que sa politique a fait l'objet de garanties négociées et qu'elle respecte le droit. D'ailleurs, dit-on, « si tant de réfugiés croupissent à Hongkong, c'est qu'ils ne trouvent pas preneur! Et puis, ici, au moins, on ne rejette pas les gens à la mer! ». Voilà, pour les carences occidentales et pour les carences malgré les pirates du golfe de Siam, sont, il est vrai, devenus terriblement inhospitaliers. Et même meurtriers, comme cela fut déjà le cas en 1979.

Exaspérées par la résurgence chronique du flot humain vietnamien, par les lenteurs des départs et par l'accumulation des laissés-pour-compte dans leurs camps, les autorités de Bangkok ont, elles aussi, réagi. Depuis plus d'un an, une « politique unilatérale, systématique et brutale de refoulement » est en vigueur. Malgré les dénégations des autorités et l'interdiction virtuelle dans laquelle se trouve le HCR d'accéder aux plages, toutes sortes d'informations confirment l'ampleur de cette pratique.

«Le mot d'ordre est simple, nous expliquait un diplomate: plus de réfugiés! Tous les bateaux qui peuvent être repoussés à la mer doivent l'être. Les plus chanceux, ceux qui ont assez de vivres et qui échappent aux pirates, finissent par accoster en Malaisle.»

ELECT

Meurtrière en elle-même, cette pratique a été aggravée par des

#### DÉPARTS POUR DÉPARTS LÉGAUX LES PAYS TIERS DU VIETNAM ARRIVÉES DE COREE «BOAT-PEOPLE»EN ASIE DU NORD 133 000 2 000 202 000 10 000 86 000 1981 75 000 22 600 18 500 1986 19 500 CORÉE 13 000 1987 21 000 28 000 1988 45 500 25 000 123 ● Total cumulé des départs des Vietnamiens depuis 1975 : 850 000 ● Total cumulé des départs des Indochinois depuis 1975 : 1,2 million e Total demeurant dans les camps : 157 000 e « Personnes déplacées » sur la frontière cambodgienne : 300 000 25 825 TAIWAN **OCÉAN PACIFIQUE** MANT PHILIPPINES 15 098 THAILANDE Lactions: 76 037 Cambodgiens:16 81 BRUNE 15 071 OCÉAN INDIEN INDONÉSIE 2 328 1 000 km

MM. Pol Pot, leng Sary et compagnie? Quant au HCR, qui avait abandonné ses responsabilités de protection le long de la frontière, il cherche à rétablir son autorité pour ne pas être absent d'un rapatriement. Dans l'éventualité d'un retrait vietnamien, les organisations internationales paraissent gênées à l'idée de « se retrouver à découvert avec le bébé khmer rouge dans les bras », remarque, sarcastique, un vieux routier du secourisme. Enfin, beaucoup craignent que les Thailandais, dans leur impetience de rapprochement avec Phnom-Penh et d'ouverture de la frontière au commerce, ne penchent une fois de plus pour le refoulement.

« Sur cette frontière, la majorité des gens sont des enfants. Ils ont grandis dans les camps ; ils ne connaissent ni leur pays tout près d'ici, — ni leurs villages, ni même une rizière; le riz, ils la reçoivent des mains étrangères », dit une femme. Et elle ajoute : « Nous les Khmers, nous souffrons trop d'être dérachés. Il est temps de rentrer. » Chacun ici sait où. Reste à savoir quand. Et comment.

# Des milliers d'amputés

SITE B (camp sihanoukista).

C'est fantastique l
Vous leur mettaz une
prothèse et, quelques jours
après, ils font des kilomètres à
pied avec ce matériel rudimentaire. En France, il faut des mois
pour arriver au même résultat.
kc. quelle volonté l >

Mane-Francia Demonceaux, une kinésithérapeute amivée tout droit de son Cantal natal, n'en revient pes. Autour d'elle, des jeures gens s'affairent dans un atelier où l'on fabrique, avec les moyens du bord (bois, bambou, fer, caoutthouc et roues de bicyclette), des prothèses et fauteuils roulants. Tous sont des amputés, comme des milliers de jeures gens des camps, victimes des mines.

des mires.

Marie-Francine fait partie des seize kinésithérapeutes et techniciens de l'organisation française Handicap international qui travaillent et forment des prothésisses lebrages.

nécessités. Le choc émotionnel a déclenché la volonté de le faire. 3 Depuis 1980, Handicap international (qui est basée à Lyon) a équipé et rééduqué qualque 3 000 amputés le long de cette frontière. Ses appareils rudimentaires, mais incroyablement bon marché, sont très demandés. Ce qui explique que l'organissation alt aujourd'hui la responsabilité de soixante programmes dans

vingt-cinq pays.

« Handicap international, se

le docteur Jean-Baptiste Richar

dier, est née de la rencontre avec

giens, at d'un double constat

D'abord que la médecine occi-

dentale, prisonnière de schémas,

d'institutions et de thérapeutiques lourdes, était mal équipée

pour ce type de situation.

Ensuite, que face à ces épouvan-

tables saloperies que sont les

mines anti-personnel, on ne pou-

vait pas rester sans rien faire. Il

vient l'un de ses fondateurs,

حكذا من الأصل

Les habits

neufs de la

politique.

... Rarement les livres sur la vie publique auront

. Le rythme est soutenu et le trait souvent acéré...

Brillant, nourri de bonnes formules.

. La dimension décapante et défricheuse place

... Alain Duhamel écrit merveilleusement bien.

J. Daniel - Le Nouvel Observateur

.. Rapide et d'une agréable clarté...

son auteur au cœur des choses...

Courageux et à contre-courant

Alain

HABITS NEUFS DE LA

**POLITIQUE** 

Flammarion

J.C. Casanova - L'Express

F. Roland-Levy - Libération

J.M. Colombani - Le Monde

J.D. Bredin - Le Point

B. Pivot - Apostrophes

J.P. Elkabbach - Europe 1

été aussi intelligents...

# Enquête

# et les réfugiés indochinois

# des boat-people

blement, elle encourage les non pas d'obligations universelles pirates à se déchaîner. Barques coulées, viols et tueries : là encore, les récits ne manquent pas mais les preuves sont rares. On parle de centaines de victimes, morts et disparus, en 1988. On murmure aussi que le dispositif antipiraterie, qui a coûté des mil-lions de dollars à la communauté internationale, aurait été utilisé contre les réfugiés par la marine

A ....

Aux dernières nouvelles, Bangkok aurait décidé de cesser ces pratiques. Son ministre des affaires étrangères, M. Siddi Sawatasila, s'y est engagé vendredi 3 mars auprès du hautcommissaire aux réfugiés, M. Jean-Pierre Hocké. Reste qu'il n'est pas facile d'influencer une politique «à double jeu» qui, affirme un secouriste désabusé « donne des consignes de refoulement d'un côté et, de l'autre, réaf-firme qu'il n'en est rien ». Par ail-leurs, pour faire bonne mesure, les Thatlandais ont décidé, comme Hongkong, que les boat-people arrivés depuis le début de 1988 (ceux ayant miraculeusement réussi à prendre pied!) ne pour-raient plus prétendre au départ en pays tiers. Ceux-là sont transférés dans un camp, à la frontière... cambodgienne. Et il y a parmi eux de « vrais » réfugiés. Si l'avocat vietnamien Nguyen Huu Giao, fondateur d'un Comité des droits de l'homme - et pour cela envoyé dix ans dans un camp de rééducation, - n'en est pas un, qui peut prétendre l'être ?

Cette politique, dans son

ensemble, va beaucoup plus loin que celle de Hongkong. Cela dit, ici aussi, l'accumulation des frustrations a pesé lourd. En dix ans, la Thailande a donné asile à 700 000 Indochinois. Mais, temporairement, sans adhérer aux conventions sur les réfugiés et à condition que l'Occident les prenne tous ; et sans tarden.

instants

plus

iun

sont

pas

plus

chers

FRONTIERES

Faire dépendre le droit d'asile librement consenties, mais du rythme des départs vers des pays tiers, c'était pervertir l'esprit humanitaire. Mais c'était à prendre ou à laisser, l'heure était grave et des milliers de vies en

ont été réinstallés à partir de la Thailande: 425 000 aux Etats-Unis, 76 000 en France, 40 000 au Canada, 36 000 en Australie. Fin 1988, il restait 107 000 réfugiés indochinois dans les camps thaf-landais administrés par le HCR. Et, le long de la frontière avec le Cambodge, plus de 300 000 « per-sonnes déplacées ».

Malgré ces efforts remarquables, Bangkok n'a jamais cessé de mettre en garde contre la prolongation d'une opération a priori limitée dans le temps. Sécurité nationale, lenteur des départs et générosité sélective de l'Occident : les arguments n'ont pas manqué pour protester contre le partage jugé inégal du \* fardeau humain \*. Et puis, les critiques concernant les manquements aux normes humanitaires ont déplu. Décidément, la bonne volonté du royaume n'était pas payée de retour! D'autres (indonésie, Singapour), plus habiles à se débarrasser des réfugiés, et même le l'exode, s'en tiraient mieux.

#### Le dilemme de l'Occident

Tout cela a joué. Mais, lorsque de tels agissements s'étaient produits, il y a déjà dix ans, la com-munauté internationale s'était émue et y avait mis rapidement le

Réaffirmation des grands prin-

cipes, politiques généreuses d'asile, gros crédits, programme antipiraterie, conférence internationale, Hanoī cloué au pilori : on n'avait pas lésiné sur les moyens. Les Occidentaux, États-Unis et France en tête, compte tenu de leur « passé indochinois », ouvraient grands leurs bras et leurs frontières (et au passage celles de l'Asie du Sud-Est) aux victimes du communisme. Les Vietnamiens, mais aussi les Khmers et les Laotiens, avaient déjà bien des raisons de fuir. Les Occidentaux, leurs alliés régionaux, et, en prime, la Chine (tous unis contre les visées indochinoises de Hanoï et de Moscou) y ajoutèrent le formidable attrait d'un droit de passage automati-que et garanti par les Nations unies, pour une vie nouvelle dans un pays du monde libre. Et, pour des dizaines de milliers de Sino-Vietnamiens, en Chine. Le message fut parfaitement reçu : un million et demi d'Indochinois, dont une majorité de Vietnamiens, en ont profité depuis.

Anjourd'hui, alors que perdurent des excès similaires, le changement est spectaculaire. Seuls D'autres gouvernements, peu soucieux de s'entendre rétorquer : «Si vous les voulez, prenez-les tous!», se sont bornés à demannouvelle conférence se profile bien à l'horizon, mais dix ans et un million et demi de réfugiés après la première, l'environnement politique et humanitaire a bien changé.

Parler, avoir le même discours, vouloir encore prendre des Vietnamiens sans compter, cela paraît impensable. A fortiori, quand on sait que, au seul titre des départs légaux et de la réunion des familles, bien des Vietnamiens partiront encore pendant long-temps pour l'Occident. Et puis, l'intérêt du public pour les boatpeople s'est émoussé.

Continuer à se taire, confortant ainsi bon gré mal gré une politi-que qui a, certes, abouti à une réduction dramatique du nombre des arrivées, mais qui est la négation même des valeurs humani-taires les plus élémentaires, est-ce vraiment acceptable? Enfermé dans ce dilemme, l'Occident découvre les conséquences drama-tiques des années de laisser-faire humanitaire, et la nécessité de mettre un frein à une dynamique trop longtemps incontrôlée. An besoin par des moyens hier encore jugés inacceptables.

. Se souvient-on, dit un expert, qu'il y a dix ans des fonctionnaires du HCR suggéralent de soumettre les boat-people aux procédures et critères d'éligibilité prévus par les textes et mis en vigueur ailleurs? Mais, à l'époque, c'était politiquement inac-ceptable. » Hier encore, l'idée de rapatriements et de marchandages avec Hanof était sacrilège. Il fallait - faire saigner le Vietnam - pour le punir d'avoir envahi le Cambodge. Mais ces deux pays ont tant et si bien sai-gné qu'ils ont submergé leurs voi-sins et débordé l'Occident.

#### Tarir ..... le flot

Alors, aujourd'hui - saisissant retournement! - pour juguler l'hémorragie, l'Occident n'encourage pas seulement Hanoï à empêcher ses citoyens de sortir claudestinement. Il lui offre, par-dessus le marché, une prime pour reprendre ceux qui sont déjà partis. Et, suprême ironie, le régime communiste (qui admettait récemment avoir favorisé les départs clandestins) s'offre le luxe d'assortir son accord de cette condition humanitaire : le libre consentement des intéressés. Une clause cardinale que certains Occidentaux révent de transgresser, car elle va limiter, au moins dans un premier temps, le nombre des gens rési-gnés au raparriement. Lors du premier retour, seules 75 per-sonnes ont maintenu leur décision de rentrer, sur un total initial de

Renverser la tendance, inverser le flot puis le tarir n'est pas chose aisée. Et, malgré les contorsions

politico-humanitaires, cela n'ira pas sans drames. Aussi les gouvernements s'en remettent-ils au Haut Commissariat pour les Réfugiés pour tenter de résoudre les contradictions, apaiser les passions et faire cesser les excès, Pour sauver ce qui peut encore l'être des vies et des principes.

La tâche promet d'être d'autant plus ardue que l'organisation ne sort pas grandie des der-nières péripéties. « Sa crédibilité souffre de la politique qu'elle s'est imposée dans l'affaire des refoulements thallandais .. estime un fonctionnaire.

#### La direction du HCR

Confronté à « l'une des crises du droit d'asile les plus graves : de son histoire - une crise provoquée par un membre de son comité exécutif! - le HCR a paru avant tout soucieux de gagner du temps et d'« éviter de faire des vagues ». De jouer l'apaisement et la diplomatie discrète plutôt que les appels à l'opinion et le rappel des conventions. Certes, les gouvernements, censés donner à l'organisation les moyens de sa mission, ne l'ont guère aidé. Mais on peut penser qu'une plus grande fermeté n'aurait pas nui à son devoir de protection.

Dans la perspective de la conférence qui doît se tenir en juin à Genève, l'organisation prépare un cocktail doux-amer de mesures susceptibles d'être acceptées par les gouvernements concernés tout en garantissant le droit d'asile. Avec, notamment : le respect de l'esprit humanitaire, la systématisation des procédures de détermination du statut, un effort accru des Occidentaux pour vider les camps, l'accent étant mis sur les départs légaux et les rapatriements.

Au-delà des subtils dosages politico-humanitaires et de la multiplication des mesures de dissussion, il reste à savoir ce qu'en penseront les premiers intéressés : ces milliers de Vietnamiens décidés à fuir par voie de mer. quels que soient les dangers.

Ceux-là n'iront pas à Genève. mais ils révent toujours de Californie. Entendront-ils, voudrontils entendre le nouveau « mesrapatriement, que veut faire pas ser désormais l'Occident à la majorité d'entre eux : après avoir fait rimer pendant dix ans fuite et liberté? Conférence ou pas, une première réponse ne tardera pas à arriver. Avec les vents portants de la mousson d'été.

(1) Le HCR et Amnesty International avaient protesté auprès des auto-rités. Des mesures ont été prises pour éviter ce type d'incident.

(2) Ceux qui ont une « craime fon-dée de persécution », notion centrale dans l'attribution du stamt.

Enquête réalisée par

LEMONDE Mars 1989 diplomatique

HORS-LA-LOI Par Claude Julien

Toujours cet affairisme que maintenant vitupère un président de la République inquiet ; et qui, du coup, s'attire les foudres des médias néolibéraux. Mais tout cela n'est que surface. Claude Julien décrit ces autres pratiques scandaleuses, mais des plus légales celle-là, qui, au regard de l'éthique républicaine, rangent déjà leurs

SABINE PROKHORIS

la cusine

DELA SORCIERE

# auteurs parmi les hors-la-loi. LES RISQUES

L'économie américaine est en état de lévitation, Marie-France Toinet en démonte la spirale : frénésie de consommation-endettement-déficits-protectionnisme, dont finalement les partenaires commerciaux des Etats-Unis sont invités à faire les frais. Pas seulement eux, mais aussi les « perdants » de cette société vouée à la spéculation : Serge Halimi explique comment, en réalité, se finance la création d'emplois; Hélène Pouyfaucon décrit le drame des sans-abri à New-York.

En vente chez votre ng hand de journaux

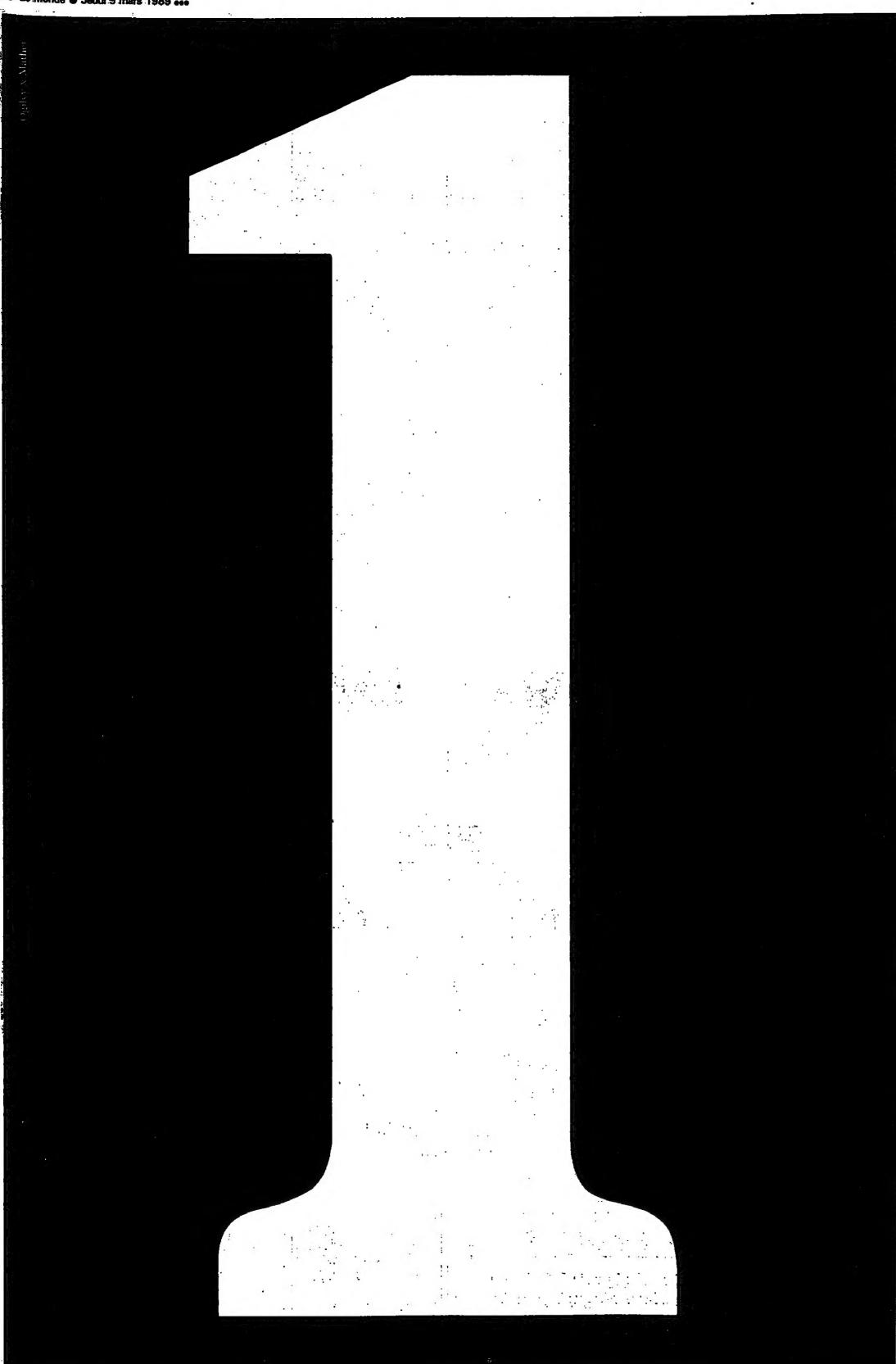


#### ROLAND-PIERRE PARINGAUX les Etats-Unis ont protesté. OFFREZ-VOUS UN MARWAY-Selon votre préférence, il peut être Chez l'artison ébéniste, la "marque" réalisé en if ou en acajou, intérieur n'est pos seulement un signe d'identirotonde et son écritoire, gainé de cuir en vachette anglaise, 16 coloris fication. Elle est avant tout le signe du soin particulier qu'il apporte à fa-conner un meuble de qualité. MARWAY au choix, sera froppé d'un monogram-me à vos initiales, doré à l'or fin. Livré avec les produits d'antretien le spécialiste du meuble analois, vous garantit ce lobel d'exigence dans une sêrie limitée, spécialement conçue à votre intention, marquée d'un certifi-MARWAY, pour le bois et le cuir, il vous est proposé au prix spécial de cat d'origine. Chaque exemplaire de ce scriban Regency est numératé, signé. 9800 F Ce scriban exclusif est uniques En province: A Paris: 10, 26. Tel.: 42.96.23.33. Chantilly - Dijon - Lyon 11. rue du Bac. Tel.: 42.61.22.28. QUELLES SONT LES ELECTIONS MUNICIPALES DIFFÉRENCES ENTRE LA DROITE Dimanche à partir de 20 heures

tous les résultats ville par ville

Le Monde **36.15 LEMONDE**  LA GAUCHE? REPONSE PAGE 135 DU LIVRE SOFRES, L'**ETAT DE L'OPINION 1989** EDITIONS DU SEVIL

+8 Le Monde ● Jeudi 9 mars 1989 •••



عكذا من الأصل

••• Le Monde • Jeudi 9 mars 1969 9

# 1 Milliard de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans. Un record absolu.

La micro-informatique est une industrie où les records pleuvent.
COMPAQ les fait exploser. Depuis son implantation fin 1984, COMPAQ France
met sur le marché les micro-ordinateurs les plus performants. COMPAQ France choisit

les meilleurs revendeurs. Aujourd'hui, le résultat est là : en 1988, 1 Milliard de francs de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans seulement. C'est le record absolu de croissance interne dans l'informatique.

A Suivre...

COMPAG

à suivre

# L'armée quadrille la capitale du Tibet

Au moins deux mille soldats de l'armée chinoise ont pris position, mardi 7 mars, à mimuit, dans Lhassa, à la suite du décret imposant la loi martiale dans la capitale tibétaine (nos dernières éditions du 8 mars), ont rapporté des témoins occidentaux.

Mercredi, le dalaï-lama, chef spirituel des Tibétains, réfugié en Inde depuis trente ans, a appelé la Chine à ouvrir des discussions avec lui pour « trouver une solution pacifique » à la

A minuit pile, des dizaines de jeeps et de camions de l'armée, certains équipés de mitrailleuses lourdes, ont investi le centre de Lhassa, théâtre, depuis dimanche, des plus violentes émeutes antichinoises depuis trente ans, out indiqué ces témoins joints par téléphone depuis Changdu, capitale de la pro-vince voisine du Sichuan.

 C'est un cauchemar, un véritable cauchemar », a déclaré l'un d'eux, visiblement sous le choc, un voyageur américain descenda dans un hôtel tibétain du centre de Lhassa qui à voix basse au téléphone peu après minuit, caché près de sa fenêtre donnant au rez-de-chaussée sur la rue. Juste en face de sa fenêtre, un soldat chinois, casqué et armé, montait la garde, a-t-il indiqué. En fond sonore, on pouvait entendre les sirènes des véhicules de l'Armée populaire de libération (APL) quadrillant la ville. Pendant environ quinze minutes, les haut-

Le résistance a lancé dans la nuit

du mardi 7 an mercredi 8 mars une série d'attaques contre l'aéroport

fortifié de Jalalabad et s'est empa-rée de la garnison de Samarkhel, à

apprend-on de sources moudjahi-dines à Peshawar (Pakistan).

important de l'armée afghane avant Jalalabad, une ville située à mi-

chemin entre Kaboul et la frontière

pakistanaise. Les combats ont eu lieu « au corps à corps » entre les

moudjahidins du Hezb-i-Islami ten-

dance Khales (fondamentaliste) et

les soldats gouvernementaux, dont plusieurs centaines ont été faits pri-

Dans le sud-est du pays, des

groupes de moudjahidins attaquent

déjà depuis lundi la quasi-totalité

des postes de sécurité autour de

seconde ville du pays, a-t-on annoncé mardi, de sources moudjahidines à

l'APL, ont diffusé à pleine puissance les consignes de la loi martiale dans les rues entièrement désertes, a-t-il

« Il va y avoir énormément d'arrestations dans les jours pro-chains », a estimé cet Américain, témoin des événements depuis dimanche. Un autre voyageur américain, qui a également tenu à garder l'anonymat, contacté par téléphone dans un autre hôtel, a déclaré avoir vu aux alentours de minuit trente et un camions de transport de trouves rouler vers le centre de la capitale. Ce voyageur a déclaré avoir croisé avant minuit sur le chemin de son hôtel environ mille soldats, précisant que ses papiers avaient été contrôlés à plusieurs reprises sur le trajet.

Il reste à Lhassa approximativement quatre-vingts étrangers, des voyageurs pour la plupart, répartis dans quatre hôtels, selon lui. Selon les témoignages recueillis par ce voyageur, familier du Tibet, la plupart des Tibétains blessés par les tirs des policiers se cachent dans les habitations par crainte d'être arrêtés dans les hôpitaux.

« Les chissres du nombre de tués que j'ai entendus, le plus souvent, de la part des Tibétains les plus raisonnables varient entre trente et cinquante, ainsi qu'une centaine de blessés. A mon avis, c'est réaliste. a-t-il déclaré. Lundi, à la nuit tombée, selon plusieurs témoignages détaillés, a-t-il affirmé, des policiers chinois out fait irruption dans des

**AFGHANISTAN** 

La résistance a lancé des attaques

contre Kandahar et Jalalabad

Quetta (sud-ouest du Pakistan). Les

terminent actuellement leurs prépa-ratifs pour attaquer « simultané-

tales à l'est, à l'onest et au sud du

pays, ont ajouté des diplomates occi-

C'est la première fois que les

moudjahidins, qui ont annoncé à

plusieurs reprises des attaques

imminentes contre la ville garnison

de Jalalabad, à une centaine de kilo-

mètres à l'est de Kaboul, font état

d'une offensive générale. Toutefois,

à cause du mauvais temps et des

abondantes chutes de neige cette

année en Afghanistan, il ne semble

pas que les groupes rebelles puissent

avant un mois lancer d'importantes

opérations militaires contre Kaboul.

Ghazni et Gardez, ces deux der-

nières villes étant situées dans les

montagnes au sud de la capitale.

Parnisons gouverne

le feu sans sommation. Trois Tibétains seés de dix, dix-huit et trente sept ans ont été tués dans ces conditions, dans une habitation du centre-ville, a-t-il indiqué.

lieu à la suite de l'émeute du 5 mars dernier, selon les témoignages recueillis à l'époque. Ce voyageur a encore déclaré avoir entendu six rafales d'armes automatiques tirées dans l'après-midi de mardi en plusieurs points du centre de Lhassa. La capitale tibétaine est entourée de six camps de l'armée chinoise, où sont stationnés plusieurs dizaines de milliers d'hommes. L'imposition de la loi martiale est notamment destinée à empêcher la commémoration. vendredi, par la population tibé taine, du trentième anniversaire de l'insurrection de Lhassa contre la tutelle chinoise, au cours de laquelle la répression par l'armée avait fait quelque dix mille morts, estiment les

A Londres, le gouvernement bri-tamique a appelé le gouvernement chinois à entamer « un dialogue » avec les Tibétains et leur chef spiri-

Enfin, en France, la communauté tibétaine a appelé à une manifesta-tion de commémoration, samedi, à 14 heures, devant l'ambassade de Chine, 11, avenue George-V, à Paris, organisée conjointement avec le Comité de soutien au peuple tibétain, les Amitiés franco-tibétaines et Association Tibet libre, nouvelle organisation créée l'an dernier à Strasbourg. - (AFP.)

En bombardant Jalalabad, les

résistants ont détruit un Antonov

mentale qui s'apprêtait à décoller

avec des civils à bord, tuant deux

autorisée à Kaboul, en précisant que

les autres passagers ont pu fuir

A l'aéroport de Kandahar, princi-

pal objectif militaire des résistants dans le Sud-Est, les moudjahidins

ont tué dimanche vingt-cinq soldats et abattu un avion à l'aide d'un mis-

sile sol-air Stinger. Ils se sont

au sud de l'aéroport, indique-t-on

auprès de la résistance à Quetta.

Cependant la première réunion du

gouvernement de la résistance à l'intérieur de l'Afghanistan doit se

tenir jeudi dans la province fronta-lière du Nangarhar (capitale Jalala-bad), selon un responsable du Hezb-

i-Islami (fondamentaliste). -

(AFP, Reuter.)

## CORÉE DU SUD

Ouverture tumultueuse du procès d'une terroriste

de notre correspondant

« A mort! » « Rendez-moi mon mari! - Le procès de Kim Hyon-hui, la jeune l'emme qui a avoué être une espionne nord-coréenne et avoir fait exploser un avion de Korean Air en novembre 1987 avec cent quinze personnes à bord, a comi mardi 7 mars à Séoul, dans une atmosphère de pénible hallali.

A l'extérieur du tribunal, des centaines de policiers essayaient vainement de contenir la foule des parents des victimes tandis que dans la salle certains d'entre eux interrompaient à plusieurs reprises les débats, criant des injures à l'adresse de l'accusée. Celle-ci, immobile, regardait obstinément à terre, pleurant doucement. Lors d'une suspen sion d'audience, deux femmes réussirent à s'approcher à moins de 2 mètres de l'accusée et cherchèrent à la frapper avec leurs chaussures.

Soucieux de donner le plus grand écho possible à ce procès, estimant qu'il ne peut qu'embarrasser le régime de Pyongyang, les autorités sud-coréennes (qui avaient même pensé à un moment autoriser le tournage d'un film sur la vie de M<sup>th</sup> Kim) avaient largement ouvert le tribunal à la presse. Il y eut pourtant quelques notes discordantes : « Ce procès est une farce », crièrent certaines personnes dans la salle. Selon elles, Kim Hyon-hui serait en réalité un agent du Sud utilisé pour discréditer le Nord. Des propos qui, il y a deux ans, auraient provoqué l'arrestation immédiate de leurs

Au début de l'audience. Kim Hyon-hui avait une nouvelle fois reconnu être l'auteur de l'attentat, déclarant qu'elle avait agi sur les ordres de M. Kim Jong-il, fils et héritier en titre du président Kim Il-

PHILIPPE PONS.

JAPON: le scandale Recruit-Cosmos

> Un ancien vice-ministre a été arrêté

TOKYO de notre correspondant

L'ancien vice-ministre du travail, M. Takashi Kato, a été arrêté, mercredi 8 mars, à la suite d'une convoeation chez le juge d'instruction. Il est accusé de corruption dans l'affaire Recruit. M. Kato est la onzième personne arrêtée dans le cadre de l'enquête menée par le parquet sur ce scandale et le plus important haut fonctionnaire appré

hendé à ce jour. M. Kato est accusé d'avoir reca trois mille actions avant cotation de la société Recruit-Cosmos qui lui ont permis de réaliser un profit de 6,9 millions de yeas lorsqu'elles furent mises sur le marché. En échange des largesses de Recruit, M. Kato, qui était à l'époque chef du service de l'emploi au ministère du travail, aurait « torpillé » un projet visant à renforcer les contrôles sur les journaux publiant les annonces d'emploi (au départ, l'une des principales activités Recruit). Selon le parquet, Recruit aurait en outre fait bénéficier le haut fono-tionnaire de traitements de faveur dans les établissements de luxe de Tokyo entre 1984 et 1986. M. Kato a quitté la fonction publique en 1987 alors qu'il occupait le poste de

stre du travail. L'arrestation de M. Kato était attendue depuis que l'un de ses subordonnés avait lui-même été arrêté le 17 février. Elle pourrait être suivie dans les prochains jours par celle de l'ex-vice-ministre de l'éducation, M. Kobayashi.

Le parquet semble explorer systé ment les trois « routes » empruntées par les flux financiers ayant pour origine Recruit : celles des ministères du travail et de l'éducation directement concernés par les activités de Recruit et celle de NTT, qui a conduit lundi à l'arrestation de l'ancien président du géant des télécommunications (le Monde du 8 mars). Cette dernière est évidemment la plus importante par ses implications politiques : outre l'affaire de la vente de deux supercomputers à Recruit, NTT aurait fourni quelque 800 millions de yens au Parti conservateur collectés tout bonnement auprès de ses employés sous forme de contributions dites

# Europe

POLOGNE

# La fin de la table ronde

Les difficultés apparues ces der-niers jours dans les négociations entre le gouvernement et l'opposition ont amené le ministre de l'inté-rieur, M. Czesław Kiszczak, et le président de Solidarité, M. Lech Walesa, à se rencontrer mardi 7 mars pour la deuxième fois en cinq jours. Leurs entretiens, qui se sont déroulés dans une villa gouverne-mentale à une trentaine de kilomètres de Varsovie, ont permis de débloquer un certain nombre de points importants et de fixer un calendrier pour la fin de la table

Selon un communiqué diffusé par l'agence officielle PAP, la séance de clôture des négéociations aura lien le 3 avril. D'ici là, les commissions chargées des principaux chapitres de ces négociations devront avoir terminé leurs travaux le 20 mars.

A l'issue de la rencontre de mardi, M. Lech Walesa s'est montré résolu-ment optimiste. « Tous les problèmes fondamentaux, comme le pluralisme, seront résolus à temps, en concordance avec nos engage-

est fixée au 3 avril ments », a-t-il dit. Le président de Solidarité a notamment assuré avoir obtenu l'engagement d'une relégali-sation du syndicat étudiant NZS, qui avait été interdit lors de l'instauration de l'état d'urgence. Cette annonce est intervenue à deux jours des manifestations prévues pour la commémoration des émeutes étu-diantes de mars 1968, qui avaient été suivies d'une purge d'intellectuels juifs.

Le déroulement des négociations continue de susciter de nombreuses éticences au sein du PC polonais. Le porte parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a indiqué mardi qu'un nouveau plénum du comité central pourrait être convoqué avant la fin de la table ronde pour avaliser le résultat des négociations. Il a déclaré que des discussions difficiles avaient en lieu lundi et mardi entre la direction du parti et les secré-taires des comités régionaux venus de toute la Pologne pour débattre de la situation actuelle. - (AP, AFP,

## Pour la première fois

# Varsovie attribue à Staline la responsabilité du massacre de Katyn

Le gouvernement polonais a, pour la première fois, mardi 7 mars, attribué officiellement à Staline la responsabilité du massacre de 15 000 officiers et sous-officiers polonais faits pri-sonniers per l'armée rouge au début de la deuxième guerre mondiale. Les corps de 5 000 d'entre eux avaient été retrouvés à Katyn. « Tout indique que le messacre a été perpétré par le NKVD » – la police d'Etat de Staline, — a déclaré la porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban.

M. Urban a indiqué que le gouvernement avait transmis la semaine demière aux autorités soviétiques des « documents » prouvent implicitement la res-ponsabilité du NKVD. Jusqu'à présent, la thèse officielle, à Varsovie comme à Moscou, attri-

En URSS même, on commence également a s'interroger lité de massacres officiellement attribués aux troupes d'occupation allemandes pendant la seconde guerre mondiale. Le groupe Memorial vient ainsi d'annoncer avoir recu des autorités ukrainienne, la promesse d'une enquête sur les 240 000 morts qui se trouvent dans une immense fosse com-mune près de Kiev, en Ukraine. Selon Memorial, il s'agirait non pas de victimes des nazis, comme le veut la thèse officielle. mais de victimes des purges des années 30. Une controverse similaire a également éclaté en-Biélorussie. - (AFP; Reuter.)

# en bref

• HONGRIE : inauguration d'une statue de Rajk. - Pour la première fois depuis sa mort, une statue de Laszlo Rajk, l'ancien ministre hongrois des affaires étrangères précuté à l'issue d'un procès stalinien il y a quarante ans, a été inaugu-rée mardi 7 mars, à Gardony, sur les rives du lac Velence, au sud-ouest de

Plusieurs personnalités, dont un représentant du Front patriotique copulaire (officiel), d'anciens collègues de Rajk et le fils de l'ancien diripeant ont assisté à la cérémonie.

Condamné à mort comme agent de l'impérialisme, Rajk avait été réhabilité en 1956, juste avant le soulèvement d'octobre à Budapest. - (Reuter.)

. IRLANDE-DU-NORD: trois morts dans une fusillade. — Trois hommes ont été tués et un quatrième grièvement blessé, lors d'une fusillade revendiquée par l'IRA, dans une station-service de Coagh, un village à 80 kilomètres à l'ouest de Belfast. -

 SUISSE: la Chambre haute lève l'immunité parlementaire de Mas Kopp. - Le Conseil des Etets (Chambre haute) helvétique a décidé mardi 7 mars, à l'unanimité, la levée de l'immunité parlementaire de M<sup>me</sup> Elisabeth Kopp, ancien ministre de la justice et de la police. Cette semblable la semaine dernière du Conseil national (Chambre basse), va permettre à l'Assemblée fédérale réunion des deux Chambres) de nommer un procureur spécial qui devreit décider de la poursuite de l'instruction pénale contre M™ Kopp.

• URSS : retrait de troupes de Mongolie. – L'URSS procède actuellement, au retrait, des, trois quarts de ses troupes baséas en Mongolie, a indiqué mardi 7 mars, le porte-parole du ministère des affaires étrangères. M. Guernadi Guerassimov. Ce retrait entre dans le cadre des réductions de deux cant mille hommes de l'armée rouge en Asie qui avaient été annoncées le décembre à la tribune des Nations unies, par M. Gorbatchev. Toutes les unités retirées de Mongolie seror démantelées ou verront leurs effectifs réduits. D'autre part, toute l'aviation soviétique sera rapatriée de Mongolie pour être retirée du service. a rappelé le porte parole. Cette opération porte sur cent conquante deux avions, selon des experts militaires occidentaux à Moscou. - (AFP).

• Greenpeace à Moscou? -L'organisation internationale Greenpeace, qui se bat à travers le monde

se propose d'ouvrir prochainement une représentation à Moscou. Le Financial Times, qui donne cette information, précise que le projet a été lancé avec la visite dans la capitale soviétique de plusieurs artistes rock qui soutiennent le mouvement écologique et dont les disques sont déjà diffusés à Moscou. Toujours selon le Financial Times, le directeur exécutif de Greenpeace, M. Peter Sahouth, a déclaré qu'il restait à l'organisation à examiner dans quelles conditions elle pouvait opérer dans un pays comme l'URSS. Le que des sciences, M. Evgueni Velikhov, a indiqué, pour sa part, que divers projets étaient envisagés mant l'environnement et auxqueis Greenpeace pourrait être asso

 Un navire à propulsion uclásire interdit à Visdivostok. -La municipalité de Vladivostok a refusé l'entrée de son port à un porte-conteneurs soviétique à pro-pulsion nucléaire, le Sevmorpout, à la suite de protestations de la population, a indiqué mardi 7 mars le journal Sovietskaia Rossia. « Des dizaines de milliers de personne en Extrême Orient soviétique ont protesté contre l'entrée du bâtiment dans les ports locaux», a rapporté le quotidien, sans préciser sous quelle forme elles avaient exprimé leur hostilité. Le icurnal estime ou's une information insuffisante, le spectre de la catasvaise situation écologique dans la région se sont combinés pour provoquer un puissant mouvement popu-laire de défiance. » Depuis le 2 mars, le bêtiment est ancré eu large du port, en mer du Japon. — (AFP.) Special La

1000

---

100

. 1

• Poursuite contre des nationalistes en Lettonie. - Des poursuites vont être engagées contre que vingt-trois autres personnes lundi 6 mars, è Riga, capitale de la Lettonie, a indiqué mardi l'agence Tass. Les manifestants protestaient contre le réexamen, par le Parti communiste local, de l'activité des médias dans cette république balte.

RFA: M. Genscher hospitaise. - Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a été hospitalisé mardi 7 mars à Bonn, dès son retour de Vienne, où il participait à la conférence sur le désammement conven-tionnel. M. Genscher, « dont l'état de santé s'est aggravé ces demiers temps », doit subir une opération de l'uretère, a indiqué le ministère. -

# **OCÉANIE**

## **VANUATU** L'ancien président Sokomanu condamné à six ans de prison

SYDNEY

de notre correspondant

L'ancien président de la République du Vanuatu, M. Georges Sokomanu été condamné, mardi 7 mars, par Cour suprême de Port-Vila à six années d'emprisonnement pour son années d'emprisonnement pour son rôle joué dans la crise politique de décembre dernier. Six autres dirigeants de l'opposition, parmi lesquels MM. Barak Sopé et Maxime Carlot, leaders respectifs du Parti progressiste mélanésien (anglophone) et de l'Union des partis modérés (franco-phone), out été condamnés à cinq ans

Les accusés, défendus par trois avo-cats venus de Nouvelle-Calédonie - Mª Jean Louzier, Christian Boissery, Gustave Téhio, - étaient pés de tentative de renverse du gouvernement du pasteur Walter Lini et d'incitation à la mutinerie au sein des forces armées. Le 16 décembre, le président Georges Sokomanu, à la suite d'élections partielles boycottées par l'opposition, avait dissous le Parle-ment et nommé MM. Sopé et Carlot à la tête d'un gouvernement provisoire Il avait laissé planer, en outre, la menace d'une intervention militaire extérieure si la Vanuatu Mobil Force (VMF) ne retirait pas son soutien à M. Lini.

M. Sokomanu, officiellement déchu depuis janvier, s'est justifié en faisant valoir que le pouvoir de dissolution du Pariement était de son ressort en sa qualins de chef de l'Etat, une interpré-nation très contestée de la Constitution. Les avocats ont fait appel.

FRÉDÉRIC BOBIN.

# VIETNAM

# Les partisans des réformes renforcent leurs positions

moudjahidins, qui ont massé leurs résistants ont détruit un Antonov forces autour de leurs objectifs, AN-32 de l'armée de l'air gouverne

A deux semaines d'un plénum du comité central du PC vietnamien, qui devrait s'ouvrir le 26 mars à Hanol, un remaniement ministériel semble avoir renforcé la main des partisans d'une accélération des

Le maire d'Ho-Chi-Minh-Ville (Saïgon), M. Phan Van Khai, a été nommé président du comité d'Etat au plan (ministre du plan). Il rem-place M. Dau Ngoc Xuân, qui devient vice-président de la comm sion d'Etat chargée de la coopération et des investissements étrangers, avec rang de ministre. De son côté, M. Vo Dong Giang est égale-ment nommé vice-président de la même commission d'Etat après avoir été président de la commission d'Etat des relations économiques extérieures jusqu'à sa dissolution en mai 1988.

M. Khai, membre du comité central du PC et originaire du Nord, passe pour favorable à la libéralisation de l'économie prônée par M. Nguyên Van Linh, nommé secrétaire général du PC lors du congrès du parti, en décemâgé de soixante-quatorze ans et qu'on a dit malade à la fin de 1988, souhaitait depuis de longs mois une réunion des hautes instances du PC pour donner un nouvel élan aux réformes entreprises depuis le VI congrès. Il avait même évoqué la réunion d'une conférence nationale, la première dans l'histoire du PC vietnamien, sans attendre le VI congrès, qui doit normalement

Le plénum de la fin du mois de mars devrait porter sur un renforcement de réformes qui n'ont pas, jusqu'ici, produit les effets escomptés. Les dirigeants vietnaiens espéraient notamment une ponse plus rapide et plus favorable à leur nouveau code, libéral, des investissements étrangers. Or, en comptant les contrats pétroliers signés l'an dernier, ces investissements demeurent inférieurs à

En dépit de ses problèmes de nté, M. Linh s'est rendu en janvier à Phnom-Penh, à l'occasion du dixième anniversaire du régime protégé par les troupes vietnami dans la foulée, en visite officielle en Inde. Selon certaines sources, il aurait l'intention de rester à la barre au moins jusqu'au VII: congrès du PC afin de consolider les réformes et l'ouverture en cours.

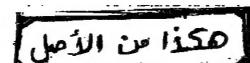
LIVRES = POLONAIS

et livres français sur la Pologne

l'Europe de l'Est Catalogues sur demande LIBELLA 12, ree Saint-Louis en-l'île, PARIS-P

Tél.: 43-26-51-09





. . . . . . . -

La fin de la lable tonde

est fix. 32 3 314

A to realise

14 Le Monde • Jeudi 9 mars 1989 •

# **Politique**

# La mort de Roger-Patrice Pelat

Roger-Patrice Pelat est mort mardi 7 mars à l'hôpital américaia de Neuilly d'un arrêt cardiaque, à l'âge de soixante-dix ans, alors qu'il était hospitalisé depuis le 27 février pour une embolie palmonaire,

Immédiatement informé de la mort de son ami, le président de la République s'est renda vers 19 heures à Neuilly pour s'incliner devant le corps de Roger-Patrice Pelat.

Le 20 février dernier, cet homme d'affaires avait été inculpé de « recel de délit d'initié » dans l'affaire Pechiney, accusation qu'il avait contestée. Selon l'empaête menée par la COB, l'ami du président était accusé d'avoir acquis, pour hi-même et pour d'autres personnes, dix mille actions de la société américaine Triangle peu avant son rachat par le groupe

participait à la campagne électorale, mardi soir, M. Pierre Bérégovoy a déclaré : « La disparition de Patrice Pelat, à mon avis, due aux éléments que vous savez (...), doit donner à réfléchir à tous. Je suis bouleversé par la mort de ce grand résistant. C'était un honnête

De son côté, M. François Léotard, président du Parti républicain, qui était l'invité du journal de la Cinq, a indiqué : « Nous me sommes pas des gens sans sentiments (...) Un décès est toujours, quelque chose d'affreux.

Enfin. M. Edouard Balladar a exprimé, mercredi matin, sur Europe 1 sa « tristesse » en souhaitant « que dans notre vie publique il y ait d'une façon générale plus d'objectivité et plus de respect des personnes

# L'enquête sur les délits d'initiés

Roger-Patrice Pelat était inculpé de recel de délit d'initié pour l'achat de 10 000 actions Triangle Industries a pour point de départ une enquête de la Securities and Exchange Com-mission (SEC), le « gendarme » de Wall Street. La SEC avait remar-qué des achats importants d'actions Triangle dans la semaine précédant l'OPA amicale de la société nationalisée Pechiney sur Americain Natio-nal Can. Ces achats pouvaient laisser supposer que les donneurs d'ordre avaient été informés de l'opération de Pechiney qui, rendue publique le 21 novembre, aliait faire monter le cours des actions à 57 doilars, alors qu'elles s'échangeaient quelques jours plus tôt à 10 doilars.

L'enquête de la SEC devait provoquer une enquête parallèle de la Commission française des opérations de Bourse concernant 56 350 actions achetées à partir du territoire français entre le 14 et le 18 novembre 1988. Trois autres groupes d'achais devaient être mis en évidence : 60 000 à partir de la Suisso et du Luxembourg entre le 14 et le 18 novembre ; 109 300 à partir période; 91 000 à partir de la Suisse pour le compte d'un établissement bancaire d'Anguilla entre le 18 août

C'est le premier groupe d'actions qui devait entraîner, après la remise du rapport final d'enquête de la COB le 30 janvier, l'ouverture d'une information judiciaire. Roger-Patrice Pelat était mis en cause par le rapport de la COB pour l'achat de 10 000 actions Triangle, réparties entre lui-même, sa femme et ses deux fils, pour un coût global de 618 990,62 F et une plus-vaiue de 2 238 997.56 F.

Cependant, M. Théret, comme son ami Pelat, affirmait que les achats de ce dernier avaient pour origine un conseil du premier donné à une date et dans des conditions que les deux interlocuseurs n'ont pu préciser », soulignait

L'affaire Pechiney dans laquelle M. Jean-Pierre Michan, chef du service d'inspection de la COB, dans son rapport. C'est la raison pour laquelle Roger-Patrice Pelat ne fut inculpé que do « recel de délit d'ini-tié » le 16 l'évrier par M= Edith Boizette, juge d'instruction au tribunai sons le coup de trois chefs d'inculpa-tion : délit d'initié, complicité et recel desdits délits. M. Thèret est le principal acheteur français conmu à ce jour d'actions Triangle : 32 300.

> Quelques jours avant la fin de l'enquête de la COB, pinaieurs organes de presse - le Quotidien de Paris et l'Express notamment - fai-saient état de 40 000 actions achetées, grâce à des intermédiaires, en Snisse, par l'un des acheteurs fran-cais déjà comms. C'est dans ce cadre que le Monde ent confirmation de l'existence de tels soupçons dans l'entourage de la COB et apprit que les renseignements généraux, dans un rapport destiné au ministre de l'intérieur, attribuaient ces 40 000 achats supplémentaires à Roger-Patrice Pelat, Cette information avait été transmise à l'Elysée par les services de M. Pierre Joxe. Cependant, l'Elysée opposa un démenti catégorique aux informations du Monde sur l'existence d'un rapport des renseignements géné-raux. Quant à Roger-Patrice Pelat, il restait silencieux, refusant de répondre aux questions du Monde.

Selon plusieurs de ses proches, il aurait démenti l'information des renseignements généraux, affirmant avoir seulement acheté les 10 000 actions déià connues, Rien n'est venu confirmer actuellement l'existence d'actions supplémentaires bien que les relations de Roger-Patrice Pelat avec une société du Liechtenstein, liée à l'un des acheteurs suisses, aient été mises en évidence. La justice française n'a toujours pas percé le mystère de l'identité des donneurs d'ordre syant acheté des actions Triangle depuis la

(Publicité)

Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce

CEST DANS LE JOURNAL SPÉCIALSÉ L'LES ANMONCES! EN FONDS DE COMMERCE.

Gue vous trouverez tous les landis les toutes dernières affaires

En voute persont 6,20 F et 36, rue de Mette, 75811 PARIS. Tél.: (1) 48.85.30.30



# «Le courage et l'amitié »

Que reste-t-il d'un homme, même peu ordinaire, sinon l'amour de quelques-uns et l'amitié de quelques autres ? A moins d'entrer dans l'histoire, grande ou petite, celle qui est écrite. Si, ami d'un président de la République, président socialiste de surcroît, il n'avait été emporté par le tourbilion des affaires financières, Roger-Patrice Palat serait parti discretement, laissant à ses proches et seulement à eux le bilan hors du commun d'un homme qui l'était sussi. . .

Il a fallu qu'il entre dans les médias par une mauvaise porte pour que l'on connaisse le meilleur de lui même, tivré aux Français par son ami. François Mitterrand, avocat de l'honneur d'un homme en même temps qu'il présentait sa propre défense. Qui serait en situetion de parler mieux du Roger Patrice Pelat de jeunesse que ne l'a fait ce soir-là, le 12 février, à la télévision, François Mitterrand ?

« Tout de même, on devrait attendre du président de la Répu-blique qu'il sélectionne un peu mieux ses fréquentations», avait écrit un journaliste à propos de l'affaire des actions Triangle qu'il en avait acquis dix mile) dans le rachat d'American Can par Pachiney, Sélectionner? Fréquensations? La réponse fut l'histoire d'une amitié née il y a près de cinquante ans. Caux qui l'ont entendue ne sont pas près de l'oublier :

« C'était en 1940 - voyez, il y a un bout de temps - dans les camps. Un très sale hiver, très dur, dans l'Allemagne qui est aujourd'hui l'Allemagne de l'Est, c'est-à-dire assez au nord. La sélection, elle se fait curieusement dans cas situations-là. J'ai vécu nt trois mois avec de l'étaffe, des chiffons autour des pieds, faute de chaussures, attachés avec des ficelles. On restait des heures et des heures exposés à la neige, au vent. On souffrait de le faim. Ce n'était pas une situation compara-ble en horreur à ce qu'ont connu les déportés, mais c'était dur, et on pouvait distinguer, sélectionner. Il y a des gans qui restalent courageux et qui restaient solidaires, sur lesquels on pouvait compter. Et nous étions un petit groupe qui est

resté très uni. Il n'a été séparé que par la mort, depuis ce temps. »

De Roger-Patrice Pelat, maintenant séparé du petit groupe, François Mitterrand dira ce soir-là : « Rares sont les prisonniers de guerre, dans de telles circonstances de misère et de solitude, qui ont montré autant de force d'âme, de caractère et de cameraderie. Donc, j'ai sélectioné mes fréquentatione dans un commando de prisonniers de guerre, là-bas, en Thuringe, et j'ai choisi le courage et l'amitié (...). Rares sont caux que j'ai connus, pendant la guerre et dans cas circonstances, qui aient montré autant d'énergie, d'esprit de décision, de présence et de force que Patrice Pelat. Voilè comment s'est fondée ma fréquenta-

#### Résistant

La circonstance, en pleine e affaire Pelat », à la télévision, ne se prêtait guère à l'anecdote. Il faut pourtant savoir qu'au stalag, bien que n'appartenant pas au même commando, François Mitterrand et Roger-Patrice Pelat se sont rencontrés pour des raisons fort prosaïques. Le premier passait, douche pendant que les vêtements subissaient l'obligatoire désinfac-tion. Le second était « chef d'étuve », président de la lutte contre les poux. Cela aussi laisse de drokus de souveniru.

Il y en aut d'autres, ensuite, de cas liens entre captifs, fuyards pourchassés, résistants traqués. L'un et l'autre tentèrent à trois reprisas d'échapper aux camps, différents. Ils réussirent la belle à la troisième pour se retrouver résistains Morland et colonel Patrice. Histoires croisées, vies aventureuses. Roger-Patrice Pelat dira plus tard comment, dans un train, belle fille ». C'était, Christine Gouze, le sœur de Denièle qui, présentations faites, deviendra Markettand.

Avent le staleg, la trajectoire de Roger-Patrice Pelat n'avait rien de commun avec celle de François Mitterrand, issu de la petite bour-

vaux de l'asprit. François Mitterrand l'a aussi raconté, à la

« Il était pauvre, Patrice Pelat. Il était ouvrier chez Renault, commis boucher. Il n'a pas fait d'études. Et je me suis souvent abrité chez se mère, qui était ouvrière à la chaîne dans une blanchisserie à Billancourt, une femme admirable. Elle vit toujours, à quatre-vingt-dix ans, dans sa Bretagne, C'était une femme d'une rigueur en face de l'ennemi et d'un patriotisme qui font que j'ai aimé cette famille, que j'ai aimé ces gens qui partageaient ma vie. Il était très pauvre. Très

Pauvre et - puisque chez Renault, - naturellement embrin-gué en 1936 (il avait alors dix-huit ans) dans les Jeunesses commu-nistes. Fort en gueule aussi, sans doute. Du moins ce baroudeur, « poitrine de béton» et tête brû-lante, le sera-t-îl à la Libération, lorsque à Paris il fera les quatre cents coups dans son beau cosbourrique le général Kcenig, alors chef d'état-major de l'armée de

## « Il était pauvre »

e il était pauvre. Très très pauvre, et puis il est devenu riche, non pes comme homme d'affaires, mais comme industriel (...). Fallaitil que je me brouille svec lui perce que de pauvre II était devenu riche ? »

La fortune, c'est Vibrachoc, société spécialisée dans les amor-tisseurs et le traitement des ondes acoustiques fondée en 1953 avec beau-père, et grâce aux conseils de Robert Mitterrand, frère de François (le Monde du 24 février). C'est surrout la vente de Vibrachoc, en let 1982, & Alsthom, filiale de la CGE, qui vient d'être nationalisée et qui est alors dirigée par Georges Pébereau. Excellente affaire puis-que la vante est réalisée largement au-dessus de la valeur réalie et qu'aussitôt Vibrachoc devient déficitaire. C'est aussi une multitude de petites sociétés dont il est difficile de débrouiller les fils, telle la Camargaise de participations,

minuscule et immobilière, au capital de laquelle participent Mane-France Garaud et Pierre Juillet. enciens conseillers de Jacques Chirac.

De cette fortune, de son goût de l'argent, Roger-Patrice Pelat ne s'est jamais caché : chasses, vaste propriété en Sologne, somptueux appartement meublé chinois à Paris, et la Rolls qui le trimbalait parfois Jusqu'à l'Elysée. Pourquoi l'ouvrier de Billancourt ayant gegné ses aisses aureit-il feint d'être resté Dauvre ?

Il a aussi têté de la politique mais semblait admettre, sans la moindre amertume, qu'il na s'y entendait guère. Carrière fort dis-crète et tellement éloignée de son engagement premier aux Jeunesses communistes : maire de Boutigny-sur-Orge, éku en 1971 sous l'étiquette incertaine € indépendant de gauche», conseiller général du canton de La Ferté-Alais (Essonne), réélu en mars 1976, il ne se représentera pas en 1982. Roger-Patrice Pelat prolonge un peu, cependant, lorsqu'il favorise le rapprochement de Marie-France Garaud - ils ont longtemps habité le même immeuble — et de Fran-cois Mitterrand. Il s'efforce aussi d'aider, autant que faire se peut, son ami président de la République en butte à la méfiance du patronat lorsque, patron parmi d'autres, il encourage ses pairs, en décembre 1981 dans le Monde, à embaucher, investir et « maintenir haut le génie de l'entreprise française », afin « que l'essor économique soit

Le 5 ianvier dernier, alors que la rumeur portait son nom dans tout Paris pour l'achat de dix mille actions Triangle, Roger-Patrice Pelat était à l'Elysée, comme sou-vent. Le samedi 25 janvier aprèsmidi, trois heures après que le Monde eut fait état d'un éventuel achat supplémentaire de quarante dans le quartier de la Muette, tandis que racios et télévisions montaient la garde, non loin de là, devant son domicile. « Tous ces vautours, en bas de chez moi..., disait-il à une amie rencontrée par hasard. C'est faux, complètement

JEAN-YVES LHOMEAU.

# Dans la presse parisienne

« Le Quotidien » : Tombe le rideau

A la «Une» du Quotidien de Paris, Stéphane Denis écrit notam-Patrice Pelat: «Sa mort injuste comme la mort ne cesse de l'être, clôt avec les accents du drame une vie et une affaire (...) On dira peut-être que la presse l'a tué. C'est faux. Ménagé et respecté dans son intégrité d'homme, tout au long d'une affaire qui tournait sept fois son stylo dans sa bouche avant d'écrire ou de prononcer non point des phrases mais des faits, Patrice Pelat n'est pas une victime.

parent ou l'ami et la curiosité de ceux dont Patrice Pelat était le début d'une enquête. L'un et l'autre sont éminemment respectables. L'un et l'autre disparaissent. Ils s'évanouissent ensemble, et tombe le rideau. -

« L'Humanité » : L'argent porte malheur

Dans un billet intitulé « L'argent et la mort », Claude Cabanes,

# Fragilités

(Suite de la première page.)

Cetta mort clot le dossier judicisire, pour ce qui le concerne. Elle en ouvre un autre, à plusieurs entrées. Un dossier qui ne relève ni de la justice, ni de la politique, ni de l'enquête, ni d'une vérité qui serait à débusquer ou à révéler. File ouvre un dossier de conscience sur la fragilité des êtres et le rôle de plusieurs institutions, dont la justice et la

M. Mitterrand avait di détailler les circonstances à l'occasion desquelles, dans un stalag. pendant la guerre, il avait sélectionné » son ami Pelat. Il avait évoqué son courage et sa force. Au terme de sa vie. ces deux vertus aureient-elles craqué sous les coups de sa mise affaire où « l'argent facile » out toute sa part ? Roger-Patrice Pelat est mort de mort naturelle, comme on dit. Nul ne peut démontrer en toute certitude que cette fin est liée à l'affaire des achats d'actions de la société Triangle. Mais qui pourrait affirmer la contraire et prétendre que c'est par hasard que cette vie s'arrête au moment où cet homme de coulisses vient d'être projeté sur l'avantscène? Meurt-on par hasard cuand on ne meurt pas par choix ? Les liens entre la psyché et le soma ne sont plus à démontrer et chacun sent bien

que cette fin est une sortie, au

On concoit la peine des proches. On imagine la tristesse de ses amis et on respecte celle du plus illustre d'entre eux. Faut-il pour autant désigner des coupables, entrer dans un procès de délit d'informer, voire de délit d'inimitié ? Beaucoup, dans l'affaire Pechiney, ont fait leur devoir, leur métier. Les uns en informent our des imégularités. les autres en déclenchant la procédure qui aboutirait à une inculpation, et les premiers en rendant compte de ce que faisaient les seconds. La recherche de la vérité contribue, en démocratie, à l'équilibre des pouou la diffamation : le miroir est irréprochable s'il n'est pas

M. Bérégovoy a dit, après la mort de Roger-Patrice Pelat, que cela devrait « donner à réfléchir à tous ». Il a raison. Il nous faut méditer cette évidence dont l'occasion rappelle la banalité : les héros de la vie publique sont - tous - des êtres de chair et de sentiment, un mélange de force et de fragilité, d'énergie et d'abandon, d'assurance et de faiblesse. Comme nous tous. Un homme ne s'appartient plus lorsqu'il passe de l'ombre à la lumière. de l'intime aux médias. Par hasard, par choix ou par faute.

BRUNO FRAPPAT.

La trazique n'a pas, ici, à se cou- rédacteur en chef de l'Humantié 20 février, la dernière fois que j'ai vrir du manteau du procès. • rappelle la génèse de l'affaire et vu « l'ami du président »... qui continue : « La justice a donc suivi était devenu forcément un ami pour conclut : « Il reste le chagrin de ceux dont Patrice Pelat était le aussi grave qu'ait pu être la faute, peut résister à tant de chaleur et et l'appendit de l'appendit et l'appendit et la faute, peut résister à tant de chaleur et l'appendit et l'appendit et l'appendit et l'appendit et la faute, peut résister à tant de chaleur et l'appendit et l'appe responsabilités, elle ne méritaient pas la mort. Décidément, l'argent,

son trafic et ses calculs portent

#### « Libération » : Le prix de l'amitié

Dans Libération, Jean-Michel Helvig explique que le rôle de M. Roger-Patrice Pelat dans le délit d'initie de l'affaire Pechiney » a été mineur » : « Mais son amitié avec François Mitterrand, leurs longues promenades en tête à tête dans les rues de Paris, ont fait de cet hédo-niste, étiqueté plutôt droite modé-rée (...) le vecteur de soupçons dirigés vers les socialistes en géné-ral, et quelques hommes du prési-dent en particulier sinon le prési-dent lui-même. »

« Le Figaro » : Un ami

Dans Le Figuro, Christine Clerc raconte sa dernière rencontre avec M. R.-P. Pelat : « C'était le lundi parlait de son dieu « François » ou qu'il vous faisait parcourir en Range-Rover l'immense parc de son tout nouveau château, Pelat était un gosse émerveillé (...). •

A ses enfants qui le poussaient à faire des procès en dissamation, M. Pelat aurait répondu : « Changez de nom si vous voulez (...) Mol, je ne ferais rien... » « Quol ! même contre ceux qui ont raconté ce bobard des quarante mille actions achetées en Suisse? » Non, rien qui puisse gener Fran-





: ope

# **Politique**

# des élections municipales

# Les affrontements PS-PCF dans les villes de plus de 20000 habitants

NORD: Lille: M. Pierre Mauroy\*, PS. Roubaix: M. Bernard Carton, PS. Tourcoing: M. Jean-Pierre Balduyck, PS; M. Claude Demoustier, PCF. Dunkerque: M. Michel Delebarre, PS; M. Joël Kiecken, PCF. Villeneuve-d'Asq: M. Gérard Caudron\*, PS. Wattrelos: M. Alain Faugaret\*, PS; M. Guy Duel, PCF. Donai: M. Marc Dolez, PS; M. Georges Hage, PCF. Valenciennes: M. Jean-Claude Dulieu, PCF. Cambrai: M. Jean-Claude Dulieu, PCF. Cambrai: M. Jean-Claude Dulieu, PCF. Cambrai: M. Jean-Claude PCF. Maubenge: M. Alain Carpentier, PS. Marcq-en-Bargeul: M. Pierre Defever, PS; M. Didier Roussel, PCF. Lambersart: M. Claude Reynaert, PS; M. René M. Claude Reynaert, PS; M. René
Caura, PCF. Lemme: M. Arthur
Notebart\*, PS; M. Marcel Verpoest, PCF. Mons-en-Barceni:
Mme Françoise Jullien (1), PS;
M. Michel Douliez, PCF. GrandeSunther M. Peré Corème \* PS. Synthe: M. René Carême \*, PS; M. Dominique Ducrot, PCF. Armentières: M. Gérard Haeso-broeck \*, PS; M. Pierre Demessine, PCF. Coudekerque-Branche: M. André Delattre , PS. Saint-Pol-sur-Mer : M. Gaston Tirmarche \*, PS; Mme Chantal Hanon-Cosyn, PCF. La Madeleine : M. Luc Belval, PS. Hem: Mmc Françoise Provo, PS; M. André Pasbecq, PCF. Denain: M. Arthur Brabant\*, PCF. Loos: M. Georges Dupont , PS; M. Daniel Houtte, PCF. Haze-bronck: M. Armand Moriss, PS.

OISE: Beauvais: M. Walter Amsallem \*, PS. Compiègne: M. François Ferrieux, PS; M. Jean-Marc Bouchez, PCF. Creil: M. Jean Anciant \*, PS. ORNE: Alençon: M. Pierre

Mauger \*, PS. PAS-DE-CALAIS: Arras:
M. Leon Fatous\*, PS; Calais:
M. Jean-Jacques Barthe\*, PCF.
Boulogne-sur-Mex: M. Guy Lengagne \*, PS. Leus : M. André Deleiis \*, PS; M. Marcei Barrois, PCF. Liévin : M. Jean-Pierre Kucheida \*, PS; M. Daniel Demon-court, PCF. Hénia-Beaumont : M. Pierre Darchicourt (1), PS; M. Jean-Bernard Deshayes, PCF. Béthane: M. Jacques Mellick\*, PS; M. Henri Tobo, PCF. Brusy-la-Buissière: M. Serge Janquin.\*, PS; M. Michèle Ducatez, PCF. Avion: M. Jacqueline Poly , PCF; M. Henri Konieczny, PS.

PUY-DE-DOME : Clermont--ATLANTIOU Pan: M. André Labarrère \*, PS; M. Sylvano Marian, PCF. Rayonne: M. Nicole Pery, PS; M. Henri Lagarde, PCF. Anglet: M. Jean-Pierre Voisin, PS; M. Jean-Pierre Roux, PCF. Biarritz: M. Michel Ginner PS

HAUTES-PYRÉNÉES Tarbes: M. Raymond Erraçaret \*, PCF; M. Pierre Forgues, PS. PYRÉNÉES-ORIENTALES: Perpignan : M. Robert Marty,

BAS-RHIN: Strasbourg:
M. Catherine Trautmann, PS;
M. Francis Wurtz, PCF. Haguenan: M. Dominique Collin, PS.
Schiltigheim: M. Alfred Muller\*
sout. PS; M. Jean-Charles Monsche, PCF. Hikirch-Graffenstaden:
M. Jacques Riger, PS. M. Jacques Bigot, PS.

HAUT-RHIN : Colmar : M. Serge Rosenblich, PS; M. Guy Peterschmitt, PCF. Mulhouse: M. Jean-Marie Bockel, PS;

M. Auguste Bechler, PCF.

M. Auguste Bechler, PCF.

RHONE: Lyon: M. Gérard Collomb, PS. Villeurbanne: M. Charles
Herou.\*, PS. Vénissieux: M. André
Gérin.\*, PCF. Vaux-en-Velin: M. Maurice Charrier \*, PCF. Saint-Priest : M. Bruno Polga \*, PS. Calmiro-et-Cuire : M. Dominique Viellard, PS. Bron : M. Jean-Jack Viellard, PS. Bron: M. Jean-Jack Queyranne (1), PS. Rillienx-la-Pape: M. Jacky Darne, PS. Villefranche-sur-Saône: M. Jean Dubuia, PS. Oullins: M. Roland Bernard \*, PS. Meyzien: M. Jean Poperen \*, PS. Decines-Charpien: M. Pierre Moutin \*, PS. Sainte-Foy-Es-Lyon: M. Christian Brun, PCF. Givors: M. Camille Vallin\*, PCF.

HAUTE-SAONE : Vesoui : M. Lorc Niepceron, PS; M. Frédéric Bernabé, PCF

SAONE-ET-LOIRE : Mâcon M. Michel-Antoine Rognard , PS. Chalon-sur-Saône : M. Jean Chapron, PS. Le Cressot : M. Camille Dufour \*, PS. Montceau-les-Mines : M. Didier Mathus, PS. Autum: M. Jean-Pierre Gauffre, PS. SAVOIE: Chambéry: M. Louis Besson, PS; M. Jean Tinelii, PCF. Aix-les-Bains: M. Jean-Paul Callous, PS; M. Pierre Bourboujas,

HAUTE-SAVOIE: Annecy:
M. Jean Excoffier, PS; M. Philippe
Metral-Boffod, PCF. Thousen-lesBains: M. René Canut, PS; M. Philippe Guichardaz, PCF. Annemasse : M. Gérard Galice, PS. PARES : M. Pierre Joxe, PS;

M. Heari Malberg, PCF. SEINE-MARITIME : Romen M. Michel Bérégovoy, PS. Le Havre: M. André Duroméa \*, PCF. Havre: M. André Duroméa \*, PCF. Dieppe: M. Irénée Bourgois \*, PCF; M. Jean Beaufils, PS. Saint-Etleme-du-Rouvray: M. Michel Grandpierre \*, PCF. Le Grand-Quevilly: M. Tony Larue \*, PS. Sotteville-lès-Rouen: M. Pierre Bourguignon, PS. Le Petit-Quevilly: M. Robert Pagès \*, PCF.

M. François Zimeray, PS. Fécamo: M= Frédérique Bredin, PS. SEINE-ET-MARNE : Mehm : M. Jacky Laplace, PS; M. Michel Blanchard, PCF. Meanx: M. Jean Lion . PS. Chelles : M. Jean-Paul Planchou, PS; M. Gérard Bordu,

YVELINES : Versailles : M. André Pigné, PS; M. Gustave Langlois, PCF. Sartrouville : M. Auguste Chrétienne\*, PCF. es la Jolie : M. Paul Picard\*,

Nous achevous la publication des têtes de liste du PS et du PCF dans les villes de plus de vingt mille habitants (seion le recensement de 1982 mis à jour) de la métropole. Ainsi que nons l'avions indiqué dans nos éditions du 8 mars, les deux partis de gauche s'affronteront dans cent quarante-cinq villes au premier tour des élections municipales, le 12 mars, soit 37 % du total de ces communes. Cette proportion frôle 39 % avec les cas d'alliance PS-centristes et de division interne au PCF.

Les « grands » départements à faible taux de « primaires » sont le Rhône (zéro sur quatorze), la Seine-Maritime (un sur buit), PEssonne (deux sur seize), la Seine-Saint-Denis (six sur vingt-neuf), les Hauts-de-Seine (sept sur vingt-neuf) et le Val-de-Marne (neuf vingt-trois). Les socialistes d'Arcueil ne figurent sur aucune liste, pas même celle de M. Marcel Trigon, le maire communiste sortant, qui conduit pourtant officiellement une liste d'union présentée par les deux fédérations. Le PS d'Arcneil voulait une meilleure représentation sur cette liste et un engagement de lutte contre la

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 8 mars, Draveil (Essonne) est une ville dirigée par la droite, où s'est produite une dissidence socialiste en raison de dissensions internes à la section locale du PS.

Saint-Germain-en-Laye : PS. Saint-German-en-Laye:
M. Jean Laurent, PS; M. Alain
Binet, PCF. Poissy: M. Martine
Frachon, PS; M. Jacques Rodriguez, PCF. Les Mureaux:
M. Roger Le Toullec\*, PCF;
M. Alain Etoré, PS. Houilles:
M. Fuente Salestowitch\* PCF.

M. Alain Etoré, PS. Houilles:
M. Eugène Scleskovitch\*, PCF;
M. Marcel Mortier, PS. Trappes:
M. Bernard Hugo\*, PCF;
M™ Christine Villain, PS. ConflansSainte-Honorine: M. Michel
Rocard\*, PS; M. Pierre Cauchard,
PCF. Chaton: M™ Jacqueline
Penez, PS. Le Chesnay: M. Jean
Maillefer, PS. Vélizy-Villacoublay:
M. Gérard Desseigne, PS; M. JeanLouis Passard, PCF. Le CelleSaint-Cloud: M. Jean-Claude Fourlon, PS. Maisons-Laffitte: lon. PS. Maisons-Laffitte : M. Bruno Athias, PS. Plaisir : M. Jean Mouton\*, PS; M. Marcel M. Jean Mouton\*, PS; M. Marcel
Leroy, PCF. Rambouillet:
M. Roger Bonnet, PS; M. Daniel
Blumé, PCF. Elancourt: M. Alain
Danet\*, PS; M. Iris Motta, PCF.
DEUX-SÈVRES: Niort:
M. Record Ballace, PS;

M. Bernard Bellec\*, PS. M. Dernard Beliece, PS.

SOMME: Amiens: M. René
Lamps, PCF: M. Serge Delignières, PS. Abbeville; M. Jacques
Becq, PS; M. Chantal Leblane,
PCF.

TARN: Albi: M. Michel Castel\*, PS. Castres: M. Philippe Dey-PAUX\*, PS.

TARN-ET-GARONNE; Mon-VAR: Tonion: M= Odette Casa-nova, PS: M= Danielle De March, PCF. La Seyne-sur-Mer: M. Maurice Paul, PCF. Hyères: M. Gaston Biancotto, PS: M. Jean-Louis Pfle-ger, PCF. Fréjus: M. Serge Ram-baud, PS; M. Christian Rouby, PCF. Draguiguas: M. Christian Martin, PS. Six-Fours-les-Plages: M. Jean-Sauveur Guarino, PS; M. Serge Maccio, PCF. Saintati : M. Maurice Fabre, PS. La Garde : M. Maurice Delplace \*

PCF. La Valette-du-Var : M. Gérard Maestracci, PS; M. Alain Trinquier, PCF.

VAUCLUSE: Avignon: M. Guy
Ravier, PS; M. Marcelle Landau,
PCF. Orange: M. Alain Labé, PS;
M. Aimé Amato, PCF. Carpentras:
M. Jean-François Brun, PS;
M. Francis Liotaud, PCF. CavailLore M. Jean-Scarpellini, PS. lon : M. Jean Scarpellini, PS; M= Amick Roche, PCF.

VENDÉE: La Roche sur-You: M. Jacques Auxiette\*, PS; M. Bernard Violain, PCF.

VIENNE: Poitiers: M. Jacques Santrot\*, PS. Châtellerault: M≈ Edith Cresson\*, PS. HAUTE-VIENNE : Limoges : M. Louis Longequeue<sup>e</sup>, PS.

VOSGES: Epinal: M. JeanPierre Ouvion, PS. Saint-Dié:
M. Christian Pierret, PS;

M. Robert Georges, PCF. YONNE: Sens: M. Jean-René Poihlot, PS; M. Jean Cordillot,

TERRITOIRE DE BELFORT ; Belfort : M. Jean-Pierre Chevène-ment<sup>®</sup>, PS: M<sup>®</sup> Ariette Cierc, PCF. ment\*, PS; M= Arlette Clerc, PCF.
ESSONNE: Evry: M. Jacques
Guyard\*, PS; Massy: M., Claude
Germon\*, PS. Corbeil-Essounes:
M. Roger Combrisson\*, PCF.
Savigny-sur-Orge: M= Rose Desordons, PS; M. Michel Bockelandt,
PCF. Palaiseau: M. Jean Pacilly\*,
DCE Arlia-Mone: Mm Marin-PCF. Athis-Mons: M= Marie-Noëlle Lienemann, PS. Les Ulis : M. Paul Loridant, PS. Dravell : M. Maryvonne Oizan-Chapon, PS. Grigay: M. Claude Vasquez\*, PCF. Yerres : M. Marc Lucas, PS. Ris-Orangis: M. Daniel Perrin\*, PCF. Vignorx sur-Seine: M. Lucien Lagrange\*, PCF. Brunoy: M. Jac-ques Derive, PS; M. Bernard Carré, PCF. Mostgeros: M. Daniel Descombe, PS. Morsang-sur-Orge:
M= Geneviève Rodriguez\*, PCF.
Saint-Michel-sur-Orge: M. JeanLoup Englander\*, PCF.

HAUTS-DE-SEINE: Nanterre: M= Jacqueline Fraysse-Cazalis .
PCF. Boniogne-Billancourt : M. André Nicolas, PS; M. Robert Créance, PCF. Colombes: M. Dominique Frelaut , PCF. Asuières-sur-Seine: M. Michel Lancret, PS. Rueil-Malassison: M. Jean Girond, PS. Neuilly-sur-Schne: M. Lucienne Buton, PS. Courbevole: M. Philippe Roche, PS. Antony: M. Pierre Antonmat-tei, PS; M. André Anbry, PCF. Levallois-Perret: M. Jean-Pierre Henry, PS; M. Gérard Lœulliette, PCF. Mendon: M. Jacques Lad-sous, PS. Clamart: M. Alain Bussous, PS. Clamart: M. Alain Busnel, PS. Clichy: M. Gilles
Catoire\*, PS. Issy-lesMoulineaux: M. Michel Margnes,
PS: M. Guy Ducoloné, PCF. Gennevilliers: M. Jacques Brumhes\*,
PCF. Bagneux: M. Jacques Brumhes\*,
PCF. Bagneux: M. Sydney Ghenassia, PS. Moutrouge:
M. Philippe Bassinet, PS. Saresuas:
M. Jean-Pierre Respant, PS. Malakoff: M. Léo Figuères\*, PCF.
Saint-Cloud: M. Marc Bechet, PS.
Châtenay-Malabry: M. Jean
Vons\*, PS. Châtillon-sousBagneux: M. Bernard Sandaran, Bagnesix: M. Bernard Sandaran, PS; M. Jacques Le Dauphin, PCF. Fontessy-anx-Roses: M. Georges Le Baill, PS. Villeneuve-la-Garesse: M. Bruno Romoli, PS; M. Francis Langlade, PCF. Bois-Colombes: M. Christian Gallot, PS. Columbes: M. Christian Gallot, P.S. Vauves: M. Raymond Deniau, P.S. Le Plessis-Robinson: M. Robert Gelly \*, P.C.F.; M. Philippe Ferra-dou, P.S. Sèvres: M. Roger Fajnzyl-berg, P.S. La Garenne-Colombes: M. Pierre Roussel, P.S.

SEINE-SAINT-DENIS : Bobi gny: M. Georges Valbon\*, PCF.
Montrenil: M. Jean-Pierre Brard\*,
PCF. Saint-Denis: M. Marcelin
Berthelot\*, PCF. Aulaxy-sousBols: M. Jacques Delhl, PS;
M. Pierre Thomas, PCF. Aubervilliers: M. Jack Ralite\*, PCF.
Drancy: M. Maurice Niles\*, PCF. Epicay-sur-Seine: M. Gilbert Bon-nemaison . PS. Le Blanc-Mesail: nemaison \*, PS. Le Blaue-Mesull :
M. Robert Fregossy \*, PCF. Bondy :
M. Claude Fuzier \*, PS. SaintOuen : M\*\* Paulette Fost \*, PCF.
Pantin : M. Jacques Isabet \*, PCF.
Sevran : M. Bernard Vergnaud \*,
PCF. Nolsy-le-Grand : M. Max.
Salomon, PS; M. Emmanuel Gounmann, PCF. Rosny-sous-Bols :
M. Roger Daviet, PCF. Nolsy-leSee : M. Roger Gouhier \*, PCF.
Stains : M. Louis Pierna \*, PCF.
Gagny : M. André Noël, PS;
M. Lean Gayria PCF. La Comp. M. Jean Garcia, PCF. La Cour-meuve: M. James Marson P. PCF. Livry-Gargan: M. Alfred-Marcel Vincent P. PS. Bagwolet: M. Daniel Mongeau P. PCF. Nemilly-sur-Marne: M. Jacques Mahéas \*, PS. Tremblay Res Gonesse : M. Georges Prudhomme \*, PCF. Villesson M. Jean-Pierre Simon, PS; M. Jean-Louis Balland, PCF. Villepinte : M. Jean-Claude Mejsak, PS; M. François Asensi, PCF. Remainville: M. Robert Clément \*, PCF.

Clichy-sous-Bois : M. André Dechamps \*, PCF. Montfermeil : M. Albert Derrien, PS; M. Gilles Guimet, PCF. Pierrefitte : M. Daniel Bioton \*, PCF. Les Liles: M. Claude Bartolone, PS.

VAL-DE-MARNE : Créteil : M. Laurent Cathala \*, PS M. Jean-Jacques Porcheron, PCF, Vitry-sur-Seine: M. Paul Mer-cieca \* PCF, Saint-Maur-des-Fossis: M= Lucienne Nittenberg, PS. Champigny sur-Marne: M. Jean-Louis Bargero \*, PCF. Ivry-sur-Seine: M. Jacques Laloé \*, PCF. Fontenny-sous-Bois : M. Louis Bayeurte . PCF. Villejuif : M. Pierre-Yves Cosnier \*. juil : M. Pierre-Yves Cosner .
PCF. Maisons-Alfort : M. Gilles
Caraso, PS; M. Charles Lederman,
PCF. Vincennes : M. Hugues Pinthianx, PS; M. Yves Talhouarn,
PCF. Alfortville : M. René Rouquet\*, PS. Choisy le Roi : M. Louis
Luc\*, PCF. L'Hay-les-Roses :
M. Licones Talhayon\* PS M. Jacques Tabanou\*, PS. Villeneuve-Saint-Georges : M. Roger-Gérard Schwartzenberg, M. Roger-Gerard Schwartzenberg,
MRG; M. Jacques Planche, PCF.
Le Perreix-sur-Marie: M. Francoise Moreau, PS; M. Pierre Scotto,
PCF. Thiais: M. Bernard Cornette,
PS; M. Daniel Picq, PCF. Fresnes:
M. Gabriel Bourdin. PS. Cachan: M. Gabriel Bourdin\*, PS. Cachan:
M. Jacques Carat\*, PS; M. Marc
Nectar, PCF. Nogent-sur-Marue:
Mme Denise Hug, PS; M. Charles
Narwa, PCF. Sucy-en-Brie:
Mme Michèle Ville, PS; M. Raymond Glashendler, PCF. Villierssur-Marue: M. Serge Delaporte\*,
PS. Charenton-le-Peut: M. René
Chausse, PS. Villeneuve-le-Roi:
M. Pierre Martin\*, PCF. Arcueil:
M. Marcel Trigon\*, PCF.

M. Marcel Trigon\*, PCF. VAL-D'OISE : Pontoise : Mme Nicole Le Loch, PS. Argentenil: M. Robert Montdargent".
PCF. Sarcelles: M. Dominique Strauss-Kahn, PS; Mme Marie-Claude Beaudean, PCF. Garges-lès-Gonesse: M. Henri Cukierman", PCF. Francouville: M. Daniel Sanguin, PS. Villiers-le-Bel: Mme Raymonda Le Texier" PS. Samois: monds Le Texier\*, PS. Saunois: M. Didier Lajoinie, PS; M. Pierre-Claude Monnier, PCF. Ermont: Mme Nicole Masso-Dugard, PS; M. Jean-Louis Teyssandier, PCF. Bezons: M. Jacques Leser\*, PCF; M. Christian Linlaud, PS. Goussainville : Mme Danielle Gagneur, PS; M. Michel Toumazet, PCF. Gonesse: M. Jean-Pierre Blazy, PS: M. Gérard Grégoire, PCF. Taverey: M. Maurice Boscavert, PS. Earbonne: M. Henri Guenne-teau, PS. Montmorency: M. Alain Serry, PS; M. Jean-Paul Demarson, PCF. Saint-Gratien: M. Gilbert Pallier, PS; M. Jean-Claude Harry, PCF. Herblay: Jacques Melet, PS.

(\*) Maire sortant.

(1) Le maire sortant, socialiste, ne représente pas.
(2) La maire sortant, communiste

# Histoires de villes

# Prison tranquille à Ensisheim

ENSISHEIM (Haut-Rhin) de notre envoyé spécial

Trois ou quatre fois par an, elle fait lentement le tour des remparts. Les ruelles d'un autre âge, le bruit de l'eau, le petit apaisant est devenu pour elle lieu de promenade familier. Loin de chez elle, elle réfléchit, au temps qui s'échappe, à ce fils dont l'image peu à peu se brouille. A sa

Appelons-là Marie. La cinquantaine souriante, petite et ronde, elle a fini par s'habituer à ces retrouvailles saisonnières avec Ensisheim, la ville-prison. Originaire du Sud, elle prend le train jusqu'à Mu-house, un taxi jusqu'au bourg. Elle préfère arriver en avance. Pour celmer sa nervosité. Pour pouvoir penser.

Elle marche ainsi presque une heure, achète un bouquet ou un cadesu. Les commerçants la reconnaissent et lui sou-rient, sans rien dire. Parfois, mais plus rarement. Marie va au café, en face de la meirie. A petites gorgées, elle déguste un thé dans la teverne aux boiseries sombres où les hommes ont la politesse, à son entrée, de ne pas interrompre leurs conversations. Puis elle part retrouver les quelques passants qui, comme elle, attendent chaque semaine sur le trottoir l'heure du parloir. Ensisheim sait parfaitement qui sont ces étrangers, mais pour rien au monde ne manifesterait un signe de réprobation. La ville est douce pour les mères de détenus.

« Je n'aurais jamais cru, confle Marie, qu'une ville puisse ne pas être hostile à sa centrale. » Avant Ensishelm, le fils de Marie, qui en a pris pour quinze ans, avait été incarcéré dans d'autres prisons. Des son centrale pour débuts de peine où l'environnement ne plaisante pas avec l'idée du châtiment. L'extérieur y ressemble à l'intérieur. Rancune contre déses-poir. Comme s'il fallait que les familles paient encore les crimes des leurs dans le regard des autres. Marle avait pris l'habitude d'y baisser les yeux.

#### Use curiouité avantageuse

Le voyage en ce Haut-Rhin si lointain kui est mains pénible. Ensisheim gomme l'univers carcéral. Vue du dehors, la prison est un trompe-l'œil, ses abords un décor de conte d'Erckmann-Chatrian, avec l'ocre, le gris rose des façades et un goût prononcé pour le confort villageois. L'air du bourg est léger et l'Alsace bien-veillants. L'III s'écoule lentement, distribuant ses nuisseaux dans des jardins

d'arbres fruitiers. Dans ce paysage, la centrale est invisible. Allez-y, vous étes certain de la manquer au premier passage. Rien aux alentours pour rappeler ne serait-ce qu'une caserne. Aucun mirador. Pas l'ombre d'un étroite qui serpente au cœur de la ville. une abbave, adossée à une chapelle de grès. Un porche de bois. Des murs de collège, ou de couvent, certainement pas de prison. Trop bas. Juste en face, sur l'autre trottoir, le palais de le Régence, construit en 1535 par l'empereur Ferdinand d'Autriche. Toute une rue, une place de dentelles gothiques ou « Renaissance rhé-

La centrale ? Mais vous y êtes ! C'est l'abbaya, l'ancien séminaire, l'édifice pour lequel dont les guides recommandent le détour, justement pour le charme de ses remparts. Comme beaucoup d'Alsaciens, les habitants d'Ensisheim veillent jalousement sur la préservation de leur passé. La prison leur est proche, « décarcéralisée », faudrait-il dire, d'abord parce que c'est une vieille pierre, soudée au cœur du bourg. La Société locale d'histoire l'intàgre sens gêne dans sa chronique de la ville, au même titre que ses vastiges du « céremique rubané » (7000 ans avant J.-C.), de la civilisation danubienne, ou que sa fameuse météorite, tombée du ciel le

La centrale est voisine du Musée archéologique et du Musée de la mine, à lieues de l'Ecomusée. Les Alsaciens sont écolos, tous un peu conserva-teurs de monuments historiques : la prison est une curiosité avantageusa. Un attaché d'administration pénitentiaire, M. Robert Speisser, adjoint au maire, a passé trente-trois ans à l'ombre des murs de la centrale. « Autant, dit-it, que l'un de nos détenus. » Il a beaucoup de souvenirs une connaissance aiguê de la vie carcérale, mais ce dont il parie d'abord, c'est de l'opuscule qu'il a consecré à la Maison centrale d'Ensisheim à travers les siècles.

Il pourrait se faire guide pour chaque pouce de la vieille bâtisse. « La chapelle a été concédée pour quatre vingt-dix-neuf ans à la communauté protestante. » En collège, dirigé par des jésuites de Fribourg-en-Brisgau. Le séminaire manquait de rigueur... On pourrait très bien maginer ici, sans rire ni frémir, un Musée de la détermion. L'idée en a même été avancée. Refus de l'administration. « Une prison doit délimiter le bien du mai dans esprit des gens, note le directeur de la centrale, M. Pierre Delatre. Il faut que l'extérieur demeure le bien. » Pas de confusion, donc, pas de musée. Ensisheim se rabattra bientôt sur un Musée des paroisses. Il n'empêche : pendant des années, les visites de ce séminaire pour

Soyons juste, Ensisheim n'ignore pas que son abbaye est habitée. Longtamps, les fils du bourg, comme Robert Speisser, se firent gardiens, jusqu'à ce que l'administration impose des concours. Alors, la

tradition s'est perdue, Aujourd'hui. l'encadrement vient de toute la France, ou de la région. « Les récits de taule » sont moins nombreux en ville. Comme partout, il y a le bien et le mai. La seule différence, c'est qu'ici le bien est respectueux du mel: « lls paient cher leurs fautss, explique le buraliste. lis méritant au moins qu'on les laiss en paix, sans trop chercher à savoir ce qui se passe à l'intérieur. Cala ne nous erde pes. Chacun sa vie. a

Ce n'est pas mépris. Ensisheim, comme toute l'Alsace baignée par les religione, protestante, juive ou catholique, montre un dévouement discret. La prison a ses visiteurs, son réseau de sympathies La compréhension, la compassion y sont des sentiments plus répandus qu'ailleurs, Mais on ne peut le dire. Cela ne se fait

Et puis la ville ne tient pas à être prise pour un vaste garde chiourme prospérant sur le dos de la réclusion. « lci, ce n'est pes Claivaux. » La prison ne fait pas battre le cœur du bourg. Ensisheim, répète-ton, vit encore des mines de potasse, de quelques entreorises. De sa proximité avec Mulhouse, surtout. Le chômage y croit, comme partout. Mais jamais on ne mènerait campagne pour grossir l'enclos, revendiquer des emplois carcéraux par quota. La taille modeste de la vieille abbaye, sa piace dans un centre historique, seuvent la ville de tout délire écono-

## Un souci muséo-écologique

Il est vrai qu'Ensisheim a retenu la leçon de l'an demier. Le 16 avril, à 21 heures, respect et équilibre humain ont bien failli basculer, emportés par une soudaine mutinerie. La centrale « tenait » parce qu'elle n'accueillait que des détenus de longues peines syant épuisé dans

d'autres prisons leur rage. Au printemps 1988, l'administration a décidé d'y faire de la place pour les mutins de Saint-Maur qui avaient mis à sac leur décor, quelques maines plus tôt.

Pour la violence de ceux-là, pour leur refus, les vieilles pierres étaient trop Quelques-uns ont creusé un turmel. « lis ont failli réussir en nombre, explique M. Delatre. A quelques mêtres près... » Après l'échec de cette tentative. la colère s'est emparée de la centrale. Sœur Françoise, une visiteuse de prison, et un gardien ont été pris en ctages. Le feu a été mis aux historiques charpent Après vingt-quatre heures de confusion, libération des otages, le calme est revenu dans le centre d'Ensisheim.

Mais la mutinerie avait cassé quelque chose, dehors. Des commerçants découvraient la peur. Certains la haine. Le Front national voulut obliger Ensisheim à ressembler à toutes ces villes prisons où le bourgeois trouve toujours qu'il manque du béton entre les délinquants et lui. On pensa bătir un blockhaus moderne, carcéral à souhait, hors le bourg. Mais toujours sur le domaine communal, On rava, un temps, de Fleury-Mérogis.

Puis la raison, surtout l'habitude, l'emportèrent. On allait restaurer l'abbaye, côté cour et côté jardin. Davantage de sécurité à l'intérieur, sans doute, mais le même souci muséo-écologique, Même le Quatelbach, le ruisseeu qui traverse la centrale et qui fait tant penser à la liberte, n'a pas été détourné de son cours. L'administration pénitentiaire redresse ses murs, sans toucher au pay sage tranquille. Marie pourra revenir long temps longer les remparts avant les par-

PHILIPPE BOGGIO.

# Europe

## HONGRIE

# Le Parti social-démocrate prend part à une conférence de l'Internationale socialiste

. . .

7 . . . .

.

A4 1.

....

The second second

Le Parti social-démocrate hon-Le Parti social-démocrate hon-grois, qui s'est reconstitué tout récemment à Budapest à la suite de la décision de la Hongrie d'intro-duire progressivement le multipar-tisme, fait sa première apparition sur la scène internationale en pre-nant part à la conférence de l'Inter-nationale socialiste à Vienne.

Cette conférence, à laquelle parti-ciperoat des chefs de parti de plus de quarante pays, a été convoquée pour les 9 et 10 mars à Vienne afin de faire un geste à l'égard du Parti

## Le PC hongrois adopte son programme pour les prochaines élections

Budapest (AFP). — Le comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) (PC hongrois), réuni le mardi 7 mars en session plénière, a approuvé un « programme d'action » destiné à servir de « base pour les prochaines élections » en 1990, à la suite de la décision prise le mois dernier d'introduire le multipartisme en Hongrie. Ce programme, qui sera publié vendredi soir, porte notamment sur la « nécessité de compromis » et la possibilité de « coalitions » avec les mouvements indépendants crées depuis ments indépendants crées depuis l'année dernière en Hongrie, a indiqué M. Berecz, secrétaire chargé de l'idéo-

logie. Le comité central a également lancé Le comité central a également lancé un « appel » à la population hongroise à « célébrer ensemble » la fête du 15 mars, en commémoration de la guerre d'indépendance de 1848. A cette date, qui sera pour la première fois cette année un jour férié officiel, avaient jusqu'à présent en lieu des manifestations non autorisées, qui avaient rassemblé notamment l'année dernière dix mille personnes. Seize mouvements indépendants out-

Seize mouvements indépendants ont cependant déjà refusé l'invitation des autorités à participer aux manifesta-tions officielles et annoncé qu'elles organiseront leurs propre commémo-ration de 1848.

M. Berecz a d'autre part admis lors M. Beretz à d'autre part atoms tors de la conférence de presse que quelquertois mille membres du PSOH-ont-récemment quitté le parti. Les observateurs politiques à Budapest estiment qu'il s'agit poorr la plupart de gens mécontents de la réévaluation des évênements de 1956 et du rôle croissant des productions de la réévaluation des évênements de 1956 et du rôle croissant

# **URSS**

## L'association Solidarité franco-arménienne lance une opération de parrainage pour les membres du Comité Karabakh

L'association Solidarité francoarménienne a tenu, mardi 7 mars, à l'Assemblée nationale, une conférence de presse avec quatre avocats français chargés de prendre part à la défense des onze dirigeants du Comité Karabakh et de deux autres leaders nationalistes arméniens emprisonnés à Moscou.

Dans un communiqué, l'associa-tion a amoncé qu'elle allait deman-der à onze des principales villes de France, dont Paris, de prolonger la solidarité dont elles ont fait preuve sondarité dont étes out l'ai protro lors du tremblement de terre du 7 décembre en parrainant chacune l'un des membres du comité. Elle a dénoncé leur maintien en détention · injustifié » et accusé Moscou d'avoir voulu les empêcher d'être choisis comme candidats aux prochaines élections pour le Congrès du

peuple soviétique. Les avocats français out indiqué avoir été reçus à l'ambassade d'URSS, où on leur a fait compren-dre que leur demande de visas pour-rait obtenir satisfaction, mais aculement après les élections. Les détenus sont maintenant au secret depuis leur arrestation, comme le permet la procédure soviétique. Me Catherine Kessedjian a attiré l'attention sur le cas d'Igor Mouradian, ex-membre du Comité Karabakh, qui serait détenu en Azerbaïdjan, où il aurait été victime de tortures.



socialiste autrichien, qui a fêté son centenaire le la janvier dernier.

M. Tibor Baranyai, membre diri-geant du Parti social-démocrate bon-grois, a annoncé à Budapest l'inten-tion de sa formation d'adhérer prochainement à l'Internationale socialiste. Dans les milieux socia-listes de Vienne, on ne cache pas

l'intérêt pour le nouveau parti mais

on estime qu'il est prématuré de par-ler de son adhésion à l'IS.

ler de son adhésion à l'18.

Les chels des partis socialistes réunis à Vienne examineront notamment le projet d'une nouvelle déclaration de principes de l'18, qui sera définitivement adoptée au congrès de Stockholm en juin prochain. Ce texte doit remplacer la déclaration de Francfort de 1951, trop axée sur le situation desse les raus industria-

de Francfort de 1951, trop axée sur la situation dans les pays industrialisés occidentaux. L'ouverture de 
l'IS vers le tiers-monde et éventuellement vers l'Est demande, selon 
M. Peter Jankowitsch, anciea ministre autrichien des affaires étrangères, une nouvelle définition plus 
globale de l'IS Plus de soixante 
demandes d'adhésion sont actuellement à l'étude.

# L'affaire des « Versets sataniques »

Après la rupture des relations diplomatiques avec Londres

# Le journal iranien « Keyhan » souhaite que Téhéran rompe également avec Bonn

Le Foreign Office a, dans un com-muniqué publié mardi 7 mars, rendu l'Iran responsable de la rapture des relations diplomatiques entre les deux pays, annoncée dans la mati-née par le ministère iranien des nec par le ministère tranien des affaires étrangères. « L'incitation au meurtre est une violation des prin-cipes et des obligations qui régissent les relations entre des Etats souve-rains », rappelle le communiqué de Londres, qui souligne que « ce sont les actes de l'Iran qui ont changé la nature de nos relations et rendu impossible la conduite des affaires normales ».

normales ». Par ailleurs, le Foreign Office a indiqué que les autorités iraniennes avaicat amulé sans explication une visite prévue mardi d'un représentant consulaire suédois auprès de M. Roger Cooper, un homme d'affaires britannique emprisonsé depuis 1985 à Téhéran sous l'accusation d'espionnesse.

sation d'espionnage.
En rendant publique la décision de Téhéran, le ministère iranien des affaires étrangères avait affirmé qu'il agissait « non seulement en tant qu'exécutant de la politique le Centre d'études de la langue alle-étrangère de l'Iran, mais plus large-ment comme soutien de la politique le Centre d'études de la langue alle-mande de Téhéran est devenu « un nid d'esplonnage ». étrangère du monde islamique contre le blasphème, chargé d'un devoir à la fois divin et légal ».

La presse iranienne souligne dans son ensemble que l'Iran a été capable de vivre « sans avoir besoin de l'Occident » et doit faire preuve de prudence lorsqu'il établit des liens avec des pays tels que la Grande-Bretagne. Le journal officieux Key-han demande, pour sa part, anx autorités de prendre des mesures similaires à l'égard de la RFA et de ses ressortissants, qualifiés de canailles », de « corrompus » et

de « trafiquants ».

Le quotidien accuse l'Allemagne fédérale d'avoir, sur les ordres des Etats-Unis, suspendu les négocia-tions économiques avec l'Iran, comme si les intérêts économiques de l'Iran pouvaient nous empêcher de réagir aux insultes faites à un milliard de musulmans et à l'islam . Il affirme par ailleurs que mande de Téhéran est devenu - un

 Au Caire, M. Naguib Mah-fouz, prix Nobel de littérature, a estimé que les Versets sataniques « ne méritent pas de réaction », car cet cuvrage ne constitue pas, à son avis, une « œuvre intellectuelle », « M. Rushdie, poursuit-il, n'est pas un intellectuel. Celui qui rédige un un talenectuel. Cetul qui reange un tel livre ne pense pas, mais il cher-che sciemment à insulter et à bles-ser. Aussi ne mérite-t-il pas qu'on lui réponde, car c'est à la pensée qu'on répond par la pensée, et ce que nous avons devant nous n'est pas de la pensée.

• A Paris, la firme de disques Virgin a décidé le retrait de l'album 45 tours de Véronique Sanson où figure la chanson Allah des rayons de son magasin des Champs-Elysées. Un communiqué de Virgin précise que cette décision est motivée « par une politique de prévention liée à l'actualité », tous les clients étant systématiquement fouillés depuis

Interrogé, mardi, par la presse diplomatique à Paris à propos du qualificatif d' assassin dont M. Laurent Fabius avait récemment baptisé l'imam Khomeiny, le minis-tre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a affirmé qu'- il ne se laisserait pas détourner par je ne sais quel effet médiatique, qui serait contraire aux invérèts de la France . M. Chevènement 2 ajouté: « Il ne faut pas céder à la provocation. Je respecte l'islam et je crois en un islam, religion tolérante. Nous devons résister à des amalgames trompeurs. Je compte beaucoup que des voix raisonnables s'élèvent à l'intérieur de l'islam. Chacun doit pouvoir s'exprimer, sans blesser inutllement la conscience de ceux qui croient. Mais ceux qui appellent au meurtre doivent être punis. J'observe que l'ayatollah Khomeiny a appelé à l'assassinal. Cest bien une incitation au meurtre. Mais nous devons avoir un dialogue difficile et nécessaire avec les pays de l'islam.

# **Afrique**

## TUNISIE

# se déroulent « au-dessus des surenchères »

de notre correspondant

M. Ben Ali a présenté, mardi 7 mars, à la commission ad hoc siégeant à la Chambre des députés sa candidature à l'élection présidentielle anticipée (1), qui aura lieu le 2 avril. - Cette élection, a-t-il déciaré, marquera le renouvelle-ment et la poursuite de la légissmité que nous avons acquise par le chan-gement constitutionnel du 7 novembre », date de sa priso de pouvoir en 1987: Il sera sans adversaire, l'ensemble des partis politiques ayant fait savoir qu'ils soutenaient sa candidature.

Evoquant les élections législatives, elles aussi anticipées, qui auront lieu le même jour, M. Ben Ali a tenu à insister très solennello-ment pour qu'elles se déroulent « au-dessus des surenchères et des diffamations, dans le cadre de la morale et de la loi » et qu'en soit bannie . toute forme d'extremisme, d'abus et de violence ». En effet, la suggestion du chef de l'Etat de nationale (le Monde du 14 février) n'ayant pas été retenue, les sept partis politiques existants se retrouveront en concurrence dans cette

Concurrence? Le mot peut paraî-tre exagéré si l'on considère qu'en maintenant le scrutin de liste majoritaire à un tour, même avec possibi lité de panachage, le code électoral donne un avantage quasi insurmon-table au déjà tout-puissant Rassem-blement constitutionnel démocratique (RCD). Le découpage électoral et surtout l'obligation pour chaque candidat d'être parrainé par soixante quinze électeurs n'ont fait que renforcer le handicap des autres formations.

#### Pas de coalition

Les textes étant ainsi élaborés, nne coalition nationale aurait done assuré à coup sûr une représentation de tous les courants politiques dans la future Chambre, qui risque de demeurer monocolore. Elle aurait été, en outre, en parfaite harmonie avec l'unanimité qui s'est manifestée antour de la personne de

Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) a été le premier à en rejeter l'idée, considérant que le pluralisme politique ne pouvait démocratiquement s'exercer sans une véritable compétition électorale. Affaire de principe, assure-t-il. Mais c'est sans doute aussi pour le parti de M. Ahmed Mestiri une façon de confirmer son existence, alors one les réformes introduites par M. Ben Ali le privent d'une bonne partie des revendications dont il avait fait son credo depuis des années. Le Parti communiste a suivi d'une façon plus détournée, en avan-cant le préalable, à l'évidence irrecovable, d'une révision du code électoral, alors que celui-ci venait tout juste d'être voté.

Il n'en fallut pas plus pour que le RCD, déjà peu enclin à la combinaison, mais qui, bon gré mal gré, s'était incliné, annonce qu'il ferait

lui aussi cavalier seul. Les autres partis, récemment créés et peu implantés, qui voyaient dans le projet d'un front commun une chance d'être représentés au Parlement, se purent que s'incliner. Quant au conrant islamique, qui n'est pas encore légalisé, il envisage, croit-on, de pré-senter des listes « indépendantes ».

La conclusion négative du débat qui s'est instauré ces dernières semaines autour de l'idée d'une coalition fait, pour la première fois, planer une ombre sur le consensus national à l'honneur depuis quinze mois dans le pays. Quelques com-mentaires de journaux encore attachés à de vieux réflexes - que le président a indirectement rappelés à l'ordre mardi – ont aussi pesé sur la climat en accusant le MDS de chercher, par sa position, à saboter le processus démocratique.

Etait-ce, parce qu'il redoutait cette situation que M. Ben Ali avait d'abord envisagé de faire précéder renouvellement de l'ensemble de la Chambre des députés par des élections partielles « permettant de déceler les points faibles et les locunes qu'il faudra pallier dans le système électoral au niveau des textes ou de leur application »? Mais l'opposition - surtout le MDS - anjourd'hui prise au piège, demandant avec insistance des élec tions générales rapides, le chef de l'Etat hi donna satisfaction.

(1) Aux termes de la Constitution, M. Ben Ali pouvait demeurer en fonc-tions jusqu'en novembre 1991 sans recourir au suffrage universel.

Création d'un secrétariat

d'Etat chargé des affaires maghrébines. - Les députés tunisi ont ratifié, mardi 7 mars, le traité portant création de l'Union du Maghreb arabe qui avait été signé le 17 février à Marrakech par les chefs d'Etat de cinq pays. D'autre part, à la suite du sommet de Marrakech, le président Ben Ali a décidé de créer un poste de secrétaire d'Etat chargé des affaires maghrébines, dont le titulaire n'est pas encore désigné. Il a aussi nommé M. Mustapha Filali délégué de la Tunisie au secrétariet général du conseil des chefs d'Etat, lequel comprendra un repré de chaque pays. M. Filati a été pen dant plusieurs années le directeur de l'ancien Comité consultatif permanent du Maghreb, dont le siège est à Tunis. - (Corresp.)

# MAROC

## L'Organisation des droits de l'homme s'inquiète de la situation dans les prisons

Dans un communiqué rendu public mardi 7 mars, l'OMDH, récemment fondée par des juristes, de universitaires et des intellectuels de toutes origines politiques, rap-pelle notamment que des incidents ont eu lieu le mois dernier à la prison civile de Rabat, où, selon elle, « des centaines de détenus sont entassés

# AFRIQUE DU SUD

# M. Ben Ali souhaite que les élections du 2 avril Les pressions s'accentuent sur le président Botha pour qu'il se retire

Néanmoins, le président malade

a, en un mois, fait pratiquement l'unanimité contre lui par un retour-

nement auquel n'est pas étranger

nement auquel n'est pas étranger l'isolement dans lequel il s'est enfermé depuis sa convalescence. Le quotidien économique Business Day n'hésite pas à le comparer à Benito Mussolini faisant appel à « un souten mythique du peuple » (« tous les bons Sud-Africains »), dont M. Botha s'est prévain dans uneintersieur à la pressa afrikaner. À

terview à la presse afrikaner, à défaut de l'appui du parti. • Per-

sonne dans son entourage personnel n'est prêt à lui dire, écrit le journal, qu'il est le plus détesté des diri-geants que le parti a jamais eus.

L'heure

de la revanche

ueilli les fruits qui lui revient

n'est pas du genre à rechercher l'affrontement direct. Il est réputé

pour ses talents de négociateur. Le ministre de l'éducation nationale

souhaite donc un arrangement à l'amiable mais entend bien clarifier

la situation.
Une réunion du groupe parlementaire de la majorité est prévue pour

KENYA

il continuera sa tâche =.

Son style autocratique, ses colères

**JOHANNESBURG** de notre correspondant

Le président Pieter Botha est devenu bien encombrant. Ceux qui, il y a quelques mois seulement, chantaient ses louanges souhaitent désormais qu'il se retire et laisse la place au nouveau chef du Partinational, M. Frederik Willem de Klerk. Si la majorité se défend de sonner l'hallali, cela y ressemble pourtant bien. L'opinion publique, son parti qu'il a servi pendant cinquante ans, la presse afrikaner qui hil était entièrement dévouée : tous réclament à haute voix sa démission. Mais le chef de l'État s'accroche au fauteuil qu'il occupe depuis dix ans.

Il a annoncé la semaine dernière qu'il reprendrait ses fonctions au début du mois d'avril. Il a même laissé entendre qu'il pourrait sollici-

laissé entendre qu'il pourrait sollici-ter un nouveau mandat, précisant en tout cas qu'il achèverait ceini qui vient à échéance au début de sep-tembre. Son entêtement a été jugé ceux qui estiment qu'à soxante-treize ans, après la congestion céré-brale dont il a été victime le 18 jan-vier, il aurait été plus sage pour lui de tourner la page.

Dans un premier temps, il était prévn qu'il reprendrait ses fonctions au début de mars, après six semaines de convalescence. Ce délai supplémentaire d'un mois, sa démission surprise, le 2 février, du poste de chef du Parti national et son remplacement le même jour par M. de Klerk ont ébranlé son assise politique. Alors que tout le monde pensait à l'époque que cette décision sou-daine éviterait an parti une désas-treuse guerre de succession, c'est l'obstination du président Botha à vouloir rester en place qui suscite une crise politique.

La puissante machine du parti, La puissante macanne du parti, qu'il ne contrôle plus, s'est retournée contre lui. Il ne s'agit pas tout à fait d'une révolution de palais mais plutôt d'une guerre des chels feutrée qui risque de déstabiliser les nationalistes. Le chef de l'Etat, pourtant fin politique et rompu anx arcanes de ce milieu, a commis une lourde erreur qui lui sera sans doute fatale. Le quotidien afrikaner Beeld lui a tout simplement conseillé de suivre l'exemple du premier de ses prédécesseurs, D. F. Malan, qui avait déclaré qu' « il y avait un temps pour arriver et un temps pour partir », le journal ajoutant que ce dermier était venu.

Il souffle un vent de fronde un pen indécent. Ses fidèles, parmi les-quels le président par intérim M. Chris Heunis, font remarquer qu'on devrait permettre à M. Botha de se retirer avec « dignité ». Son entourage s'offusque de ce remue-

permanente de visite des établisse-

ments carcéraux, mais ses démar-

ments carceraux, mais ses ucinar-ches sont restées vaines jusqu'à pré-sent. Elle u'a pas non plus obtenu de pouvoir rencontrer les détenus d'opi-nion rassemblés essentiellement à la

prison de Kenitra, et à l'hôpital

Averroes de Casablanca. Les

milieux politiques d'opposition et les organisations humanitaires ont dénoncé à plusieurs reprises dans le passé l'encombrement des prisons. — (AFP.)

# **Incident de frontière** avec l'Ouganda

Nairobi. – Un avion militaire ongandais a bombardé mardi 7 mars la ville de Lokichogio, dans le nordsuest du Kenya, à une trentaine de kilomètres de la frontière, faisant trois morts et deux blessés, a annoncé un communiqué du ministère kényan des affaires étrangères.

Le Kenya a aussitôt élevé une vive protestation contre cette violation flagrante et injustifiée de son territoire par les forces armées ougandaises ».

Le communiqué affirme que le gouvernement kényan - a eu connaissance d'actes belligérants de la part de l'Ouganda le long de la frontière commune », et accuse Kampala d'avoir envoyé des renforts de troupes au lac Victoria, qui forme une partie de la frontière entre les deux pays. - (AFP.)

ménage déplacé et surtout du fait le jeudi 9 mars afin de tirer les qu'on ose • frapper un homme à conséquences de l'entêtement de conséquences de l'entêtement de M. Botha. Les instances du parti

envisagent également de convoquer le conseil fédéral. D'autre part, un fort courant de la majorité est en faveur d'élections anticipées que l'indisponibilité du ches de l'Etat retarde. Celles-ci doivent avoir lieu à l'automne, ou au plus tard début mars 1990, aux termes de la Constitution. Une consultation avancée permettrait de bénéficier du désarroi de la droite, de l'impréparation de la gauche et du climat favorable créé par les inténtions réformistes affichées par M. de Klérk. Qui des deux chess va conduire la campagne? Telle est la dernière question qui se profile der-

rière cette crise politique. MICHEL BOLE-RICHARD.



## L'ADMINISTRATION **DU FUTUR** Culture et Stratégie

Par J.L. DELIGNY, Directeur Départemental de l'Equipement avec la collaboration de J.M. CARDON. Chef de Cabinet (D.D.E.).

248 pages, 120 F.

L'ament juge de l'intérieur, mais sans complaisance, le fonctionnement de l'adminis-tration française : il souligne la lourdeur des procédures et les rigidités qui handicapent gravement nos entreprises. Forte-: ment attaché à la notion de Service Public, convaincu de l'utilité sociale des Administra-tions, il connaît la valeur et les potentialités des fonctionnaires. Son ambition: contribuer à faire bouger cette fraction importante de notre société « pour faire gagner la



61, boulevard Saint-Germain. 75240 PARKS Codex 05 Tél. (1) 46-34.21,99

Césars, accompagnée d'une sono puissante et de films séduisants, réglée avec précision, la présentation des cinq cent dix-sept candidats de l'Union pour Paris s'est déroulée comme une parade hollywoodienne dans une ambiance de fête et dans un climat Avant que n'arrive la vedette tant attendue,

MM. Tibéri et Juppé, adjoints RPR au maire de Paris, avaient dressé la bilan des réalisations municipales

# Le modèle Chirac

et M. Dominati, au nom de l'UDF, avait exalté l'union de la majorité parisienne et chauffé la salle.

Pour cela une seule recette, mais infaillible : il suffisait qu'un orateur prononce les noms de MM. Joxe et Mitterrand ou dénonce l'action et les intentions des socialistes pour qu'aussitôt d'immenses hubes emplissent la nef métallique du palais des sports. Même MM, Quilès, Lang ou Jospin n'eurent pas droit à d'aussi fortes marques de

déclenchait les vivats et l'exaltation de l'union de l'opposition nationale les applaudissements. M. Chirac, choisissant pourtant le ton mesuré, confi-

En revanche, le nom de M. Chirac à lui seul

dentiel et sentimental pour dire, élection oblige, son amour de Paris et des Parisiens, n'a pas résisté à la définitifs — à ses adversair Il a surtout donné en exemple l'union de la majo-

rité municipale sortante pour l'ériger en modèle de ce que devrait être l'union de l'opposition nationale pour les combats électoraux à venir. Son insistance ne visait-elle pas aussi à minimiser ou à conjurer l'effet pour cette opposition de la bavure cannoise ? En effet, au moment même où M. Chirac était

nouré des membres de l'UDF et du RPR qui figurent sur ses listes M. Léotard soutenait à Cannes son propre candidat dans une primaire sauvage contre Mine Dupuy, proche de M. Chirac, et semblait relever le défi que lui avait lancé le président du RPR. Ce demier avait traité de « malotru » le candidat du Parti républicain et considéré par avance comme un « casus belli » le voyage cannois de M. Léotard.

Ces querelles étaient absentes du palais des sports. Les militants, tout confiants dans la victoire de leur champion parisien, ne demandaient qu'à croire la promesse faite par tous les orateurs : « vinat sur vinat », c'est-à-dire rééditer le succès total de 1983 dans les vingt arrondissements.

Ils ont aussi applaudi l'annonce qu'il y aurait à l'avenir des « référendums municipaux » à Paris sur les projets essentiels concernant son avenir, un avenir que les milliers de supporters de M. Chirac voient délà comme les prémices d'une prometteuse reconquête nationale.

# A Paris

# Combat sans tendresse entre M. Quilès et M. Toubon tous. » Si le ministre des postes, des

Le treizième arrondissement est depuis peu d'années devenu dans l'imagerie parisienne le « quartier chinois», bien que cette dénomination générique englobe des populations qui, pour la plupart, n'ont pas fui la Chine populaire mais plutôt l'expansionnisme du communisme

M. Hag Ma Cla M. Car M. Cau Cau Cau

poe Mir M. Sys M.

chinois on Indochinois. Au pied des immenses tours du quartier des Olympiades, de multi-ples magasins affichent effectivement leurs enseignes en idéogrammes, puisque c'est cette partie du sud-est de Paris qui a attiré les populations du sud-est de l'Asie. S'agit-il là d'une masse électorale, venue modifier la sociologie politique d'un arrondissement traditionllement modeste, ouvrier et porté à gauche ?

Sur les quelque 95 000 électeurs inscrits, seuls environ 2 000 portent un nom à consonance asiatique. Aucune évaluation plus précise n'est possible car le critère racial ne peutêtre recherché sous peine d'anticonstitutiognalité et d'atteinte aux droits

Toutefois, une liste n'hésite pas à se référer à ce concept pour capter les volx de cetts communauté ethni-que. Dirigée par M. Richard Sola, directeur du poste local Radio-Asie la liste Eurasie 1992 compte 21 Français asiatiques, 1 Français algérien et 17 Français de souche. Cette initiative est contestée par plusieurs associations dont le Conseil pour l'intégration des com-

Les autres candidats, d'ailleurs, se sont refusés à faire appel à ce critère qui serait discriminatoire puisque la plupart des Français d'origine **Etrangère souhaitent leur intégration** dans la collectivité nationale.

France.

Et pourtant, les 12 et 19 mars, chaque voix comptera dans cet arrondissement qui est donné par les «pointeurs électoraux» comme l'un des plus disputés de la capitale. Face an maire sortant M. Jacques Toubon, aprien secrétaire général du RPR, candidat unique de l'opposition, la gauche est pour la pre-mière fois, depuis 1965, divisée entre socialistes et communistes. C'est évidemment un argument qu'utilise le député RPR, proche de M. Chirac. fère s'appuyer est celle que consti-tue le bilan de son action à la tête de la mairie de l'arrondissement depuis 1983. Il mêne une campagne de proximité et de vérité » dit-il. Grâce à un « petit train» et à deux minibus, il tient des permanences mobiles un peu partout, distribuant tracts, insignes et gadgets, vantant lui-même ses réalisations et décrivant ses projets. Il affirme que « l'information porte peu à peu ses fruits et les gens savent qu'ils ne s'adressent jamais en vain à la mairie. C'est pourquoi ils se rendent bien compte de mes efforts. »

# encore !

Changer

Et M. Toubon raconte «ses» opérations de réhabilitation d'immenbles et d'aide aux associations. « Lorsque j'ai fait refaire la pein-ture dans une HLM, les habitants qui étaient sans doute communistes ont été tant surpris au'un homme qu'on leur avait décrit comme de droite s'intéresse à cet aspect de leur confort», affirme t-il, ajou-tant : « En matière speiale, en matière de droits de l'homme et d'humanisme, tout le monde sait, ici, que je n'ai pas de leçon à recevoir. » De toute façon, assure-t-il, « ce que je fais ici comme maire se place plus sur le terrain de la sympathie pour les gens et pour leurs

Il dit recevoir le soutien d'anciens communistes comme M. Xavier Bordet, intendant de collège qui. figure sur sa liste. Il fait aussi remarquer que, parmi ses colistiers, se trouve M. Gilles Benassaya, fils de l'ancien conseiller socialiste de Paris décédé.

M. Tonbon, qui en 1983, avait au premier tour, espère d'autant plus recommencer cette année qu'il n'a plus en face de lui de liste d'union de la ganche.

En effet, M. Paul Quilès, qui est éputé de l'arrondissement depuis député de l'arrondis 1978, ne fait pas état de son étiquette socialiste dans son matériel électoral, préférant une mention en forme d'objectif : « Un maire pour

télécommunications et de l'espace admet : « Bien sûr que le treizième a changé, bravo ! mais il doit changer encore », il se fait le porte-parole de ses électeurs en assurant : « La municipalité sortante ne pratique pas assez la concertation avec la population et ne permet pas à la vie associative de se développer suffi-Il promet, s'il est élu. d'organiser;

dans chaque quartier, un système de recueil des avis, des doléances, des suggestions des habitants pour l'amélioration de leur vie quotidienne ». Déjà, dans son journal, les lettres de lecteurs sont publiées avec chaque fois la réponse du ministre-

Ce candidat qui mène une active campagne d'affichage et qui, tous les après-midi, visite son terrain après avoir passé la matinée au ministère — souligne que la préoccupation prioritaire concerne le loge-

Est-ce pour marquer que les actes suivent ses paroles qu'il a lui-mêmo annoncé, le 1" mars, les mesures étudiées par le gouvernement en faveur de la modération des loyers à la place da ministre du logement, M. Delebarre? Tous les candidats sont d'ailleurs sensibilisés à ce problème crucial dans cet arrondis ment qui compte pourtant trente mille logements sociaux pour un pare de 90 000 appartements.

M. Quilès propose donc que l'Hôtel de Ville de Paris lance un plan de « préemption » d'immembles de 15 000 logements sur cinq ans et admet que M. Chirac va un pen dans ce sens en pariant de la création de « logements intermédiaires ». Pour le treizième, il assure que dans la zone Tolbiac-Masséna-Absterlitz on pourrait construire dix mille logements alors que M. Toubon n'en propose que quatre mille.

Ce face à face, qui se déroule presque dans une indifférence réciproque, sans éclat - mais sans excès de tendresse non plus (en 1983, le ministre avait fait campagne sur le thème « Quilès tendresse ») - entre le maire sortant et l'ancien candidat de la gauche à la mairie de Paris en 1983, serait banal sans l'arrivée d'un

trouble-fête en la personne de la dynamique et souriante candidate communiste, Mª Gisèle Moreau. ancien député, conseiller de Paris, membre du secrétariat an comité

Son objectif est de faire mentit les socialistes qui, généreusement évaluent l'influence des communistes dans l'arrondissement à « environ 7 % ou 8 % », alors que M. Lajoinie avait obtenu 5,64 % des voix à l'élection présidentielle de 1988. Pour M<sup>\*\*</sup> Moreau « nous ferons largement plus des 10 % que j'al obtemus aux dernières législa tives ». Elle affirme même que « 14 % n'est pas inaccessible ».

A l'appui de cette ambition, elle rappelle que sa liste se nomme « liste d'union de la gauche contre la droite » et elle se proclame « atypique » puisqu'elle réunit autour de quatorze candidats communistes des membres du PSU, de l'Union progressiste, des écologistes, des associatifs » et des syndicalistes et qu'elle compte aussi dix-sept

Co « panel » devrait his permettre de ratisser plus large. Elle espère recueillir les « déçus du gouverne-ment » et explique : « Les gens attendalent quelque chose oprès 1988 et ils n'ont rien eu. Aux prises avec des difficultés croissantes dues au logement et au pouvoir d'achat. ils ont vu les affaires se développer. Celles-ci ont fait perdre aux socio-listes leur reputation de gens versuffisent plus. Il faut des actes ».

Selon la candidate communiste. balle est dans le camps de M. Quilès pour le deuxième tour, tout en admettant que la décision de soutenir les ministres du gouvernement Rocard aura un caractère éminemment politique et sera prise au niveau national par la direction com-

Y aura-t-il aussi un trouble-fête à droite? Le candidat du Front national. M. Pierre Dominique Le Méo, qui semble assez peu connu localent, tentera d'enrayer la baisse de son parti qui avait perdu 5 points d'un mois à l'autre (passant de 12 % à 7 %), entre la présidentielle et les législatives. l'année dernière.

ANDRÉ PASSERON.

# Y a-t-il une campagne ?

a-t-il une campagne municipale à Paris ? Les Parisiens héberlués doivent ne pas en croire leurs yeux : où est-elle, la bataille fratricide, entre giscardiens et chiraquiens, que tentait d'arbitrer la gauche unie il y a douze ans ? Où est-il le combat au corps à corps, quand la majorité municipale défendait son pré carré contre les assauts des socialistes qui, il y a six ans, avaient cru trouver un appui dans une modification du statut de la capitale, qui leur fut, en fait, fatale ?

Cette année les rivalités d'afficheurs paraissent bien ternes, les petites polémiques enterrées une fois oubliée la querelle sur la « vraiefausse » amitié de Pierre Joxe et de Jacques Chirac en Algérie qui, un temps, a failli ensevelir tout le

La stratégie des socialistes y est certes pour quelque chose. Conscients qu'ils ne pourraient abattre le maire de Paris, ils ne se sont fixé comme objectif que d'écorner son pouvoir, en amenuisant son image de bon gestionnaire de la cité, en arrachant à ses amis quelques mairies d'arrondissement.

L'inconvénient est ou ils ne proposent pas un vrai programme pour la ville. Celui qui, finalement, a accepté d'être leur chief de file, Pierre Joxe, a, aux yeux de ses edversaires, une image correspondant si bien à ce rôle que les féaux du maire de Paris sa sont persuadés s'inquiétent certes de la préservation de leurs vingt fiefs, mais ils pensent préserver facilement la réputation de « bon maire » de Jacoues Chirac.

La campagne (car il y en a tout de ripême une) a montré que ca combat-là est, finalement, plus difficile à mener que le premier. Dès le début, les socialistes ont couvert les affiches « A Paris on a un bon maire » de slogans questionneurs : « Et la circulation ? », « Et le logement? ». Quoi qu'ait pu dire, quoi qu'ait pu faire M. Chirac, ces deux thèmes ont dominé le débat. Lui qui d'abord a affirmé qu'il n'était pas de la responsabilité de la mairie de traiter de ces deux sujets, annonce in fine qu'il consultera les Parisiens par référendum municipal sur ces nuestions... essentielles.

En matière d'habitat, s'il a toujours refusé le procès socialiste de ne pas faire l'effort nécessaire pour les logements sociaux, il a dû promettre de prendre des dispositions permettant aux & classes moyennes » de continuer à vivre dans la capitale. C'est la confirmation que, si la loi du marché continue à jouer sans frein, Paris sera réservé aux plus riches. Les socialistes, bien sûr, ont enfoncé le clou. mais en étant contraints d'évoluer : la loi Méhaignerie, qu'ils n'avaient pas voulu abroger à l'automne mais simplement amender, est devenue l'objet de toutes leurs critiques, au point que M. Joxe promet maintenant sa réforme.

Même évolution pour la circulation. M. Chirac, depuis des mois, dit ou'elle n'est pas de sa compétence. Aujourd'hui il propose quelques mesures qui, d'ailleurs, reprennent nombre de celles avancées par M. Joxe. If est vrai que l'un et l'autre reconnaissent qu'il n'y a pas, en la matière, de solutions miracles. Il est vrai, aussi, que si certaines relèvent du maire de Paris, d'autres sont de la compétence du préfet de police subordonné au ministre de

### Combat dans les quartiers

L'essentiel du combat se livre pourtant dans les quartiers. Il y est particulièrement difficile pour les socialistes. Dans ceux qu'ils espéraient gagner, la multiplicité des listes leur complique la tâche. 'd'autant que les communistes mènent une campagne assidue, en laissant planer un doute sur les conditions d'un accord entre les senta partout ont déjà annoncé que, s'ils ne peuvent se maintenir, ils ne se désisterent pour personne.

Mais pour le PS, la principale difficulté vient des maires d'arrondissement qui ont su, en six ans, se faire apprécier de la population, et bénéficient, ici comme ailleurs, de la prime au maire sortant. Au point que les socialistes ne sont vraiment optimistes que dans le vingtième, là où le sortant, M. Didier Bariani, a été déstabilisé par la publication de sa lettre à M. Chirac réclament un meilleur contrôle des affectations d'HLM, et le jugement annulant l'inscription sur les listes électorales de certains de ses proches. C'est pourtant à l'aune de la chute, ou non, de plusieurs arrondissements que sera mesurée la victoire du PS ou de M. Chirac.

Cette campagne éclatée a empêché que l'avenir de Paris, c'està dire sa place dans son agglomération, soit un tant soit peu débattue. C'est pourtant de cela qu'il sera lement discuté dans les mois à venir.

THIERRY BRÉHIER.

# Cergy-Pontoise: à «ville nouvelle», couleur nouvelle?

de notre correspondante

Dirigée depuis toujours par un élu de droite, Cergy-Pontoise, « ville nouvelle », se réveillera-t-elle à gau-

Constituée lors de sa création par un rassemblement de quinze comnes, cette « ville nouvelle » du Val-d'Oise en compte aujourd'hui onze, dont la principale, Cergy, est passée, entre 1983 et 1989, de dixhuit mille à quarante mille huit cents habitants et d'un stade rurai à une veste urbanisation programmée. L'agglomération de Cergy-Pontoise compte cent quarante-deux mille buit cents habitants et la seule commune de Cergy, autrefois en queue de peloton, s'est hissée en vingt ans jusqu'à la troisième place, après Argenteuil et Sarcelles et avant Garges-lès-Gonesse. Les agriculteurs du début sont toujours représentés – la moitié du territoire est inconstructible et comporte des zones maraîchères. - mais ils sont maintenant noyés au milieu de citadins en complet-veston, et leurs champs sont entourés d'entreprises et de zones industrielles. C'est à Cergy que se joue en ce moment l'avenir de la « ville nouvelle », car c'est de son vote que dépendra la

couleur politique de cette dernière. Cergy-Pontoise est gérée par le yndicat d'agglomération nouvelle (SAN) dirigé par M. Christian Gourmelen, conseiller général UDF et maire d'Osny (une des onze villes

supports de la ville nouveile). Le SAN compte sept villes de droite (Cergy, Courdimanche, Jony-le-Montier, Neuville-sur-Oise, Osny, Pontoise, Puiseux-Pontoise) et quatre de gauche (Eragny-sur-Oise, Menucourt, Saint-Ouen-l'Aumône et Vauréal). L'importance des délégations des différents conseils municipaux au comité syndical est calculée en fonction du nombre d'habitants. Sur les cinquante-quatre membres de ce comité, trente-quatre représentent les communes de droite et vingt celles de gauche. La seule ville de Cergy a que inverserait donc la tendance du SAN avec trente-quatre représen-tants de gauche. Or, si la gauche ne représentait que 40,56 % des suf-1983, elle a par la suite progressé : 48,60 % aux législatives de 1986, 58.96 % au second tour de la présidentielle de 1988.

#### Critique de la gestion rurale

Cette progression ne semble pas trop émouvoir le maire sortant. M. Pierre Jannin, soixante ans (divers druite), qui a succédé en juillet 1987 à Hubert Renaud, décédé, qui était maire de la commune depuis 1953 : - En 1981, Cergy avait voté pour François Mit-terrand ; ça n'a pas empêché Hubert Renaud, le maire de l'époque, un libéral aussi, d'être élu dès le pre-

Donnée battue il y a quelques semaines encore, l'équipe de M. Jannin - « Prenons Cergy à cœur », nui — « Prenoss Cergy a coent », —
composée par tiers de RPR, d'UDF
et de non-inscrits, remonte la pente.
A coups d'affiches personnalisées et
de publications à thème, elle appuie sa campagne sur trois axes : jeunes, l'emploi et la vie familiale. Histoire de montrer aux électeurs, en majorité des habitants nouveaux, que la gestion rurale (principale cri-tique des candidats de gauche) qui caractérisait l'ancienne municipalité est aujoud'hui dépassée.

# Qualité d'abord

Plus question désormais d'une trop grande prudence financière, du bas de laine au fond duquel dort l'argent : on utilise des ordins dans la mairie, on parle de RER, on construit une troisième gare, on prévoit des salles de rock, des cités uni-

En face, la socialiste Isabelle

Massin, quarante ans, conseillère municipale minoritaire depuis 1983, conscillère générale de 1982 à 1988. Elle ne s'est pas représentée aux élections cantonales pour, dit-elle, se consacrer davantage, si elle est élue, à la charge de premier magistrat de la ville. Son atout : la « faiblesse » de M. Jannin qui cherche à se dégager — et à dégager sa nouvelle équipe — par une importante cam-pagne tous azimuts de l'image un peu « vieillote » de l'ancienne équipe. L'intitulé de la liste de

M™ Massin, « Génération Cergy », clin d'œil à la « Génération Mitterrand », lui va comme un gant. Ins-tallée à Cergy en 1976, elle a vécu l'évolution de la ville nouvelle. connaît ses avantages, ses inconvé nients. M. Massin sait que les nouveaux habitants, cadres à revenue moyens, lui sont plutôt favorables. Incontestée au sein de son groupe, elle aurait sans doute préféré cultiver l'image modérée qu'elle donne d'elle-même et présenter une liste « majorité présidentielle » plutôt qu'une liste commune PS-PC. Les accords départementaux en ont voulu autrement. Sachant que les ments existent en ville nouvelle, e l'emploi existe aussi (plus de dix-huit mille places pour seize mille actifs), Massin préfère plaider non pour la quantité mais pour la qualité : qualité du cadre de vie et qualité de l'offre d'emploi, qui ne s'adresse pas aux non-qualifiés. On compte encore à Cergy deux mille cinq cents chômeurs sans qualification, jeunes et femmes, et on va encore trop souvent travailler à

Si Cergy-Pontoise se réveille à ganche le 20 mars prochain, il fan-dra qu'elle se choisisse un nouveau tident pour son comité syndical. Le maire de Saint-Ouen-l'Aumône, M. Alain Richard (PS), scrait tout désigné pour succéder dans ce cas à M. Gourmelen. Rapporteur de la son des finances de l'Assemblée nationale, il est, comme Mme Massin, proche de M. Rocard.

JACQUELINE MELLON.

Dans une lettre ouverte qu'il lui avait adressée le jour même M. Joxe avait demandé au maire de Paris s'il était prêt à « s'associer des la rentrée parlementaire à la démarche du gouvernement visant à modérer la progression des loyers dans l'agglomération parisienne ». Le ministre de l'intérieur dénonçait « la loi Chirac dénommée Improprement lot Méhaignerie comme responsable de la flambée des loyers en région parisienne ».

A Bercy M. Chirac a déclaré Mon objectif est que la population parisienne garde toute sa diversité, et que toutes les catégories de Parisièns puissent continuer à habiter la capitale. Ensuite, que nos conci-toyens se sentent bien dans leurs logements et puissent, éventuellement, s'en rendre acquéreurs.

» Pour cela, je construirai davantage de logements sociaux dans la mesure où le gouvernement me donnera la possibilité. Je développerai les logements intermédiaires pour tous ceux qui disposent de revenus moyens. Enfin, grâce à la vente des appartements HLM, je permettral à ceux qui les habit

# Référendum et logement

et qui le souhaitent, de devenir pronriétaires. »

Après avoir évoqué également le problème de la circulation M. Chirac a ajouté : « Dès lors qu'il s'agira de projets emantiels pour l'avenir de Paris et des Parisiens, j'ai l'intention de consulter directement nos conciloyens grâce à la pro-cédure du référendum municipal, en leur donnant naturellement toutes les informations, tous les éléments qui leur permettront de se faire leur propre jugament, .

(Publicité) —

**MUNICIPALES ET IMMIGRÉS : CLAUDE ÉVIN S'EXPLIQUE** Le ministre de la Solidarité an pour Arables la place des immigrés en France et dans l'Europe de demain. Dans le numéro de mars

en kiosques et en librairles 78, rue Jonffroy, 75017 Paris

# Société

## MÉDECINE

Après l'échec des négociations avec le ministre de la santé

# Les hôpitaux publics perturbés par les grèves des internes et des infirmières anesthésistes

La grève des soins des infirmières, en particulier, se plaiinternes des hôpitaux, annoncée gnent d'un - mangue évident de après l'échec des négociations considération -, d'une nonavec M. Claude Evin, ministre recomnaissance du rôle réel qu'elles jouent dans la bonne marche des ser-8 mars et dévait durer quarantebuit heures. Un service minimum était prévu dans tous les hôpitaux pendant ces deux jours. D'autre part, la coordination nationale des infirmières anesthésistes a reconduit pour yingtquatre heures l'ordre de grève donné pour le 6 et le 7 mars. A Paris, selon la coordination, cette grève a jusqu'à présent été suivie par 50 % des infirmières auesthésistes.

S'achemine-t-on vers un conflit social dur dans le secteur hospitalier public ? La grève des internes et des infirmières anesthésistes est-elle le prélude à un mouvement plus massif qui, à terme, ponrrait paralyser le fonctionnement des hôpitaux?

Depuis le mouvement des infirmières, en octobre dernier, tous les observateurs s'attendaient à de non-veaux conflits sociaux. Comme dans l'ensemble de la fonction publique, les personnels hospitaliers n'avaient vu progresser leur pouvoir d'achat que d'un point en quatre ou cinq ans. La conjoncture économique étant devenue plus favorable, il était somme toute logique qu'ils récla-ment leur part du gâteau. Une part d'autant plus justifiée qu'au sein de la fonction publique ce sont les sec-teurs sociaux qui, du point de vue salarial, sont les plus mal lotis.

## Des réponses au coup par coup

Travaliler à l'hôpital devient moins attrayant qu'auparavant. Cette désaffection s'explique en grande partie par les faibles salaires et par les contraintes horaires. Sinon, comment expliquer que, dans un pays qui compte plus de deux millions et demi de chômeurs, il soit de plus en plus difficile de recruter des infirmières, an point de devoir abaisser les notes d'admission au

 $(1, \dots, p-1) = (1, \dots, p-1)$ 

Au sein des services hospitaliers, les rapports hiérarchiques sont toujours à pen près les mêmes. Les

Mardi 7 mars, à l'Hôtel-Dieu,

à Paris, la plupart des internes

ont décidé de cesser le travail le

8 et le 9 mars. Quelques indécis

s'interrogent encore. Aux

urgences, les internes de garde

ne peuvent se résoudre à suivre

le mot d'ordre et d'autres, réqui-

sitionnés, feront grève, tout en travaillant. Ces jeunes médecins,

qui ont souvent dix années

d'mudes derrière eux, n'aban-donnent pas leurs malades d'un

cœur léger. « Nous faisons de

trop d'arrière-pansées », recon-

naît l'un d'entre eux, conscient

de sa réputation de privilégié. Un

privilégié très relatif : interne en

troisième année de psychiatrie, après dix années d'études de

médecine, il gagne 8 000 F par

mois, auxquels s'ajoutent quel-ques gardes de nuit payées entre

10 et 17 F de l'heure. Le salaire

d'autres internes, plus jeunes, n'atteint que 7 000 F par mois

pour des journées de travail et de

responsabilité à temps plein. En

chirurgie, les gardes reviennent

sant. Dans certains services, les

internes doivent prendre des

gardes une muit sur deux. Ce qui

signifie à chaque fois trente-six

heures de travail ininterrompu,

car les gardes sont toujours sui-

vies d'une journée « normale ».

Les quarante heures sont décidé-

Conséquence de ces emplois

du temps surchargés, l'enseigne-

ment des internes, théorique-

ment assuré par les praticiens

hospitaliers, a du être aban-

donné, à l'Hôtel-Dieu comme ail-

Aux revendications salariales

s'ajoute l'inquiétude pour un ave-nir qu'ils avaient tous cru moins

sombre. « Qu'est-ce qu'on va

ieurs, faute de temps.

ment bien loin !

très vite et le rythme est épui

Veille de grève à l'Hôtel-Dieu

vices. De ce point de vue, la mise en place de départements hospitaliers pourrait améliorer l'ambiance qui règne actuellement dans de nom-breux services.

Certaines revendications, celles, par exemple des infirmières anesthé-

sistes ou des sages-femmes peuvent paraître tout à fait justifiées. Il est évident que le niveau de leurs salaires ne correspond pas à la spécificité de leur formation ni aux responsabilités importantes qu'elles ont dans les bôpitaux. A cet égard, les réponses au coup par coup qu'apporte actuellement le gouver-nement aux divers mouvements revendicatifs risquent d'engendrer des sentiments d'injustice. D'un côté, par exemple, il augmente certains salaires assez bas, comme ceux des infirmières, de 7 % à 8 %, de l'autre (et aussi justifiées soient ces itations), il accorde aux praticiens hospitaliers des revalorisations nettement plus importantes.

« Deux poids, deux mesures », disent déjà certaines infirmières.

Le gouvernement est contraint à des choix. Le premier concerne les salaires et les effectifs. Il pe pourra augmenter les uns et les autres. Et, à tout prendre, n'aurait-il pas intérêt, à niveau d'effectifs égal, à mieux payer les personnels hospitaliers? D'autre part, il faudra bien, à court terme, se résoudre à fermer certains petits hôpitaux dont la justification économique n'est plus évidente et dont la sécurité n'est plus garantie.

Faudra-t-Il pour cela remettre tout à plat et décider d'un Grenelle hospitalier? Mieux vaudrait, soulignent certains, no pas opérer à chaud, sous la pression d'un conflit grave qui paraiyserait le fonctionne-ment des hôpitaux. Différents rap-ports ont été demandés par le minis-tre de la santé, M. Claude Evin. Une fois que ces documents lui auront été remis, il devra sans tarder mettre en chantier, sinon une réforme globale du système hospitalier, du moins des mesures qui permettront à l'hôpital public de retrouver confiance et dynamisme face à un aussi bien porté.

FRANCK NOUCHI.

devenir ? 3, se demande une interne de deuxième année.

Après le concours et les quatre

années d'internat obligatoire pour pratiquer une spécialité,

certains pourront devenir chef de

clinique pendant deux ou parfois

quatre ans. Mais, pour travailler

définitivement à l'hôpital, il fau-

drait cu'ils soient nommés prati-

ciens hospitaliers, et les places

sont rares. S'installer € en ville »

et débuter une clientèle à trente

ans et plus ? « il faut pour cala

des capitaux... et des clients. Et

qui m'enverra des patients alors

que les généralistes eux-mêmes

n'ont pas de travail ? » dit l'un

d'entre eux. La médecine est dévalorisée, les jeunes médecins

sont contestés - pourtant,

jamais le niveau de la médecine

n'a été meilleur - et la statut

d'interne ne représente plus

grand-chose, malgré la difficulté

du concours et la longueur des

ils suivront donc le mot

d'ordre en restant commune aur

l'issue du conflit. « Quand on

voit les masses d'argent gâchées

à l'Assistance publique, disent-il,

on est sûr qu'il y a aussi de

opératoire d'un service voisin,

une infirmière anesthésiste tra-

vaille malgré la grève. « Les

effectifs sont trop limités,

explique-t-elle. Nous sommes

onze pour tout l'Hôtel-Dieu et le

travail repose en grande partie

sur nous. » Il n'y a que le méde-

cin anesthésiste qui soit heu-

reux : ses revendications ont été

satisfaites dès le dépôt du

BÉATRICE BANTMAN.

préavis de grève concernant les

praticiens hospitaliers.

Pendant ce temps, au bloc

l'argent pour nous. »

## DEFENSE

# Rafale, Hadès et dépenses militaires

# Le face-à-face Rocard-Chevènement

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'est en quelque sorte démarqué, devant dépenses militaires. M. Chevenoment a rappelé, à cette occasion, ses propres positions sans jamais se référer au nom du premier ministre.

Sur le Rafaie, d'abord. M. Rocard avait antérieurement qualifié de « dossier en état de sinistre avancé - l'avenir de l'avion Rafale de Dassault-Bregnet, destiné à l'armée de l'air et à l'aéronautique navale. «Ce programme se déve-loppe convenablement, a dit le ministre de la défense. Je ne crois pas que Rafale soit hors de portée de la France. Il n'est pas possible de revenir sur ce programme. Il n'y a aucun problème. Le programme suit son cours. C'est, du reste, un coup parti. Tout montre que ce sera un avion réussi. » Sur le missile nucléaire préstraté-

gique Hadès, ensuite. La semaine dernière, à Canjuers, où on lui pré-sentait des matériels de l'armée de terre, M. Rocard avait, à propos du Hades, annoncé son intention de réfléchir au sort de ces programmes d'armement « qui ne sont pas encore en service, mais qui sont les plus voisins de l'être et qui touchent à la zone conceptuellement difficile à traiter du préstratégique ». M. Chovènement a préféré, pour sa part, citer des déclarations précédentes du chef de l'Etat selon lequel, a-t-il dit, • nos armes préstratégiques, que j'appelle armes d'ultime averement, font partie de la dissuasion globale ». « Elles ne sont pas destinées, a ajouté le ministre de la

programme Hadès se déroule selon les prévisions. Les premiers essais sont concluants et le calendrier respecté. »

Sur le montant des décenses militaires, enfin. A Canjuers, où il avait invoqué la référence d'un peu moins de 4% du produit national brut (PNB) consacré à la défense, M. Rocard avait estimé : Nous sommes dans une plage pas très loin de la limite haute de ce qui est tolérable pour l'économie nationale dans l'état actuel des choses.» Devant la presse diplomatique, M. Chevènement a préféré s'en tenir à la référence de 3,69 % du produit intérieur brut marchand (PIBM) et il a conclu après un rappel de certaines comparaisons avec l'étranger « Nous consentons un effort minimal pour la défense. »

Ces appréciations quelque pen différentes entre le premier ministre et le ministre de la défense sont comme un avant-goût du débat qui va occuper prochainement le gou-vernement sur la révision de l'actuelle programmation militaire.

# SPORTS

# Un message sur le sida sera adressé à tous les Français

55 millions de francs consacrés à l'information sur la maladie

M. Dominique Condreau, directeur de l'Agence de lutte munication sur le sida de l'agence des connotations négatives, comme da prostitution ou la virilité mena-« En quelques années, le sida est contre le sida récessment mise devenu une maladie « médiatisée ». en place par le gouvernepeut-on lire en préambule, Les Franment (1), lancera officiellement çais sont aujourd'hui bien informés des modes de transmission de la le jeudi 9 mars un «appel d'offres exceptionnel » auprès d'une centaine d'agences de maladie et des moyens de la prévemir. Pourtant, cette information n'a pas empêché le développement d'idées fausses : un pourcentage significatif de la population est convaince de l'existence de risques publicité. An total, le budget de Pinformation préventive contre le sida sera, pour l'année 1989, l'environ 55 millions de l'ancie de contamination non avérés, L'Agence de lutte contre le sida D'autre part, les comportements ne se sont pas tous adaptés. L'usage des préservatifs reste trop limité. Cette situation justifie une communication plus méthodique. va, d'autre part, publier un pre-mier document précisant que, dorénavant, les messages incitant à l'utilisation du préservatif et ceux sur la prévention du sida serout discrets. Un « message Une executivities générique » sur le sida, qui devra

## solidarité Les principes retenus constituent

la première définition d'une politi-que globale d'information. Ainsi, on adressera « un message générique sur le sida à l'ensemble de la popusur le stat à l'ensemole de la popu-lation. [...] L'ampleur du problème, son évolution, la responsabilité de chacun dans la prévention doivent être présentées clairement à des ens adultes. Les messages de prévention ne seront vraiment acceptés par les groupes les plus exposés que si la population, dans son ensemble, les reçoit dans un cli-mat général de solidarité. La confiance en sol et dans les autres est fondamentale pour enclencher ce processus. » La prochaîne campagne anti-sida devrait être lancée en juin et la suivante au cours de

Dorénavant, la communication sur le sida et la communication sur le préservatif seront traitées de façon distincte. Si, pour huit Fran-çais sur dix, le préservatif est le seul moyen efficace, son usage reste très limité. • Le préservatif est associé à

cée », explique-t-on à l'Agence de lutte contre le sida. « Associer explicitement préservatif et sida dans les campagnes de publicité aboutirait à faire percevoir celul-là comme un médicament pour une maladie très grave et irait à l'encontre de l'effort de banalisation et de valorisation. Le préservatif est à relier à la rela-tion affective et sexuelle et non à la maladie, »

Après s'être assuré qu'aucun doute n'est plus justifié sur l'effica-cité du préservatif masculin, on organisera la relance commerciale de ce produit, avec démultiplication des lieux de distribution (distribu-teurs automatiques, bureaux de tabac, etc.). La prochaine campagne, réalisée par l'agence Bélier, sera lancée en avril. Elle reprendra pendant les vacances d'été. « Il nous faut être de plus en plus explicites de plus en plus directs », confient, aujourd'hui, les responsables de l'Agence de lutte contre le sida, qui précisent que la campagne - sera étroitement associée aux relations

Il s'agira aussi, à l'aveair, de diffuser des messages de prévention adaptés aux différents groupes concernés : professionnels de santé, homosexuels, bisexuels, hétérosexuels ayant plus d'un partenaire, toxicomanes, adolescents ou jeunes adultes, flirts de rencontre. Les femmes constitueront aussi un groupe qui sera pris en considéra-tion. - Alors qu'il serait peu souhaitable de leur faire porter tout le poids de la prévention, précise le document, les femmes peuvent deve-nir un vecteur d'influence, surtout parce qu'elles sont davantage préoccupées par les problèmes de santé et sensibilisées à la transmission du

virus de la mère à l'enfant. » Point important, la prévention passera par la lutte contre l'exclu-

M. François Cailleteau

devient chef

du contrôle général

des armées

Sur la proposition du ministre

de la défense, M. Jean-Pierre

Chevenement, le conseil des

nommé chef de contrôle général

des armées le contrôleur général

des armées François Cailleteau.

en remplacement du contrôleur

général des armées Henri Blan-

din, qui atteint la limite d'âge de

Fort de cent soixante personnes

environ, le corps du contrôle géné-

ral des armées est chargé, sous la

tutelle directe du ministre de la

défense, de vérifier l'observation

des lois, règlements et instructions

gouvernementales par tous les

organismes qui composent l'insti-

tutioin militaire. En particulier, il

est chargé de sauvegarder le droit

des personnes et les intérêts de

l'Etat, et ce contrôle s'exerce la

[Né le 17 mai 1938 à Limoges

(Haute-Vienne), ancien saint-cyrien et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, François Cailleteau a été

admis dans le corps des contrôleurs des armées en 1974. Entre 1981 et 1983, il a

eté directeur adjoint du cabinet civil et militaire du ministre de la défense, M. Charles Hernu, avant d'être nommé directeur de la fonction militaire et des

affaires juridiques jusqu'en 1986, date à laquelle il prend les responsabilités de directeur de la fonction militaire et des

relations sociales à la suite d'une réorga-nisation interne au ministère de la

désense décidée par M. André Girand.

En juin 1987, François Cailletean devient chargé de mission « études générales » au département de contrôle des missions et affaires générales, qui

plupart du temps a posteriori.

ministres du men

son grade.

sion et imposera l'analyse en profon-deur des comportements et de la pertinence des formes de communication mises en œuvre. Si elle sem-ble être, anjourd'hui, particulièrement utile dans la mesure où elle permet de toucher rapidement le plus grand nombre de personnes et où elle parvient à communiquer un message parlaitement maîtrisé, la technique publicitaire ne saurait, à elle seule, induire des modifications sexuels. A cet égard, une collabora-tion, très difficile, dit-on, à obtenir, avec l'éducation nationale pourrait, demain, jouer un rôle fondamental.

JEAN-YVES NAU.

(1) Agence de lutte contre le sida, 5, rue Paul-Cézanne, 75008 Paris, Tél. : 42-56-06-52.

#### Les embryons du divorce

Doit-on assimiler les embryons congelés à des enfants? Et, dans l'affirmative, à qui appartiennent-ils, à leur « père » ou à leur « mère » ? Aux Etats-Unis, le tribunal de Mary-ville (Tennessae) est sommé de répondre à cette question épi-

Un couple en instance de divorce se dispute en effet la garde d'embryons qu'il avait fait congeler voici plusieurs années, Pour Mary Sue Davis, vingt-huit ans, cette affaire est en tous points comparable à l'attribution de la garde d'un enfant et, en tant que mère, elle réclame la propriété des embryons congelés. Son époux, trente ans, estime que c'est à lui de décider s'il désire ou non devenir père. Le jugement pourrait bien faire juris-prudence. — (AP.)

## ENVIRONNEMENT

## Un parc national est ouvert à la Guadeloupe

Le septième parc national français est né. Le Journal officiel du vendredi 3 mars annonce la création du parc national de la Guadeloupe, qui fait passer sous la protection de l'Etat 17 500 hectares de forêt situés sur l'ile de Basse-Terre et concernant treize communes.

Cette partie de la Guadeloupe est en effet d'une exceptionnelle richesse. Elle est dominée par les 1 400 mètres du volcan de La Soufrière, toujours en semi-activité. Les chutes d'eau y sont abondantes. C'est là surtout que se trouve la dernière portion importante de forêt primaire tropicale des Caraïbes. Des centaines d'orchidées, des lianes, des plantes parasites, des arbres géants font la joie des spécialistes et des visiteurs. Si la faune a été appauvrie par le braconnage et Purbanisation de l'île, elle mérite d'être protégée, notamment les oiseaux migrateurs qui font escale sur Basse-Terre.

Le parc abrite encore une station archéologique rappelant le souvenir des premiers occupants de l'île, les Arewalts.

Déjà, en 1970, le conseil général de la Guadeloupe avait classé cette zone en parc naturel et en avait confié la gestion à l'Office national des forêts. Cette mesure avait amorcé une prise de conscience des problèmes écologiques qui se posent à la Guadeloupe. Mais, depuis dix ans déjà, les élus et les scientifiques réclamaient le renforcement des protections face à la montée du tourisme. Après bien des hésitations, c'est à présent chose faite. Le parc de la Guadeloupe est le premier parc national des départen territoires d'outre-mer. Une réserve naturelle marine de 3700 hectares s'étendant au large de Pointe-à-Pitre, le Grand Cul de Sac-Marin,

la presse diplomatique française, qui l'a reçu mardi 7 mars à déjeuner à Paris, de certains propos précédents du premier ministre, M. Michel Rocard, sur l'avion Rafale, le nonveau missile nucléaire préstratégi-que Hadès et sur le niveau des

trouver « le juste équilibre entre

la peur et la raison », sera

adressé à l'ensemble de la popu-

La lutte contre le sida commence

à s'organiser à l'échelon interminis-

tériel. On entre aujourd'hul dans le

détail des mesures pratiques et, du moins faut-il l'espèrer, efficaces. L'Agence de lutte contre le sida que

dirige M. Dominique Coudreau,

ancien responsable de la Caisse nationale d'assurance-maladie,

s'apprête à publier le premier docu-

ment d'orientation de la communi-cation publique sur le sida. Ce texte a été rédigé sous la responsabilité de l'agence avec la collaboration du ministère de la santé, du service

d'information et de diffusion du pre-

mier ministre et du Comité français d'éducation pour la santé. Il pose sept principes de communication et

sera mis à la disposition de toute personne ou association qui souhai-terait engager une action dans ce domaine. Il pose en outre les pre-miers jalons du programme de com-

lation.

défense, à compenser une faiblesse des élimi de nos forces conventionnelles. Le d'Europe.

● CYCLISME : Paris-Nice. - Le Belge Etienne De Wilde s'est imposé pour la deuxième fois, mardi 7 mars, lors de l'étape Moulins-Saint-Etienne. Cette deuxième étape de Paris-Nice a été marqué, par l'abandon de Laurent Fignon, le Parisien souffrant de douleurs intestinales.

● FOOTBALL : Championnat d'Europe espoirs. — L'éq France espoirs, tenante du titre, a bettu, mardi 7 mars à Dundee, son homologue écossaise (3-2), lors d'un match comptant pour le groupe 5 des éliminatoires du championnat





tué un petit chef-d'œuvre de

savoir-faire, Durant quinze

minutes le policier a quitté son

dossard de vingt-septième

inculpé dans 🕮 gros dossier où

s'entremêlent trafiquants

d'héroïne et proxénètes de tout

acabit pour redevenir un bon

Il y a lui et les autres, Lui, obser-

vant avec distance le spectacle de ses coïnculpés englués dans les mil-

liers de procès-verbaux qui les accu-

sent, les renvoient à leur version

d'hier, leurs mensonges d'aujourd'hui et, pourquoi pas, leurs reniements de demain. Lui, avec un

sourire incontrôlé lorsque le prési-

dent du tribunal donne lecture d'une

éconte téléphonique dans laquelle Jean-Claude Moustafa, dit Boukhit,

l'informe, à 2 h 22 du matin, du

résultat d'une confrontation entre

trois inculpés dans le bureau du tuge

jeans au profit d'un costume de flic

Le commissaire Jobic, à l'évi-

dence, n'est pas encore entré dans

son procès. Il attend son heure - en

principe le jeudi 9 mars – pour s'expliquer. Il se contente de suivre

l'audience, intéressé par les déclara-

tions de Moustafa et de ses amis,

amitiés qui lui valent aujourd'hui,

entre autres, d'être inculpé de proxé-

nétisme aggravé et de corruption.

appréciant en connaisseur les borbo-

rygines et les explications fumeuses

des prévenus sur la sellette. Et puis,

en fin d'audience, le président Alain Foulquié a ressenti, tout à coup, le besoin de l'entendre.

Redoutable président, qui domine parfaitement ses 9 800 cotes !

« Vous n'êtes pas concerné par cette partie du dossier mais j'ai observé

que vous avez écouté les débats,

avanco-t-il. J'imagine que vous avez été attentif avec l'oreille du poli-

tions de Jean-Claude Moustafa. Avez-vous le sentiment qu'il est

Fausses factures

Le directeur général

de la SAE

maintenu en détention

La chambre d'accusation de la

cour d'appel de Paris a décidé,

détention, à l'issue des débats

contradictoires, M. Pierre Bentata,

directeur général de la Société auxi-

liaire d'entreprise (SAE), société mère de la SORMAE.

2 mars, dans l'affaire des fausses

factures du Sud-Est, de faux et

usage de faux en écritures de com-

mence, abus de biens sociaux et

complicité, recel et corruption (le

inculpations avaient été notifiées le

même jour à M. Jean-Claude

Monde du 4 mars). Ces mês

Celui-ci avait été inculpé le

coupable ou qu'il ne l'est pas ? »

président.

Oul, tout à fait, monsieur le

policier au langage châtié.

leffet

d€

Jammes, président du directoire de la SAE, qui avait été laissé en Une réaction de la FNB En marge de cette affaire, la Fédération nationale du bâtiment (FNB) a demandé, mardi, dans un

torales et des partis politiques afin que les entreprises de la profession ne fassent plus l'objet de pressions « A l'approche des élections municipales, comme avant toute échéance électorale, des affaires de fausses factures touchent certaines entreprises de notre profession », relève la FNB en faisant référence à l'inculpation de plusieurs dirigeants de la SAE, numéro un du bâtiment

communiqué, aux pouvoirs publics « de reprendre rapidement l'a

du financement des compagnes élec-

en France, et de sa filiale SOR-La FNB, qui ne veut pas porter d'appréciation sur le fond des affaires actuelles, . s'inquiète vivement de cette situation, qui porte atteinte, tant en France qu'à l'étranger, à l'image des entreprises, aux hommes qui les dirigent et met en péril les milliers d'emplois qui en

La FNB sonhaite qu'avec l'examen du financement des campagnes électorales et des partis politiques « tout soit mis en œuvre pour mettre un terme à une solution inaccepta-ble ».

Le savoir-faire du commissaire La première intervention du Le commissaire marque une seconde de silence, soupèse la fausse saire Yves Jobic, mardi naïveté de la question : « Ecoutez...

> Am remarqué. » Yves Jobic a calculé tous ses mots. C'est une bonne entrée en scène. Il est très calme, simplement contrarié de ne pas avoir derrière lui l'ensemble de ses avocats, qui n'avaient pas prévu cette joute cour-toise au débotté. Le président s'étonne tout de même que le commissaire soit intervenu après l'arrestation de Jean-Claude Moustafa

L'affaire Jobic devant le tribunal de Nanterre

« Est-ce que cela mérite l'indulgence? » interroge-t-il.

· C'est une question assez délicate. On ne peut pas répondre de manière générale, nuance Yves Jobic. Mais il est de notre devoir d'éclairer le magistrat sur la per-

sonne interpellée. » d'instruction. Lui, protégé par des lunettes légèrement fumées, coiffé d'une raie stricte, boudant ses vieux Visiblement la pudeur interdit que l'on prononce ici le vilain mot d'indicateur.

#### Déontologie policière

Désormais détendu, presque apaisé, le commissaire s'octroie un exposé sur les «interventions » à l'intention du tribunai : « La déontologie policière, enfin ce que l'on appelle la déontologie, veut

que ce soit taujours le chef de service qui procede à ce type d'inter-vention, et non pas n'importe quel enquêteur. Il est d'usage à Paris — Moi, je connais bien Jean-Claude Moustafa. A ma connaissance, il et nous pensions que cela pouvait être le cas dans un tribunal périphén'a jamais été dans un trafic rique – que nous exposions fran-chement la situation aux magistrats d'héroine. Mes services n'ont jamais en leur disant qui est qui. Les juges prement ensuite leur décision. Nous

ne faisons pas de pression. Du reste, quand je suis intervenu pour Jean-Claude, j'étais avec un adjoint. Ce l'était pas une démarche paral-A cet instant l'interrogatoire bas-cule pour devenir une simple discussion. Le juge et le policier, entre spé pour obtenir sa libération alors que son protégé détenait sur lui 13 grammes de haschisch.

cialistes, se donnent le plaisir de parler des choses vraiment sérieuses Au fait, d'où vient la drogue? Qui fournissait les demi-grossistes que l'on juge aujourd'hui? Le commissaire Jobic a une idée. Il en avait fait part an juge d'instruction Jean-Michel Hayat. Il s'agit - entre nous - d'un certain Jef et de son associé, Mano. Chut! Le policier a l'air navré de n'avoir pas pu remonter la filière. Sans inculpation, il aurait été ellement plus efficace. Rêve-t-on? Non, nous sommes bien dans un pré toire. Et le commissair Jobic conclut l'histoire : « Jef n'a pas été arrêté alors que dans ce dossier il est celui

Cette logique-là semble impara ble, mais le policier devra encore répondre à beaucoup de questions, parfois plus embarrassantes, du pré sident Foulquié.

LAURENT GREELSAMER.

Le « trésor de guerre » des avoués de la Gironde

# La cour d'appel de Bordeaux doit trancher un litige entre l'ancien bâtonnier Favreau et le conseil de l'Ordre

La cour d'appel de Bordeaux rient d'examiner l'affaire qui oppose depuis trois ans le conseil de l'ordre à l'ancien bâtonnier Bertrand Favreau. La cour doit décider si ce dernier peut obtenir communication intégrale de la délibération par laquelle le conseil de l'ordre ouvre une information disciplinaire à son encouire.

BORDEAUX

de notre correspondante

Me Favreau a dirigé le barreau de Bordeaux en 1984 et 1985. Jeune, brillant, dynamique, proche des socialistes dans un milieu réputé conservateur, il fut rapidement

controversé et à la fin du bâtonnat il fut l'objet d'une véritable hostilité. Le nouveau conseil de l'ordre, dirigé désormais par un ancien avoué Ma Alfred Peyrelongue, charges une commission d'enquête d'établir un rapport sur la gestion de dit, en décembre 1986, un rapport établissant sans équivoque qu'il n'y avait pas détournement de fonds. Cependant, elle affirmait aussi

qui aurait le plus mérité d'être recherché.» que les fonds provenant d'un compte de l'ancienne chambre départemen-tale des avoués, intégrés en 1984 par la bâtonnier Favrean dans les caisses de l'ordre, devaient être restitués. Ils provenzient, affirmait la commission d'enquête, d'un compte séquestre et donc appartenaient à des tiers.

Certains représentants du service

public policier voient là un décalque

privé » de l'organisation policière. Ils soulignent que, la Ville de Paris no bénéficiant pas du droit commun

éventuelle police municipale au contrôle de la Préfecture de police.

Aiors que, dans le cas de ces rondes

de surveillance privées, elle évite ce

contrôle. Responsable de la

DGAPP, M. Yves Fromion rétorque

en soulignant que ces agents n'ont

aucune compétence pour agir sur la voie publique, ils sont confinés dans les locaux du parc immobilier

et nous veillons à leur formation et

à ce que leur encadrement soit très

Un risque

de confesion

De fait, le cahier des charges pré-cise bien que « l'Intervention des

personnels porte exclusivement sur les parties communes des groupes

immobiliers concernés, tels que

voies de circulation intérieures, jar-

dins, accès, sous-sols, parkings, etc.

Toute intervention dans le domaine public est formelle exclue ». Le pro-

blème, c'est que les groupes

d'immeubles concernés sont

construits sur det 20nes parfois très étendues. Aussi, dans la pratique, les équipes de surveillance ont-elles

tendance à regarder de près tout ce qui se passe à la périphérie des bâti-

ments, le long des rues qui les sépa-

rent, et évidemment à intervenir des

Eclatait alors une affaire dans l'affaire, soulevée, cette fois, par Me Favreau. Comment un compte avait-il survécu pendant douze ans à la dissolution de la chambre des avoués? interrogeait-il. Et à qui avait profité ce « trésor de guerre», évalué à 2,7 millions de francs, constimé par les produits financiers de ce compte? En mai 1987, la chancellerie ordonnait, en ce qui la concerne, une enquête complémente de la concerne, l'une enquête complémente de la concerne, l'une enquête complémente de la concerne, l'une enquête complémente l'action de la concerne, l'une enquête complémente l'action de la concerne, l'une enquête complémente l'action de la concerne de la conc taire sur l'utilisation de ces fonds. On n'en connaît toujours pas les

De son côté, le 20 juillet 1987, le conseil de l'ordre du barreau de Bordeaux décidait d'ouvrir une information disciplinaire à l'encontre de Me Andouard, dernier président de la chambre départementale des avoués. Suriout, le même jour, le conseil de l'ordre engageait une pro-cédure à l'encontre de l'ancien bâtonnier Favreau et de Mo Gauthier, trésorier de l'ordre sous son bâtonnat. L'information disciplinaire, fut-il signifié aux avocats, portait sur trois points : dépassements budgétaires, dépassements de crédits sur la liste civile du bâtonnier et utilisation au profit de l'ordre de fonds détenus pour le compte de tiers en exécution d'un séquestre ntionnel ». Ce dernier point

### visait le fameux compte des avoués. Requête en suspicion légitime

Mª Favreau refusa de comparaître devant le conseil de l'ordre qu'il considérait comme juge et partie. Il saisit la cour d'appel de Bordeaux d'une requête en suspicion légitime. Il lui en fut donné droit le 20 octo-bre 1987 ainsi qu'à M° Gauthier. Le 9 janvier 1988, la cour ordonnait une expertise comptable « pour qu'il soit procédé à toute investigation nécessaire sur les faits qui font l'objet des poursuites disciplinaires ». Les experts, MM. Léon. Clara, de Lille, et André Gaillard, de Paris, devaient être assistés de trois anciens batonniers, Mª Savreux, d'Amiens, Bernard Baudelot, de Paris, et Jean Bonnard, de Lyon. En principe, ils devaient mener leur mission à bien en six mois. Cela n'a pas été le cas.

Rapidement, en effet, éclatèrent des escarmouches de procédure portant notamment sur la communication des documents, et en particulier de la délibération du 20 juillet 1987 qui constitue l'acte de poursuites ini-tial. En résumé, Me Favreau et ses défenseurs réclement la communication intégrale de cet acte étant donné que le document partiel qu'ils ont jusqu'alors obtenu ne porte que sur deux des trois points qui leur sont reprochés. L'extrait qui leur a été communiqué ne mentionne pas, en effet, l'affaire du compte séquestre des avonés.

Le conseil de l'ordre du barreau de Bordeaux, aujourd'hui présidé par Me Claude Chambonnaud, s'oppose à cette communication intégrale au nom du secret de l'instruction disciplinaire. Il fait valoir qu'une partie du procès-verbal est relative à M. Andouard, l'ancien président de la chambre départementale des avonés.

La cour, qui vient de se réunir, doit trancher ce litige. Elle a mis sa décision en délibéré à trois semaines. Le parquet général, pour sa part, a requis la communication intégrale du document. « Le bâtonnier Favreau, constato-t-ii, se trouve dans une position paradoxale. Poursuivi disciplinairement pour trois faits distincts, il ne peut connaître les motifs ayant entraîné les poursuites pour l'un de ces faits. Une telle situation constitue à son égard une violation caractérisée des droits de la défense. »

L'affaire du barreau de Bordeaux avait pourtant failli trouver une conclusion à l'amiable en décembre 1988. En échange du retrait des laintes déposées par le bâtonnier Favreau - notamment pour faux, usage de faux et destruction de documents, - le conseil de l'ordre aurait mis un terme par délibération officielle à ses poursuites. Cette solution d'apaisement n'a cependant pas pu aboutir et les deux camps s'en imputent aujourd'hui mutuelle-ment la responsabilité.

## GENETTE DE MATHA.

 PRÉCISION : Affaire Suzanne Monde du 7 décembre et le Monde daté 11-12 décembre 1988), nous avons fait allusion su rôle joué par un dans l'affaire de la succession de Canson.

Un autre avocat suisse. Mª René Monferini, de Fribourg, nous prie de préciser qu'il n'est en rien mêlé cette affaire.

# **ENFANCE**

Pour protester contre la non-application d'une convention

# Des mères d'enfants franco-algériens font la grève de la faim à Orly

Jeuna, quatre ans et demi, pre-mier enfant à être emmenée et rete-nue par son père en Algérie depuis l'entrée en vigueur, le 21 juin 1988, de la convention franco-algérienne sur les enfants déplacés, a retrouvé sa mère, Me Marie-Claire Tardy,

M= Annie Sugier, représentante du collectif de solidarité aux mères des enfants enlevés, s'en est félicitée tout en déplorant qu'il ait fallu sept mois pour obtenir le retour de

cais répondent qu'il fallait attendre que les juges algériens accordent l'exequatur, c'est-à-dire la recon-missance du jugement français. Or celle-ci n'a été prononcée que le 27 février.

C'est entre autres cette longueur des procédures qui est dénoncée actuellement par quatre mères, trois Françaises et une Britanique, qui observent une grève de la faim à Orly. Les unes, M=s Tromeur et Claire Al Cantara, depuis le 28 février, les autres, M= Jocelyne Bany et Margaret Ward, depuis le

Armelie Tromeur n'a pas revu son enfant, Aymeric (deux ans et demi), depuis le 28 avril 1988, date à laquile son man est venu le chercher à la crèche et l'a emmené en Algérie. Pour avoir les moyens juridiques de retrouver son fils, Armelle a dû engager une procédure de divorce. Son dossier a été examiné lors de la première réunion de la commission paritaire chargée de régler les litiges antérieurs, à la signature de la convention qui a émis un avis en faveur d'Armelle Tromeur et estimé qu'elle devait bénéficier du droit de garde. Mais la commission ne prononce que des avis, il faut ensuite obtenir leur confirmation par les juridictions concernées, dans ce cas un tribunal algérien. Le divorce définitif a été prononcé en France le 14 novembre 1988. La procédure pour l'exequatur n'a pu être ouverte en Algérie

que le 15 janvier 1989 et l'audience

a déjà été repoussée cinq fois. Marie-Thérèse Al Cantara a également bénéficié au mois de septembre d'un avis favorable de la commission. Ses enfants, Myriam, dix ans et demi, Brahim, neuf ans, et Kathia, sept ans et demi, ont été enlevés par leur père il y a quatre ans et demi. A l'époque les époux étaient en instance de divorce par consentement mutuel. Il a failu changer de procédurs pour pouvoir réclamer la garde et le retour des enfants. Marie-Thérèse attend toujours l'exequatur du jugement fran-

Jocelyne Bany, qui est séparée de son fils Karim, quinze ans, depuis 1977, se bat pour le respect des droits de visite transfrontières. Quant à Margaret Ward, non concernée par la convention franco-algérienne mais solidaire depuis le début du mouvement des mères françaises, elle s'est jointe à cette grève pour réclamer un échange de ettres entre la Grando-Bretagne et l'Algérie afin de pouvoir régler des conflits concernant ces deux pays.

M= Ward a deux filles de quinze ans et de douze ans qui sont retenues en Algérie depuis 1979.

« Nous réclamons une accélération des procédures, explique M= Tromeur, et voulons que l'avis de la commission soit entériné par les tribunaux sans donner lieu à un nouveau jugement sur le fond, comme cela a été le cas avec Marie-Josée Hellec. » Celle-ci s'est vu débouter de sa demande par le juge d'Anaba, maigré l'avis de la commission qui recommandait le retour rapide de l'enfant auprès de sa mère. Les grévistes réclament enfin qu'une fois un exequatur obtenu, les jugements scient respectés sans délai, ce qui n'est pas toujours le cas. M<sup>no</sup> Tromeur cite l'exemple d'Annie Turpault qui attend le retour de sa petite Eve depuis le 14 novembre 1988...

... CHRISTIANE CHOMBEAU.

# Débat entre la Ville et la Préfecture de police

# « Agents de sécurité » dans 40 000 logements de l'Est parisien

La mairie de Paris est-elle en du Cahier des clauses techniques train de se doter d'une police pri-vée? A cette question abrupte, les responsables de la Préfecture de police de Paris n'hésitent pas à répondre par l'affirmative. Mezza l'occurrence M. Jacques Chirac est dans son bon droit. Au cœur de ce débat feutré : un appei d'offres de la Ville de Paris auprès de sociétés de gardiennage pour des « rondes de surveillance » dans quarante mille logements sociaux dans l'Est pari-

Publié le 31 janvier dans M Bulletin officiel des annonces de mar-chés publics, cet appel d'offres vise à régulariser et pérénniser une expérience lancée depuis août 1988. La date de réception des offres était fixée au lundi 6 mars. La prestation Rondes de surveillance effectuées par des agents de sécurité dans les ensembles immobiliers sociaux sensibles des 10°, 11°, 12°, 13°, 17°, 18°, 19 et 20 arrondissements de Paris, soit un patrimoine de quarante mille logements. >

Aux yeux de certains responsa-bles de la police nationale, l'ambiguité du statut de ces « agents de sécurité » est manifeste à la lecture particulières établi par la Déléga-tion générale à la prévention et à la protection (DGAPP) de la mairie, anciennement dénommée Déléga-tion générale à l'amélioration de la conditions d'intervention des sociétés de surveillance dans ces grands ensembles immobiliers = sen sibles a des zones nord-est et sud-est de Paris, ce document précise que la Ville mettra « à la disposition des sociétés de surveillance, à titre gratuit, les locaux nécessaires à l'accomplissement de leur mis-

Surtout, il prévoit que tous les personnels utilisés « porteront un écusson aux couleurs de la Mairie de Paris, fourni par la DGAPP, per-mettant de les identifier clairement ». « Toutes les équipes de surveillance, lit-on également, disposeront la nuit d'un chien conduit par un mattre-chien qualiflé », la société de surveillance devant « obligatoirement disposer d'un service d'écoute radio » et les patrouilles devant être encadrées par un « chef de patroudle », tandis qu'un « chef de poste », supervisé par un « chef de zone », tiendra en permanence le local mis à la disposi-tion des surveillants.

# **FAITS DIVERS**

Après une série de profanations dans un cimetière israélite

# Deux skinheads interpellés et écroués à Béthune

mineur, interpellés par la police, ont reconnu être les anteurs d'une série de profanations commises dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 mars sur une vingtaine de tombes du cimetière israélite d'Eleu-diteauwette, près de Liévin (Pas-de-

Rabhia Redouane, vingt ans, domicilié dans la région de Lens, a été inculpé de « violation de séputures et d'injures raciales » et placé sous mandat de dépôt. Il comparaîtra le 21 mars prochain devant le tribunal correctionnel de Réthune Son bunal correctionnel de Béthune. Son complice, mineur, devait, lui, être présenté mercredi 8 mars au juge des enfants de Béthune.

Durant la nuit de samedi à dimanche, une vingtaine de tombes avaient été profanées par les deux jeunes geus, se réclamant de l'« idéologie skinhead », dans ce petit cimetière juif qui compte cent cinquante sépultures. Ils avaient également maculé d'inscriptions antisémites et de croix gammées les murs d'enceinte et de nombreuses pierres tombales.

Ces actes ont provoqué une très vive émotion dans la région et motivé une déclaration de M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer et élu du Pas-de-Calais, venu, mardi en fin d'après midi, au nom du gouvernement, s'incliner devant les tombes profanées et « faire

gouvernement face à des actes inqualifiables ».

## A Belfort Onze morts dans l'incendie d'un menblé

Selon des chiffres communiqués nercredi 8 mars en fin de matinée, onze personnes sont mortes dans un incendie qui s'était déclaré, peu après 3 heures, dans un immeuble ancien du centre de Belfort. Sept occupants de l'immeuble et trois sapeurs-pompiers ont été blessés.

Deux personnes ont été tuées sur le coup en sautant des étages supé-rieurs, deux autres, qui avaient éga-lement sauté, ont succombé à leurs blessures, et sept corps ont été retrouvés dans les décombres de l'immeuble, un ancien bôtel amé-nagé en meublé.

La progression des secours a été particulièrement difficile à l'intérieur du bâtiment vétuste, dont les escaliers se sont rapidement effon-drés.

Les pompiers donnaient, mer-credi, ce bilan sous réserve, des vérifications étant toujours en cours pour connaître le nombre exact de locataires, essentiellement des étudiants mais aussi des personnes

qu'elles remarquent quelque chose « On ne peut rien dire contre ça, confie-t-on à la Préfecture de police à propos des rondes pratiquées depuis six mois déjà. Ils interviennent comme n'importe quel citayen et, s'ils ne le faisaient pas, ce serait de la non-assistance à personne en danger. Mais leurs équipements,

leurs voitures avec girophares, leurs écussons « Mairie de Parls » créent une confusion et une ambiguité dans l'esprit des habitants. » M. Fromion reconnaît que les surveillants sont parfois intervenus pour « arrêter enfin, disons, pour interpeller — un type qui dévalisait un magasin. En tant que citoyens, appelés par des habitants, ils ne pouvalent refuser. Mais vous savez, ce serait plutôt les policiers qui auraient tendance à les utiliser comme des supplétifs, comme des harkis. Il a fallu que j'y mette mol-même le holà ».

Une « vraie-fausse » police municipale? En tout cas, en bon argument électoral, sur le terrain de la sécurité, dans cet Est parisien cu M. Chirac vent asseoir son emprise sur la capitale. Et un argument devant lequel la Préfecture de police se sent quelque peu démunie, privée de véritables moyens de contrôle sur la pratique de ces surveillants...

- EDWY PLENEL

المكذا من الأصل

# Le Monde

# ARTS ET SPECTACLES

# Design

# L'effet

Transparence : un mot à la mode qui envahit la communication politique, publicitaire et vestimentaire. Sur la trace des

Bordesux duit tranches un litige

m favreau et le conseil de 1014;

\*\*\*

« indispensables », devenus « incontournables », il est la cerise ponctuant le gâteau des « valeurs sûres », du « parler vrai » et de « l'authenticité ». Ce n'est donc pas un hasard si les créateurs, plasticiens. architectes, décorateurs,

retrouvent

100

les vertus du verre.

TRANSPARENCE ? A Paris, elle est affaire de mousselines (Comme des garçons, Claude Montana) et fait la une des magazines de mode, de Vogue à Glamour dont le pro-chain numéro est un spécial « glasnost ». A New-York, le phénomène « new age » (le retour aux sources par la nature, la méditation) survenu après le krach de Wall Street, en pleine débacle des yuppies carriéristes, s'est largement médiatisé : cassettes de musique douce, « quiet heart », « sky high », magazines aux titres évocateurs (Magical Blend, Yoga Journal, Parabola). On vend des « crystal healings » dans les grands magasins. Ces gris-gris cassables, pierres à gar-der toujours avec soi, sont censés

sonnel, les bonnes vibrations. Les vitamines et les sushis-bars se démodent ; on leur présère la cui-

Transparence ? Le verre devient le support des interroga-tions essentielles (une présence immatérielle et matérielle) et intéresse les architectes. Après la pyramide de Pei, dans la cour du Louvre, l'Institut du monde arabe de Jean Nouvel, on découvrire la plus haute tour d'Europe (400 mètres), tout en dégradé de granit et de verre, conçue égalo-ment par Jean Nouvel pour le triangle de la Folie à la Défense. « Avec le verre, les murs s'effa-

Il donne à voir, se joue de l'ombre et de la hunière. Il s'offre surtout à toutes les possibilités et à de nouvelles utilisations. Il aime tricher, agrandir les espaces, transformer les images, les distordre, les grossir, les faire éclater. « On se sert de lui comme d'un papier, sauf que, là, le jet de sable remplace le crayon», dit Guillaume Saalburg, graveur sur verre, dont les transparences irisées, granitées, bombées, ou en plaques gagnent toute la ville : l'hôtel « La Villa » de Marie-Christine Dorner, la boutique Beneteau de Philippe Starck, avenue de la Grande-Armée, la boutique Chloé par Jean-Michel Wil-motte et, bientôt, les hublots en verre gravé pour les nouvelles sanisettes Decaux.

Dans sa nouvelle galerie Difféfavoriser l'épanouissement per-rencés, Pascal Mourgue propose



L'atelier de Guillaume Saalburg ; quand le verre remplace le papier, le jet de sable remplace le crayon.

# «glasnost»

des « contes de Glace », tables beth Garouste, rendus célèbres basses en verre bombé, clair ou par l'aménagement de la maison sablé, numérotées et signées à cinde couture Christian Lacroix et quante exemplaires. Rupture avec
l'austérité graphique du début des
années 80, lignes plus fluides animées par la fantaisie du jeu et de
la liberté. C'est la toute nouvelle
fontaine de verre de Michèle

Ques de pâte de verre bleu vif et Blondel (gare de l'Est). C'est aussi la « double transparence », une exposition itinérante qui promène trente vases réalisés au Centre international de recherche sur le verre par des artistes et designers (Piotr Kowalski, Martin Szekely, Giuseppe Penone, Jean Nouvel, Patrick Retif, etc.), dans le cadre d'une commande publique lancée par le Centre national des arts plastiques (CNAP).

Le verre devient là le prétexte d'une Lettera Amorosa, de Sylvain Dubuisson, conçue en hom-mage à René Char, et comportant le texte du poème gravé sur verre au laser. On le trouve également an musée : hommage à la tradition, avec ces verres à boire de Lalique, Gallée, issus de la collection du Centre national du verre an Cooper Ewith Museum de New-York (« les Arts décoratifs en France 1789-1989 »). A Lyon, la famille Lalique déploie souvenirs, documents et œuvres. Mais la manifestation la plus impor-tante aura lieu à Paris (de septembre 1989 à janvier 1990) au Musée des arts décoratifs, autour des verres de Bohême (deux cents œuvres du scizième siècle à nos jours, dont certaines n'ont jamais quitté la Tchécoslovaquie). Organisée dans le cadre des échanges de l'Association française d'action artistique, elle sera suivie d'une rétrospective du verre français d'Emile Gallée à nos jours, l'an prochain à Prague.

## Un enjeu économique

Culturel, l'intérêt que suscite le verre est aussi économique. Les manufactures ouvrent leurs portes. Baccarat réalise le Vase perfect love, de Marie-Christins Dorner. Daum, reprise en 1986 par le groupe financier Bearbull, mène une politique active de développement (7 millions de francs de bénéfices nets pour 1988). Après Hilton, Mac Connino et sa collection «Cactus», mélant cristal et pâte rasmo, près de Venise, où de verre, voici les « étrangetés » Maurizio Albarelli a déjà acheté de verre, voici les « étrangetés » de Philippe Starck, sculptures-vases éditées à cinquante exemplaires (7000 francs l'unité...). Restent Mattia Bonetti et Elisa-

rante ans, quelque huit cents place réalisées à partir de ses cent soixante-quinze dessins. « Je n'aime pas Murano, f'aime le verre, dit Maurizio Albarelli, qui dirige les ateliers Vistosi, tout fier d'élargir sa liste des magasins de décoration de luxe (trois mille clients dans le monde) à celle des galeries. Actuellement, l'exposi-tion du Californien Peter Shire est présentée chez Clara Scromini. D'origine sud-américaine, installée dès 1980 rue de Charonne, celle-ci a contribué, parallèlement à l'action du Centre national du verre (créé en 1982 au Musée des arts décoratifs), à faire connaître en France les créations d'artistes élaborées dans des ateliers indépendants. En particulier ceux qui sont dans la ligne du Studio Glass Movement, né aux Etats-Unis en 1965 : Toots Zynsky et les Tchécoslovaques Stanislas Libenski ou Jaroslav Brychtova. La première exposi-tion personnelle de Peter Shire en

France est un montage désopilant

de spirales, d'assiettes en équili-

bre instable, de citronilles, de

coupes remplies de citrons roses

évoquant, par leurs notes stri-

dentes, la provocation joyense du

groupe Memphis, auquel Peter Shire participa au début des

Autre expérience, celle des ate-

liers Vistosi à Murano, qui vien-

nent de mettre au point, pour

Peter Shire, un Américain de qua-

années 30 avec Stottssass et Men-« Peter Shire s'habille comme ses vases; un peu rouge, un peu violet », dit en riant Maurizio Albarelli, dont un nouveau « show room » ouvrira à Chicago, anobli par la reconnaissance du milieu artistique. Les créations de Peter Shire sont présentées à New-York (Art and Industry) comme à Chicago (Hokin Kauffman) et à Turin (Rocca Gallery). Pro-chaine étape : 1990 avec la création d'un Centre international pour le développement de la verrerie d'art à fonder lors d'une fêteexposition organisée à San-Ierle terrain prévu à cet effet.

LAURIENCE BEHAINL

# Au Palais des beaux-arts de Bruxelles

# Les folies de l'art déco

Ou'est-ce que l'art déco? doxie avait incité à dédaigner Le triomphe du kitsch et du rococo ou l'apothéose de l'éclectisme un postmodernisme avant la lettre?

'ART déco, mode ou ensemble de modes affectant les arts appliqués européens dans les années 20, n'a pas excellente réputation. Ne seraitce qu'en raison du terme même : « déco », abréviation de « décoratif », en dit trop. Au siècle des sthétiques métaphysiques et critiques, au siècle de Mondrian et de Malevitch, s'avouer « décoratif », c'est maladroit. L'adjectif n'est pas loin du péjoratif. La période niçoise de Matisse, celle des odalisques pour clientes eméricaines, serait ainsi celle du Matisse « décoratif ». Même terme pour un certain cubisme coloré et compliqué, Marcoussis. et Valmier. Tout style « décoratif > relèverait d'un abaissement des exigences intellectuelles, d'une sorte d'humiliation intolérable de l'art. Seule exception : le « décoratif », qui se dit fonctionnel, issu de l'abstraction

orthogonale. Le « déco » à la Mondrian, les industries du Bauhaus et du néoplasticisme, couleurs pures, angles droits, géométrie simplissime, oui, cela s'admet, au nom du moderne, justement, de l'avant-gardisme et du culte de la vie contemporaine, ce culte dont Le Corbusier fut le plus bavard prophète. L'apparence d'ascé-tisme et les proclamations de pureté dissipent tout soupport de compromission avec le matériel, le confort et l'économie. Alors que les « autres », ceux de l'art « déco », ne seraient à l'inverse que les zélateurs impurs de la religion triviale du bien fait, du luxe et du superflu. Tel est donc l'anjeu de l'exposition bruxelloise : sinon réhabiliter tout un mouvement, du moins en composer un panorama aussi large que possible, ignorer les proscriptions et les interdits modernistes et l'emporte sur toute considération révéler ce qu'une certaine ortho-

îusque là.

Ce projet, qui a été fort bien rempli, porte le signe des années 80. Il s'agit en somme d'accomplir dans le domaine des arts appliqués la discrète révolu-tion qui a fait qu'en matière de peinture nul ne croit plus désormais qu'il n'y ait qu'une voie royale, de Cézanne au cubisme et du cubisme à l'abstraction. Que l'on voie dans cette évolution un révisionnisme ou un signe de post-modernisme, il importe peu, tant qu'il reste clair que les orthodoxes esthétiques ont fait leur temps et ou'il est devenu nécessaire de regarder ailleurs, de tout regarder. Tout, et donc les extrava-

gances de l'art déco européen, qui n'hésite devant aucune bizarrerie, exalte l'absurde, cultive l'impossible et s'approvisionne en thèmes et motifs dans tous les magasins de la culture universelle. Apothéose du pastiche et du mélange des civilisations et des temps, il se compiaît dans la récapitulation, l'hommage et le déguisement. C'est un éclectisme, et écrire son histoire contraindrait à l'énumération d'une suite innombrable de références. Il en est d'excriques, afri-caines, océaniennes et orientales, et une armoire peut s'orner de deux girafes stylisées en bas-relief, si la fantaisie le suggère. La Perse, le Siam, les Dogons, les Aztàques : les musées d'ethnographies sont mis en coupe réglée par d'habiles voleurs d'idées. Il est des références européannes, puisées dans le baroque, le rococo, les chinoiseries dix-huitième et les arts popu-

Certaines allusions avouent leur origine antique, peut-être grecque, peut-être égyptienne. Un fauteuil, selon le Danois Rafn, doit avoir une armature de bronze façon siège curule, des garnitures tressées et des glands énormes. Est-il pour le boudoir de Ciéopâtre ou un salon de Copenhagua ? Le plaisir de citer et de pervertir la citation

rapportent à l'art le plus récent : l'art « déco », que l'on croit réactionnaire, a out tôt fait de digérer fauvisme, expressionnisme et cubisme. Les couleurs de Matisse et de Derain viennent aux ioues des céramiques et des porcede 1911 et 1912 inspirent orfevres et dessinateurs de mobilier. Sue et Mare, qui ont été les premiers à chercher dans le cubis les principes d'un style décoratif, avant guerre, sont les premiers à reprendre leur liberté. Ils jouent de formes en éventail et de matériaux précieux. Ont-ils trahi cependant ? Où sont-ils les disciples imprévus de ce Picasso qui, dès 1914 et 1915, se plaît à baroquiser son cubisme ?

#### Extravagances et pastiches

Pareille orgie de réminiscences et d'hybridations a ses monstres, Un canapé hollandais titanesque de proportions et décoré de têtes de caméléons ou de crapauds, taillées dans un chêne sombre, ce n'est guère séduisant. Un vase à forme et couleur de courge, un Enlèvement d'Europe en biscuit rose et bleu tendre, une faïence bariolée qui imite la structure évidée des sculptures d'Archipenko et de Laurens, autant de curiosités plus drôles que gracieuses. Cet art déco là n'a pes rompu avec le goût de la surcharge cher au symbolisme et pourrait sans peine lui emprunter ses têtes de Méduse et ses sphynges. Il n'a pas rompu davantage avec la ligne ondulante de l'Art nouveau et trouve en lribe le champion des fauteuils-fleurs aux accoudoirs spiralés et au dossier me vur

Le plus singulier est qu'un désordre si complet de pastiches, de parodies et d'extravagances, qui paraît n'obéir qu'au désir de l'opuience, soit pervenu à susciter un style cohérent. Et que l'art déco ait reconnu pour maîtres Ruhlmann et Groult, qui font cependant figure de modérés parmi tant de folies et ont cherché un compromis entre le

néoclassicisme épuré. La mise en scène de l'exposition bruxalloise rend manifesta combien le vocabulaire historique manque en la relèvent du même label les inventions tourmentées et bigarrées des Viennois, des Tchèques et des Italiens et le mobilier français contemporain, incomparablement plus dépouillé de ligne. Ou'ont de semblable la néo-

rococo d'Europe centrale et le

style de Grouit ? Sa commode bombée présentée à l'Exposition des arts décoratifs de 1925, quoique curieusement convexe et revêtue de galuchat (peau de requin poncéel, paraît très sobre et discrète pour peu qu'elle soit comparés à bien des créations contemporaines. Ruhlmann luimême ne sacrifie ni symétrie, ni équilibre, ni dépouillement. Nulle frise, nulle guirlande pour orner assez simples, des silhouettes plus massives que gracieuses. Si Ruhlmann s'autorise quelque volupté, c'est dans le choix des bois, palissandres et acajous admirables de ton qu'il sa refuse à peindre à la manière de Rietveld. Ce serait à croire que, décidément, seul garantit la - relative - cohérence de la notion d'art déco le commun refus des principes du Bauhaus.

Et que l'éclectisme de ses adeptes, loin de n'être, comme on l'a dit, que l'indice d'une impuissance d'invention et d'un conformisme, était la seule l'esthétique de rupture et d'orthodoxie à l'honneur à Des-seu. Que l'histoire se soit répétée depuis et que le design contemporain ne fasse que rejouer la mēme pièce, on peut s'en convaincre sans peine. Serionsnous dans une nouvelle phase art

# PHILIPPE DAGEN.

\* Palais des beaux-arts de Bruxelles, 23, rue Ravenston et 10, rue Royale, tij sauf hundi, de 10 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 mai.



et toute l'actualité du mois

Seymour CASSEL

Jean-François STÉVENIN

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX: 30 F

Le temps du chacun pour soi

M. M. Bos gnc Del PC Kuc M. M. Bés PS Ja-J PS Avi PC

Par M. M. Lai Pie Ro Gi

Ta PC

Pe

20

la « liberté de création », revendiquée avec éclat il y a vingt ans, a tourné au libéralisme fourre-tout, les responsables sont placés devant une accumulation de cas sociaux, de situations acquises, d'enjeux politiques et diplomatiques, bref devant une situation trop

du théâtre. Mais

imaginer des solutions devient urgent. Un trop long embarras pourrait entraîner

se trouve actuellement dans une curieuse situation d'attente, favorisée par la timidité artistique dont semblent souffrir les meneurs qui ont fait la richesse des deux précédentes décennies. A présent, ils sont pour tenir une conférence la plupart en position de décider

et, pareils à leurs aînés d'avant 1968, auxquels (à juste titre le plus souvent) ils ont reproché une sclérose institutionnelle, ils gèrent leur royaume et négocient au coup par coup, chacun pour soi, avec le ministère de la culture et autres autorités de tutelle dispensatrices de subven-

Que se passe-t-il? Après la démission, souhaitée par le personnel, de Raul Ruiz et Jean-Luc Larguier, la Maison de la culture du Havre est sans direction. Celle de Bobigny également après le départ de René Gonzalez A l'Opéra Bastille. Plusieurs noms ont été cités pour lui succéder, dont celui d'Ariel Goldenberg, directeur du Festival International de Madrid.

Le cas de Bobigny pose le problème des grands bâtiments de banliene, voués à des déficits spectaculaires des qu'ils tentent une politique de création et de risques. Le public y accourt pour y voir Marcello Mastroianni ou les ballets de l'Opéra dirigés par Bob Wilson dans la grande salle, et ne complexe. Pourtant, se déplace pas jusqu'à la petite pour Thomas Bernhard avec David Warrilow, qui pourtant avait rempli le Théâtre de la Bastille dans l'Hypothèse de Pinget.

A Nanterre, Patrice Chéreau la sclérose, ou la révolte. va quitter la direction du Théâtre

des Amandiers. Il n'est pas facile de prendre sa suite (comme à la Schaubühne de Berlin il n'est pas facile de prendre la suite de Peter Stein, par exemple).

On a parié de Marcel Maréchal pour prendre en charge le Théâtre du Rond-Point, mais pas plus à lui qu'à Francis Huster ou à Daniel Mesguich, ou à quiconque, MadeLes problèmes de succession sont toujours délicats à régler surtout quand ils deviennent un enjeu politique - voir à Lyon le conflit ministère/municipalité (le Monde date du 5-6 mars 1989) à propos du Théâtre du Huitième, demeuré en situation provisoire depuis la pomination de Jérôme Savary au Théâtre national de Chaillot.

par rapport aux structures, et c'est vrai que Chéreau à Nanterre c'est, plus que Nanterre, la notoriété de Chéreau et des gens qu'il peut y faire venir. De plus, la maison a été organisée par lui, adap-tée à sa façon de travailler.

Jean-Pierre Vincent déclarait que quand il entrerait à nouveau ans un théâtre, ce serait le sien.

du vingtième siècle. Son bâtiment est nouveau, son statut date d'un autre temps.

Malaise dans

Puisque Jack Lang dit que les structures sont moins importantes que les hommes, pourquoi se contenterait-il de déplacer les mêmes hommes à l'intérieur des mêmes structures? Pourquoi par exemple ne pas demander à Giorgio Strehler de mettre en scène des spectacles, et se demander si un vrai Théâtre de l'Europe, c'est la Mouette, même montée par Konchalowski, plus quelques productions en langue étrangère réservées toujours au même public? Il y a sûrement d'autres movens de former des publics au théâtre européen.

Puisque les hommes sont plus importants que les structures, pourquoi ne pas prendre en considération les avis de ceux qui, par obligation on par choix, sont restés en debors de l'institution, et donc ne sont pas aveuglés par ses difficultés quotidiennes ? Il y en a. dont les talents sont reconnus, même si leur notoriété n'a pas, ou pas encore, atteint les médias populaires, la télévision.

Ainsi Michel Deutsch, auteur et meneur ea scèse, qui a fait partie du Théâtre national de Strasbourg avec Jean-Pierro Vincent, dom Georges Lavaudani met en scène Feroë, la nuit à Villeurbanne, et qui va présenter au Théâtre de la Colline Sit Venia Verbo, créé au Centre dramatique des Alpes. Du dedans comme du dehors, îl connaît le théâtre du secteur public et il parle.

COLETTE GODARD.



La maison de la culture de Bobigny.

leine Renaud et Jean-Louis Barrault sont décidés à passer la main. Et le producteur Fernand Lumbroso a démenti les rumeurs qui couraient à son sujet à propos d'une direction artistique.

Il y a malaise... Une nouvelle valse des directeurs d'établissement public n'est sans doute pas la meilleure, ni la seule solution à ce malaise. Jack Lang a dit qu'il souhaitait favoriser les personnes

Vierge en quelque sorte. Pourtant, même Lavelli, dans son Théâtre de la Colline réellement neuf, ne dispose pas d'une énorme marge de manœuvre pour imposer l'andace d'une politique d'auteurs

Le budget 1989

# ARTS

# Design

# L'effet « glasnost »

(Suite de la page 12.)

Il invite les artistes qui souhaiteront se joindre à l'entreprise. « Moi, je leur dis : si vous pensez qu'à Venise on sait encore travailler le verre, vous étes le bien-

C'est aujourd'hui au CIRVA. né en 1982 à Aix-en-Provence et installé dans une ancienne manufacture de 1 400 mètres carrés à Marseille depuis 1986, que s'élabore un travail de recherche et de mise au point. Deux cents essais pour les vitraux de l'abbaye de Conques imaginés par Pierre Soulages; un an et demi de travail pour les sculptures de Giuseppe Penone. « Le verre est le matériau de tous les paradoxes, dit Francoise Guichon, directrice du CIRVA; il est séduisant et rebutant ; c'est un matériau de syn-

Avec le bois, on n'échappe pas à l'arbre; mais avec le verre, tout est imaginable. Il exige cependant des connaissances et, plus encore, un propos, une interroga-tion essentiels. Le verre est sans doute le matériau qui oblige le plus à penser, à réfléchir. Il est l'écran minimum entre le réel et « Matériau caméléon », selon

Jean-Luc Olivier, directeur du Centre national du verre, il annule aussi les frontières entre l'art, le design et l'artisanat; phénomène accentué par la vogue des séries limitées, d'objets à fonction utilitaire, comme les vases. « Intellec tuel, commerçant, il prend toutes les apparences. C'est le matériau des faussaires. L'Allemand Erwin Eish, célébré au Musée des arts décoratifs l'an dernier, semble renchérir : « Avec les premiers palais de cristal, qui furent construits partout depuis 1951, on accordait beaucoup d'importance à la transparence du verre. Verre signifialt liberté. Aujourd'hui, nous savons que le verre n'a rien à voir avec la liberté. Le poisson dans l'aqua-rium, la mouche qui s'écrase contre la vitre et l'employé derrière son guichet de banquier le savent aussi. Quand on se commet avec la transparence, on devient transparent soi-même, et l'homme transparent est pour moi d'une inquiétante étran-

LAURENCE BENAIM.

★ Galerie Différences, 11, rue du Roi-Doré, 75003 Paris. ★ Lalique, trois générations de cris-tallerie, du 21 mars au 4 avril, hôtel des Ventes, Lyon-Brottesux: 13 bis, place Jules-Ferry, 69009 Lyon.

\* Peter Shire à la Galerie Clara cremini, 39, rue de Charonne, 75011 Paris, jusqu'au le avril

\* La double transparence, trente vascs pour le CIRVA à Clerunont-Ferrand, jusqu'an 15 mars (Musée du Ronquet); Oviedo (Espagne) Musée, municipal; du l'avril an 25 mai; Marseille, du l'ajuin au 15 juillet; Aix-les-Bains, Musée Faure, du 20 août au 15 sentembre.

\* Les Arts décoratifs en France, 1789-1989, Cooper Hewitt Museum (New-York), du 30 mars au 16 juillet ★ Guillaume Saalburg, gravures sur verre, VIA, 1, rue Sainte-Opportune, 75001 Paris, du 25 avril au 28 mai. Les chiffres de la morosité + 7,8 %) et du Théâtre national que une nouvelle fois le déséqui-

Le budget du théâtre pour 1989 progresse moins vite que le budget global du ministère de la culture. Quand les chiffres bruts

illustrent l'attentisme d'une politique du théâtre

public qui n'a toujours pas de « grand dessein ».

E budget de la direction du théâtre pour 1989 marque un renversement certain de la tendance négative qu'il connaissait - en francs constants - depuis 1984 et qui s'est amplifiée sous le gouvernement Chirac. Dans le cedre d'un budget global du ministère de la culture en augmentation de 12,5 % (augmentation qui traduit dans les chiffres la priorité accordée à ce secteur per le goumement Rocard), la direction du théâtre et des spectacles, confiée l'automne dernier au dramaturge Bernard Dort, voit ses crédits de fonctionnement et d'équipement passer à 1 070,6 millions de francs, soit une progression de 12 % envi-

Mais un chiffre inquiète les professionnels: la part du budget du théâtre dans le budget total du ministère recule de 11,84 % en 1988 à 10,25 % cette année. Cette morosité englobe tous les secteurs du théâtre public de la même

Les théâtre nationaux (Comédie Française, Chaillot, Odéon, Colline et Strasbourg) connaissent une progression raisonnable du montant de leurs subventions avec un budget global de 250,2 millions de francs, soit une augmentation de 7,5 %. La Comédie-Française, avec une subvention de 112,6 millions (+ 6.8 %), recoit plus de 40 % de ce budget global. Les subventions de l'Odéon (41,4 millions,

حكذا من الأصل

de la Colline (27,2 millions, + 12,4 %) progressent plus vita que celles des autres établissements. Mais aucun de ces théătres ne retrouve, en francs constants, ses moyens de 1984.

Cette remarque vaut aussi

pour les quarante établissements de la décentralisation dramatique (23 centres dramatiques nationaux, cinq centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la ieunesse et douze établissements assimilés). Leur subvention globale pour 1989 est de 241,6 millions de francs. La règle choisie per la direction du théâtre était une augmentation de 2,4 % pour checun des établissements avec un effort particulier pour les centres en préfiguration ou au bas de l'échelle. Globalement, cas institutions ont dû se partager 14 millions de 3 millions réservés à des «projets ponctueis» qui poursient bien ne profiter ou'à l'un d'entre eux. Une sorte de bonus à la disposition de Bernard Dort.

Au chapitre des compagnies dramatiques indépendantes, seize compagnies nouvelles ont été admises « hors commission », c'est-à-dire qu'elles relèvent directement de la direction du théâtre et bénéficient de subventions plus élevées. Pour 1989, cent cinquante compegnies (hors commission) devront se partager 107,1 millions de france selon des arbitrages qui ne sont pas encore rendus. Plusieurs centaines de compagnies dites cen commission », relevant donc de l'autorité de commissions régionales chargées de leur accorder des subventions, ont fait l'objet d'un ceffort supplémentaire» de 3,5 millions de francs et disposeront de 25,8 millions de francs.

Hors compagnies dramatiques, la lecture des chiffres indi-

libre des subventions entre Paris et l'Ile-de-France, et la province : 300 millions de francs pour les institutions de la région-capitale et 200 millions de france nour la province, une règle deux tiers/un tiers que beaucoup contestent sans être entendus. Elle montre aussi la continuité de la politique du théâtre en France. qui, en dépit de l'attente croissante des professionnels, se contente pour l'instant de la gestion d'un patrimoine disparate.

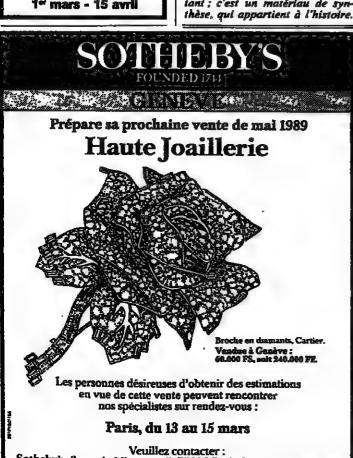
D'autant qu'une proposition du Syndicat des directeurs de théâtre (SYNDEAC) qui visait à instaurer des contrats pluriannuels entre l'Etat et les institutions théâtrales n'a pas été retenue pair le ministère de la culture et que les contrats de plan Étatrégions n'admettent pas la signature d'accords sur les crédits de fonctionnement des théatres. Il faut ajouter à cela qu'en raison des élections municipales quarante-cing conventions d'action culturelle (sur sobænte)qui devaient être signées entre les municipalités et les maisons de la culture ou centres d'action; culturalle ne l'ont pas encore été. Il faut noter aussi qu'en raison des règles techniques imposées par le ministère du budget règles instaurées par-M. Alain-Juppé sous le gouvernement précédent et reprises par M. Michel Charasse, - le versement des subventions du premier trimestre 1989 n'a pas été ordonnancé.

Ce contexte économique et technique, qu'il faut rapprocher d'un contexte artistique extrêmement difficile, sera au centre des discussions qui devraient s'engager en mai prochain entre la direction du théâtre et les professionnels pour, dit-on au SYN-DEAC, « créer un secteur public

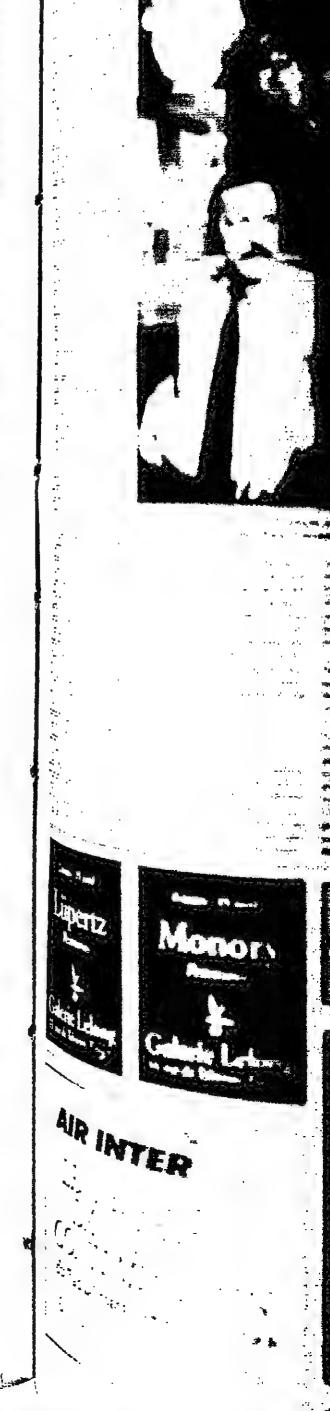
OLIVIER SCHMITT.

Alain Jacquet I RUE PIERRE AU LAGO - PARES - 4271 TO BE

**GALERIE LOUISE LEIRIS** 47, r. de Monceau, 75008 PARIS 1932-1972 1" mars - 15 avril



Sotheby's, 3 rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél.: (1) 42 66 40 60



# la création dramatique

# La famille et la loi du silence

70UT se passe comme si le théâtre d'art dans son institution était aujourd'hui condamné. Non parce que l'époque scrait à une quelconque fin du théâtre, à la révocation finale de celui-ci par le « spectacle » - je crois tout le contraire! - mais plus simplement du fait de l'incapacité patente des « gens de théàtre » à se saisir des enjeux cruciaux que pose l'institution de leur art. Aussi la volonté de l'Etat de se débarrasser du théâtre d'art trouve-t-elle naturellement sa justification auprès de ceux-là mêmes qu'à terme il condamne.

Il convient alors de remarquer comment « gens de théâtre » et Etat à ce point sont liés par la complicité mortelle du laisser faire-laisser aller, que la misère des uns devient logiquement la cause de la volonté d'en finir de l'autre. Cette situation paradoxale n'étant de l'intérêt de personne est pourtant la condition de la survie de tous. Et c'est de concert qu'on en vient à demander la disparition du théâtre, tout en proclamant de façon tonitruante et la main sur le cœur qu'on travaille à le sauver. D'où on peut encore déduire que la chose la mieux partagée par les « gens de théâtre » et l'Etat est un pessimisme contrit et pieux, fondé sur le diagnostic d'une impasse si manifeste qu'il s'agit surtout de ne pas en sortir. Car il importe d'abord de ne rien dire et de ne rien faire, afin de ne pasmettre davantage en danger le fragile équilibre sur lequel repose encore l'édifice. Tout le monde à savoir personne en particulier semble au moins d'accord que face à cette situation la scule politique qui vaille ne peut être que celle du rafistolage.

 $e^{i \cdot (-\tau)} \cdot e_{i \cdot (\tau_{\overline{\alpha}})}$ 

 $\pi_{\mathcal{T}_{2}}$ 

to the organ

-1 -: -

1. 1. 1. 1. 1.

 $z_{n}=y_{n}(z,y)$ 

ffres de la morosité

 $\cdots \rightarrow := \pi_{\mathcal{Q}_{\mathfrak{q}}}$ 

Il est inutile de s'attarder sur les courageuses décisions prises au nom du « parier vrai ». Quelques amis - ou même, dans l'exaltation eurphorique des salons, quelques amis d'amis! auront droit à une nomination, à une renomination ou à une enveloppe supplémentaire assortie, c'est la moindre des choses, d'un vigoureux commentaire sur les dépenses à maîtriser, les écono-mies à faire, etc. Là où le fonctionnaire de la République serait tenu de refuser, le devoir d'amitié atteste en tous les cas que la poliimpose toutefois d'accorder. Il tique et l'amour peuvent se dire serait pour le moins trivial de pré- ensemble sur un autre mode que tendre évoquer les problèmes de cehri du spectacle. A rebours du personneis, de ses finances, et le théâtre est le lien où se déjoue franchement obscène de parier de l'enchantement spectaculaire, politique culturelle et artistique. Quant à poser la question de savoir à quel prix et sous quelles conditions le théâtre d'art demeure possible et accordé à l'époque, cela paraîtra carrément suspect.

L'institution du théâtre d'art, dans l'état actuel des choses, est pourtant la condition même de sa possibilité. Cette possibilité déli-mite notamment sa différence avec le « spectacle » - même

lorsque celui-ci voyage sous le faux nom de théâtre - par exemple le boulevard. On se trouve alors affronté à ceci que traiter du rassemblement de spectateurs citoyens, et pas seulement consommateurs, selon les règles du théâtre d'art, ne peut se faire, en général, que dans des lieux appartenant - parce que subventionnés - aux citoyens. Et il se

par MiCHEL DEUTSCH (\*) l'originalité et la spécificité française, c'est bien l'existence sur le plan économique et social d'un vaste secteur public à côté du secteur privé. Le président de la République l'a rappelé récem-

مكذا من الأصل

gner que précisément ce qui fait rations financières et gestionnaires - rationalisation des coûts, ciblage (!) des publics, etc. pour mieux lâcher le théâtre d'art.

> Aussi nos nouveaux héros ressemblent-ils aux fonctionnaires des finances avec lesquels ils discutent de cet argent qui leur per-mettra de s'acheter une conduite

talentueux hommes de thélitre out capitulé pour mieux se recycler. imposant le néo-boulevard comme l'art officiel de leur trahison. Il n'est pas trop de dire qu'un nouvel académisme domine nos scènes anjourd'hui et que des talents incontestables y sacrifient sans vergogne. Il est simplement dommage que les acteurs et le public d'aujourd'hui connaissent le théâ-tre avec des spectacles où brillent en place de l'œuvre les seux du renoncoment.

Quant à ceux qui s'obstinent à faire passer le travail de l'œuvre avant la recherche de sponsors, Ila sont de plus en plus souvent empêchés de faire leur métier, frappés d'interdiction professionnelle par une nomenklatura frivole qui n'a de comptes à rendre qu'à l'air du temps. Que l'on fasse appel aux stars de cinéma, rien de plus normal dans ces circonstances. Ne sont-elles pas susceptibles, par leur seule apparition, de se substituer à l'œuvre dorénavant disqualifiée? Il va sans dire que, dans cette conjoncture, la troupe apparaîtra comme un archaisme pire que l'œuvre elle-même.

#### Anarchie et féodaux

Antoine écrivait déjà en 1887, à propos de la « désorganisation » des troupes de comédiens : · Alors que l'interprétation d'un ouvrage exige, avant tout, une qualité tellement essentielle qu'elle dispense des autres, l'ensemble, condition sans laquelle l'œuvre littéraire est massacrée comme le serait une œuvre musicale dont les exécutants ne joueraient pas en mesure, les directeurs, substituant au système de l'ensemble le système des étoiles, mettent en vedette un ou deux noms connus et cotés, pur-sang dont ils paient à prix d'or la course plus ou moins brillante, et entourent ces grands favoris souvent fatigués, mais tenant toujours la corde, de malheureux acteurs recrutés au hasard pour servir de repoussoirs aux têtes d'affiche. De cette interprétation hétéroclite résulte une absolue déformation de l'œuvre. d'où une nouvelle et irrémédiable cause de répulsion pour le public

intelligent. Il est incontestable que le néoboulevard, allié au théâtre d'illustration des classiques (façon « Petits Classiques illustrés » !) qui tient lieu le plus souvent de travail sur le répertoire, ne peut trouver que des avantages dans la liquidation des troupes puisque, après tout, il ne s'agit plus de donner sito à la littérature.

Trop de désordre engendre la régression dans les mœurs, et la violence. A côté des spectacles néo-boulevard qui, vn le talent de leurs promoteurs, entrent le plus souvent dans la fameuse catégorie · haut de gamme » et constituent l'assurance des festivals et des

grandes salles (publiques ou privées...), il continue d'exister sur les décombres de l'ancienne décentralisation - un « bas de gamme » provincial, label de la production d'une nouvelle race de féodaux, pour la plupart ex-instits crypto-brechtiens sinistrés, convertis à la mégalomanie cécilbédemillienne. Les droits acquis et les seules considérations financières ayant tenu lieu de politi-que, à défaut d'avoir ou la volonté et le courage de repenser la décentralisation, l'Etat a laissé se développer et prospérer une situation d'anarchie qui, en toute logique, ne pouvait qu'engendrer des féodaux. Le rafistolage et le couppar-coup, les rallonges et les bons plaisirs ne pouvaient qu'entraîner une dégradation des mœurs.

La politique théâtrale de la

République abdiquant désormais devant l'applaudimètre et le Top 50, la désorganisation prit la forme fatale de « dernier borizon possible ». Car néo-libéraux ou tenants de l'Etat-providence se seront au moins entendus sur un point : il importe de laisser pourrir la situation pour parvenir enfin à se débarrasser du théâtre d'art se débarrasser enfin du temps de la mémoire. Dans la confusion, personne ne protestera du forfait. Et, de toute manière, la collusion des divers intérêts constituera la meilleure garantie du silence. Au demeurant, les féodaux ont besoin pour survivre d'entretenir l'anar-chie du métier, son délitement et sa misère. En leurs fiefs, courtisans du pouvoir le plus proche, d'artistes employeurs ils sont devenus seigneurs qui accordent, non plus du travail, mais des faveurs, des prébendes, des pourboires. Des mini-Bayreuth de pacotille se sont ainsi substitués aux centres de création qui naguère tramaient le tissu culturel du pays. Et nui n'ignore que le troc traduit sur le plan des rapports entre les «maisons» la forme ordinaire des échanges. Les coproductions avec les compagnies se réduisant, du fait de cette économie fermée, à l'aumône et au service que l'on condescend à rendre au vassai.

Et comme toujours lorsqu'il s'agit de consentir à la honte, le geste charitatif joint au discours moralisateur doit servir d'analgésique. On peut seulement regretsoient chargés eux-mêmes du travail.

Mais doit-on encore croire en la capacité de l'Etat de dire quelque chose de précis sur une reconstruction de l'institution du théâtre d'art, ou faut-il, au contraire, et selon la fameuse logique du ni ceci ni cela, mais autrement, prendre acte de ce que l'Etat feint de traiter le concret pour mieux conforter le statu quo - bradant et privatisant dans la nuit, la précipitation et l'imposture.



De gauche à droite : Madeleine Renaud, Patrice Chéreau, Jean-Pierre Vincent, Marcel Maréchal, Jérôme Savary et Antoine Vitez.

trouve aussi qu'en France le théâtre d'art fondé dans l'Etat est libre par lui. Le théâtre d'art parce qu'une autre modalité du temps y est à l'œuvre.

#### Le règne du « spectacle »

Quelque chose dans le théâtre nomme tonjours l'espace public en tant que tel. Même si le théâtre traite de la sphère privée, il le fait toujours du point de vue public, et dans l'espace public. Il n'est pas inutile par conséquent de souli-

va de même. L'art en France est d'artiste. Artistes responsables, depuis des siècles une affaire naturellement. d'État. Que ce soit sous la monarchie on sous la République, le mécénat d'Etat est proprement ce qui constitue la tradition fran-

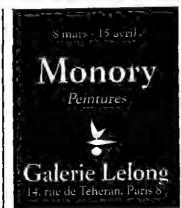
fut un exemple éclatant. S'il y a aujourd'hui crise de l'institution du théâtre, cela tient certes à la crise générale qui affecte toute « forme » d'institution et, par conséquent, dépasse largement le problème du théâtre - il suffit de penser à la crise que traversent les systèmes d'enseignement dans la plupart des pays développés. Toutefois, découpler le problème de l'institution de celul de l'art, sous prétexte de sauver le théâtre, revient à engager la discussion dans l'ornière des seules considé-

Dans le même temps, un cer-

tain nombre d'hommes de théâtre, parmi les plus talentueux de la génération 68, renonçaient à être ce qu'ils étaient : des artistes. Le public, l'Audimat, finissant imposer sa logique impitoyable via l'administration des finances et la direction des théâtres. Le théâtre d'art, dont la vocation, sinon l'essence, est de s'adresser an citoyen, était dès lors sommé de renoncer à lui-même pour plaire au consommateur. Il fallait instaurer le règne du « spectacle » afin que plus rien n'arrive. Sons prétexte de se plier à l'hégémonie du loisir, certains de nos plus

(\*) Auteur dramatique et metteur







Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts 11, quai Malaquais - Paris VI







## **EXPOSITIONS**

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. of mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. es fêtes de 10 h à 22 k. ACCROCHAGE DES COLLEC-TIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE. Galeries contemporaines. Entrée: 16 F. Jusqu'au 9 avril.

ERIK GUNNAR ASPLUND, Centre information Col. Batrée libre, Jusqu'au DE MATISSE A AUJOURDHUL 3º et 4 étages. Emrée ; 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

KINOPAPIER. Papiers scriptés, papiers mobiles de Christine Buri Hers-cher. Atelier des enfants.Entrée libre. Jusqu'au 15 avril. SUR LE PASSAGE DE QUELQUES

PERSONNES. A travers une assez courbe unité de temps, Stimutionnitées 1957-1972. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 9 avril. LE SYMBOLE FRANCE - JAPON, entre d'infromation Cei.Entrée libre. Jusqu'au 27 mers. JEAN TINGUELY, 1954 - 1987.

Grande galerie - 5 étage, Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 mars. MARGUERITE YOURCENAR. Le dernier voyage, photographies de Carlon Freire. Galerio de la B.P.L.Entréo libre. Jusqu'an 3 avril.

Musée d'Orsay

1, rua de Bellechasse (40-49-48-14), Mer., van., sam., mar. de 10 h è 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 43, dim, de 9 k à 18 k. Fermé

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE :
MALLARMÉ, DEBLISSY, NHINSKY.
Exposition-dessier. Ratrée : 23 F (billet
d'accès au musée). Jusqu'an 22 mai.
LA DANSE DE CARPEAUX.
Exposition-dessier. Ratrée : 23 F (billet
d'accès au musée). Jusqu'an 22 mai.
LA DANSE DE JOSEPH BERNARD.
Exposition-dessier. Ratrée : 23 F (billet
DE TABLET : Exprée : 23 F (billet
Exposition-dessier. Ratrée : 23 F (billet
Exposition-dessier. Ratrée : 23 F (billet

LA DANSE DE JOSEPH HERNARD.

Expection-dessier, Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

PAUL-EMILE MEOT : VOYAGE A TARITI ET AUX ILES MARQUISES.

Expection-dessier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 avril.

UNE ICONE RÉPUBLICAINE, ROUGET DE LESLE CHANTE LA MARSEILLAISE. Tablesse de Pér. 1849 -SPILLAISE, Tableau de Pfts, 1849 -exposition dossier. Ezaréo : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 mai.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.I.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30. ROLAND FISCHER, A.R.C. Jusqu'au

IMACES CRITIQUES: DENNIS ADAMS, ALFREDO JAAR, LOUIS JAMMES, Jeff Wad, A.R.C. Entrés: 15 F. Jusqu'au 12 mars. LA VACHE DANS L'IMAGINAIRE DE KRAGULY. Musée des Enfants. Entrée : 15 F. Jusqu'an 30 avril.

Grand Palais Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gol-

GAUGUIN. Galories pationales (42-89-54-10). T.Lj. si mar. de 10 h à 20 h. Fermeturne mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 24 avril.

MOI ET LES AUTRES, PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (42-56-37-11). T.L.], ef mar, et met. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'an 15 mai.

Cité des sciences

et de l'industrie 30, av. Corentin-Carlou (46-42-13-13). Mar., jeu., ven. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, zam., dim. et jours fériés de 12 h à 20 h. Farmé lun.

L'IMAGE CALCULÉE. Espace Clar Bornard. Entrée : 30 F (Cité Pass. donn accès à toute la cité). Jusqu'au 27 août. L'INVENTION DU TEMPS. Entré

LES ACQUISITIONS PHOTOGRA-PHIQUES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Palsis de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.! sf mar. de 9 h 45 à 1 ft. Entrée : 25 F (compressant l'ensemble des expositions). Jusqu'sa 27 mars.

ARTE IMPRIMEUR, AFFICHES. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.i.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée: 18 F. Jusqu'an 24 avril. LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVO-LUTION. Itinéraire dans les collections

national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-27-23-75). T.l.J. af inn. et jourafériés de 13 h à 17 h 30. Entrée : 10 F (gratuit le dim.). Jusqu'au 31 août.

LE RICENTENAIRE A LA MON-NAIE DE PARIS. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. af lun. et jendi 4 mai de 13 h à 18 h. Emrée : 18 F (dim. T.U.: 10 F.). Jusqu'an 13 mai.

CACERES. Peintures 1987 - 1988. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. af lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h. dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée ; 20 F, Jusqu'au 21 mai.

Jusqu'an 21 mai.

CASQUES ROYAUX. Plu XIV siècle, effent XV siècle, Musée de l'armée, saile de l'armenal, hôtel actional des invalides, place des invalides (45-55-92-30). T.i.j. de 10 h à 17 h. Jusqu'an 15 mara.

COSTUMES HISTORIQUES RUSSES 1780 - 1914. De la collection du massée de FErmitage de Lemingrad. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (42-89-04-91). T.i.j. sf lun. 1 mai de 12 h à 18 h 30. Entrée : 35 F. Jusqu'an 31 mai.

COUP D'ENVOSS OU L'ART A LA LETTRE. Cest sriistes et écrivains. Musée de la Poste, galerie du Messager, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.i.j. sf dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'an m. de 10 h à 17 h. Emrée : 10 F. Jusqu'ar DANTAN JEUNE, CARICATU-

PRISTE ET PORTRATIS SCHIPTES DE L'ÉPOQUE. Romantique. Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (42-24-56-38). T.J. s' lun. et jours (ériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'an 10 juin.

T.I. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée: 15 F. Jusqu'an 10 juin.

DE TEMPS EN TEMPS. Photographies de Martine Franck. Painis de Tokyo.
13. sv. du Président-Wilson (47-23-36-53).
T.I. sf mar, de 9 h 45 à 17 h. Entrée: 25 F (entrée du musée). Jusqu'an 27 mars.

JULES-ELIE DELAUNAY (1828-1891). Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-382). T.I. sf mar, de 14 h à 18 h. mez, de 12 h 30 à 18 h. Entrée: 17 F (10 F dim.). Jusqu'an 20 mars.

MODES ET RÉVOLUTRONS. L'évolution de la mode et du Costume de 1780 à 1983. Musée de la mode et du Costume. Palain Galliera, 10, sv. Pierre-I-de-Serbie (47-20-85-23). T.I. sf lun, de 10 h à 17 h 40. Entrée: 25 F. Jusqu'an 7 mai.

LE MÉTRE, UNE MESURE RÉVOLUTIONNAIRE. La mesure du chel de la phaque photographique nux techniques spatiales. Palais de la Découverte, balcon de la salle 5, sv. Franklin-Roosevelt (43-59-16-65). T.I. sf lun, de 10 h à 18 h. Entrée: 15 F. Jusqu'an 3 septembre.

NAISSANCE DE LA SOUVERAI-

NAISSANCE DE LA SOUVERAI-NETÉ NATIONALE. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieillo-du-Temple (42-77-11-30), T.l.; af lun, de 12 h à 18. Entrée : 12 F (dim. 8 F). Jusqu'au 30 avril.

L'ICIL DE LA LETTRE Les rapports de la lettre et de la photographie. Palain de Tokyo, 13, sv. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.L. af mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comprenant l'ensemble des expositions). Jusqu'as 27 mars.

L'ORDRE DE MALTE ET LA ANCE. Musée national de la légion d'Honneur et des ordres de chevalerie, hôtel de Sahn - 2, rate de Bellechasse (45-55-95-16). T.I.J. s hun. de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'an

CLAUDE PERRAULT (1613-1688) OU LA CURIOSITÉ D'UN CLASSI-QUE, Cuisse nationale des monuments his-toriques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22), T.I.j. si jours fériés de 10 h à 18 h. Emrée : 22 F. Jusqu'an

16 avril
QUARANTE ANS D'ÉDITION
FRÂNÇAISE. Hossmage à Massin.
Muscegalarie de la Scita. 12, rue Surconf
(45-56-60-17). T.I.j. sí dim. et jours fériés
de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1 avril.
TABLEAU EN UN ACTE: LE
COQUIN DES MARQUISES PAR
JEAN-CHARLES BLANC. Musée Kwok
On, 41, rue des Franca-Bourgeois (42-7299-42). T.I.j. sí dim. de 10 h à 17 h 30, dim.
de 14 h à 19 h. Jusqu'au 18 mars.
LE TEMPS DE LA VILLE Maison de
la Villette, 30, av. Corentin-Cariou (42-7870-10). T.I.j. sí hua., mar. et jours fériés de
14 h à 19 h.Entrée gratuite. Jusqu'au
15 mars.

15 man.
TRÉSORS D'ORFÈVRERIE GALLO-ROMAINS. Musée du Luxembourg.
19, rus de Vangiand (42-34-23-95). T.i.
af ha. de 11 h à 18 h, jeu. jusqu'à 22 h.
Entrée ; 25 F, sam. : 16 F. Jusqu'au
23 stril.

UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. de Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.I.j. sf max. de 10 h à 17 h 15, Entrée : 14 F, dim. : 9 F beste à 10 au 10 a

9 F. Jasqu'an 30 avril.

VISIONS DU SPORT. Cent ams de photographies de sports, sportifs et supporters. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.j. af mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comprengan l'ensemble des expositions). Jusqu'an 17 avril.

Centres culturels

Aurore PRIETO

HENRI CARTIER-BRESSON. Dec-ns, 1966-1989. Ecole nationale supé-

neura des besux-arts, chapalle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). Tij si mar. et jours fériés de 13 b à 19 h. Jusqu'un 27 mars. CENT-CINQUANTENAIRE D'UN GRAND COLLECTIONNEUR. Mon-sieur Cognacq sux champt et à la tille. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). Tij, si hun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 mai.

L'EGYPTE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 23, quai Saini-Bernard (40-51-38-38). T.Lj. of lun. de 13 h à 20 h.Emrée libre. Jusqu'an

FEDERICO FELLINI. TONINO GUERRA, FLAVIO NICCOLINI. Des-sins. Institut cultural italien à Paris, hôtel de Galliffet, 50, rue de Varenne (43-22-12-78). T.J., is d'im, de 10 h à 13 h et de 15 h 30 à 18 h 30, sam. de 10 h à 13 h.

15 h 30 à 18 h 30, sam. de 10 h à 13 h. Jusqu'an 15 avril.

LES FEMMES, L'AVIATION, L'ESPACE. Carré des Arts, parc floral de Paris, espianade du châtean de Vincennes (43-65-73-22). T.l.; af inn. de 10 h 30 à 17 h. Entrée libre. Jusqu'an 23 avril.

ELIZABETH FRANZHEIM. Peinnes récentes. Paris Art Center, 36, rue Falgnière (43-23-39-47). T.l.; af dim., inn. et jours fériés de 14 b à 19 h. Jusqu'an 18 mars.

HOMMAGE A HENRI SAUGUET:

et jourt jeriet de 14 û û 17 û. Jissqu'an 18 mars.

HOMMAGE A HENRI SAUGUET:
TABLEAUX PARISIENS D'UN
HOMME DE THEATRE. Bibliothèque
historique de la VIIIe de Paris, bûtel de
Lamoignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44).
T.I., if dim. et jours fériés de 10 ù û 18 h.
Entrée: 15 F. Du l 1 mars au 13 avril.
CHARLES MATTON. Espace photographique de Paris, Nouvean Forum des
Halles, piace Carrée - 4 à 8, grande galerie
(40-26-87-12). T.I., if hm. de 13 h à 18 h.
sam., dim. jusqu'û 19 h. Jusqu'an 16 avril.
PARIS, POR SUPUESTO. (Paris, évidensment). Contre culturel espagnol, 7, rue
Quentin-Bauchart (40-70-92-72). T.I., if
dim. et hm. de 14 h 30 à 19 h 30, Jusqu'an
25 mars.

LES PEINTRES THAILANDAIS
TRADEITONNELS ET CONTEMPORAINS. Espace Pierre Cardin. 3, av.
Gabriel (42-66-17-30). T.i.j. of dim. de
il hà li h. Jusqu'an 16 marz.
Gabriel (42-66-17-30). T.i.j. of dim. de
il hà li h. Jusqu'an 16 marz.
Gabriel (43-66-18-30). T.i.j. of dim. de
il hà li h. Jusqu'an 15 marz.
Gabriel Provvost. Centre d'animation Saint-Michel. 9, place Saint-Michel
(43-54-16-58). T.i.j. of dim. de 14 hà 12 h,
sum. de 14 hà 18 h. Jusqu'an 25 mara.
URSULA REUITER CHRISTIANSEN, Rèves reugea, Maison du Danomart.,
142, av. des Champs-Elystes (42-2508-80). T.i.j. da 13 hà 19 h. dim. de 15 hà
19 h. Jusqu'an 19 avril.
STEPHAN SHAYEVITZ. Les jadaiques, Centre Rachi, 30, bd de Port-Royal
(43-31-75-47). T.i.j. of ven., sam., de 11 hà
14 h et de 17 hà 20 h 30, dim. de 11 hà
16 h. Jusqu'an 30 mars.
LE TESSIN ET SES PHOTOGRA-

LE TESSIN ET SES PHOTOGRA-PHES. De 1858 à nes jours. Centre cultu-rel suisse, sails J.J., Rousseau, 34, rus des France-Bourgeois (42-71-35-38). T.I.j. sf hun, et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 2 avril. UN MAIRE, UN ARCHITECTE. Une rencentre, une équipe, un rémitet, déjà sante une laisteire. Maison de l'architecture, 7, roe de Chaillet (40-70-01-65). T.L.i. of dim. et lan. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 12 avril.

Galeries

A PROPOS DE DESSIN - 1989 ~ Galorie Adrico Macght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'an 31 mars.

SAEFRIAURE BARRA. Densins de demas et aquarelles de voyage. Circules Ventadour, 4, rue Ventadour (43-74-14-28), Jusqu'au 31 mars.

MONIQUE BARONL Galerie Romanet, 30-32, rue de Scine (43-26-46-70), Jusqu'au 10 avril. FERNAND SECK. Galerie Barbizon, 71, rue des Saints-Pères (42-22-18-12). Jusqu'au 31 zuers.

CLAUDE BELLAN. Galerie Sculptures, 11, rue Visconzi (46-34-13-75). Du 9 mars au 8 avril.

9 mars at 8 avril.

GÉRARD BERINGER. Galerie Berggruen, 70, rue de l'Université (42-22-03-12). Jusqu'au 8 avril.

GUSTAVE CAILLEBOTTE (1848-1894). Galerie Brame et Lorenceau, 68, boulevard Malesherbes (45-22-16-89). 68, boulevard Mal Jusqu'an 24 mars.

DES FRANCAISES

Claire LACOMBE Berty ALBRECHT de Michèle FABIEN sur une idée originale de Laurence FEVRIER MISE EN SCENE

LAURENCE FEVRIER Du 9 au 29 Mars 1989 C.A.C. LES GEMEAUX

46 61 36 67 LA MONNAIE DE PARIS est heureuse de vous informer que sa galerie de vente est désormais

nverte le samedi après midi. Dorézavant, vous pourrez dosc aire vos achats : de lunci se vendresi. de 9 h i 17 h 45 14 b à 17 b 30. LA MONNAIE DE PARIS, vous êtes sûr de trouver un cadeau adapté à la personnalité de chacun

(monnaies de collection, médailles

d'art, bronzes d'art, bijoux). 2, rue Guénégaud. - Paris-6.

Festival MOZART au profit de la Ligue Nationale Française Contre le Cancer CRAND AMPHITHÉATRE DE LA SORBONNE

28 à 30, arec 10 mars Devy ERLIH Guy DEPILIS 15 mars Devy ERLIH Christiane EDA-PIERRE 21 mars Devy ERLIH Marie-Claire JAMET Christian LARDÉ

Ensemble instrumental de Dugny

Direction: Françoise VUILLERMOZ LHF.C.C.-45-84-14-30

Don  $ilde{Q}$ uichotte

CHAIBIA. Galerie l'Œil-de-bœuf, 52, ruo Quincampoix (42-78-36-66). Jusqu'au 31 mars. SERGE POUJON. Galerie Liliane François, 13, rus de Seine (43-26-94-32). Jusqu'an 7 avril. REMZI. Galerie G.P. Nadalini, Le aint-Louis - 7, rue Badé (46-34-63-53).

ARNAUD CLAASS. Photographies 1985 - 1988. Galerie Michèle Chumette, 24, rue Beanbourg (42-75-05-62). Jusqu'an SAMIOS. Galerie Samy Kingo, 54, rue de Vernenii (42-61-19-07). Jusqu'au LYNNE COHEN, KAREN KNORD. Galerie Samia Sacuma, 2, impasse des Bourdonnais (42-36-44-56). Jusqu'an

SERGE COURTE-PARIS. Galeric Coard, 12, rue Jacques-Callot (43-26-99-73). Jacqu'an 8 avril. DE BREVILLE Galerie Alix Lemmechand, 12, rue de Brantôme, quertier de l'Horloge (48-87-14-25). Jusqu'an 8 avril. DERRICRE LE MIROIR, 1947-1981.
Galarie Macght Editsur, 36, av. Matigaon (45-62-28-18). Jusqu'au 31 mans.
MICHEL DUPORT. Galarie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 4

CHARLES FILIGER. 1863 - 1928. Batean-Lavoir, 18, rue de Seine (43-25-13-87). Jusqu'an 15 juin. ROBERT FILLIOU, GEORGE BRECHT. Galerie Crousel-Robelis Barra, 40, rus Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'un 29 mars.

ALAIN FLEISCHER, Galerie Cleiro surus, 30-32, ras de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'an 15 avril.

GAEDARE. Galerie Protée, 38, rue de Seino (43-25-21-95). Jusqu'au 25 mars.

HENRI GCETZ. Galerie da Cobra,
5, rue Viscontii (43-26-42-95). Jusqu'au 1\* avril. / Galerie Bourgoin-Piassure, 35-37, rue de Seine (43-26-37-51). Jusqu'au 1\* avril.

HEUETAUX. Cauves 1933 - 1982.
Galerie Denise Roné, 196, bd SaintGermain (42-22-77-57), Insequ'au 31 mars.
PHILIP HEYING. Galerie Agathe
Gaillard, 3, rme du Pont-Louis-Philippe
(42-77-38-24), Jusqu'au 18 mars.

(A4-71-38-24). Jusqu'un 18 mars.
HOMMAGE A MAGNELLI, Galerio
La Huno, 14, rae de l'Abbaye (43-2554-06). Jusqu'un 31 mars.
HUNDERTWASSER, Galerio Artonrial, 9, av. Matignon (42-99-16-16).
Jusqu'un 1 avril.

Junqu'an 1 svril.

SANDRA JACOBS. Galerie Vieille du
Toupie, 23, roe Vieille-du-Temple (40-2997-52). Jusqu'an 8 avril.

ALAIN JACQUET. Vingt-cinquitme
amèrenaire du Dépenser sur l'herbe. Galerie Beaubourg, noevel espace, 3, rue Pierreau-Lard (48-04-34-40). Junqu'an 8 avril.

ALLEN JONES. Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-3413-01). Jusqu'an 29 avril.

EENIL Galerie Horinen, 73, rue Beau-

IS-01). Jusqu'su 29 svril.

KENJI. Galerie Horloga, 23, rue Beanbourg – passage des Ménériers (42-77-92-33). Jusqu'su 8 svril.

FRANZ KLINE, MARK ALSTER-LIND, JAMES BROWN, WILLIAM MACKENDREE. Joan Mitchell et estampes de Willem de Koosing et Amby Warhol. Art of this Century, 3, rue Visconii (46-33-57-70). Jusqu'su 1º svril.

MOSHE KUPFERMAN. Galerie Januaciter. 85. rue Rambutcum (45-08-

Jaquester, 85, rue Rambuteau (45-08-51-25). Jusqu'au 25 mars. 1-25). Junqu'an 25 mars.

LARDERA, Galerie Eric Galfard, 2, rue de Menne (45-62-45-60). Junqu'an 5 avril.

SOL LEWITT. Incomplete Open Cube.
Galerie Le Gall-Peyroulet, 18, rue Kaller
(48-07-04-41). Junqu'an 18 mars.

MARKUS LUPPERTZ. Galerie Lelong.

13-14, rue de Tébéran (45-63-13-19). Jusqu'an 15 avril PHILIPPE MAIRESSE, JEAN-LUC PRANÇOIS, ALBERT PEPERMANS,

ANTOINE. Segoria. Galerie LTD, 9, rue Saint-Sabin (40-26-43-42). Jusqu'au 25 mars. DAVID MALKIN. Galerie Arcoux, 27, sae Guénégaud (45-33-04-66). Josqu'as le avril.

JEROME MESNAGER. Galerie Loft Jean-François Rondillon, 3 bis, ros des Beaux-Arts (46-33-18-90). Jusqu'au MICIARO MICISEL Galerie Nichido, L. vae da Faubourg-Saint-Honoré (42-66-

61, rue du Fautourg-Sain 62-86). Jusqu'au 31 mars. MONORY. Pelatures. Galorie Lelong. 13, rae de Télécran (45-63-13-19). Jusqu'an 15 avril.

DANIEL NADAUD. Galerie Lacien Durand, 19, rue Mazarine (43-26-25-35). Jungu'un le svril. PARIS PHANTASMES. Ceyette. Galerie Proceedium, 35, rue de Seine (43-14-92-01). Jusqu'au 15 avril. PAVLOS, 1961-1989. Galerie Lavignes-Bestille, 27, rue de Charonne (47-00-58-18). Jusqu'au 26 mars.

00-85-18). Jusqu'an 26 mars.

JEAN-PIERRE PERECAUD. Galorie
Regards, 11, rue des Biance-Mantenox (4277-19-61). Jusqu'an 30 mars.

CARIO PERUGINI. Galorie Bernard
Jordan, 52-54, rue du Tample (42-7239-84). Jusqu'an 29 avril.

PICASSO, PEINTURES ET DESSUNS 1932 - 1972. Galorie Louise Loris,
47, rue de Monceau (45-63-28-85).
Jusqu'an 15 avril.

PIN-10P. Les wis-um américaines, mères

PIN-UP. Les pin-up américaines, mères én pap art. Galerie Gianna Siste, 29, rue de l'Université (42-22-41-63). Jesqu'an 27 avril.

J.-P. PINCEMIN. Galerie Lecette Herzog, passage Molière - 157, rue Saint-Murtin (48-87-39-84). Jusqu'au 31 tuars.

ANNE ET PATRICK POIRTER. Galerie Daniel Tempion, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 15 mars.

Inson'an 15 avril.

15 avril
SAMRA (ACTES NOMADES), BELLAMINE (PEINTURE), ITINÉRAIRES
ALGÉRIENS: Deshayes, Disez, Gadsu,
Grardet, Notré. Galerie Etienne Dinet,
30, rue de Lisborne (42-56-43-26).
Jusqu'au l'avril.
ANNE SAUSSOES. Galerie l'Eil dense,
4, rue Campagno-Première (43-20-95-86).
Jusqu'au l'avril.
MICHAELE ANDREA SCHATT.
Galerie G, Bernard et Gwénolée Zurcher,
19, rue de l'Abbé-Grésoire (45-48-10-22).

Galorie G, Bernard et Gwénolée Zarcher, 19, rue de l'Abbé-Grégoiro (45-48-10-22). Jusqu'au 18 mars.

GÉRARD SCHNEIDER, Galerie Heyram - Mabel Semmler, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'an 8 avril. JOSE-MARIA SICILIA, Galerie Ghis-

AUSE-MARIA SIGILIA. Guerie Utin-laine Husenot, 5 bis, rue des Haudriettes (48-87-60-81). Jusqu'es 21 mars. FRANÇOIS STARILY. Galerie Darrhen Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'es 15 avril. STEINLEN. Galerie Jan de Maero-Michel Ozonne, 22, passage Véro-Dodat (42:36-26-99). Jusqu'au 17 mars. JEAN-PIERRE STORA, Galerie Art et Communication, 6, rue Lamesu (43-26-13-55). Jusqu'au 24 mars.

13-53). Junea an 24 mars.
SURRÉALISME ET TRANSPA-RENCE. Renée Lammacq (neuvelles),
Patrice Dochwanne (polazares). Galerie
Duriel Pous, Jeanne Debord, 9, rue de
l'Eperon (43-29-31-90). Junqu'an 1\* swil.

MICHEL TAPIÉ ET L'INFORMEL.
Galerie 16, 16, rue Raymond-Losserand
(43-20-98-94), Jusqu'au 15 avril.
WALASSE TING. Galerie Lucie Weill
Seligmana, 6, rue Bomparte (43-54-71-95), Jusqu'au 8 avril.

71-95). Jusqu to S aver.

JEAN-MARC TINGAUD. Galeric
Georges Lavrov, 42, rue Beanbourg (42-7271-19). Jusqu'au 11 mars.

VLADIMIR 'ITTOV. Galeric MarioThérise Cochin, 49, rue Quincampoix (4804-94-16). Jusqu'au 1 svril.

TOMASTRI Calaric Mait Priest 2 me.

TOMASHNI. Galerie Huit Pointy, 8, me Pointy (43-54-20-52). Jusqu'an 1 avril. DAVID TREMLETT, Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-29-66). Jusqu'an 18 mars. ARTHUR UNGER. Galerie d'art inter-national, 12, rue Jean-Fernandi (45-48-84-28). Jusqu'au 15 avril.

CHESLAINE VAPPEREAU, Galcrie Antoine Candau, 15 et 17, nee Keller (43-38-75-51). Jusqu'au 15 avril.

GEER VAN VELDE. Galcrie Louis Carré, 10, av. de Monins (45-62-57-07). Jusqu'au 8 avril.

MICHEL-HENRI VIOT. Galerie Alain Oudin, 28 bis, bd Sebastopol (42-71-83-65). Jusqu'sa 30 mers. CAREL VISSER. Galerie Darand-Dessert. 3, rus des Raudricties (42-77-63-60). Jusqu'as 18 mars. ISABELLE WALDBERG, Galerie Art-

curial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 8 avril. FRANCIS WILSON. Galerie Koller, 15. rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 28 mars. CHRISTIAN ZEIMERT. Gelegie Joan Briance, 23-25, rue Guénégand (43-26-85-51). Jusqu'an 1° avril.

Périphérie .

BRÉVRES. Onleres et Landire de Bre-tague de Resé Metairie. Musée français de la phongraphie, 75, rue de Paris (69-4)-03-60). T.l. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 msi.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Contame à danser. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Pecille (46-84-77-95). T.l., de 9 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 30 avril.

BRY-SUR-MARNE. Iconographie de costmus du IV an XIX siècle. Cont sebrant-dix-nett gravant en coulour de Explant Inequenia. Hôtel de Malestroit, 2, Grando-Rao (48-81-34-14), T.I.j. of mur. de 14 h à 18 h. Du 11 mars an 31 mars. CORREIL-ESSONNES, Jan Hafs-troom. Centre d'Art contemporais Pablo Neruda, 22, run Marcel-Cachin (60-89-00-72). T.Lj. af lan. de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30, dinn. de 16 h à 19 h.

EVRY. Site et Sable. Gry Gelened. Thelitre de l'Agora, Aire libre, 110, Grand-Place (64-97-30-31). T.I.j. sf dim. de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 19 h, dim. de 14 h 30 à

12 h et de 13 h 30 à 19 h, dim. de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 22 avril.

JOUY-EN-JOSAS. Jochen Gerr. Une exposition. Foudation Curtier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.I.j. af lun, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 16 avril. Photographies. Fondation Curtier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.I.j. af lun, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 23 avril. Solex nostalgia. Fondation Curtier, 3, vue de la Manufacture (39-56-46-46). T.I.j. af lun, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 16 avril. MONTROUGE, Las Cafés Ritheraires. Contre culturel et artistique, 32, ruc

Gabriel-Péri (42-53-21-75). T.Lj. sf dim. et tannet-ren (42-35-21-13). 1.13. st dim. et lan de 9 h 1 19 h. Jusqu'an 24 mars. PARIS-LA DÉFENSE. Liliane et Michel Durand-Dessert rendent bommage. Aux collections particulières en France. Galeria La Défense Art 4, Patrimoine du monde, 15, pl. de La Défense (49-00-15-96). Jusqu'au 6 avril.

LES PAVILLONS-SOUS-BOIS. Jean-Pierre Messialle. Peintures récentes. Espace des Arts, 114, av. Jean-Jaurès (48-48-10-30). T.L.j. af dim. de 14 h 30 à 19 h, dim. de 17 h 30 à 19 h. Du 10 mars au

25 mar.

SAINT-DENIS. Daumier: soèmes de la via conjuguale. Musée d'art et d'histoire.

22 bis, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10).

T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 18 h 30. Entrée: 12 F. Jusqu'an 17 mars.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Le Pressier Or de Phumassité en Bulgarle. (V-antiénaire avant Jésno-Christ). Musée den Antiquités sationales, châtean de Saint-Germain (34-51-53-65). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15.

Entrée: 12 F. Jusqu'an 30 avril.

SAINT-MAUR. Patrick Drania. Scuiptures, dessins. Centre Garibaldi, 78, av. Garibaldi (48-89-52-30). T.l.j. sf sam. de 9 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h, dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'an 19 mars.

En province

ARLES. Van Gogh et Arles. Espace Van Gogh. Jusqu'au 15 mai; Arles au tumps de Van Gogh. Musson Alaten. Salle du Consistoire. Jusqu'au 15 mai; Tripte suite en janne à le gloire de Van Gogh. Musée Réattn. Jusqu'au 30 avril,

AVIGNON. La mort de Bara. Musée lapidaire. Rue de la République, Jusqu'au 30 mars.

Fêtes et Révolution, Musée des beaux-arts, Entrée place de la Sainte-Chapelle (80-30-31-11). Jusqu'au 3 avril. BORDEAUX, Michel Journice : Pierre BORDKAUX Michel Journase; Pierre Mollinier. Frac Aquitaine. 81, cours Anathle-France (56-24-71-36). Jusqu'au jusqu'au 28 svril. Jehn Baldetsuri; Clepg et Catimann. Musée d'art contemporain. Entrephet Lainé. Rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 23 avril.

CHARTRES. Chartres, use Révolution 1789-1795. Musée des Bezux-Arts. Du 4 mars au 22 mai ; 36 femmes de 12 pays. Vérrali bistrantional. Centre International du vitrail. 5, vue du Cerdinal-Pie (37-21-65-72). Juoqu'au 21 mai.

CHERBOURG, Installation Teccata-dogus, Joři Hubaut, Centre culturel, Place du Général-de-Gaulle (33-44-35-72). Jasqu'an 12 avril.

DAX. Gestos de pelatres. Centre culturel. 3, rue du Palais (58-90-13-82). equ'es 22 avril.

Jusqu'sa 22 avril.

GRENORLE. Laurent de La Hyve.
Jusqu'au 10 avril; Rassassed Freusiet.
Musée de Grenoble. Place de Verdun (7654-09-82). Jasqu'au 30 avril; PaulArmand Gette; Jef Geya. Magazic. Site
Bouchayer-Viallet, 155, Cours Berriat (762)-95-84). Jusqu'au 21 mai.

LYON, Messiques byzantiues de Jordanie, Musée de la civilisation gullo-romaine.
17, rue Cléberg (78-25-94-68). Jusqu'au
4 juin.

4 juin.
MARSETILE. Marseille en Révolution.
Jusqu'an 15 mai ; Nouvelles acquisitions
1983-1989 ; Dépôt du Fonds national d'art
contemporain. Jusqu'au 9 avril. Contre de contemporaia. Jusqu'au 9 avril, Cantre de la Vicille Charité. 2, rue de la Charité (91-56-28-38); Chanet. Ouverteure pour la nassée à Marseille. Musée Borely. Avenue Clot-Bey (91-73-21-60). Jusqu'au 16 avril; Fred Denz. L'usurue graphique. Musée Cantini. 19, rue Grigman (91-54-77-75). Jusqu'an 30 avril; Benya avant Benya, 290 dessins et aquarelles. 1942-1964. Fonds régional d'art contemporain Provence-Alpos-Côte d'Azur. 1, place Francis-Chirat (91-91-27-55). Jusqu'au 9 avril. NANTES. Trésors des Etrusques. VIII-VI°. Musées départementanz de Loire-Atlantique. Place Jean-V, rue Vol-taire (40-69-76-68). Jusqu'au 8 mai; Brune Schniz; Fourre graphique. Musée des Beaux-Arts. 10, rue Georges-Cisuccacan. Jusqu'au 2 avril. PERIGUEUX. La Egeade de l'alpha-

PERIGUEUX. La Egeade de Falpha-het. Proc Aquitaino. Musée da Périgord. Cours Tourny (53-08-93-71). Jusqu'au 24 avril. RENNES. Etienne Bessut : « 1001 mits ». Halles Centrales. Place Honoré-Commouree (99-78-18-20). Jusqu'au

ROUBAIX. Jean-Joseph Weertss. Hôtel de ville. Salle Pierro-de-Roubaix (20-73-92-05). Jasqu'an 30 avril.

STRASBOURG. L'imaginaire stras-leurgeois. La gravere dans l'édition stras-beurgeoise, 1470-1520. Ancienne Bouche-rie. Juqu'un 2 avril. TOULON. Le musée a cent ann. Musée. 113, boulevard du Général-Leclerc (94-93-15-54). Jusqu'au 28 avril. TOULOUSE. De Toulouse à Tripoli. La pulsance toulousulse au 12° siècle. Moule des Augustins 21, rue de Metz (61-22-21-82). Jusqu'au 20 mars.

VILLENEUVE-D'ASCQ. Jacques Charler, Jusqu'au 2 avril ; Art Deco Belgi-um 1928-1946. Musée d'art moderne. I, allée du Musée (20-05-42-46). Jusqu'au

-GALERIE LOUIS CARRE & Cie-10. avenue de Messine - 75008 PARIS - Tél.: 45 62 57 07

œuvres sur papier

2 mars - 8 avril



مكذا من الأصل





36 F (Cité Pass domant accès à toute la cité). Jusqu'au 27 août. Musées

Expendences). Sueque de 2 mars.

L'ART ET LA VIE A MADAGASCAR. Musée national des Arm africains et 
océaniens, 293, av. Danmesnil (43-4344-54). Til, si mar. de 10 h à 12 h et de 
13 h 30 à 17 h 15, sam., dim. de 10 h à 
18 h Entrée ; 15 F (dim. ; 8 F). Jusqu'an 
21 mai.

Un spectucie d'une extraordinaire poésie 7A PARIS. Une virtuosité pieine de charme REVOLUTION. Le bonheur du jeu de la comédienne éclate à tous moments LE MONDE. Autore Priéto nous laisse tout frémissant d'émotion TELERAMA.

MALAKOFF DU 8 AU 31 MARS! Ainsi va le Monde

Comedie de William Congreve Mise en scene Michel Dubois Texte français Isabelle Famchon

e production C MEDIE DE CAEN avec le J.I.N

MEILLEUR FILM MEILLEURE ACTRICE BRUNO ISABELLE ADJANI





**MEILLEURS DECORS**:

**BERNARD VEZAT** 

**MEILLEURS COSTUMES: DOMINIQUE BORG** 

de

trelo M. M. 1

Hage Mar Clau M. J Hége Carr M. J

Rou M. ( Cau Note

0

Mai

M. Bêt PS In-II PS Avi PC

Pan M. Mª Lag Pio Ron Gir

Tai PC

Per app

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

V.O.: GEORGE V - FORUM ARC EN CIEL - PARNASSIENS

TIMOTHY DALTON · ANTHONY EDWARDS

Qu'il est doux de savoir l'apprécier

quand votre vie ne tient plus qu'à un fil!

199 % POLYAMIDE Biance-Marinera (48-87-15-84) (dim.) 22 h 30 (8).

LE MOUNE. Amandiers de Paris (43-66-42-17) (dim., lut.) 20 h 30 (8). L'EX-FIZMANE DE MA VIE. Gym-nase Marie-Bell (42-46-79-79) (dim.) 20 h 30 (8).

(dim.) 20 h 30 (8).

MING. IMAGINATION MOTTE

IMAGINEZ. Nanterre, Théltre par
le bas (47-78-70-88) (dim., lun.)

20 h 45 (8).

AINSI VA LE MONDE. Malakoff. Théltre 71 (46-55-43-45) (dim. soir, lan., mar.) 20 h 30; dim. 18 h.

(f).
L'AMANT, Javisy-ou-Orge (salle Jean-Dauté) (69-2)-60-34) 21 h; dim. 17 h. (9).
DES FRANÇAISES. Claire Lacombe-Berty Affrecht. Sceanz. CAC Les Gémeaux (46-60-05-64) jeudi, sam., mardi 21 h; dim. 17 h (9).

(45-08-17-80) (dim., lua.) 20 h 30 (9). PIERROT GARDIEN DE L'ORDRE. Tintamarre (48-87-33-82) (dim., lun.) 22 h 30 (9).

▷: Ne sont pas jouées le marcredl. Les autres salles

AMANDEERS DE PARES (43-66-42-17). Le Moise: 20 h 30. Rei, dim., hn. > Aristophane vivant: jen., ven., sam., hm., mar. 14 h. ANTOINE - SIMONE-BUREAU (42-08-76-58). La Ritournelle : 20 h 45, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim.

ARCANE (43-38-19-70). D La Voce : hnn., mar, 20 h 30, Les Bonnes : ven., sam, 20 h 30, dim, 17 h, ARLEQUIN (45-89-43-22). O Déjà desix cents ans, oh merde! : 20 h 30 (Jen., ven., sam. dernière). ▷ Les Déchirés : guar. 20 h 30.

RENDEZ-VOUS AVEC. HENRI MAINIE AUTEUR. Jardin d'Hiver (42-62-59-49) sam. 16 h (11). AU-DELA DU JARDIN. Espace Acteur (42-62-35-00) 20 h 30 (14).

LES BONNES. Areans (43-38-

19-70) uniquement le vendredi et le samedi 20 h 30 et le dim. 17 h (10).

LA MADRE QUE TE PARIO. Essalon de Paris (42-78-46-42) 20 h 30 (14). LES DÉCHIRÉS. Adequia (45-89-43-22) 20 h 30 (14),

PAS PERDUS; TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR... SUR LE PETIT CHAPERON BOUGE. 65-33) 20 h 30 (14), CONNAISSEZ-VOUS LA VOIE

LACTRE? Les déchargeurs (42-36-00-02) 22 h (14). JE ME SOUVIENS. Opéra-Comique. Salle Favart (48-78-75-00) 20 h 30 (14).

MONSTEUR DE POURCEAU-GNAC. Rosena. Théâtre (42-71-30-20) 14 h 30 (14).

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). ▷ Made in Britain : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, mer.

Rel. dim. soir, mor.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). ♦ La Fête de l'amour : 20 h 30 (Vea.). ▷ Les Enfants du Soleil : jeu., mar. 20 h 30. Le Triomphe de la jalousie : sam. 20 h 30. ATELIER (46-06-49-24). Henri IV : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, hm.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Sañs C. Benri Colher: 20 h 30. Rel. dim., hm. Sañs Louis Jouvet O. Les Amants magnifiques : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.). Rel. dim., han.

AU COUVENT DES CORDELIERS (43-29-40-63). Une folio Geotrique : 21 h,

29-40-63). Une folie électrique : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lus. BATACLAN (47-00-30-12). ➤ Match d'improvisation : lun. 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30. Rel. diaz.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François : 21 h, sam., dien. 15 h 30. Rel. dim. soir, hun.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30, sam. 16 h, dim. 15 h. Rel. dim.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). ▷ Andeld de jardin : mar. 20 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). ▷
La Madra que la pario : mar. 20 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle fa-mille!: 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30. Rel dim. soir, lun.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEA-TRE OF PARIS (43-26-63-51). The Di-ning Room: 20 h 30. Rel. dim., lun. GALERIE DE NESLE (43-25-11-28). ♦ Le Maghreb de canard: 20 h 30 (Jou., BERRY (43-57-51-55). Le Gotter de La Courtille: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun., mar. BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). La Bal de N'Dinga ; 21 h, dins. 16 h. Rel. ven., sam. demière).

LA ERUYÈRE (48-74-76-99). Entre nons soit dit : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir,

LE BOURVIL (43-73-47-84). O La Muio

du pape: 22 h (Jeu. dernière). De Ce soir, ou enière tout; ven., sam. 20 h 30. LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois trilles; 20 h 15, sam. 18 h.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mona, chérie : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir,

ILES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Ce jour-là : 20 h 30, dim. 17 h 30. Rel. dim. soir, hua, ⊳ Connaisses-vous la voie inc-tée 7 : mar. 22 h.

LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). La Procès d'Oreste : 20 h 30, dim. 16 h. Rel.

LUCEPAIRE FORUM (45-44-57-34).
Thisten noir. Le Putir Prince: 18 h 45.
Rel. dim. Thister rouge. L'Aquarium: 18 h 45. Rel. dim. Après la pluie, le beau temps: 21 h 30. Rel. dim. > Contes érotiques arabes du XIV siècle: 20 h. Rel. dim. per (expert). Orang an diable.

dim, mer. (except.). Quant su diable, n'en parions pas : jeu., veu., sam., lan., mar. 21 h 30. Rel. dim.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53).

MARAIS (42-78-03-53). O Une vie boule-

MARIGNY (45-08-85-97). O Starmania

PARCHODIERE (47-42-95-23). Pâque-rotte : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, hm.

MOGADOR (48-78-75-00), D'Artagnan : 20 h 30, sam., dim. 15 h 30, Rel. dim.

(43-31-11-99). La Dépôt des locomo-tives : 20 h 30, dina. 15 h 30. Rel. dina.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing: 20 h 30, sam. 15 h 30, 21 h 30 et 18 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir., lan.,

ODÉON (PETRI) (43-25-70-32). Asrélia Staine: 11 h 30 Ref. lun. CEUVRE (48-74-42-52). Je no suis pas Rappaport: 20 h 45, dim. 15 h. Ref. dim. soir, lun.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE RAVART (48-78-75-00). ▷ Je me souvieus ; mar. 20 h 30. Rel.

PALARS DES CONGRÉS (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre : 20 h 30, sam. 15 h, 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h. Rel. lun.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Les Vamps : 21 h. Rel. dlm., im.

PALAES ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue l'Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, ima. > Arthur Coste anime 1788... Avant l'orage... Rencoutres du Palais-royal : lun. 20 h 30, mar. (dernière) 14 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-03-68). Les Rideaux: 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20). Dina et les comédieus ambulants : jeu.,

POLING ACCOUNTAIN ASSET. (45-48-92-97). Selle L Le Plus Heureux des trois : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, hm. Selle H. Journal d'une petite fille : 21 h, sam. 18 h. Rel. dim., hm.

PORTE MAINT-MANTIN (46-07-37-53).
Ténor: 20 h 30, sum. 17 h 30 et 21 h,
dim. 15 h Rel dim. soir, km.
POTINIÈRE (42-61-44-16). ▷ La
Frousse: 20 h 45, sum. 17 h, dim. 15 h.
Rel dim. soir, mer.

ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20). Co-

mic's opira : 18 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun. Le Sevetière prodigieuse : 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. > Monsieur de Pourcaangnac : mar. 14 h 30.

BAINT-CEOURGES (48-78-63-47), Ordin de couple : 20 h 45, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. Rei. dim. soir, lun.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27)

Trop tard poor pleurer: 20 h 30, Rel. dim., hro.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les venus : 20 h 30. Rel dim., lun.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). Liebelet : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. stir, lan.

ven., sam. 21 h, dim. 17 h.

MICHOD

D Jacques Phytilis lecture-rencontre :

BORIFFER PARISIENS (42-96-40-24). GUICHET MONTPARNASSE (43-27-Ma vie n'est plus un roman ; 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. ▷ 88-61). Histoire d'un fou : 18 h 45. Rel. dim., lan. Adien Agatha : 20 h 30. Rel. dim., lun. Jangleries ou Histoire du tigre et autres histoire : 22 h 15. Rel. dim., lun. Les lumis du ciro : lun. 20 h 30. BOUFFONS-THÉATRE DU XIX (42-TYMPIASE MARIE-HELL (42-46-79-79), L'Ex-femms de ma vie : 20 h 30. Rel. dim. 38-35-53). D. L'Homme objet : jeu., ven., sam. 18 h 30, dim. (dernière) 16 h. La Comédie sans fil : jeu., ven., sam.

Existe en a

HOTEL LUTETIA (SALON BOR-GHESE) (45-44-05-05). La Dernier Quart de lune : 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). ▷ Nouvelles d'ailleurs : dim. 17 h.

CARRÉ SALVIA MONFORT (45-31-28-34), Iphigénie : 20 h 30, dim. 16 h.
Rel. dim. soir, inn., mar. b Le Souper
des Jacobias : tm. 20 h 30 et 14 h 30. HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-trice chauve : 19 h 30, Rel, dim. La Le-çon : 20 h 30. Rel, dim. JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). ▷ Rendez-vous avec .... Henri Mainie au-teur : sam. 16 h.

GES JACCOURS: SMI. ZU B 30 CT 14 3U.
CARTOUCHERIE THEATRE DE
L'AQUARIUM (43-74-99-61). Tandis
que dort le chat : 20 h 30, dim. 16 h. Rel.
dim. sor; izn.
CARTOUCHERIE THEATRE DU SO-L'ESPACE EUROPÉEN (42-91-69-58). ♦ La Face cachée d'Orion : 20 h 30 (Jea., ven., sam. dernière). LEIL (43-74-24-08). Le Lavoir : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel dim. soir, lau. LA RASTILLE (43-57-42-14). Alica : 19 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, hm.

CARTOLCHERIE THEATHS DE LA TEMPETE (43-28-36-36). Le Petit Triptyque des soumissions : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lus. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-

44-45). Ah! Ca tira, ça rira, ça rira !... : 21 h, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, han, CENTRE GEORGES POMPSDOUT (4)-74-42-19), O Atelier de droit intersatio-nal Conversation-emounts: 18 h 30, ⊳ L'Hamour juif : de Moine à Woody Al-L. FIRMOUT juif : do Mothe à Woody Al-leo Conversation-reacoutre ; jes. 18 h 30, CENTRE NATIONAL DES ARTS PLASTROHES (45.52 po 45)

PLASTIQUES (45-63-90-55). • Tan-tôt roi, tantôt reine : 18 h. THE INTERNATIONALE UNIVERSI-TABLE (45-89-38-69). La Resserva, La Chevelure : 20 h 30. Rel. dim., lun. > Zatre ou le Fanastisme religieux : 20 h 30. Rel. mer. (encept.), dim., lun. La Fansse Saivante ou le Fourte puni : ven., sam. 20 h 30. Rel. dim., lun., mar.

ven., sam. 20 h 30. Rel. dim., him., mar.
CITHÉA (43-57-35-13). O Jea de dames
(El Juego) : 21 h (Jen., ven., sam. dernière).
COMÉDIE CAUMARTIN (47-4243-41). D Brassens, Brei : 20 h 30, dim.
15 h 30. Rel. dim. soir, mer.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). La
Première Tête : 21 h, sam. 19 h, dim.
15 h. Rel. dim. soir, him.
COMÉDIE DES CHAMPS ET VEÑES.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. ▷ Les Sept Miracles de Jésus : jou., ven. 18 h. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Une femme sant histoire : 21 h. sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir., hm.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).

O Britamicus: 20 h 30 (Sam., mar.).
Salle Richellon. O La Cagnotto: 14 h, sam., dim. 14 h, jean., ven., hua. 20 h 30.

D La guerre de Trois n'aura pas lieu: dim. 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 13. Rel. dim. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h. Rel. dim.

ELDORADO (43-68-32-26), O Rêve do Vienne : 14 h 30, jeu., sem. 14 h 30, dim. 14 h, sem. 20 h 30.

Rel dim soir, nm.

MATHURINE (42-65-90-00). Une vie da théine : 21 h, sam. 16 h. Rel dim.

MECHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresse : 21 h 15, sam. 16 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel dim. soir, lm. FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (43-27-22-09). • Les Beaux Jonn, Josea, is reins de Saba : 20 h (Jeu., ven., sam.). > Durius et Jones : mar. 20 h.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Voyage au bout de la nuit : 19 h. Rel. sum, diut., luz., mar. La Vraie Vie : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, luz. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Þ Frédéric Chopin en le Mal-heur de l'idéal : Jeu., ven., saut. 21 h, saut. 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74), Teresa : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, hun. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD

TAC STUDIO (43-73-74-47). D La Vérité sur l'anour baroque : éim. 16 h. THÉATRE 13 (45-88-16-30). Comme II vous plaira : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Aloise; 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, hun. THEATRE DE FORTUNE (43-56-76-34). > Sinnsite et Coryza : von. 21 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). L'Ankon : 20 h 30, dim. 15 h. Rel dim sor, lun. THÉATRE DE LA BELLE DE MAI (43-

56-64-37). Nim c'est autre chose Theatre en appartement : 20 h 30.
THEATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Saile L. O. Le Journal d'un l'an : 20 h 30 (Jeu.). Saile II. O. L'Ecume des jours ; 20 h 30 (Ven., mar.). □ In Trilo-gie de Pagnol : Marins, Famy, César : ven. 20 h 30, sam. 21 h 30, dim. 19 h 30, sam. 16 h , 18 h 30, dim. 14 h et 16 h 30. Les Bonnes : jeu., ven. 18 h 30, dim. 14 h 30. Animal Farm : sam. 17 h. L'Etranger ; jen. 20 h 30, sam. 20 h, dim. 16 h 30.

THÉATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). Le Foyer : 20 h 30, dim. 17 h, Rel dim. soir, hm., mar. THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). L'Imposture : 20 h 45, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE DE MÉNILMONTANT (46-36-98-60), ▷ La Passion à Ménilmon tant ; ven, 20 h 30, sam, 17 h, dim, 15 h. THÉATRE DE PARIS (42-80-09-30). Cats, d'après Old Possum's Book of parc-tical Cats : 20 h 30, sam. 15 h, 20 h 30, dim, 14 h et 17 h 30, Rel, dim. soir, lun.

THÉATRE DU BEL AIR (43-46-91-93). La Force de l'homme et des choses : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, hun. THÉATRE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). Un cœur simple : 21 h, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. THÉATRE MODERNE (48-74-10-75).

Concours de circonstances : 21 h, dino. 15 h. Rel. dim. soir, lun. THÉATRE MONTORGUEIL (42-33-80-70). Lettres d'une incomme : 18 b 30. Rel. dim., lan. Sur le fü : 20 b 30, dim. 19 h. Rel. dim. soir, lun.

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théittre Cémier. O La Bonno Mèra : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h. THÉATRE NATIONAL DE LA COL-

LINE (43-66-43-60). Grand Thélitre. La Veillée: 20 h. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. Petito salla. Nationalité fran-çaise: 21 h. sam. 15 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. THÉATRE RENAUD-BARRAULT. (42-56-60-70). MLT. O La Fou de Made-leine : 21 h (Veu., sam., mar.).

MAISON HEINRICH-HEINE (MAI-SON DE L'ALLEMAGNE) (43-89-53-93). D Jagd Lecture suivis d'un dé-bat : len. 20 h 30. TINTAMARRE (48-87-33-82). Martiny: 20 h 15. Rel. dim., hn. Hdas, tant micux I: 21 h 30. Rel. dim., hn. D La Timbalo: sam. 15 h 30. Pierrot gardiea

versée : 18 h 30 (Jeu., ven.), sam. 14 h 30. Rel. dim., ban., mar. L'Avare : 20 h 45. Rel. dim. de l'ordre : jeu., ven., sam., mar. 22 h 30. Rei. dim., lun. TOURTOUR (48-87-82-48). O De l'or-20 h 43. Kcl. dml.

MARIE : 18 h 30. Rcl. dim., hm. Lettres 6s is marquise 6s M. su comts de R. : 22 k. Rcl. dim., hm. b Les Hérotdes : jou, ven., sam., mar. 20 h 30. Rcl. dim., hm. thographe et autres oneaux rares : 19 h (Jeu., ven., sam. dernière). Povchéd : 20 h 30. Rel. dim., lm.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). ©
Enorme Changement de demière mimus : 21 h (Jeu., ven.), sun: (demière)
17 h. D. Tol et moi... et Paris : dim. 13 h. VARIETES (42-33-09-92). La Présidente : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, hm.

Périphérie ANTONY (THÉATRE FIRMIN GÉ-

21 b, din. 15 b. Rel. dim. soir, hu.
ASNIÈRES (GRAND THÉATRE) (4790-63-12). D. La Fesse de Chantilly : AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Pamille d'artistes : 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel.

dim. soir, but. AULNAY-SOUS-BORS (ESPACE JAC-QUES PRÉVERT) (48-68-00-22). > La Cadi Dupé : vea. 21 h. L'The de Tui-patan : mar. 21 h.

BEZONS (C.A.C. PAUL ELUARD) (39-82-20-88). DEn attendant Godot : ven., sam. 21 h, dim. 16 h.

sam. 21 ft, dim. 16 ft.

BOBEGNY (MAISON DE LA CULTURE 93) (48-31-11-45). Le Monde d'Albert Cohen: 21 ft, dim. 16 ft. Rel. jen., inn. BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉATRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44).

O La Station Champbandet: 20 ft 30 (Jen., ven., sam.), dim. (dernière) 15 ft 30.

CACHAN (THÉATRE DE CACHAN) (46-65-66-12). ▷ Léopold le bien-aim jeu. 20 h 45. CERGY (THÉATRE DES ARTS) (30-30-

33-33). > L'Atelier d'Aberto Gisco-metti : ves. 21 h. metti: ves. 21 h.
CHATENAY-MALABRY (THÉATRE
DU CAMPAGNOL) (46-61-33-33). \$\int \text{Les Français purient aux Français les
Vacances, ientre au président : 20 h 30.
CHATILLON THÉATRE DE CHATILLON CHAP, DES SARMENTS (4657-22-11). La Double Inconstance : 21 h.

CLAMART (CENTRE CULTURAL JEAN ARP) (46-45-11-87). O Un bei mangas: 20 h 30.

CLICHY (THÉATRE RUTEBŒUF) (47-39-28-58). • Match d'improvisation Montélimer-Dijon : 21 h. CLICHY-SOUS-BOES (ESPACE 93 VICTOR-HUGO) (43-88-22-36). • Ea-génie Grandet : jou., ven., lun., mar. 14 h 30.

COMBS-LA-VILLE (LA COUPOLE) (64-88-69-11). D La Madeleine Proust à Paris : ven., sam. 20 h 45, dim. 17 h.

CORRETLESSONNES (M.L.C. FERNAND-LEGER) (64-96-27-69). >
L'assassin est dans la salle : sam. 21 h.
EVRY (AGORA) (64-97-30-31). > Slastic : dim. 17 h.

tic: dim. 17 h.

FONTENAY-SOUS-BONS (MAISON POUR TOUS) (48-75-05-21). D Trio pour Pietrot: ven., sam. 20 h 30.

ENNEVILLERS (THÉATRE DE GENNEVILLIERS) (47-93-26-30). Saile L La Forêt: 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lnn. Saile II. O Crimes excamplaires: 20 h 30 (ven., mar.), dim. 17 h. Rel. dim. soir, lnn. O Le Tablean: 22 h (Ven., mar.), dim. 18 h 30. Rel. dim. soir, lnn.

JUVEY-SUR-ORGE (SAILE JEAN DASTÉ) (69-21-60-34), DE L'Amant : jou., ven., sam. 21 h, dim. (dernière) 17 h.

LE CHESNAY (THÉATRE DE LA NOUVELLE FRANCE) (39-54-9(-92). 

La Feste de Chamilly : sam. 21 h. LE PERREUX (CENTRE CULTUREL DES BORDS DE MARNE) (43-24-54-28). De Quand éponsez-vous ma femme?: vez. 20 h 30.

LE VÉSINET (CENTRE DES ARTS ET DES LOISIRS) (39-76-32-75). ▷ Léo-pold le bien-aimé: mar. 21 h. LES ULIS (CENTRE BORES VIAN) (69-07-65-53). D Quend épousez-vott ma femme ? ; sum. 20 h 30. MARSONS-ALFORT (THÉATRE

MARSONS-ALFORT (THÉATRÉ CLAUDE DEBUSSY) (43-96-77-67). D Un bal masqué: ven. 20 h 45. MALAKOFF (THÉATRE 71) (46-55-43-45). O Aimsi va le monde: 20 h 30, dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun., mar. MARLY-LE-ROI (CENTRE CULTU-REL JEAN VILAR) (39-58-74-87). D Trio pour Pierrot: lun., mar. 21 h. MASSY (CC PAUL RAULIARY) (69-

MASSY (C.C. PAUL BAILLIART) (69-20-57-04). D Contes de Pascal Quéré : ven. 21 h. Marie 89 : jeu. 21 h. veal 21 n. pasne 59; jeal 21 n.

MONTREUIL (SALLE BERTHELOT)
(48-58-65-33). ▷ Pas perdus : mar.
20 h 30. Tont ce que vous avez tosjours
voulu savoir ... sur le petit chaperon
rouge: mar. 20 h 30.

NANTERRE (THÉATRE PAR LE BAS) (47-78-70-88), ♦ Bing Imagination morte imagine2: 20 h 45, Rel. dim., lun. morte imagine : 30 f 45, Rc. tim., im.
NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)
(46-24-03-83). ♦ Penn d'ime : 20 h 30
(Jen., ven., sun. demière).
ORLY (SALLE ARAGON-TRIGLET)

(48-92-33-66). ▷ Paris, bonjour : ven, 20 h 30.

PONTOISE (THÉATRE DES LOU-VRAIS) (30-30-33-33). ► L'Etrange In-termède : sam. 19 h 30.

termède : sam. 19 h 30.

RIS-ORANGIS (CENTRE ROBERT
DESNOS) (69-06-72-72). > Don
Quixotte : sam. 20 h 45, ven. 14 h 30.

SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (RONDPOINT LIBERTÉ) (48-89-99-10). 
Tentro de action corporal : 21 h (Jen.
dernière), dim. 15 h.

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (LE POLLEN) (30-62-82-81). D Les Caprices de Marianne : ven., sam., 20 h 45.

SAETROUVILLE (THÉATRE DE SAR-

TROUVILLE) (39-14-23-77), O Lo Cid; 21 h (Jeu., yen., sun. dernière). SCEAUX (C.A.C. LES GÉMEAUX) (46-60-05-64). Des Françaises Claire Lacombe-Berty Albrecht; jes., sam, mar, 21 h, dim, 17 h.

VERRIÈRES-LE-BUISSON (LE CO-LOMBIER) (59-20-29-71). De Frédéric Chopin on le Malheur de l'idéal : may, 20 h 30. VERSAILLES (THÉATRE MONTAN-

SEER) (39-50-71-18). De Soir du conquérant : ven., sam., 21 h. La Cantatrica chauve suivi de la Leçon : mar. 21 h.

VINCENNES (THÉATRE DANIEL SO-RANO) (48-08-60-83). Bérénice : 21 h, dim. 18 h. Rel. sum., dim. soir, hu., mur.

## Cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Devos cristo, ja l'al reaccutré : 20 h 30. Rel. dim. Métic-tol, ma fille : 22 h. Rel. hns. Un pertout, la belle au centre : 23 h 15. Rel. mar. D Bano d'essai des jeunes : dim. 23 h 30. Antonia mal conçu : 19 h. Rel.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84).
Salle L Arcs = MC 2: 20 h 15. Rel.
dim. Les Epis neirs: 21 h 30. Rel. dim.
100 % Polyamids: 22 h 30. Rel. dim.
Salle IL Les Sacrés Monstres: 20 h 15.
Rel. dim. J'ai pas d'amis: 21 h 30. Rel.
dim.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Envoyez la purés : 20 h 15. Rel. dim. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Rel. dim. Jeanina Truchot a dispara : 22 h 30. Rel. dim. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Mi-

chel Lagueyrie 22 h. Rel. dim. CAVE DU CLOSTRE (43-25-37-63), Ver-

tiges de l'humour: 22 h. Rel. dim., len. EDGAR III (43-20-85-11). My name is Lolita: 20 h 15. Rel. dim. Super Ma-thien I: 21 h 30. Rel. dim. LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache Spectacie renoavelé toutes les heures : 20 h 30.

toucs is neures: 20 h 30.

LE GRENIEE (43-80-68-01). O Mémoires d'uns jeune fille dérangée: 22 h (Jeu., vez., sam.).

PERIT CASINO (42-78-36-50). Je sons de Pulytechnique, t'as pas cent balles?: 21 h. Rel. lun. Nous, on seme: 22 h 30. Rel. lun.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Les
Astro-Balding: 18 h 30. Rel. hm. o Le
nouvel tuitateur qui bouge: 20 h. Rel.
dim., hm., mar. Nos désirs font désordre:
21 h 30. Rel. hm. o Y's une fennse là
d'sous: 22 h 45 (Jez., ven., ann.). Rel.
Inn. D Vous avez dir Bigard: sam. 24 h.

Les ballets

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Artefact. 20 h 30, mer.; 18 h 30, jeu. (dernière): «Etrangers», chor. Jeannette Dumeix, Marc Vincent. Avec H. Cathala, M. Vincent. « Sidonie Rochon, 20 h 30, ven., sam.; 16 h, dim.; « Gloire en solo », chor. Sidonie Rochon. Grande salle.

THE ROSHOL GYRINGS SAIRS.

CENTERE MANDAPA (45-89-01-60).

Mas Soegeng, 20 h 30, jeu., vem., sim.: théâtre dansé balimais.

Kelpana, 20 h 30, may.: « Figures », danse de l'Inde da Sud.

danse de l'Inde du Sud.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47).
Carole Seveno, 20 h 30, jeu., ven., sam.;
16 h, dim. (dernière) : « Conjugaisous I», chor. Carole Seveno. Première partie : le Théâtre m.

© Compagnie Kobco Omsk Blat.
Jusqu'an 19 mars. 20 h 30, mar.; « la Famille du peintre », chor. Catherine Contour. Avec E. Bloy, C. Burgos, C. Contour, V. Favarel, P. Varnay, Première partie : Marie-Laure Well-Rayual.

OPÉRA DE PARIS. Patris Garnier (47-42-53-71). Spectacle de ballets, 14 h 30, PTEMA DE PARIS. Publis Garrater (47-42-53-71). Spectacle de ballets, 14 h 30, mer.; 20 h 30, mer. (dernière); « les Présages», chor. Léouide Massine; « Agou», chor. George Bakmehine; « As Time Goes by»; « Rules of the Gante», chor. Twyla Tharp. Lundi, soirée de gala de l'Europe des sciences.

OPÉRA-COMIQUE. Saffe Favart (47-42-53-71). Ecole du ballet de l'Opéra. 19 h 30, van., sam. (dernière) ; 14 h 30, sam. : « la Sylphide », « Mouvements ». THÉATRE DE LA BASTULE (43-57-42-14). Hervé Robbe, 21 h, mer., jeu. ven., sam. (dernière) ; « Ignude Ignudi », chor. Hervé Robbe.

# Opérette

ELDORADO (42-49-60-27). - Réve de Vicine », 14 h 30, mer., jea., sam.; 14 h. dim.; 20 h 30, sam. Opérette vicanoise cm deux actes, de Francis Lopez, Avec Mathé Altéry, Tony Gama (ténor). F. Linel, J. Andrien, A. Bonlme, M. Mayon, Chor. Martine Bezzoni, avec les Ballets trigum et classique et le Grand Orchestre de l'Eldorado, dir. Gay Mors.

# BERCY 16 MAI - 3 JUIN

Opéra de Georges BIZET

# 600 PARTICIPANTS

Direction Musicale: Lawrence FOSTER Mise en scène, décors et costumes : Pier Luigi PIZZI

Le Ballet Teatro Español Rufael AGUILAR

L'Orchestre **Philharmonique** de Monte-Carlo

Le Chœur de

La Maitrice

l'Armée Française Hauts de Seine

RENS.: 43 42 06 06

Semaine : soirées à 20 h - Relache Lundi Dimanche: matinée à 15 h 30

Prix des places : 380 F - 350 F - 290 F 260 F - 180 F - 110 F LOCATION à BERCY

tous les jours de 11 h à 18 h sauf diamnche FNAC AGENCES

et par tél.: 43 46 12 21 PALAIS DES SPORTS (Porte de Versuilles)

هكذا من الأصل

## La cinémathèque

State of the same of

The same of the sa

Marin Santa

See as makes a comp

April 1984 - Sant St. Artist 1984 - Sant St.

Bett erren englische in eine

Medial.

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24)

MERCREDI Tots les deux (1948), de Louis Cnny, 16 h; le Cabinet du docteur Caligari (1919), de Robert Wiene, 19 h; Lac aux Dames (1934), de Marc Allégret, 21 h.

**JEUDI** Bedec an roy (1943), de Jean-Paul Pau-lim, 16 h; Hommago à Kimsyo Tanaka: : Pai été recalé, mais... (1930, v.o. traducium simultanée), de Yasujiro Ozn, 19 h; Pai été diplômé mais... (1929, v.o.), de Yasu-jiro Ozu, Grande Ville -version des travail-leurs (1929, v.o. intertures français), de Krochiko Uchihara. 21 h. Kiyohiko Ushihara, 21 h.

VENDREDE Bichon (1935), de Fernand Rivers, 16 h; Hommage à Kinnyo Tanaka: Mon amie et mon éponse (1931, v.o. s.i. anglais), de Heinosake Gosho, 19 h; Gare caurale (1958, v.o. a.i.f.), de Youssel Chabins, 21 h.

Mandam pour un treer (1977, v.o. a.t.f.), de James Toback, 15 h; Hommage h Kimtyo Tanaka; la Marién parle dans son sommeil (1933, v.o. a.t. anglais), de Heinosuke Gosho, 17 h; la Damesue d'Iru (1933, v.o. s.t. anglais), de Heinosuke Gosho, 19 h; les Cloches de Sainte-Marie (1945, v.o. a.t.f.), de Leo McCarey, 21 h.

Incabus (1961, v.o. esperanto -a.t.f.), de Lesie Stevens, 15 h; Hommage à Kinnyo Tanaka: la Femme de Tokyo (1933, v.o. traduction simultanée), de Yasujiro Ozu, 17 h; Femmes an combat (1933, v.o. tra-duction simultanée), de Yasujiro Ozza, 19 h; Hôtel des Amériques (1981), d'André Téchiné, 21 h.

# LUNDI

MARDI Hisa (1956), de Roger Richebé, 16 h; Hommage à Kinuyo Tanaka; Okato at Sasuke (1935, v.o. s.t. angleis), de Yasujiro Shimaza, 19 h; le Valse des pantins (1983, v.o. s.t.f.), de Martin Scorsese, 21 h.

## SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-31-29) MERCREDI

Cinéma du réel: Cien Nines esperando un tren (v.o. s.l.f.), d'Ignacio Agnero, 14 h 30; Commo deux gouttes d'ean, de Diane Létourseau, 14 h; l'Eau douce-amère, de François Chilowicz, Tidjane ou les voies d'Allah, d'Eliane de Latour, 17 h 30. Canalagute (v.o. s.t. suclair) de amère, de Prançois Chilowicz, Tidjane ou les voies d'Allah, d'Eliane de Latour, 17 h 30; Sagolandet (v.o. al. anglais), de Jan Turll, 20 h; Petits Salle: Cinéma du réel: Tiempo de Mujeres (v.o. traduction simultanée), de Monica Vasquez, Kochimileo (v.o. al.f.), d'Eduardo Maldonado, 14 h; Olen'ku (v.o. traduction simultanée), de Georgi Gabeña, Un, de Laila Pakalaina, 17 h; Quietoa... Ya ! (v.o. traduction simultanée), de Guillermo Torrea, Trauma der Drachenkinder (v.o. al.f.), de Pierre Hoffmann, 20 h; Studio 5: Cinéma da réel: Smena Goda (v.o. al.f.), de Pierre Hoffmann, 20 h; Studio 5: Cinéma da réel: Smena Goda (v.o. al.f.), de Rons Kastov et Aleksande Iromov, Vvoakresenie Rano (v.o. al.f.), de Rane Mamedov, 16 h; la Idont du boulanger: (v.l.), de Frêdérie Sahonrand, Un posit monastère neu Toscane (v.f.), d'Our Iosseliani, 18 h; Je ne diral rien (v.f.), de Claire Doutriaux, Irish Waya (v.o. al.f.), d'Arthur Mas Chig. 20 h 30; Saile Jean Renoir: Cinéma du réel: Lijia SI En Nian (v.o.), de Kiaog Kwan-San, la Capitale, de Los Andrié et Denis Corminbouf, 11 h; Tak I Jivem (v.o. traduction simultanée), d'A. Nilkisin et L. Zagal'skij, 16 h 30; Fatuily Reunion (v.o. al.f.), la Capitale, de Luc Andrié et Denis Corminbouf, 18 h 30.

IEUDI

Deans Commindent, 18 is 30.

IEUDI

Cinéma du récl: In de schadre van de corlog (v.a. a.t. anglais), de loost Verhey, Chuyen in to (v.a. a.t.f.), de Tran Van Thuy, 14 h 30; Rose ou l'ivreis en famille, de Gérard Frot-Counz, Vivre aves les dioux, de Jean-Paul Colleyn, 17 h 30; No Sense of Crime (v.a. traduction simultanes, de Jalis Jacoba, Bolj (v.a. a.t.f.), de Sergej Lak'jancikov, Oleg Beluson, Feliks Kucar, 20 h 30; Petite Salle: Cinéma du récl: The Sacrifics of Babulal Bhuiya, de Manjira Danza, Amors Bilar, d'Ylva Florenna, 10 h 30; Fine Food, Fine Fastries-open 6 to 9 (v.a. traduction simultanée), d'Anne Wivel, 14 h; Lijia Si Shi Nizu (v.a. a.t.f.), de David Petersen, David Hiler Golisth (v.a. raduction simultanée), d'Anne Wivel, 14 h; Lijia Si Shi Nizu (v.a. a.t.f.), de Kanstania Ardenio, traduction simultanée), d'Anne Wivel, 14 h; Lijia Si Shi Nizu (v.a. a.t.f.), de Lam Carax, 20 h 30.

Paris la suit: la muit : Jeune public : les Canchemas de Melifiel (1988) d'un groupe d'enfants, le Bosza (1959) d'André Hunebelle, 14 h 30; Actualités Gaument, 16 h 30; Montmartre nocturne : Montmartre nocturne (1954) de J.-C. Bernard, Touches pas en grisbi (1954) de Jacques Becker, 18 h 30; Toute sue muit (1982) de Chantal Alerman; Paris va par... vingt aus après (1984) de Philippe Garrel, Bernard Dabois, Chautal Ackerman, Boy muna girl (1983) de Lum Carax, 20 h 30.

Paris la suit: la Nuit est d'argent: l'Inhumains (1976) de Marcel L'Herbier, 16 h 30; la Nuit est d'argent: l'Inhumains (1976) de Serge Mozti, le Paradis pertin (1939) d'Abel Gance, 18 h 30; Cinéma muet: June de Manjir (1928) de Pierre Chenal, Architecture d'aujourd'hui (1929) de Pierre Chenal architecture d'aujourd'hui (1929) de Pierre Chenal Architecture d'aujourd'hui (1929) de Pierre Chenal Deale l'Architecture d'aujourd'hui (1929) de Pierre Chenal Parei d'aujourd'hui (1929) de Pierre Chenal Parei d'aujourd'hui (1929) de Pierre Chenal Deale l'Architecture d'aujourd'hui (1929) de Pierre Chenal Parei d'aujourd'hui (1929) de Pierre Chenal Parei d'aujourd'hui **JELIDI** s.t.f.), de Haratjus Hacatrjan, Shoro Leto (v.o. s.t.f.), de Pavel'Kogan, 16 h; Kaze-neja Doroga (v.o. s.t.f.), de Viktor Semen-juk, Limita Ili Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), d'an tollectif sons la direction d'Evgenija Gelovnia, 18 h; Salle Jean Remoir : Cinéma du réel : Hram (v.o. s.t.f.), de Vladimir Djakonov, 16 h 30 ; Live (v.f.), de Philippe Grandrieux, 18 h 30.

# VENDREDI

Cinéma da réel: Losef Hauser - Klang und Raum (v.o. a.l.f.), d'Othmar Schmideter et Heinz Ebner, War Otherstion: Beirut (v.o. s.t.f.), de Jean Changom et Mai Masri, 14 h 30; The Sacrifice of Babulal Bhuiya (v.o. s.t. anglais), de Maujira Dutta, Amors Bilar (v.o. a.t. anglais), de Maujira Dutta, Amors Bilar (v.o. a.t. anglais), de Maujira Carte blanche à Oirvier Assayas: l'Amour existe (1961) de Maurice Pialar, les Vannour (v.o. traduction simultante), Tidea Harlage Namm (v.o. s.t.f.), de Stefan Juri, 20 h 30; Petito Salle: Cinéma da réel: David Eiler Golisch (v.o.), d'Anne Wirel, 10 h 30; Bolise Svota (v.o. traduction simultante), de Marina Babak, 14 h; Point Zéro (v.f.), de Nicolas Jouvin et Karine Loubet, le Petit chat est mort, de C. Petris, 20 h i Smelio 5: Cinéma du réel: Marija (v.o. s.t.f.), de Nicolas Jouvin et Karine Loubet, le Petri chat est mort, de C. Petris, 20 h i Smelio 5: Cinéma du réel: Marija (v.o. s.t.f.), de Tatjana Cubakova, Kafr Qar'a, Israël (v.f.), de Nurith Aviv, 21 h; Salle Jean Remoir: Cinéma du réel: Chroniques pygmées: les dents scalptées (v.f.), d'Alaisandr Sokurov, 15 h; Vozvynsenie (v.o. s.t.f.), de Tatjana Cubakova, Kafr Qar'a, Israël (v.f.), de Nurith Aviv, 21 h; Salle Jean Remoir: Cinéma du réel: Chroniques pygmées: les dents scalptées (v.f.), d'Alain Epelboin et Françeis Gauller, Angano, Angano (v.o.), de César Paes, 16 h 30; Hronika Ostanovlenogo Vromeni (v.o. s.t.f.), de Ravaan Otkirov, 18 h 30.

Cinéma du réel: Fine Food, Fine Pas-tries open 6 to 9 (v.o. traduction simulta-née), de David Petersen, 14 h 30; David Eller Goliath (v.o. traduction simultanée), d'Anne Wivel, Vlast' Soloveckaja (v.o. tra-duction simultanée), de Marina Goldovs-kaja, 17 h 30; Palmarès, 20 h; Petite Salle: Cinéma du réel: The Coffee Brigade (v.o. s.l.f.), de Georges Drion, Green Tea and Cherry Ripe (v.o. s.l.f.), de Solrun Hozas, 14 h; No Sense of Crime (v.o. tra-duction simultanée), de Julie Jacobs, Bolj

## LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN. Film américain de Terry Gilliam, v.o.: Fowm Horizon, 1" (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5" (43-29-44-40): 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-33); Gammun Ambassach, 6" (43-59-19-08); Georgo V. 8" (45-62-41-46); Max Linder Panorama, 9" (48-24-88-88); 14 Juillet Bestille, 11" (43-77-90-31); Geamont Alésia, 14" (43-77-94-50); 14 Juillet Beangronelle, 15" (45-75-79-79); Bionvente Montparassac, 15" (43-44-25-02); Kinopanorama, -15" (43-06-50-50); v.i.: Pathé Français, 9" (47-70-33-88); Les Nation, 12" (43-31-60-74); Pathé Montparassac, 14" (43-21-206); Goumont Convention, 15" (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18" (45-22-46-01); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96).

BERLIN BLUES. Film expagnol de

Gambetta, 27 (45-36-10-96).

BERLIN BLUES. Film espagnol de Ricardo Franco, v.o.: Forum Arcen-Ciel, 1w (42-97-53-74); Vendomo Opéra, 2 (47-42-97-52); George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); Fauvette, 13 (43-31-56-86).

LE CEUR DE LA FORÊT. Film espagnol de Mannel Gutierrez Aragon, v.o. : Latim, 4 (42-78-47-86). gos, v.o. : Latim, 4º (42-78-47-86).

HAWKS. Film américain de Robert
Ellis Miller, v.o.: Forum ArcenCiel, 1º (42-97-53-74); George V.

8º (43-62-41-46); Sept Parassiens,
14º (43-20-32-20).

HELSINEI - NAPOLI, Film finlandais de Miks Kaurismaki, v.o.:
Forum Orient Express, 1º (42-3342-26): Elysées Lincoln, 8º (43-5936-14); La Nouvelle Maxévilla, 9º

(v.o. s.t.f.), de Sergej Lak'jancikov, Oleg Beluson, Feliks Knear, 17 h; Sagolandet (v.o. s.t. anglais et traduction simultanée), de Jan Toell, 20 h; Stadio 5: Cinéma du réel: Bales (v.o. s.t.f.), d'Angust Sukuts, Vieta Zem Sanies (v.o. s.t.f.), d'Angust Sukuts, Vy Pedets Na Bal ? (v.o. s.t.f.), de Nadejda Hvorova, 16 h; Films soviétiques, 18 h; Lanchas Chilotas (v.f.), de Paul-Louis Chéaiseux, le Carré de lumière (v.f.), de Benoît Ferreux, 21 h; Salle Jean Renoît: Cinéma du réel: Colovek Mozetvas (v.o. traduction simultanée), de A. Savilion, 16 h 30; A la recherche de Tadzio (v.f.), d'Etienne Faure, Retour aux sources (v.f.), de Bruno Montaingeou, 18 h 30.

DIMANCHE

DIMANCHE
Cindma da réel: Films primés, 14 h 30;
Films primés, 17 h 30; Film de clôture:
Obrazy Starcho Sveta (v.o. a.t.f.), de
Dusan Hanak, 20 h 30; Petite Salle:
Cinéma du réel: Saumialui, le grand gauciarr (v.n. u.f.), de Claudh Manne,
Nancok of the north, de Robert Flaherty,
14 h; Films primés, 17 h; Films primés,
20 h; Studio 3: Cinéma du réel: Rythmes
de Marrakoch, d'Izza Genini, Mémoires
den brusse, de Latrent Carcélès, 16 h;
les Cercacils de M. Kane Kwel, de Thierry
Secrétar; Artémisa, portrait d'uns femme
ordinaire, de Joelle una Effenterre, 18 h;
lath Junn Renoir: Cinéma du réel: Tons
pour un, de Jean-Louis Comolii, 16 h 30.

LUNDI LUNDI

MARDI

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (49-26-34-30) MERCREDI

Paris la suit: la Nuit est d'argent: l'Argent (1928) de Marcel L'Herbier, 14 h 30; la Nuit est d'argent: l'Inhumaine (1924) de Marcel L'Herbier, 16 h 30; la Nuit est d'argent: Nuit d'or (1976) de Serge Mosti, le Paradis partis (1939) d'Abel Gance, 18 h 30; Cinéma muet: Bâtir (1928) de Pierre Chenal, Architectures d'arjourd'hai (1929) de Pierre Chenal, la Gizce à trois faces (1927) de Jean Epstein, 20 h 30.

# VENDREDI

Paris la muit : la Nuit est d'argent : la Règle du jors (1939) de Jean Renoir, 14 h 30 ; Toute une nuit (1982) de Chantal Alezman; Bande annouce : Boy meets giri (1984) de Léos Carat, Ascenseur pour l'échafaud (1957) de Louis Malle, 16 h 30 : Toute une nuit (1982) de Chantal l'échafaud (1957) de Louis Malle, 16 h 30; Toute une suit (1982) de Chantal Alterman; Distribution des soupes de muit (1987) de Dominique Jain; Sans domicile fixe (1988) d'Hervé Chabalier, 18 h 30; Carre blanche à Olivier Assayas; l'Amour exista (1961) de Maurice Pialar, les Vam-pires (1915) de Louis Feasillade, l'Enfant scoret (1979-82) de Philippe Garrel, 20 h 10.

# DIMANCHE

PARIS LA mint: Filles de mint: Bande annonce: Rosa la rose, fille publique (1985) de Paul Vecchiali, la Chienne (1931) de Jean Renoir, 14 h 30; Filles de suit: l'Amour (1962) de Marcel Gibaud, Nama (1925) de Jean Renoir, 16 h 30; l'Heure du crime: Bande annonce: l'Etrangieur (1970) de Paul Vecchiali, Assassins et Voieurs (1957) de Sacha Guitry, 18 h 30; l'Heure du crime: Bande annonce; Assassins et Voieurs (1957) de Sacha Guitry, le Crime de Monsieur Lange (1936) de Jean Renoir, 20 h 30.

(47-70-72-86); La Bastille, 11° (43-54-07-76); Sept Perpassions, 14° (43-20-32-20). (43-20-32-20).

MR NORTH. Film américain de Danny Huston, v.o.: Gammont Les Halles, 1\* (40-26-12-12); Gazmont Opéra. 2\* (47-42-60-33); Cluny Palaco, 5\* (43-54-97-76); Gaumont Ambassada, 3\* (43-59-19-08); Gammont Alésia, 14\* (43-27-84-50); Bicavenne Montparasse, 15\* (45-44-25-02); v.f.: UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13\* (43-36-23-44); Miramar, 14\* (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15\* (48-28-42-27).

LA SALLE the RAINS, Film franceis

Convention, 15 (48-22-42-27).

LA SALLE DE BAINS, Film français de John Lwoff: Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Racine Odéon, 6 (43-26-19-68); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Paramount Opéna, 9 (47-42-56-31); Le Bentille, 11 (43-54-07-76); Escarrial, 13 (47-07-28-04); Gazmont Parasase, 14 (43-35-30-40); UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

WORLING GUIL, Film specielate de

15 (45-74-93-40).

WORALING GIRL Film américais de Milte Nichals, vo. : Forum Horizon, 1º (45-08-57-57) : Pathé Hampfeuille, 6º (46-33-79-38) : Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40) : Sept Parnessiens, 14º (43-20-32-20) : 14 juillet Beangrenelle, 15º (45-75-79-79) ; UGC Maillet, 17º (47-48-06-06) ; v.f. : Pathé Français, 9º (47-70-33-88) ; Las Nation, 12º (43-43-04-67) ; Fauvette, 13º (43-31-56-86) ; Guumont Alésis, 14º (43-27-84-90) ; Pathé Montparnesse, 14º (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15º (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18º (45-22-46-01).

## LUND

MARD

MARDI

Paris la mit: les Halles: Acmalités
Gammont, les Halles centrales (1927) de B.
Kaufmann, Balles de Paris: Série Chroniques de Prance (1966) de Robert Destanque, Voici le temps des assassins (1956) de
Julion Davivier, 14 h 30: Nuit fantastique:
les Vampires (1915) de Louis Feuillade, la
Nuit fantastique (1941) de Marcel L'Herbler, 16 h 30; la Nuit des monte-en-fair : le
Voleus de paratomerres (1945) de Grimault, Pasages secret (1984) de Laurenn
Perrin, 18 h 30; le Rèves Roucoutres : Royal
Opéra (1980) de L. Soukaz, Simone
Barbès ou la vertu (1980) de Marie Claude
Treithou, 20 h 30.

#### Les exclusivités

LES ACCUSÉS (\*) (A., v.a.): Ciné Bessubourg, 3° (42-71-52-36); UGC Daston, 6° (42-25-10-30); UGC Rotondo, 6° (45-74-94-94); UGC Biarrizg, B° (45-62-20-40); v.L.: Rox, 2° (43-36-83-93); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); Paramoent Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC Lyon Bastillo, 12° (43-43-01-59); UGC Coleins, 13° (43-3-36-23-44); Mistrel, 14° (45-39-52-43); Convention Saint-Charlet, 19° (45-79-33-00); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Images, 13° (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19° (42-06-79-79); Le Gambetts, 20° (46-36-10-96).
LES AILES DU DÉSIR (Fr-AL, v.o.);

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-AIL, v.o.) : Epés do Bois, 5º (43-37-57-47). L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol-A-ALL, v.o.): Accatone, 5 (46-33-86-86).

86-86).

BAGDAD CAPÉ (A., v.a.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); 14 Juillet Parpasse, 6 (43-26-58-00); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76); 14 Juillet Bestille, 11 (43-57-90-81); v.f.: Mistral, 14 (45-39-52-43); Trois Secrétan, 19 (42-06-79-79).

IA BANDE DES QUATRE (Fr.):
Forum Arcen-Cicl, 1st (42-97-53-74);
Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de
Beaurogard, 6st (42-22-87-23); Les Trois
Balzac, 8st (45-61-10-60).

BAXTER (\*) (Fr.): 14 Juillet Paraesse, 6\* (43-26-58-00).

LE RENTHOS OU LA TRABE 5008-MARINE (Fr.): La Géode, 19\* (46-42-13-13).

LE BLOR (\*) (A., v.f.) : Hollywood Bos-levard, 9 (47-70-10-41). LE BONHEUR D'ASSIA (Sov., v.o.): Cosmos, 6: (45-44-28-80); Le Triomphe, 8: (45-62-45-76).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Gammont CAMILLE CLAUDES. (Fr.): Gaumont
Les Halles, 1st (40-26-12-12): Gaumont
Opéra, 2st (47-42-60-33); 14 Juillet
Odéos, 6st (43-25-59-83); Gaumont
Ambassade, 8st (43-59-19-08); Gaumont
Alésia, 1st (43-27-84-50); Miramar, 1st
(43-20-89-52); Gaumont Convention,
1st (48-28-42-27); La Gambetta, 20st
(46-36-10-96).
LES CANNIBALES (Pur., v.o.): Forum
Arcen-Ciel, 1st (42-97-53-74).
LES CHODONES MFEN FOND' ONPA

LES CIGOGNES N'EN FONT QU'A LEUR TETE (Pr.) : George V, 8 (45-

LEUR TEIE (Pr.): George V, 8 (45-62-41-46).

CINQ JOURS EN JUIN (Pr.): Forum Oriont Express, 1\* (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concorde, 8\* (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8\* (43-87-35-43); Sopt Parmessions, 14\* (43-20-32-20); Convention Saint-Charles, 15\* (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18\* (45-22-46-01).

COCKTAIL (A., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, & (43-59-92-82); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). COP (\*) (A., v.o.): George V, & (45-62-41-46).

41-46).

DANS LES TÉNÈBRES (Esp., v.a.):
Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

DEUX (Fr.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); Pathé Montparnatse, 14 (43-20-12-06).

DISTANT VOICES (Brit., v.o.) : Cinoches, 6\* (46-33-10-82). DOMANI, DOMANI (It., v.o.): Letins, 4 (42-78-47-86); Les Tros Lexem-bourg, 6 (46-33-97-77).

DROLE D'ENDROIT POUR UNE REN-CONTRÉ (FL) : Lacamaire, 6 (45-44-57-34), EN DERECT DE L'ESPACE (A.) : La

EN DERECT DE L'ESPACE (A.): La Géode, 19º (46-42-13-13). FAUX-SEMBLANTS (°) (Can., v.o.): Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); Gau-mont Opéra, 2º (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83); Brutagne, 6º (42-22-57-97); Gaumont Ambussade, 8º (43-59-19-08); George V, 8º (45-62-41-46); 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-

90-81); v.f.: Rex. 2 (42-36-83-93); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44).

UGC Gobelini, 13' (43-36-23-44).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERES (Esp., v.o.): Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12); Gaumont Copéra, 2\* (47-42-60-33); 14 Juillet, Odéon, 6\* (43-25-98-83); La Pagode, 7\* (47-05-12-15); Gaumont Champs-Elysées, 8\* (43-59-04-67); 14 Juillet Beatille, 11\* (43-57-90-81); Gaumont Parname, 14\* (43-35-30-40).

LE FESTIN DE RABETTE (Dan., v.o.): Utopis Champollion, 5\* (43-26-84-65).

LES FRÈRES MOZART (Sa., v.o.): Panthéon, 5\* (43-54-15-04).

FUTUR IMMÉDIALT, LOS ANGELES 1991 (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9\* (47-70-10-41); Paris Ciné I, 10\* (47-70-21-71).

9 (47-70-10-41); Paris Cm6 1, 10 (47-70-21-71).

GORILLES DANS LA ERUME (A., v.a.): UGC Normandic, 8 (45-63-16-16); v.f.: Rex., 2 (42-36-83-93); Bretagne, 6 (42-22-57-97); Paramoum Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.a.): Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23); v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Les Montparmos, 14 (43-7-52-37).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOES (Hong Kong, v.a.): Utopia Champolico, 5 (43-26-84-65).

HYDRO (Fr.): La Géode, 19 (46-42-

HYDRO (Fr.) : La Géode, 19 (46-42-

13-13). L'INSOUTENAME LÉGERET DE L'ESTE (A., v.o.) : Cinoches, 6º (46-33-10-82). ETIMÉBAIRE D'UN ENFANT GATÉ

(Fr.): Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52); George V, 8º (45-62-41-46); Trois Parnassicus, 14º (43-20-30-19); Convention Saint-Charles, 15º (45-79-33-00); Images, 18º (45-22-47-94). 33-00); Images, 18: (45-22-47-94).

II SUIS LE SLIGNFUE DU CLATEAU (Fr.): Forum Horizon, 1\* (4508-57-57); Pathé Impérial, 2\* (47-4272-52): Pathé Hautefeuille, 6\*
(46-33-938); UGC Montparmanse, 6\*
(45-74-94-94); Pathé MerignanConcorde, 8\* (43-39-92-82); Les Nation, 12\* (43-43-01-59); Fauvette, 13\* (43-3156-86); Mistral, 14\* (45-39-52-43); 14
Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-78-79-79); UGC Convention, 15\* (45-78-79-79); UGC Convention, 15\* (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18\* (45-22-46-01).

KENNY (A. v.o.); George V, 8\* (45-6241-46); La Nouvello Mazéville, 9\* (4770-72-86); Trois Parmassions, 14\* (43-20-30-19).

LA LECTRECE (Fr.): Lucernaire, 6\* (45-

(43-20-30-19).

LA LECTRICE (Fr.): Lacernaire, 6\* (45-44-57-34).

LUI ET MOR (A., v.o.): Gammons Les Halles, 1\* (40-26-12-12); UGC Danton, 6\* (42-25-10-30); UGC Biarritz, 3\* (45-62-20-40); v.f.: Rox, 2\* (42-36-83-93); UGC Montparnasso, 6\* (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31).

MADAME SOUSATZEA (A., v.o.): George V, 5\* (45-62-41-46); La Nouvelle Maxéville, 9\* (47-70-72-86).

LE MATTRE DE MISSIOUE (Red.):

velle Maréville, 9: (47-70-72-86).

IE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.):
Ché Beaubourg, 3: (42-71-52-36);
UGC Mompananc, 6: (45-74-94-94);
UGC Odéon, 6: (42-25-10-30); UGC Normandie, 2: (45-63-16-16); UGC Opéra, 9: (45-74-95-60); UGC Gobelins, 13: (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13: (43-36-23-44); 14 Juillet Beaugrendie, 15: (45-75-79-79).

LES MARIS, LES FEMMES, LES AMANTS (FL.): Cinoches, 6 (46-3)-10-82). MES METILIEURS COPAINS (Fr.): Forum Horizon, 1" (43-08-51-57); Rez., 2" (42-36-83-93); UGC Denton, 6" (42-25-10-30); Gaumout Ambassade, 8" (43-62-59-19-08); UGC Eiseritz, 8" (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9" (47-42-56-51); UGC Lyon Bustille, 12" (42-31), 50); Forumetto Ris 13" (42-31). (47-42-56-31); UGC Lyon Bastile, 12° (43-43-01-59); Fanvette Bis, 13° (43-31-60-74); Gaumont Alézia, 14° (43-27-84-50); Miramar, 14° (43-20-89-52); Gaumont Coavention, 15° (48-28-42-7); UGC Maillot, 17° (47-48-06-06); Pathé Wepker, 18° (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19° (42-06-79-79); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

36-10-96).

MOTTIÉ-MOTTIÉ (Ft.): Pathé
Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82);
UGC Opfra, 9º (45-74-95-40).

MON CHER SUJET (Fr.-Snis.): Saint-André-des-Aris I, 6º (43-26-48-18).

MOST D'UN COMME VUVAZEUR
(A., v.a.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); UGC Odéna, 6º (42-25-10-30);
UGC Rotunde, 6º (45-74-94-94); UGC
Biarritz, 8º (45-62-20-40); UGC Lyon
Bastille, 12º (43-43-01-59); v.f.: UGC
Opéra, 9º (45-74-95-40).

NEUI SEMAINES IIT DEMIE (\*) (A.

NEUF SEMAINES ET DEMIK (\*) (A. v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).
L'OURS (Fr.-All.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

(43-27-52-37).

PAPA EST PARTI, MAMAN ALBSE
(Fr.): UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16).

PARRAIN D'UN JOUR (A., v.a.):
Forum Horizon, 1st (45-08-37-57); 14
Juillet Odfon, 6 (43-25-59-83); Ganmont Ambassade, 8 (43-35-91-98); 14
Juillet Bastille, 11st (43-57-90-81); Sept.
Parmassiens, 14 (43-30-32-20).

PAYSAGE DANS IF BOOMBULAND.

PAYSAGE DANS LE BROUILLARD (Gr., v.o.): Utopis Champoliton, 5- (43-24-445). PELLE LE CONQUERANT (Dan., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.): Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); La Nonvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

LE PRINCE NEZHA TRIOMPHE DU ROI DRAGON (Chin., v.f.): Studio 43, 9 (47-70-63-40).

QUI VELIT LA PTAU DE ROCER RABBIT ? (A., v.o.): UGC Eruntage, 8 (45-63-16-16); v.f.: Rex. 2 (42-36-83-93); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

RADIO CORREAU (Fr.): UGC Mont-parusme, 6 (45-74-34-94); Lo Triom-phe, 8 (45-62-45-76).

phe, 8 (45-62-45-76).

SALAAM BOMBAY! (indo-Fr., v.o.):
Lacernaire, 6 (45-44-57-34).

SCOOP (A., v.o.): Forum Orient Express,
1 = (42-33-42-26); Pathé MarignanConcorde, 8 (43-59-92-82); Sept Parmassiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Paramount Opers, 9 (47-42-56-31).

LE SORCHO ROUGE (Chin., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Les Trois Balzac, 3" (45-61-10-60).

LA SOULE (Fr.): Elysées Lincoln, & (43-59-36-14). LE SUD (Arg.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 64 (45-44-57-34).

TABATABA (fr.-malgashe): Les Trois Lucembourg, 6 (46-33-97-77): Stadio 43, 9 (47-70-63-40).

LE PLUS CELEBRE CABARET DU MONDE! RET 20 h - diner dansant, revue et champagne: à partir de 530 F 22 h et 24 h - revue et champagne: 365 F Prix nets - Service compris. 116 bis, Champs-Elysées Tél. (1) 45.63.11.61 et agences.







HARRISON SIGOURNEY WEAVER **MELANIE** 



**MIKE NICHOLS** working girl (QUAND LES FEMMES SEN MÉLENT)

TMBRIEH CHIURY FOX....... HARRSON FOND-SGOURNEY WEARR-NEL ANE GRETIIH """ INKE NICHOLS "WORKING GRE"
"CARY SMOSI """ ROEMOUNSEY...... PATROA VON BRANDENSEN """ INCHAE BALLIMIS.............. SAM O'STEN
""" LEVIN WADE """ DOUGLAS WICK """ INKE NICHOLS INCHAE

apı

LES TRIBULATIONS DE RALTHA-SAR KOBER (Pol-Fr., v.o.): Les Trois Lacembourg, & (46-33-97-77). TUCKER (A., vo.) ; Le Triouphe, 8 (45-62-45-76).

62-45-76).
UN POESSON NOMME WANDA (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opera, 2° (47-42-60-33); Pathé Hantefeuille, 6° (46-33-28-36); Pathé Hantefeuille, 6° (46-33-28-36); Pathé Hantefeuille, 6° (46-33-28-36); Pathé Hantefeuille, 6° (46-33-36); Pathé Hantefeuille, 6° (46-36-36); Pathé Hantefeuille, 6° (46-36-10-33; Pathé Hanteleville, 6 (46-32-79-33); Pathé Hanteleville, 6 (46-32-79-33); Pablicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80); La Pagole, 7 (47-05-12-15); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23); Gammont Parasse, 14 (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Les Nation, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Gaumont Alésis, 14 (43-27-48-50); Pathé Monparasse, 14 (43-27-45-01); Pathé Clichy, 18 (45-22-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01); Pathé Clichy, 19 (45-22-45-01);

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Gas-UNE AUTRE FEMME (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12): Cnis Beanboarg, 3" (42-71-52-36): Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5" (43-54-42-34); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30): UGC Rotonde, 6" (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, 8" (45-62-20-40): La Bastille, 11" (43-54-07-76); Eccurial, 12" (47-07-28-04); Gaumont Alésia, 14" (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79); UGC Maillot, 17" (47-48-06-06); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8" (43-87-35-43); Pathé Français, 9" (47-70-33-88); Pathé Montparasses, 14" (43-20-12-06); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUULLE (Fr.): Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26): 14 Juillet Parnasse, 6\* (43-26-58-00); George V, 8\* (45-62-41-46): La Nouvelle Maxéville, 9\* (47-70-72-86); UGC Gobelins, 13\* (43-36-23-44); Mistral, 14\* (45-39-52-43); Imagea, 13\* (45-22-47-94). Les grandes reprises

A LA POURSUITE DU BLAMANT VERT (A., v.f.): Paris Ciné 1, 10 (47-BENJI LA MALICE (A.): TEP, 20- (43-

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galando, 5-(43-54-72-71). CASINO ROYALE (Brit., v.o.): Le Clampo, 5 (43-54-51-60). LE CRIMINEL (A., v.o.): Action Chris-tine, 6 (43-29-11-30).

EASY RIDER (A., v.o.): Action Ecoles, 5: (43-25-72-07). JANE EYRE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5 (43-25-72-07)

JULES ET JIM (Fr.): Les Trois Lexten-bourg, 6' (46-33-97-77). KES (Brit., v.o.): Utopia Champoliton, 5' (43-26-84-65); Républic Cinémas, 11' (48-05-51-33).

LENNY (A., v.o.): Action Rive Ganche, LES LIAISONS DANGEREUSES (Ft.): Forum Orleon Express, 1= (42-33-42-26): Saint-Germain Studio, 5= (46-33-63-20); Les Trois Balzze, 3= (45-61-10-60); Sapt Parnassiens, 14= (43-20-32-20).

L'ORSÉDÉ (A.-Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-37-47). PICEPOCKET (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77). LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (\*) (A., v.A.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Pathé Hantefeuille, 64 (46-33-79-38); George V. & (45-62-43-46); v.L.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Fanvene, 13\* (43-21-36-86); Trois Parnassiens, 14\* (43-20-30-19); Pathé Clichy, 18\* (45-22-46-01).

LES SENTIERS DE LA GLOTRE (A. v.o.): Les Trois Luxembourg, & (46-33-97-77). STRANGER THAN PARADISE (A-All., v.o.): Utopia Champolitos, 5 (43-26-84-65).

LE TROISIÈME HOMME (Brit., v.A.) : Le Champo, 5 (43-54-51-60).

ABSINTHE Res. 42-06-02-45/42-61-03-32 24, place dis Marché-Saint-Honoré (1=)

LE SARLADAIS F. sam. midi, dim.

TY COZ Fermé dim. et lundi soir 35, rue Saim-Georges, 9 48-78-42-95

CLOSKHIE SARLADARSE 43-46-80-07 94, bd Diderot, 12 Tons les jours

6, pl. Maréchal-Juin, 17 (pl. Pereire)

RESTAURANT TROUMBEUX 47-05-47-75 79, rec Szint-Dominique, 7

47-20-98-15

45-25-53-25

45-20-87-85

45-44-94-41 T.L.J.

JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2º 40-15-00-30/40-15-08-08

YVONNE

13, rue de Bassano, 16º LE CORSAIRE

RIVE GAUCHE.

25, avenue du Maine. 15

LE TAGORE

i, bd Exelmans, 16º

# MUSIQUE

Concerts

ASCA (6°) Johann Faber, 21 h, mer. Perc. Oeuvres de Xenakis, Nogard, Roye, de Leuw.

ASSOCIATION FRANÇAISE DES AMIS DE L'ORIENT (16°) (47-23-64-85). Yang Sung Sic, 20 h 30 jen. Vio-ion, Gordon Bach (piano). Œavres de Bach, Fauré, Isaye, Chausson. ATHÉRÉE-LOUIS-JOUVET (5°) (47-42-67-27). Nathalie Statzmann, François-René Duckable, 20 h 30 lun. Alto, piano. Guvres de Brahms, Schubert, Debussy.

AUDITORIUM DES HALLES (4º) Kreisler String Orchestra, 20 h 30, mer. Eavres de Mozart, Britten, Chostako-vitch Telesfromeri

Trio baroque de Paris, 20 h 30 han. Œnvres de Couperin, Haendel, Bach, Corrette. os coupern, Haendel, Bach, Corrette.

CAPÉ DE LA DANSE (13º) (43-5705-35). La Muse en circuit, 20 h 30, hm.

Histoire chant purole ». Concert spectacle.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (4) (42-74-42-19). Atelier musique de Ville-d'Avray. 21 h. lun. Œzvres de Corghi, Bonifacto, Castagnoli, Elos, Rimoldi, Bonifacto, Castagnoli, Elos, Rimoldi.
CENTRE, MANDAPA (13°) (45-8901-60). Abdulrahman Jabaldi. 20 h 30,
inn. Luth. Musique classique arabe.
CHATHER THE ATRE MUSICAL DE
PARIS (1°) (40-28-28-40). Quatuor
Rosamonde, 12 h 45, mer. Cenvrea de
Chostalovitch, Haydu. Richard Covan,
12 h 45 ven Bergion Causes de Coc. Rosamonde, 12 h 45, mer Œnvres de Chostakovich, Haydn, Richard Cowan, 12 h 45, ven. Baryton, Œnvres de Caccini, Durand, Moussorgski, Schubert. Aga Winska, 18 h 30, ven. Soprano, Présentée par Brigitte Engerer. Œnvres de Bellini, Dournetti, Schumann, Verdi, Ensemble InterContemporaiz, 16 h, dim. Dir. Kent Nagano, C. Whittlesey (soprano), M. Carutti (perc.), A. Neveux (p.), J. Ghestera (vi), G. Knox (alto), C. Larson (cello), F. Stochl (ctb). Œuvves de Liszt, Kurtag, Wagner. Christoph Henkel, Georges Pindermacher. Jusqu'au 17 man. 12 h 45, hu. Cello, piano. Œuvves de Beethoven. Philharmonie tchèque, 20 h 30 mar., dir. Vaclav Neumann. a 9 Symphonie en rémajeur a de Mahler. Dans le cadre de Fintégrale Gustav Maller. Cincinnati Philharmonia Orchestra, 20 h 30, ven. Dir. Gerhard Samnel. «Todtenfeier», « Sechs frühe Lieder» de Mahler. Dans le cadre de Fintégrale Gustav Malher. Cincinnati Philharmonia. Orchestra, 20 h 30, ven. Dir. Gerhard Samnel. « Todtenfeier », « Sechs frühe Lieder» de Mahler. Dans le cadre de Fintégrale Gustav Mahler. Dans le ca

ECLISE SAINT-EUSTACHE (1\*)
Orchestre de chambre Jeso-Louis Petit,
20 h 30, mar. Dir. Jean-Louis Petit,
Chosur Huguette Chunel. « Requient de Fante. Téléphone location : 42-62-40-65. EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

(6\*) Nouvel Orchestre philhermonique, 20 h 30, jen. Dir. Léopold Hager. « Salo-mon » de Hacadel. Orchestre de cham-bre Bernsed Thomas, 21 h. mar. Œuvres de Goumod, Mahler, Mastenet. Télé-phone location: 43-96-48-48. phone location: 43-96-48-48.

EGLISE SAINT-JULIFN-LE-PAUVRE
(5') Camerata de Versailles, 20 h 30, ven.
Dir. Tadeusz Chachaj. Jean-Pierro
Armand (hth). Œuvres de Marcello,
Mozart, Bellini, Hayda. Téléphone location: 47-00-30-27. Trompeties de Versailles, 21 h, sam. Œuvres de Vivaldi,
Purcell, Lully. Téléphone location: 4262-40-65. Orchestre de chambre Dominique Fanal, 20 h 30, mar. Cheur Arthur
Recenter. Charale de consensateire arthur

Honegger. Chorale de conscruatoire du centre de Paris. Œuvres de Mozart, Schubert. EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE (4) Ensemble Stringendo. 20 h 30, vez., nam., 17 h dint, Dir. Jean Thorel, E. Guy-Kummer (mezzo-soprano), C. Pierre, P. Verrier (vi). Œuvres de Vivaidi, Bach, Corelli. Téléphone location : 45-23-18-25. Collin Felipanis acutais (4) Cheur mas-calin japonais Dushisha, 20 h 30, vea. Cheur féminin japonais Mimona. «Requiem de Fauré. Concert au profit des enfants réfugiés du monde. Télé-phone location : 40-35-70-11.

DINERS

- P.M.R. : prix moyen du repus - J., H. : ouvert jusqu'à... houres

Déjeunter-Diner-Souper. Une toque au Gault-Millau. Gérard vous réserve sou meilles accueil. T.L.J. de 12h à 14h30 et de 19h30 à 23h30. Sí sam, midi et dian, midi.

Au 1º ét., le premier restaut. irlandais de Parin, éés., éhiers, spécial. de sommon firmé et poissuss d'Irlande, menu dégret. à 95 F net. Au rex-do-ch., KTITY O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance ts les soirs su. municiens. Le plus gr. choix de whisheys du monde. Jusq. 2 la du mat.

Déj., diner j. 22 h. CASSOULET, CONFIT, FOIE GRAS, cèpes, movilles. DINER PÉRIGOURDIN 130 F s.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sens. soir.

VOS DÉJEUNERS ET DINERS dans us CADRE BRETON, POISSONS, CRUSTACES et FRUITS de MER. CRÉPES et GALETTES. Jusqu'à 21 L

· LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE »

Cuisine traditionnelle française personnelisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.Lj. sauf samedi midi et dimanche

Un des plus attrayants restaurants indiens de Paris. Anthentiques spécialités MUGLAI service dans un endre raffiné. Carte 140 F. A midi, menus à 70 F et 100 F.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Formé landi.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUTTRES TOUTE L'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ

Plats traditionnels - Vins à déconvir.
Décor : « Brassorie de Luxe »

JARDIN D'UVER en pied de l'Opéra-Ragnille
T.L.; de 11 à 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-42-90-32

faite par le patron. Carte inventive. Mean à 95 F s.c. Farmé samedi

SPÉCIALITÉS DU FERIGORD Déjenners d'affaires — Dâners — Salous pour gr VIEILLE CUISINE FRANÇAISE. Spéc. de POISSONS, HUTTRES. Plans régionaux. Carte 200/250 F. Fermé vendredi noir et assandi. Ouver, dimension.

GALERIE DE NESLE (6º) (43-25-11-28). Roland Dyens. Jusqu'au 26 mars. 20 h 30, mar. Guit. M. Terriour. (vib.), J.-L. Ceddala (perc.). Chaves de Villa-Lobos, Dyens, Coltrane. Dans le cadre du VIII-Festival international de la guitare. Téléphone location: 45-23-18-25.

INSTITUT D'ART (6') Nathalio Bera-Tagrine, 12 h 30, ven. Piano. Œuvres de Beethoven, Chopin, Scrizhine. MASON DE L'AMÉRIQUE LATINE
(7) (42-22-97-60). Minrain Ha Pura-hei, 20 h 30, jon. L. Almada (barpa), A. Lahinai, V. Rojas, V. Rojas, F. Marin (guit.). Musiques et chants paraguayers.

MASSON DES CULTURES DU
MONDE (6º) (45-44-41-42). Untad
Mahmond Mirza, 20 h 30, wan, sam,
17 h dim. Situr, Mohammad Akram
Khan (tabla). Musique de l'Inde du

MAISON DE RADIO-FRANCE (16') (42-30-15-16'). Jean-François Heisser, Georges Pindermacher, 18 h 30, wm., piano. Œuvve de Mozart, Zimmermann, Massus: Grand autitorium. Orchestre intional de France, 20 h 30 wm., dir. Zol-tan Pesto, Christian Zacharias (piano). ins Pesin, Christian Zacharias (piano), Œuvres de Masson, Schumaan, Manoury. Grand anditorium. Quatnor Via Nova, 18 b 30, sam. Œuvres de Revel, Dutilleux, Casanova. Grand andi-torium. Jean-Claude Pennettier, Ian Honeyman, 18 h 30, hm.; 20 h 30, hm., piano, ténor, L. Mazeron, L. Jaraky (soprano), B. Fabre-Garrus (baryton). Dir. Amick Minck, Œuvres de Schwarz, Bernf, Reibel, Mon. Grand anditorium.

Bend, Reibel, Mion. Grand auditorium.

MUSÉE DYORSAY (7º) Emsemble intercontemporain, 20 h 30, jeu., ven. Dir.
Kenz Nagano, C. Whittlesey (soprano),
C. Degliame (récitate). Hommage à
Mallarmé. Œavres de Debussy, Ravel,
Hindemith, Boulez, Wagner. Annick
Chartreux, 16 h, dim. piano on le trio : B.
Duteurtre (piano), E. Conquer (vi),
E. Watelle (cello). An restaurant du
musée. Entrée libre. ecc. Entrée libre. NOTRE-DAME DE PARIS (4) Jacques

Amade, 17 h 45, dim., orgue. Œavres de Messiaen, Reger, Dupré. Entrés libre. SALLE CORTOT (17') Patrick Ruby, 20 h 30, lun. Guit., Claude Pavy (guit.), Robin Troman (d.). Œnvres de Bousch, Ginner, Duarte, Piazzolla, Werner. Concert associé au VIII- Festival interna-

45-23-18-25.

SALLE GAVEAU (8º) (49-53-05-07). Joseph Suk, Quarnor Talich, 20 h 30, mer., violon. Genves de Mozare, Dvorak. Orchestre du conservatoire, 20 h 30, jen., dir. Jenn-Mare Barfin, C. Rivet (gmt.), L. Couret (harpe). Envres de Villa-Lobos, Reinecke, Dworak. Musikverein Quartet, 20 h 30, ven., R. Küchl, E. Sefert, H. Koll, F. Bartolomey. Œuvres de Beethowen, Haydn, Schubert. Orchestre de la RATP, 20 h 30, sam. Programme non communiqué. Concerts Pasdeloup, 17 h 45, dim. dir. Hikotaro Yasaki, Benoft Marin. Œuvres de Haendel, Telemans, Beethowen. Ventsulav Yankoff, 20 h 30, hun., piana. Œuvres de Beethoven, Brahma, Chopin, Scriabine. Emembe orchestral Diaphonie, 20 h 30, mar., dir. René Andreani. Daniel Cadé (piano). Œuvres de Weber, Rachmanicas Brahma. (piano). Œuvres de Weber, Racionani nov, Brahms.

nov, Brahms.

SALLE PLEYEL (8º) (45-63-88-73).

Nouvel Orchestre philharmonique, 20 k., ven. Dir. Arture Tamayo. Œuvres de Donizetti. Concerts Lamoureux, 17 h 45, dim. Dir. Jean-Chude Berpède, C. Johy, J.-B. Brunier. Œuvres de Dukas, Landowski, Liszt, Berlioz.

SCHOLA CANTORUM (5) (43-54piano. Œuvres de Dutilleux. Ives THEATRE RENAUD-HARRAULT (3\*)
(42-56-08-80). Yuzuko Horigome,
Thomas Zebennair, Nobuku Imai, 11 h.,
dim., violoa, alto, Mischa Maisky dim., violos, alto, Mischa Maisky (cello). Œuvres de Mozart, Ravel,

Detemy.

THÉATRE DE LA VILLE (4) (42-74-22-77), Mikhail Rudy, 18 h 30, ven., stm., dim., piano. Œuvres de Jamcek, Schubert, Moussorgaki, Ravel, Linzt. TOURTOUR (4) (48-87-82-48). Pascal Le Pennec, Guy Peria, Jusqu'an 1" avril. 19 h., mar, accordégne, Cavres de Bach.

RIVE DROITE

Jazz, pop, rock

APIACO (45-35-43-10). Virginia Mon-teiro, 22 h. mer., jeu., vez., sam., dim., mar. Et le Samba Rio. mar. Et le Samba Rio.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Thienry
Elliez, Jimmy Dromillard, Sylvain Luc,
23 h, mer., jen., ven., sam., dim. (dermilre): claw, gnit., basse, avec Nicolas
Filiatro (batt.). Station Groove, 23 h,
has. Brace Johnson, jusqu'an 19 mars,
23 h, mar.: fank.

LE BILBOUNTER

23 h. mar.: fank.

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Militia
Battlefisld, 22 h 45, mer., jeu., van., sam.
(dernière): chant, swee S. Belmondo
(trp), O. Hutman (p.), L. Trassardi
(ctb), P. Combelle (batt.). Gregg Hunter, 22 h, dim.: piano, chant. Glenn
Ferris, juaqu'an 18 mers, 22 h, lun.,
mar.: trb, avoe S. Belmondo (trp),
O. Hutman (p.), L. Trassardi (ctb),
P. Combelle (batt.).

CACCIS BUSTI (43-48-81-20). Son!

CACTUS REEU (43-38-30-20). Soul Connection, 23 h, sum. Bitne Time, 23 h, lun.: soul. Captain Merciec, 23 h, jon.

CAFÉ DE LA DANSE (48-05-57-22).
Marc Perrone, 22 h, mor., jou., ven., sem.
(demière): «Velverde». (dermers): «Verwerde».

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-65). Charde Nean, 21 h 30, mer. jen., ven., sam., dim. (dermère); avec le groupe Fais-moi mal. Stéphene Guérant, Benny Vasseur Quintet, juaqu'au 18 mar, 21 h 30, km., mar.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-44-50). Riccardo Garzoni, Peter Bockins, Alan Nelson, 20 h 30, ven., sam.: piano, eth, batt. Entrée libre sur réserva-CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-

24-24). Bestille rumbs, 22 h 30, mer.; avec Los Rumberes, Tede el Arte Giuan. Nimes Teix Lata, 22 h 30, jen., ven., sam. : Togo, avec l'enchette Afri-can Flash. Ring Night, 22 h 30, mar.

can Flash, Ring Night, 22 h 30, mar.

DUNOIS (45-84-77-00). Trio Lazro, Léndre, Zingaro, 20 h 30, jes.: sax., etb, vi.

Manuel Villarcel Quartet, 20 h 30, vas.:
plano, avec Ramon Lopez (drum). JeanPaul Mallet (aux.), François Máchali
(etb). Partick Fabert Quartet, JeanMarc Padovaxi, 20 h 30, sam.: trp, sax.,
avec F. Jacob (guit.), J. Mahieux
(drum), J.-L. Ponthieux (hase).

NEDACE HEPAIUT (46-32-00-56) ESPACE HERAULT (46-33-00-56). Mamdoub Bahri Group, 21 k, von. : guit.

ESPACE PIERRE-CARDIN (42-66-33-30). Golden Gate Quartet, jusqu'an 25 mars, 20 h 30, jen., ven., sam., hm., mar.; 15 h, sam., dim. LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-LATTTUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Brano Casanbon, 22 h, mez., mar.: piano, Nicoles Lebovici Trio, 22 h, jon.: piano, swee Philippe Soirat (batt.), luan Sambinet (basse). Sylvain Sourdeix Quartet, 22 h, ven., sam.: sax., avoc Emmannel Sourdeix (p.), Yves Torchiruky (basso), Eric Daval (batt.).

LA LOUISIANE (42-36-58-93). Philippe de Preisses Jazz Group, 21 h, mez., msr., Gilbert Leroux, 21 h, jon. Clarinet Connection, 21 h, ven. Bob Vatel, Michael Silva, 21 h, sam. Boosoos Jazz Combo, 21 h, bm.

MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44). Ratus Haricy Quartet, jusqu'au 15 mars, 22 h, mar. 0 h, mar., avec Charles San-drais, Georges Arvanius, Jecky Samson. LE MOCENE (42-77-40-25). Biscuit Rollors, 22 h 30, mer., jos.: blass. Soul

Train, 23 h, ven., sam.: blues. Bill Thomas Bines Band, 22 h 30, dim., lan.: guit, basse, batt., chant.

gart, mass, sair, christ.

IE MONTANA (45-48-93-08). René
Uriteger, jusqu'an 15 mars, 22 h 30,
mer., isn., mar; an bar. René Uriteger,
22 h 30, jen., von., sam.; avec Éric
Leham; an club. Stardant, 22 h 30, jen.,

Leiann; an club. Stardast, 22 h 30, jeu., ven., sam.; an bar.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Patrick Artero, 22 h, mer., jeu., ven., sam. (denière): trp: avec P. Calligaris et son orchestra. Patrick Sanssons, jusqu'an 15 mers, 22 h, hm., mar.: guit.; avec P. Calligaris et son orchestre.

NEW MORNING (45-23-61-41). Tim Berns Quinnet, 21 h 30, jeu. Odean Pope Trio, 21 h 30, ven., avec G. Veasiey, C. Rochestre. The Gladiators, 20 h 30, sam.: reggae. Eddie Harris, Les McCam Quartet, 21 h 30, dim.: jazz, blues, soul. Michel Carollo Trio, 21 h 30, mar., avec J. Rosenblatt, M. Bowie.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE

J. Rosenblatt, M. Bowie.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE

(43-21-56-70). Johnny Griffin Quartet,
21 h, mer. Huffir Ruir Saltiel, 21 h, von.:
claquettes. Marc Thomes, 21 h, sam.:
- Carnival jazz.-, Art Bishny sind the
New Jazz Messengers, jusqu'an 15 mars,
21 h 30, hun, max. Jean-Pierre Gelimean,
21 h, jen., avec le Middle Jazz Quintet.

PETIT JOURNAL SAINT-MGCHEL

(43-26-28-59). Watergate Seven + One,
21 h 30, mer. Maxim Sanny Jazz Music,
21 h 30, jen. Les Burbetner, 21 h 30,
von.: jazz New-Orleans: Orphoon
Celesta, 21 h 30, sam.: Kangonson
Swing Orchestra, 21 h 30, hun.; avec
Sarah Lazaros. Benny Waters, Polya Jorden, jusqu'an 15 mars, 21 h 30, hun.;

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36).

dan, janga an 13 mars, 21 n 30, mar.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36).
Alain Jean-Marie, 23 h, mer., jen., ven., sem., dim., lun., mar.; piano, svec Bhi Rovers (ctb.), Charles Bellomi (bant).
Marcel Zanini, François Rilhac, 20 h 30, ven.; sem.; ciar., piano.
SENTIER DES HALLES (43-36-37-27).

Arthur H., 22 h, mer., jon., wn., san. (dernière): chant, piano, avec Bradney Scott (eth).

Scott (ctb).

SLOW-CLUB (42-33-84-30). Jacky Caroft, 21 h 30, sam. Marc Lafernère, jusqu'un 15 mars, 21 h 30, mar.: swee le Transatlantie Swing Band.

SUNSET (40-26-46-60). Denis Bedault Quartet, 22 h, mer., jeu., wen., sam.: pinno, swee S. Spang Hansen (ax.), Yvos Torchinsky (ctb). T. Rabeson (batt.). Serge Adam Quartet, 22 h, inn., mar.: trp., swee B. Delbecq (p.), C. Montou (basse), O. Remne (batt.); Jazz Insion.

THE HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). Kandy Brown, 22 h, mer. Spanky Wison, 22 h, wen.: chant. Bill Thomas, 22 h, mer.
LES TROSS MAILLETZ (43-54-00-79).

Sandra Skir. 22 h 30, mer., jou., dim.: voix, funk, trio jazz, saivi de Beanle, Souty et Henri. Cynthis McPherson, 22 h 30, ven., sam.: chant, saivi de Dany Cohea, Jérôme. TROTTORS DE BUENOS-AIRES (42-

33-58-37). Reynaldo Anselmi, jusqu'au 15 avril, 22 h 15, mer., jen., ven., sam., mar.: chant, guit, avec R. Montirosi (bandoréon). O. Calo (p.), R. Tormo (ctb). Bai tango, 17 h, dim., animé par Carmen Agniar, Victor Curvala. UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). Long Distance, 22 h, jon. Cathie Grin-

gelli, 22 h, ven. Roland Menegon, 22 h, sam. Vipcent Aball, 22 h, mar. Alain Giroux, Jean-Louis Muhjun, 1 h, ven. RMB, 1 h, sam.

IE VILLAGE (43-26-30-19). Carole Bacis-y-Rifn, Massimo Farso, 22 h, mar.: chant, passo. Philippe Petit, Stéphans Pensiani Trio, 22 h, ven., sam.: piano, eth, avec Charles Saudrais (hint.). Jacky Terrason, 22 h, dim.: piano, Bernard Maury, 22 h, hm.: piano, Alain Bernard Duo, jusqu'an 15 mars, 22 h, mar.: piano. Philippe Petit, Guy Reboul Duo, 22 h, jen.: gait.

Rock

AU METRO (47-34-21-24), Paris Rock, BAISER SALÉ (42-33-37-71). Zool, 20 h. TELL SAID.

CACTUS RLEU (43-38-30-20). The Box, 23 h, ven.; svec Freddy Meyer. TAPE DE LA CARE (C-71-51-51). Marc. Drouin, jusqu'à fin avril, 20 h 15, mer., jes., ven., sam., mar.: « Vis ta rimagente», conédie musicale de Luc Pamondon et Marc Drouin, avec Dolbie Stéréo, les Echalotes, les Beaux Blonds, les Marx Brothers.

CHAPPLIE DES LONGARDS (43-57-24-24). Rock frênésie, 17 h, dim. rock grote mambo. LA CIGALE (42-23-38-00). La Money, 20 h, dim. CINEMA RIIZ. Festival rat revolution.

asire, 20 h 30, ven., sam : 15 h, dim : avec Cheb Khaled, Cheb Jallal, Cheb Kada, Cheba Zahouzma... CITY ROCK (43-59-52-09), Captain Mercier, 22 h 30, mer. Look de Paris, 22 h 30, ven. sum., dim.

Bovell Onb Band, 20 h, sam.; gve. Finning Othid.

Rimmy Othid.

EXCALIBLIR (48-04-74-92). Tobely and Friends, 21 h 30, mer. Picasso Brothers, 21 h 30, ven. Doc Lebrus, 23 h, ven. Les Frelons, 21 h 30, sam.; skn. Brice Kapel, 23 h, mar.; afre nock. Phalène, 21 h 30, mar.; France.

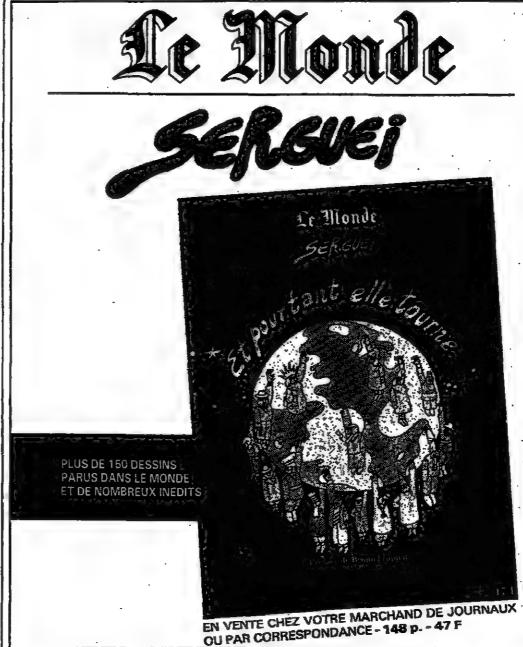
GIBLIS (47-00-78-83). Music Noise, 20 h.

mer. Tweed, 21 b. jen. Bunkerstrasse, 23 b. ven., sem. Metal Nightis, 22 b. msr.; svec Hartang.

NEW MORNING (45-23-51-41). Track and Party, 20 b 30, mer. OLYMPIA (42-61-82-25). Mike and the cs. 20 h 30, hau.

PALACE (42-46-10-87). French Kiss, 23 h, mer.; svec Areo Iris (danse): Canadro Flamenco». Dirty Dancing, 23 h 30, dim. REX CLUB (42-36-83-98), Les Aprèm's à Toto, 17 h, dim.; avec Daphnée Dejay, Jacques Gueho, Al Tatou (peintures), Frederik, Antonia.

SENTTER DES HALLES (42-36-37-27). Leslie, jusqu'an 17 avril, 21 h, hm.; dans le cadre des Lundis du rock. SLOW-CLUB (42-33-84-30). Tony Mar-low, 21 h 30, mer., jeu., ven. THE HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). Transcommental Cowboys, 22 b, jen. The Box, 22 h, sam, ; avec Freddy Meyer. Nama and Co, 22 b, bm... UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). J.-J. Milman, Smds, 22 h, mar.



FRANCE (trais de port inclus) Norsex.: X52 F = ETRANGER DOM-TOM (frais de port inclus) None ex.: X57 F =

7, rue des Italiens 75009 Paris (France) BON DE COMMANDE SERGUEI

LOCALITÉ : CODE POSTAL :

Ν:



هكذا من الأصل

# Mercredi 8 mars

TF 1

29.45 Football. Eliminatoires de la Coupe da monde (match aller) : Ecosso-France. 22.50 Magazine : Ex Ebris.

ECOSSE-FRANCE SUR TEL **GAGNEZ 100.000 F** ET-10 VOYAGES POUR L'OUVERTURE DU MONDIAL 90 EN JOUANT AU

Rendez-vous à la mi-temps avec LE MEILLEUR MAGAZINE en vente des jeudi

De Patrick Poivre d'Arvor, Expliquez-moi (Elisabeth Badinter pour Qu'est-ce qu'une femme? et Confessions de Mai d'Epinay); Exploration (Colette); Expliquez-moi (Marina Yagueilo pour le Sexe des mois); Extérieur livre (Altison Lurie pour la Vérité sur Lorin Jones); Extérieur livre (Simone Schwarz-Bart pour Hommage à la femme noire); Expliquez-moi (Hélène Tremblay pour Pamilles du monde, les Amériques). 23.55 Journal et Météo. 0.15 Série: Dréieu d'histoires, 0.48 Documentaire: Histoires naturelles.

A 2

> 20.35 Série : Sentimenta. L'été de tous les chagrins, de Serge Moati. Avec Carol Styczen, Daniel Gélin, Micky Sebastian, Jacques Spiesser, 22.95 Flash d'informations, 22.10 Magazine : L'autoère isumédiate. De Daniel Lecomte et Jean-Chande Guillebeau. Les années bio, La révolution biologique. Sommaire : Le sang blanc; Le choix du sexe ; Espoins pour la médecine ; Vaincre le sida ; Trente ans déjà ; Des enfants sur commande ; Les thèses du docteur Edwards ; Un labo au-dessus des lois ; La vie sous copyright. 23.35 Informations : 24 heures sur la 2. 23.45 Métée. 23.50 Busket : Coupe d'Eurepe. Limoges-Barcelone.

28.35 Thélitre : Lorenzaccie. Pièce d'Aifred de Museet, mise en scèns par Franco Zeffirelli, avec Francis Huster, Gene-viève Casile, Louis Scigner, Michel Etcheverry. Réalisés en

direct de la Comédie-Française par Jean-Claude Carrère et diffusée poso la première jois en octobre 1977. 23.48 Jour-nal. 0.00 Muniques, munique.

20.30 Documentaire: Les cercuells de Mr Kame Kwel. Do Thierry Secrétan. Diffusé exceptionnellement en clair à l'occasion du Festival du cinéma du réel. 21.05 Cinéma; Eddie and the Cruisers a Film américain de Martin Davidson (1983). Avec Tom Berenger, Michael Pare, Joe Pantoiano. 22.35 Flash d'informations. 22.46 Cinéma; Plein in gueule a Film américain de Robert Aldrich (1974). Avec Burt Reynolds, Eddie Albert, Ed Lanter. 0.35 Cinéma; les Culottes rouges am Film français d'Alex Joffé (1962). Avec Bourvil, Laurent Terzieff, Étienne Berry. 2.15 Série : Max Flendroom.

20.30 Téléfilm: Piège mortel. 22.15 Téléfilm: Ma femme a dispara. 0.00 Journal de mimit. 0.05 Magazine: Nomades (rediff.). 0.30 La demoiselle d'Avignom (rediff.). 0.55 Mañame, êtes-vous libre? (rediff.). 1.20 Rouvard et compagnie (rediff.). 1.40 Tendresse et passion (rediff.). 2.05 Journal de la autt. 2.10 Vive la vie! (rediff.). 2.20 Voisia, voisine (rediff.). 3.30 Fenilleton: Dominique. 4.05 Voisia, voisine (rediff.). 5.05 Tendresse et passion (rediff.), 5.30 Bouvard et compagnie (rediff.).

M 6
20.35 Téléfilm: Terreur dans le ciel. 22.10 Magazine: Libre et change. De Michel Poisc. Invités: Pierre Bénichou (le Nouvel Observateur), Nathalic Prévost (anteur de la Mort Indigne de Malik Oussekine), Philippe Tesson (le Quotidien de Paris), Dominique Pouchin (Libération), Sylvie Wickert (correspondante de la Radio nationale allemande). 23.25 Six minutes d'informations, 23.35 Série: L'homme de fer. 0.25 Magazine: Roulevard des clips. 2.00 Anne jour après jour. 2.25 Magazine: Ondes de choc (rediff.). 3.15 Documentaire: S'il te piait, montre-moi nos histoires. 3.40 Magazine: S'il te piait, montre-moi nos histoires. 3.40 Magazine: S'il te piait, montre-moi nos histoires. S'il te piait, montre-moi nos histoires. 4.55 Anne jour après jour (rediff.). 5.20 Poty en Tunisie, 5.45 Mantique: Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes, 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Suisse, du Canada, de la Belgique, 22.00 Communauté den radios publiques de laugue française, La nouvelle communication. 22.40 Nuits magnétiques. Les délices des mathématiques. 2. Un paysage certain, 0.05 Du jour su lendemain. 0.50 Minisque : Codn. Verres cassés, voix brisées.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Cemeert (donné les 3 et 4 mars an Châtelet): Symphonie p. 104 en ré majeur, de Haydn; Symphonie p. 10 en fa dièse majeur (adago), Lieder eines fahrenden Gesellen, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. John Pritchard; sol.: Udo Reinemann, baryton. 22.20 Concert du GRM. Stop! l'horizon, Courir de Zanesi. 23.07 Jazz cheb. En direct du New Morning: le quintette de l'organiste Jack McDuff.

## Jeudi 9 mars

TF 1
14.35 Femilieron : Le cannot publishe. 15.35 Série : Drôles d'histoires. 16.00 Quarté à Saint-Cloud. 16.10 Variétés : La chance aux chancous. 16.30 Club Dorothée. 17.50 Série : Matt Houston. 18.45 Avis de recherche. 18.50 Femilieron : Santa-Burbara. 19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Le bébête show. 20.00 Journal, Métée et Tapis vert. 20.40 TSHfilm : Danis la chaleur de la mait. De David Hemmings, avec Carroll O'Consor, Howard Rollins. 22.25 Magazime : La séance de 22 heures. Présenté par Patrick Sabatier. Invités : Richard Berry, Patrick Bruel. 22.30 Cinéma : Un peu de soleil dans Fean froide : Film français de Jacques Deray (1971) Avec Candino Anger, Marc Porel, Judith Magre. 6.20 Jeurnal et Métée. 8.40 Série : Drôles d'histoires.

A 2

14.10 Femilieton: Lill, petit à petit. 15.10 Magazine: Du câté de chez Fred. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Série: Chapean melos et bottes de cuir. 16.55 Flash d'informations et Métée. 17.00 Magazine: Graffitis. 17.55 Série: Les deux font la paire. 18.45 Jen: Des chiffres et des lettres. 19.18 Actualités régionales. 19.35 Plaisir de rire: Loft story. 20.00 Journal et Métée. 20.30 INC. 20.35 Chéma: Charlots connection 11 Film français de Jean Couturier (1983). Avec Les Charlots, Henri Garcin, Alexandra Stewart. 21.55 Flash d'informations, 22.00 Magazine: Edition apéciale. De Claude Sérillon. Thème: «Les expropriations». 23.25 Informations: 24 heures pur la 2. Avec le magazine européen Puissance 12. 23.45 Métée. 23.50 Magazine: Du côté de chez Fred (rediff.).

FR3

FR 3
14.00 Magazine: Dados babos. 14.30 Magazine: C'est pus juste. 15.30 Magazine: Tèlé-Caroline. 17.00 Flash d'informations: Spécial jeunes. De 17.05 à 18.30 Annus 3. 17.05 Dessin anhui: Petit ours brun. 17.06 Croc-note show. 17.10 Série: Nell. 17.35 Dessin snimé: Signé Cut's eyes. 18.00 Accustour pour Faventure. 18.05 Magazine: Drevet veud lu suèche. 18.30 Jou: Questions pour us champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.58 Dessin aminé: Il écuit une fois la vie. 20.07 Jeu: La classe. 20.35 Téléfain: Le chantage à la vie. De Bernard McBweety, avec Loretta Swit. Vie Morrow. 22.15 Journal. > 22.35 Magazine: Océaniques. Spécial Festival du réel: Fanthropographe. 23.30 Minsignes, unaique. 23.35 Minsignes. Troistème sourel de P. Mealignou et 23.30 Musiques, musique. 23.35 Missi-films. Troisseme sout-sol, de P. Meadeb; La peire de moulles, de Ph. Malignon et B. Chatry.

**CANAL PLUS** 

15.05 Pochettes surprises: Les copines en sourée, de Joanna Quian; Misus circus, de Dominique Zay; Lapilazooli, de Bruno Le Jean. 15.30 Claissa: A motre regretable époux li Film français de Serge Korber (1987). Avec Jacqueime Maillan, Alida Valli, Jacques Dufilho. 16.55 Pochettes surprises. Trois imbéciles. 17.18 Documentaire: Les allumés du sport. 17.48 Cabou cadin. En clair jasqu'à 20.30. 18.25 Dessin sutinté: Virgul. 18.30 Dessins saimés: Ca cartone. Présentés par Philippe Dana. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 58. 19.30 Magazine: Nulle part ailleurs. 20.30 Cinéma: Pleis sud ut Film franco-espagnol de Luc

Bérand (1980). Avec Patrick Dewaere, Cho Goldsmith, Jemme Morean, Guy Marchand, 22.06 Flish d'informations. 22.05 Cinéma: Mission mu Film anglais de Roland Joffé (1986). Avec Robert De Niro, Jeremy Irons, Ray McAnaily (v.o.). 8.05 Série: Palace. 1.20 Cinéma: le Principa de Farche de Noé m Film allemand de Roland Emmerich (1983). Avec Richy Müller, Franz Buchrieser, Aviva Joži.

14.45 Série : Bounara, 15.45 Série : Capitaine Furillo. De 16.50 à 18.30 Dessius animés, 16.50 Karine, l'aventure du Nouveau Monde. 17.15 Enti magique, 17.40 Les défenseurs de la Terre, 18.05 Jeanne et Serge, 18.30 Bouvard et contençaie, 18.50 Journal, 18.50 Journal, 20.30 Téléfiku : L'hybride infernal. Minul. 20.00 Journal. 20.30 Teléfilm: L'hybride infernal. 21.55 Magazine: Casé Casq. 22.05 Série: La voyagent. 22.30 Caséma: Felicity | Film australien de John D. Lamond (1979). Avec Glory Annen, Christopher Milne. 6.00 Journal de mannit. 0.05 Capitaine Farillo. (rediff.). 1.10 Madame, étes-vous libre? (rediff.). 1.35 La demoisselle d'Arignon (rediff.). 2.05 Bouvard et compagnie (rediff.). 2.25 Tendresse et passion (rediff.). 2.55 Magazine: Claé Cinq (rediff.). 3.05 Journal de la mit. 3.10 Vire la vie! (rediff.). 3.40 Feuilleton: Dominique. 4.05 Volsia, volsine (rediff.). 5.30 Bouvard et compagnie (rediff.). 5.45 Musique: Aria de rêve.

M 6

14.10 Musique : Boulevard des efips. 16.05 Jez : Quizz
creur. 16.50 Hit, hit, hit, hourra | 17.05 Série : Les esplons.
18.05 Série : Le Saint. 19.00 Série : Les routes de paradis.
19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Coshy show.
20.35 Chéant : Denx enfoirés à Saint-Tropez U Film français de Max Pécas (1985). Avec Jean-Michel Noiret, Philippe Caroit, Caroline Tresca. 22.05 Série : L'homme de fer.
22.55 Six minutes d'informations. 23.05 Magazine : Oudes
de choc (rediff.). 0.00 Musique : Boulevard des elips.
2.00 Anne, jour après jour. 2.25 Magazine : Destination
sansté (rediff.). 3.15 Documentaire : S'il te plaît, montretuoi nos histoires. 3.40 Magazine : Oudes de choc (rediff.).
4.30 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires.
4.55 Anne, jour après jour (rediff.). 5.20 Poly en Tunisie.
5.45 Musique : Boulevard des elips.

FRANCE-CULTURE 20.30 Les tréteaux de la Révolution. Les derniers feux des Girondins. 21.30 Profils perdus. Boris Souvarino. 22.40 Nuits magnétiques. Les délices des mathématiques. 3. Analyses harmoniques. 0.05 De jour as lendemain. 0.50 Munique: Coda. Verres cassés, voix brisées.

FRANCE-MUSIQUE

28.36 Comeart (en direct de l'église Saint-Germain-des-Prés): Salomon, oratorio de Haendel, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Léopold Hager; sol.: Nancy Argenta, James Bowman, Valerie Masterson, Sonia Nigoghossian, John Mark Ainsley, Harry Dworchak, Martyn Hill. 23.07 Cimb de la musique contemporatine. L'ensemble Contrechamps. 6.36 Necturne correspondame. I. Le grand départ de 1778 vers Paris. Lettres de Mozart lues par André Dussolier et œuvres du musicien.

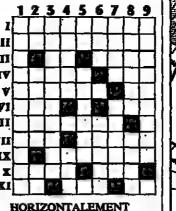
Audience TV du 7 mars 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT MEGARDÉ LA TV (an %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	Me
		Senta-Barbara	Actual, région.	Actuel. Wigion.	Top 50	2 Rics à Misml	Routes peredi
19 h 22	49.4	21.1	8.8	9.7	4,3	3.0	2,4
		Rose fortune	Left Story	19-20 late	Nulle pert	2 Piles à Marri	Routes peredic
19 h 48	57.1	33.0	7.3	6.7	4.1	4.3	2,2
		Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	Cosby show
20 h 18	67.8	29.3	14.5	11.1	2,2	5.8	5,1
		L'Evedé	L'Addition	A 23 pes_	Tuer ma femme	Si ma gusule	Deliripa
20 h 55	72.8	27.0	20.0	11.1	0.9	12.8	3,5
		L'Évadé	L'Addition	A 23 pes	La Déclin	Si the guesie	Homme de fur
22 h 8	68.1	26.9	20.2	10.5	0.5	10.5	1.3
<del></del>		Gel mos mardi i	Débet	Demine saimés	Le Déclin	10 millions or	Honome de far
22 h 44	40.3	15.4	10.4	<b>9</b> -1	1.1	2.4	2.0

# Informations « services »

## **MOTS CROISÉS**

PROBLÈME Nº 4956



I. Peut être garai de boulettes. — II. N'est évidemment pas d'accord quand on dit que s'asseoir, ça ne coûte pas plus cher. — III. Démons-tratif. Autrefois était incroyable. — IV. Pour ceini qui voulait mettre quelque chose sur ses tablettes, Orchidacée de Colombie. – V. Peuvent être rangées avec les cruches, Pour lier. - VI. Ordre de départ. Qualifié de vivant quand il n'est pas académique. - VII. N'a évidemacatemique, — VII. N'a evidemment pas à se presser quand il n'y a pas le feu. — VIII, Est parfois sous le bonnet. Un pays entre la Charentome et l'Iton. — IX. Courent en Amérique. — X. Fixa un ceil. A parfois le cœur sec. — XI. Appris. Court toujours. Participe.

VERTICALEMENT

1. Se divisent pour multiplier. 2. Interjection. Une vieille toupie,
Qui a donc tout quitté. - 3. Sans
rien dire. - 4. Ville de Belgique, Coule en Suisse. — 5. En France. Sa mort fut en quelque sorte une réu-nion de famille. — 6. Situés. Nom de roi. — 7. A l'étranger. Fut la capitale du Carnatic. — 8. Agir d'une iaçon dégradante. Peut s'élever quand il y a la peste. — 9. Comme les oreilles, quand il y a un matraquage.

Solution de problème nº 4955 Horizontalement

I. Béquilles. - IL Abus. Iulo. III. Rée. Ema. - IV. Inter. ENA. -V. Liesse. Cl. - VI. Leu. Esses. -VIL Erre. Tome, - VIII. Sternes. IX. Ans. - X. Titi. Date. - XI. Eta.

Verticalement

1. Barillet. Te. - 2. Ebénier. Rit. - 3. Quêtours. Ta. - 4. Us. Es. Etai. - 5. Erse. Eu. - 6. Lit. Estrade. - 7. Lune. Son. As. -8. Elancements. - 9. Sc. Aisés. Eu. GUY BROUTY.

# **JOURNAL OFFICIEL**

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 8 mars 1989 :

DES DÉCRETS Nº 89-144 da 20 février 1989

créant le Parc national de la Guadeloupe. ● Nº 89-146 du 6 mars 1989 relatif à la perception en 1989 d'une

papiers, cartons et celluloses. UNE LISTE Des élèves ayant obtenu le

taxe parafiscale sur les pâtes,

diplôme d'architecte DPLG.

# **EN BREF**

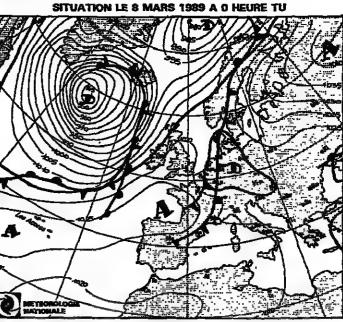
Colloque sur « Demain l'Europe 1992 ». - L'association Alerte aux réalités internationales organise, le samedi 18 mars, un collogue sur le thème « Comment se entent chez quatre de nos partenaires et concurrents - RFA. Grande-Bretagne, Espagne, Italie les systèmes d'éducation supérieure et de formation, les fiscalités directes et indirectes, les prélèvements et couvertures sociales ». Mrs Christiane Scrivener, commissaire européen, ancien ministre, tirera les conclusions du débat en examinant « Quelles sont les difficultés à résoudre avant 1992 ». Le colloque aura lieu de 9 heures à 13 heures à l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers, 155, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris.

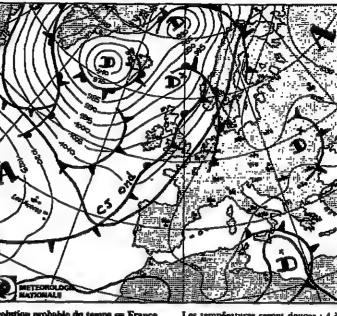
★ Informations suprès de M<sup>as</sup> San-tucci (46-85-91-29) on à Alerte, 47, rue da Borrégo, 75020 Paris.

● Colloque sur la sexualité. -L'Association inter-hospitalouniversitaire de sexologia (AlHUS) organise, du 17 au 19 mars, à Paris (Faculté de médecine, rue des Saints-Pères) un séminaire sur le thème : « Sexualité, mythes et culture ». Organisée en collaboration avec les facultés de médecine de Genève, Lyon, Marseille, Paris et Toulouse, cette rencontre donnera lieu notamment à plusieurs tables rondes : « Pour une ethnosexologie ? », «Sexualité, praticions et imaginaire», ∢ Masculin-féminin », etc.

\* Renseignements : secrétariat du congrès, 6, boulevard de Grenelle, 75015 Paris. Tél.: 45-77-18-63.

# MÉTÉOROLOGIE





volution probable du temps en France entre le mercredi 8 mars à 9 beure et le jendi 9 mars à 24 beures,

Un anticyclone va temporairement se développer sur la France. Les perturbations atlantiques seront, de ce fait, déviées vers les lles britanniques et ne feront qu'efficurer les régions du Nord-Ouest où elles donneront des passages nuageux mais peu oo pas de pluie.

Jendi: sunges sur le Nord et l'Ouest, soled sur les autres régions. Sur la Bretagne, la Normandie, le Nord, la Picardie, l'Ilode-France, le

Centre, les Pays de Loire et le Poitou-Charezites, le temps sers agréable bien que nuageux. Près de la Manche, tonte-fois, ces nuages seront plus épais et s'accompagneront, par moments, de petites pluies on bruines. Le vent souf-flera modérément du sud-ouest.

7 degrés su lever du jour, 10 à 13 degrés

ions - one is the property was a second of the property of the

A l'anbe, des bancs de brouillards seront présents dans les vallées du Sud-Ouest, du Massif central et du Nord-Est. Il fera frais : 1 à 3 degrés, avec de faibles gelées locales. Mais le soleil dissipera rapidement les formations bra-meuses et permettra une nette hansse des températures. En milieu d'après-midi il fera 13 à 16 degrés dans la Midi, 11 à 13 degrés plus au nord.

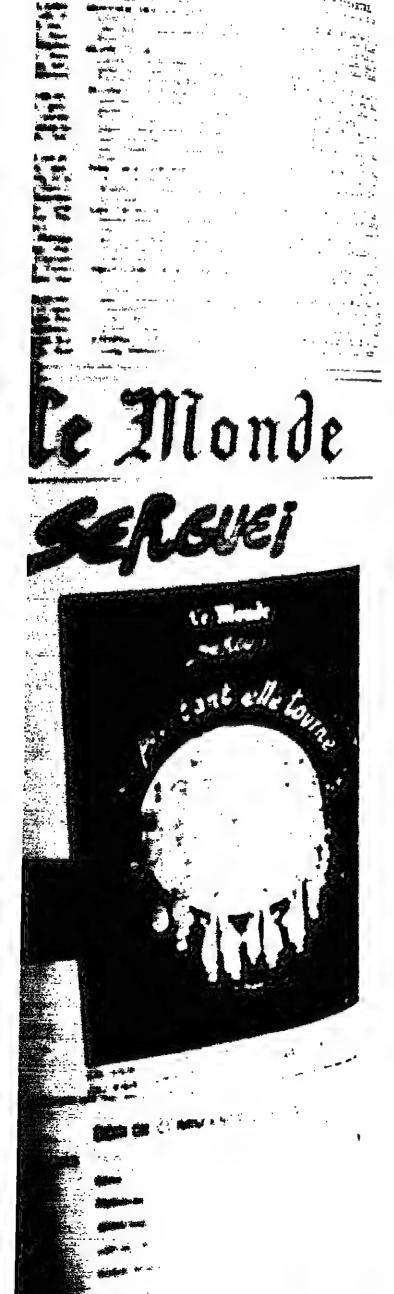
Sur la Côte d'Azur et la Corso, les éclaireies alterneront avec des passages nungeux menaçants qui occas quelques averses.

Mistral et tramontano faibliront en

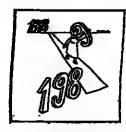
LEGENDE - Description TRES HUADER TEMPS PREVULE 09 - 03-89 DERUT DE

	FRAM	ICE			TOURS		10	1	D	LOS ANG	ees	23	12	
AJACCIO		7	6	C	TOULOUSE		16	- 4	C	LUXEMB	JURG	13	0	
MARRITZ		16	5	Ă	PODNIEAR	IRE	29	21	D	MADRID		17	7	
BORDEAU		14	3	Ä	É	TRAN	<b>ICF</b>	R		MAPRAK		31	24	į,
DOUBGES		15	2	N					N	MEXICO		22	6	
PREST	CONTRACTOR	īī	3	A	ALGER		20 30	7		MILAN		16	6	3
CAEN		10	3	D	ATHENES .		ַ וו	ž	P		M	-11	-27	į
CHERROL		9	4	D	BANGKOK.		28	22	N	MOSCOU		- 1	-3	(
CLERKON		17	4	N	BARCHI (N		16	10	P	NATROM		28	20	į
DUXON		16	5	Ç	MELGRADE		13	-1	Ď	NEW-YOR			-10	1
CREVOR		18	6	C	BERLIN		16	-1	č	OSLO		8	S	
LILLE		10	5	P	MALE IN THE		11	á	>	PALMA-D		18	11	
LANCES		12	4	N	LE CAIRE .		20	12	b	PLAN		8	-5	1
LYON		16	6	P	COPENHAG		10	3	N	I DODE I		30	24	1
MARSERI		18	10	F	DAKAR		30	17	Ĉ.	101E ,,,	,	14	3	1
NANCY NANTES .		15	3	r D	DELET		30	13	Ď	SINGAPO	DR	30	24	1
NCE		15	2	Č	DERRA		19	-2	Ň	STOCKEC		9	-1	i
PARISMO		12	ŝ	Ď	CENEVE		15	5	p	SYDNEY	1074apsos	29	20	i
MU		15	3	P	HONGKONG		16	14	D	TOKYO		6	2	
PERMINA	N	16	10	č	STANBIL			5	č	TURES		17	7	1
REVIES .	34 a = 544 g	10	1	Ď	JÉRUSALAN		15	ā	Ď	VARSOVE		6	ż	i
STETENN		17	ŝ	č	LISBONNE		17	11	Ď	VENSE		15	ŝ	ì
STRASHOU		17	6	P	LONDRES		10		Ď	TENE.		14	1	-
والجحمير	1111	**		-	رر لنيوب سر	212624				- MANUE .	*******	14		2
									-	P		_	_	

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : beure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.



# Bicentenaire



# L'école républicaine fête ses origines

Les festivités du Bicentenaire entrent avec ce mois de mars dans leur dimension \* grand public ». An premier rang de celui-ci, les enseignants et leurs élèves, « Lorsque le dernier lampion de la commémoration sera éteint, le vrai critère de notre succès sera une conscience plus forte de l'héritage parmi les jeunes», a estimé M. Jean-Noël leannency, président de la mission du Bicentenaire, au cours d'une conférence de presse commune avec M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, réunie en Sorbonne

« Réapprendre les acquis », en mesurer la « fragilité », évaluer « les défis nouveaux que propose l'évolution de la science » au monde moderne, voici quelques-unes des tâches auxquelles l'école de la République peut contribuer. Pour M. Jospin, cette approche doit « toucher l'ensemble de la communauté éducative sans qu'on lui impose une vision officielle de la Révolution francaise ».

L'école gratuite et obligatoire fête donc ses origines (décret du 19 décembre 1793 l'instituant pour tous les enfants de six à huit ans). Dans le pluralisme.

Le soutien aux initiatives locales est le premier «axe» de l'action ministérielle. Plus de deux mille - projets d'action éducative > (PAE) sont encouragés dans les établissements secondaires (19,5 millions de francs de crédits spéciaux), plusieurs centaines à l'école élémentaire (1.5 million) et 2 millions de francs sont attribués à des associa-

tions « partenaires ». Les enseignants out à leur disposition un mportant matériel mis au point par le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) ou les centres régionaux et départementaux textes, illustrations, diapositives, films vidéo... Le CNDP diffusera

Le second axe consiste à proposer au monde scolaire deux « temps

d'autre part cinq émissions sur FR 3

● Le 21 mars sera la journée de la Révolution française et des droits de l'homme dans tous les établissements. Un texte de Condorcet sera lu dans les écoles, les collèges et les lycées, qui participeront à la plantation par les communes des « arbres de la liberté » (le Monde du 25 février). Un petit livret, édité par la Mission, en explique la symbolique et donne les partitions de quelques chants révolutionnaires (110 000 exemplaires). Une affiche de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen a été tirée à 250 000 exemplaires; un recueil de textes et de documents « du dixhultième siècle à nos jours » à 450 000 exemplaires (288 pages).

• Le 11 mai, des fonctionnaires des finances sont appelés à faire avec les instituteurs une leçon d'éducation civique sur la « Révolution française et les finances publiques » dans les classes de CM2. Tout n'a-t-il pas, en effet, débuté sur co thème?

(1) CNDP, 29, rue d'Ulm, 75230 Paris Cedex 05. Tél.: 46-34-90-00.

# **VENTES PAR** ADJUDICATION

Rubrique OSP 64, rue La Boétie, 45-63-12-66 MUNETEL 36.15 CODE A3T

APPARTEMENT & 4 P. PRINC. Au 8º étage - Bêt. 27 - Escaller 2 Care - Emplacement de voiture en surface à VITRY-SUR-SEINE (94)

12, 14, 16 avenus de la Commune-de-Paris Mise à prix : 70 906 F S'adr. S.C.P. Gastiscau, Malaugeau, Beltrife-Coussus, avecus associés à Paris (6°), 2, carrefour de l'Odéca - Tél. : 46-33-02-21 - Ts avecus près trib. gde inst. de Créseil. S'licux, sour viniere, les. 13 et

15 mars 1989 do 14 h 30 à 15 h 30.

Vie 1/snis, pal, Just, Évry (91) march 14 mars 1989 à 14 h es 1 seul lot MAISON D'HAB, à BOIGNEVILLE (91920) M. a P. : 100 000 F Chemin rural de Nangor Coe 1 663 m<sup>2</sup> S'adr. S.C.P. R. Ellai - J.-M. Grimal - F. Ellai svocats à Evry (91000) 3, r. du Village - Tél. : 60-77-96-10

/te s/sais. pal. just. Évry (91) mardi 14 mars 1989 à 14 h Parts et portion UNE MAISON D'HAB.

à ONCY-SUR-ÉCOLE (91490) — M. à P. : 180 000 F 20, rue du Maricchel-Leclere — Cos 5 a 97 ca - Occupés S'adr. S.C.P. R. Efini - J.-M. Grimai - F. Efini avocats à Évry (91000) 3, r. Village - Tél. : 60-77-96-10 Vis. s/pl. vendr. 10 mars de 11 h à 12 h

Vente sur surenchère au palais de justice d'Évry le mardi 21 mars 1989 à 14 h UN IMMEUBLE à usage professionnel SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (Essonne) 12, rue Denis-Papin

Mise à prix: 990 000 F
Consignation préalable indispensable pour exchérir S.C.P. Akom Floquet
Traxillo, avocata, 4 boulevard de l'Europe à Évry (60.79.39.45)
Mª Bavassard, avocat à Evry (Tél.: 69.91.13.30) Mª Damoissean,
Avocat à Corbeil-Essonnez. Tél.: 64.96.30.51.

Vente au palais de justice de Paris, le lundi 20 mars 1989 à 14 h. En dix lots à PARIS 19, 12, rue Bouret UN STUDIO APPARTEMENT

Libre Mise à prix : 50 000 F

Libre Mise à prix : 70 000 F APPARTEMENT **APPARTEMENT** an 37° étage Loué Mise à prix : 60 000 F - Mise à prix : 70 000 F

S' au 10° lot : purking dans la cour Mise à prix : 2 000 f' cincm M' Yves Teursille, avocat à Paris, 48, rue de Clichy, 761. : 48-74-45-85 lorg, avocat à Paris, 42, rue Ampère. Tél. : 47-66-21-03, M' Patrick Mis syndic à Paris, 60, bd de Sébastopol.

Cabinet de la S.C.P. Chevaller-Chevaller/Andrier-Baradez, avocats au barreau d'Évry, 108, pl. des Miroirs à Évry — TEL : 64-97-11-11. Cabinet de la S.C.P. Vasiot-Bourgeois - Viala, avocats au barreses d'Évra 41. Bourgeois - Viata, avocats an barrean d'Evry, 61, rue Saint-Spire à Corbeil-Essonnes -Tél. : 64-96-24-68. Cabinet de la S.C.P. Normand - Chalgue - Normand/Bodard Palland, avocats an barrean de Paris, 37, r. Galilée à 75016 Paris. Tél. : 47-29-38-91.

au palais de justice d'Évry (Basonne), rue des Mazières, l mardi 21 mars 1989 à 14 heures :

DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS (LOT N- 1), DÉPENDANT D'UN IMMEUBLE COMMERCIAL SIS A ARPAJON (Essonne)

72, GRANDE-RUE ET RUE HENRI-BARBUSSE SANS NUMÉRO ET 3 EMPLACEMENTS DE PARKING (LOTS nº 2 - 3 et 4) MISE A PRIX : 1 732 500 F (résultant de la surenchère) m obligatoire pour enchéris. Les enchères ne peuvent être portées que par un avocat inscrit au barreau d'Évry (Essonne). (L'avocat du poursnivant ne peut intervenir que pour celui-oi.)

# Automobile

## Le Salon de Genève

# Pleins phares sur Mercedes

de notre envoyé spécial

Belle réplique à BMW qui à Genève, l'an dernier, avait présenté sa 750 à 12 cylindres, Mercedes pré-sente au même salon un cabrio-let\_SL que les antateurs de très belles voitures ne seront pas prêts d'oublier. Livrable en six et en huit cylindres, multisoupapes, avec tons es perfectionnements que l'indus-

A côté de cette nouvelle venue sur le marché de l'automobile de l'uxe (le prix d'attaque sera de 400 000 F, pour avoisiner avec le plus gros des moteurs les 600 000 F), les autres premières » apparaissent, ici, bien

Il faut toutefois mentionner une nouvelle Nissan qui ne manque pas de classe, une six cylindres baptisée Maxima et qui ne cache pas son intention d'attaquer les gammes supérieures, Renault 25, Saab et



Le cabriolet SL de Mercedes,

nouveau haut de gamme de la firme allemande atteint sans contesto des

On n'hésite pas ici à évoquer à son propos les roadsters des années 50 qui figurent de nos jours dans les collections. Hard-top, capot à commandes electro-hydrauliques, ceintures de sécurité intégrées au siège, système d'amortissement adapté automatiquement à la route et couplé à un correcteur d'assiette, tout est prévu pour que la sécurité aussi bien active que passive soit parfaite.

Un perfectionnisme poussé jusqu'à l'extrême, telle la présence d'un arceau de sécurité mobile qui se décienche de lui-même en cas de collision et peut, bien sûr, être actionné en poussant sur un bouton. On a calculé que de lui-même, cet arceau quittait son logement, simé dans le coffre de la capote, pour prendre sa position verticale en... trois dixièmes de seconde.

 Expositions : Citroën et la hine su Musée de l'homme. – Le Musée de l'homme (Palais de Chaillot, place du Trocadéro à Paris) abrite jusqu'au 25 mars une exposition consacrée à la Croisière jaune entreprise par Citroën dans les années 30 et à la récente opération Dragon. Entre autres témoignages sur ces deux aventures automobiles on peut y voir des photographies et notam-

sembler sur un même modèle, ce marques occidentales autres que celles de la RFA.

Les firmes japonalses sont en Suisse très actives. En 1988, près de 100 000 véhicules ont été vendus sur ce marché (99 333), ce qui permet aux constructeurs nippons de pa à la deuxième place derrière l'Allemagne fédérale comme fournisseur de véhicules dans la Confédération.

La France, pour sa part, a vu ses immatriculations baisser (40 323 voitures en 1988 contre 41 668 en 1987). L'Espagne également, alors que les firmes italiennes comme les marques américaines montaient

L'arrivée que l'on attendait mais qui ne sera que pour le début de l'été et la rentrée – des nouvelles grosses voitures de Citroën (XM) et de Peugeot (605) renversera peut-être cette tendance. Car ici, en Suisse, ce ne sont pas forcément les petites voitures qui font les grandes

# CLAUDE LAMOTTE.

ment cinquante clichés choisis parmi qui mena cent quarante jeunes de Hong-Kong à Pékin à bord d'AX Citroën. Parallèlement à cette manifestation, un ouvrage intitulé Opération Dragon, un raid en Chine, de Michelia Boivin et Bernard Asset vient d'être publié par les éditions

# Dans « le Monde de l'éducation » de mars

• La nouvelle jeunesse des écoles normales supérieures

• Le palmarès

des classes préparatoires

A quoi sert Normale sup? A nées de trois promotions former des superprofs, des cher- d'anciens élèves d'Ulm et de cheurs ou de futurs énarques ? La crise de recrutement dans l'enseignement supérieur et la concurrence acharnée des grandes écoles d'ingénieurs et commerciales ont mené la vie dure aux quatre écoles normales supérieures ces quinze demières années. Mais les vieilles dames relèvent la tête. Après une longue période de réformes et d'instabilité, elles sortent de l'oubli et prennent un coup de jeune. La petite demière, installée à Lyon depuis septembre 1987, est un peu le symbole de cette évolution : provinciale, moderne et résolument tournée vers la recherche et l'industrie car c'est un autre signe qui ne trompe pas : môme si l'enseigneme supérieur et la recherche restent ieurs débouchés ∢ naturels », les ENS s'ouvrent, de facon modeste encore, mais symbolique, sur l'entreprise.

Le Monde de l'éducation fait le point sur ces temples de l'élite : les normaliens sont-ils des priviligiés, vivent-ils une crise de la vocation enseignante, comment s'effectue jeur scolarité ? Pour la première fois, les desti-

Saint-Cloud sont passées au crible. Et voilà que l'Ecole polytechnique se voit menacée par la Rue d'Ulm. Les comportements des lauréats des concours montrent de quelle manière : quand ils sont recus aux deux concours, paratoires scientifiques sont plus nombreux à choisir l'X. Mais Normale sup séduit les meilleurs ! Un signe supplémentaire qu'elle retrouve sa bonne santé. Aussi au sommaire du Monde

préparatoires ». Voici venue l'époque où les élèves de terminale et leurs familles s'interrogent sur les partis à prendre après le bac : le Monde de l'Education explique ce que sont les prépas, comment poser efficacement sa candaditature, et publie les résultats des classes aux concours scientifiques, littéraires et commerciaux. Et « Le défi de Lionel Jospin », ou ce qu'il feut savoir pour comprendre l'imbroglio dans lequel se trouvent enfermés le ministre de l'éducation, le gouvernement et les

«Le palmarès 1988 des classes

# Le Monde

# SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements: 45-55-91-82. - Poste 4138

# Le Carnet du Monde

## Décès

M= Béatrice Berriet-Dormi

M. et M. Gérard Dubreuil, M. et M. Ronny Hansson

ent la douleur de faire part du décès de M Margnerite AUBIN-DORMION. avocat honoraire au barreau de Paris,

survenu à Aix-en-Provence, le 6 mars, à

Les obsèques auront lieu le jeudi mars, à 10 heures, en l'église de Ven-

- Geneviève Bou, son épouse, Ses enfants

Et toute sa famille

Marcel BOU,

survenu le 7 mars 1989.

Une cérémonie religiense a en lieu en l'église Saint-Sulpice de Noisy-le-Grand, le mercredi 8 mars.

 M. et M= Jean Cambourakis, es parents, Catherine Cambourakis.

sa sœur, Philippe Cambourakis, son frère,

ont le douleur de faire part du décès de

Jean-Michel CAMBOURAKIS,

survenu accidentellement dans sa nte-quatrième année, le 4 mars 1989.

Le service religieux sera célébré jeudi 9 mars, à 10 h 30, en l'église orthodoxe

grecque Saint-Stéphane, 7, rue Georges Bizet, Paris-16°, où l'on se réunira. Inhumation au cimetière d'Ormesson-sur-Marne (Val-de-Marne), dans le caveau de famille.

Les membres du coaseil d'admi-nistration de l'hôpital Saint-Joseph,
Le directeur général,
La communauté des Filles de la cha-

Le corres médical

Et le personnel de l'hôpital Saintont le regret de faire part de décès de

M. Roger JOSEPH. de l'hôpital Saint-Joseph, directeur général bonoraire de l'hôpital Saint-Joseph chevalier de la Légion d'honneu

officier de l'ordre national du Mérite

10 mars 1989, à 10 h 30, à la grande cha-pelle de l'hôpital Saint-Joseph, 165, rue Raymond-Losscrand, Paris-14.

Ni flours ni couronnes. Des messes et des prières peuvent être dites à son

 L'Amicale des personnels du lycée et du collège Carnot, Paris-17, Les parents, Et les élèves.

M. Pierre LACOUR, principal adjoint de 1974 à 1988, officier des Palmes académiques.

Les obsèques auront lieu le jeudi 9 mars 1989, à 14 heures, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, place du Docteur-Félix-Lobligeois, Paris-174.

M. et M<sup>™</sup> Jean-Marie Mayeur,
 M. et M<sup>™</sup> Claude Carpano,
 M. Jean-Charles Paoli,

Elisabeth, Catherine et Pierre Mayeur, Béatrice et Dave Fike Carpano, Emmaanel, Rémi et Nicolas

Carpano, ses petits-enfants, Sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M= Germaine PAOLL née Capdevielle, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 4 mars 1989, dans sa quat

La cérémonie religieuse aura lieu le

mercredi 8 mars, à 14 h 15, en l'église de Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône). Ils rappellent à votre souvenir la némoire de l'intendant général

Alex PAOLI,

son époux, décédé le 22 janvier 1967. 189, avenue du Maine, 75014 Paris. Les Vignes de la Crête, Thyez 74300 Cluses.

- Nous apprenous le décès de Yves-Paul VINCENT,

[Yves-Paul Vincent était rédacteur en chef à l'institut entionel de l'audiovisuel.

Né le 22 janvier 1948 à Coblence, Yves-Gérard, plus contru sous le pesudoryme d'Yves-Paul Vincent, était diplôme du C71 et a fait toute sa carrière dans l'audiovisuel. Grand reporter su service de la politique étrangère de France-Inter depuis 1972, à démissionne en 1980 pour des reisons déomologiques. Engagé par le SOFIRAD pour le lencament d'Africa-I, a assure successivement la rédaction en chef puis le direction des programmes de la radio. Il assure successivement la rédecti le direction des programmes rejoint l'BIA en 1884, où il pilo

## Remerciements

M. et M<sup>∞</sup> Yacine,
 très touchés par les nombreuses marques de sympathic reçues lors du décès de

### Mouloud MAMMERL

et dans l'impossibilité de répondre individuellement à tous, prient de trou ici l'expression de leur reconnaissa

**Anniversaires** 

- Florence GUIGUI

nous a quittés le 16 mars 1986, au seuil

Pensez à elle !

Une prière sera dite à sa mémoire le dimanche 12 mars. Rendez-wass à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, le dimanche 12 mars, à

Une pensée est également demandée pour sa grand-mère, décédée le û mars 1988, et pour son père, disparu le 16 mai

Communications diverses

 Loge J. Th. Désaguliers Nº I. Rite Français Traditionnel. JEUDI 16 MARS, 19 h 30. Réception d'un candidat au pre-mier grade. Sur invitation: L.N.F. B.P. 81 75160 PARIS CEDEX 04. Envoi de la Charte de la Maçonnerie Tradition-nelle Libre, sur demande.

#### Soutenances de thèses

- Université Paris-I, le mercredi 8 mars à 14 h 30, saile 318, Inst. d'arts plastiques, 162, rue Saint-Charles, M. Nasser Vahide-Rakhshani : a soutenu «L'art graphique et les luttes sociales en Iran d'aujourd'hui (de 1979 à nos jours) >.

- Université Paris-I, le vendredl 10 mars à 14 heures, salle 308, entrée : 1, rue Victor-Cousin, galeria J.-B.-Dumas, escalier L., Sorbonne, M. Jean-Claude Caron: «La jeunesse des écoles à Paris (1815-1848). Etude statistique, sociale et politique ».

- Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le samedi 11 mars à 14 heures, salle Louis-Liard, Sorbonne, M. Richard Sinding: « Essai sur le

 Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mercredi 15 mars à 14 heures, salle O.-Greard, 46, rue Saint-Jacques, escaller A. M. João Ricardo Carneiro Moderno : «Art et contradiction. Histoire critique de la philosophie de l'art ».

- Université Paris-II, le jeudi 16 mars à 9 heures, salle des conseils, Mª Antoinette Asmorth : « L'école, l'Etat et la société civile en France depuis le XVI siècle ».

 Université Paris-X (Nanterre), le vondredi 17 mars à 14 heures, salle C 24, M. Michel Blay : « Mathématisation et conceptualisation de la science du monvement au tournant des XVIII et XVIII siècles ».

- Université Paris-Sorbonne (Paris-IV), le samedi 18 mars à 14 heures, amphithéaire Descartes, 17, rue de la Sorbonne, M. Benoît Gain : «Recherches sur une collection théologique traduite du grec (Florence, Laurentianus San Marco 584). Lettres de Basile de Césarée : édition critique du texte

- Université Paris-III, le landi 20 mars à 13 h 30, seile Bourjac, 17, rue de la Sorbonne, Mª Ida Tomas : « Mac Orlan au carrefour des arts ».

- Université Paris-Sorbonne (Paris-IV), le mardi 21 mars à 14 h 30, salle 405, esc. G, 3º étage, Mª Ouarab, aémantiques sur la relation anaphor amécédent en anglais contemporain ».

- Université Paris-Sorbonne (Paris-I), le jeudi 23 mars à 14 heures, salle 308, entrée, I, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L. Mar Alexandra Zervou-Mourild : « Art et nature dans l'esthétique phénoménologique française ».

- Université Paris-I, le vendredi - Université Paris-1, le venureur 24 mars à 14 heures, salle 308, entrée, 1, rue Victor-Cousis, galerie J.B. Dumss, escalier L. (Sorboane). M= Yvette Goudouneix: « Détrioustion et conservation des Opus sectile du littoral adriatique nord italien ».

 Université Paris-I, le vendrodi 31 mars à 14 h 30, saile 107, 9, rue Mal-ber, Mas Emmanuelle Moreno : « L'enseignement du second degré dans la région de Sens au XX siècle. Scolari-

CARNET DU MONDE ts: 42-47-95-03 Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques ......83 F Abounés et actionnaires . . 73 F micat diverses ... 86 F

18 et 19 MARS EXPOSITION INTERNATIONALE De 10 heures à 19 heures . **VENTE** - ÉCHANGE

# MINERAUX

**FOSSILES** PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX HOTEL PARIS-HILTON (au pied de la Tour Effel)

18, avenue de Suffren, PARIS (15º)

experts-con

Jne casca**de** 

day 1 ....

Maria Children (F. C. Korn)

The with your

# Les experts-comptables font leurs comptes

L'expertise comptable manque de bras. C'est pourtant une profession intéressante, en pleine évolution - et particulièrement lucrative... comme le montre une étude réalisée par Campus et le Conseil de l'ordre. \_\_\_

E diplôme d'expertise comptable n'a pas la cote chez les table n'a pas la cote chez les jeunes. Les lycéens l'igno-rent. Il rebute les étudiants. Et pourtant, il offre d'agréables perspectives. Avant tout, une assurance anti-chômage. Neuf mille experts-comptables exercent actuellement à titre libéral, auxquels s'ajoutent environ cinq mille cadres salariés en entreprises. Nos cabinets ont chaque année davantage besoin de diplômés, souligne François Fournet, cinquante-trois ans, président du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés. Nous serons sans doute vingt mille « libéraux » en l'an 2000. » Selon une enquête réalisée auprès des promotions 1985, 1986 et 1987 pour l'ordre et le Monde Campus (1), 95% des diplômés out trouvé leur premier emploi en moins de trois mois.

« La formation est trop londisent une majorité d'étudiants. La durée théorique de sept ans fait sourire, mais la réalité tourne plutôt autour de dix ans. Un véritable « parcours du combattant », disent les intéressés, qui ont à affronter une succession de diplômes-couperets. Et on met facilement un à deux ans pour réaliser le mémoire final.

S'ajoute à cela une image peu flatteuse du métier. Un sondage auprès d'étudiants (2) montre qu'ils associent la « profession comptable libérale » avec la · rémunération ». la « responsabilité » et les « débouchés ». Mais non avec le « dynamisme » et le - goût du risque ». C'est, selon eux, une profession qui ne laisse ancune place aux loisirs. Les étudiants interrogés voient l'expertles traits d'un homme influent (une éminence grise qui conscille sans agir), traditionnel, routinier, spécialiste (enfermé sur les métiers de la comptabilité), vieux et passif.

..........

100

En attendant que les efforts de relations publiques de l'ordre rendent le métier plus attrayant auprès des jeunes, la profession n'hésite pas à afficher des prix... alléchants. Le diplôme d'expertise comptable a la réputation de se vendre cher. Le revenu amuel net moyen des diplômés 1985, 1986 et 1987 est de 312 000 F, selon l'enquête Monde Campus, avec un maximum à 800 000 F. Mais la moitié d'entre eux ont commencé leur carrière avant d'avoir terminé les dernières épreuves du diplôme : l'âge médian est de trente-quatre ans (3).

Toutes promotions confondues,

une grande partie des diplômés disposeraient d'un revenu compris entre 400 000 F et 600 000 F par an Mais on démarre naturellement beaucoup plus bas. Selon François Fournet, les stagiaires peuvent espérer 100 000 F à 130 000 F la première année, 130 000 F à 195 000 F la deuxième, et 195 000 F à 235 000 F la troisième, pour des cabinets parisiens. En province, un stagiaire peut commencer entre 70 000 F et 85 000 F la première année. Un jeune diplômé ne se situe pas en dessous de 300 000 F, conficton à la Fiduciaire de France, le plus gros cabinet avec quatre mille deux cents salariés, dont quatre cent vingtcinq diplômés. Selon François Fournet, entre trento-cinq et quarante ans, un associé dans un cabinet de 100 à 150 salariés gagne entre 600 000 F et 700 000 F par an. Lorsque l'on atteint les sommets de la hiérarchie des cabinets - ce qui reste naturellement exceptionnel. - les revenus atteignent 1 000 000 F à 1 500 000 F, une centaine de diplômés dépassent le million de francs annuels, estime un spécialiste.

Naturellement, peu d'experts-

heures par semaine. Un expertcomptable consacre au moins 50 à 60 henres par semaine à l'exercice de sa profession. « Nous sommes absorbés par notre activité, comme tous les métiers en contact avec la clientèle. Nous sommes à son service », observe Martial Thévenot, spécialiste de l'image de la profession auprès des jeunes, expert-comptable à la Fiduciaire de France. Chaque

# Un métier

#### do contact

membre d'un cabinet est respon-

sable de plus d'une centaine de

Contrairement à l'image que les jeunes ont d'elle, l'expertise comptable est un métier de contact. Et cela devrait aller en s'amplifiant. « Les missions de conseil et d'assistance aux PME vont se développer », prévoit Martial Thévenot. Notamment le conseil en gestion, en stratégie, ou en organisation (en particulier l'équipement informatique). En revanche, l'audit, ou la révision comptable, qui consiste à juger de la régularité et de la sincérité des comptes, est un marché dont la croissance serait en bout COURSE.

toujours considérée comme le pro-

rentable. Mieux vaut se diriger vite vers la consolidation des comptes annuels des groupes, un produit à plus forte valeur ajoutée ». D'ailleurs, la formation à l'expertise comptable prépare à un horizon beaucoup plus large: sur 2 430 heures de cours, seules 19 % sont réservées à la comptabilité (28 % au droit, 23 % à la gestion, 14 % aux mathématiques, statistiques et informatique, 9 % à l'économie, et 7 % aux langues). Pourtant, sur l'ensemble de la profession, deux tiers des recettes proviennent encore de la tenue de comptabilité, et 14 % seulement d'activité de conseil. Mais tout dépend de la taille du cabinet. A la Fiduciaire de France, la tenue de comptabilité ne représente que 5 % du chiffre d'affaires.

Où s'exerceront ces métiers? Dans des unités de plus en plus grosses. Intérêt pour les jeunes : c'est là que la part du budget for-mation dans le chiffre d'affaires est la plus confortable. « Les cabinets ont tendance à se regrouper », explique François Fournet. Et les plus grands cherchent à accèder à des réseaux internationaux. Mais ce phénomène est loin de toucher toute la profession: Deux tiers des diplômés inter-La tenue de comptabilité est rogés par le Monde Campus se trouvent dans des cabinets de duit « vache à lait » de la profes- moins de vingt salariés. C'est le comptables travaillent trente-neuf sion, mais il est de moins en moins reflet de la réalité : 92 % des cabi-

nets ont moins de 20 salariés et l'ordre. Leur rémunération réalisent 59 % du chiffre moyenne est de 500 000 F par an, d'affaires de la profession. Seules quarante sociétés d'expertise comptable en ont plus de cent chacune. Certains tentent l'aventure de la création de cabinet, ou du rachat de clientèle. Une voie jugés «un peu dépassée» par François Fournet à l'heure où les gros mangent les petits. Mieux vaut intégrer directement un cabi-

#### Des postes

#### dans les entreprises

Si l'exercice libéral rebute, des perspectives alléchantes existent vers des postes de cadres salarlés en entreprises. Selon un pointage réalisé par l'ordre sur les diplômés des années 1982 à 1987, 40 % d'entre eux préfèrent accéder aux postes de commandes d'une société. Le diplôme d'expertise comptable y est en effet très coté. Nombre de mémorialistes (ceux qui préparent leur mémoire) s'orientent vers l'entreprise avant d'avoir obtenu le diplôme. On peut accéder, par exemple, aux postes de chef comptable, responsable de la consolidation, auditeur interne, contrôleur de gestion, directeur comptable, directeur financier, directeur administratif et financier, secrétaire général, voire directeur général ou PDG. Mais la concurrence est rude avec les jeunes issus du haut enseignement commercial on des écoles

d'ingénieurs. «Une grande majorité des entreprises de plus de cinq cents salariés ont un expert-comptable diplômé à un poste de responsabllité », remarque Edouard Jagodnik, président de la commission formation professionnelle à

selon l'enquête 1988 de l'Union des diplômés experts-comptables (salariés). Les entreprises vont chercher une partie de leurs futurs dirigeants dans les cabinets libéraux.

Les directeurs des comptabilités du Printemps, de Thomson, et d'Electronique Serge Dassault, le directeur financier et comptable du groupe Monoprix, le directeur des services comptables et du budget d'Air liquide, les directeurs du contrôle général de la Shell-France et d'Essilor international, le directeur des affaires administratives, comptables et immobilières d'Air Inter, et les directeurs généraux de Conforama, d'Euromarché, de K-Way-France et de la Socpresse (groupe Hersant) ont un point commun: ils sont tous titulaires du diplôme d'expertise comptable.

## FRANÇOIS KOCH.

(1) Exploitation de 433 question-

naires reçus (sur 1 850 envoyés). (2) Sondage « lmage de marque des métiers de l'expertise comptable sur les campus parisiens , réalisé en 1987 suprès de 1 200 élèves d'HEC, de l'ESSEC, de l'ESCP, de l'IEP, de l'uni-MSTCF (maîtrise de sciences et techniques comptables et l'inancières) par des junior entreprises pour la Fondation des sciences et études comptables.

(3) Parmi les réponses au questionnaire le Monde Camput, 98 % ont été rédigées par des diplômés « régime 1973 ». Le « régime 1981 » devrait donner dans les toutes prochaines années des diplômés plus jeunes. Les étudiants des diplomes plus jeunes. Les emulants en «tégime 1973», qui ont préféré entrer dans la vie active avant l'obten-tion du diplôme, se dépêchent d'en finir : la période transitoire entre les deux régimes se termine en 1992.

(Suite de ce dossier page 28.)

# Une cascade de diplômes

O N distingue deux étapes principales pour obtenir le diplôme d'expertise comptable : la préparation du diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF), puis le stage.

# 1. LA PRÉPARATION DU DESCF

Après le baccalauréat, les étudients peuvent emprunter trois routes : la filière extrauniversitaire (dite « classique »); le cursus universitaire spécifique; ou d'autres voies.

 LA VOIE EXTRA-UNIVERSITAIRE Il s'agit de préparer les trois diplômes comptables supérieurs (16 épreuves au total), dans un délai théorique de quatre ans.

 Le diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF), comportant cinq épreuves : introduction au droit de l'entreprise ; économie ; méthodes quantitatives ; comptabilité ; expression et communi-

 Le diplôme d'études comptables et financières (DECF), comportant sept épreuves : droit des sociétés et droit fiscal ; relations juridiques de crédit, de travail et de contentieux ; organisation et gestion de l'entreprise ; gestion financière ; mathématiques appliquées et informatique ; comptabilité approfondie ; contrôle de gestion.

- Le diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF), comportant deux épreuves écrites (droit et comptabilité ; économie et comptabilité), portant sur l'ensemble du programme vu précédemment, et deux épreuves orales (grand oral ; soutenance d'un compte rendu de stage d'initiation). La préparation de ces diplômes est possible dans certains lycées, dans des établissements d'enseignement privé, ou à l'INTEC (institut national des techniques éco-

## nomiques et comptables du CNAM). • LE CURSUS UNIVERSITAIRE SPÉCIFIQUE

 La maîtrisa de sciences et techniques comptables et financières (MSTCF), que l'on peut préparer dans vingt-cinq universités, dispense de 14 épreuves sur les 16 que totalisent les DPECF, DECF et DESCF. Le DUT

tions, option finances-comptabilité, et le BTS comptabilité-gestion dispensent de la moitié dem épreuves.

# AUTRES FILIÈRES

- Soixante-seize diplômes permettent d'obtenir des équivalences parmi les 16 épreuves des DPECF, DECF et DESCF. Par exemple : un DEUG en droit ou en sciences économiques (2 dispenses) ; diplôme de statisticien économiste de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (6): Sciences-Po Paris section écofi, BP ou RTS comotable (7); diplôme ESSEC, HEC, Sup de co Lyon ou Paris (8); diplôme des ESCAE (10); Sup de co Lyon section finances comptabilité (11); agrégation du second degré des techniques économiques et de gestion (16).

2. LE STAGE ET LE DIPLOME D'EXPER-TISE COMPTABLE

Muni du DESCF, l'étudiant entre en stage (salarié) d'expertise comptable pour trois ans Idont au moins deux chez un membre de l'ordre des experts-comptables). A l'issue de ce stage, le candidat se présente à trois épreuves finales : révision légale et contractuelle des comptes ; entretien avec le jury ;

#### rédaction et soutenance du mémoire. Le jeune diplômé peut :

- exercer la profession libérale d'expertcomptable (après inscription au tableau de

- accéder aux fonctions de commissaire aux comptes (après inscription auprès de la Compagnie des commissaires aux comptes); - rechercher un emploi de cadre salarié

en entreprise (responsabilités comptables, financières, administratives ou de gestion).

★ Voir le 1º 397/398 Finances et comptabilité, collection « Avenirs », 55 F, ONISEP, 75635 Paris

# Des réformes souhaitables

«La perspective trop lointaine du diplôme rebute les jeunes, reconnaît François Fournet. président du Conseil supérieur de l'ordre des experts comptables et comptables agréés. Je souhaite qu'une réforme permette de l'obtenir dès la fin des études théoriques (à bac + 4), le droit d'exercer étant acquis après seulement deux ans de stage. »

Un aménagement a été récemment demandé - en vain : la possibilité de donner l'équivalence du DPECF (diplôme préparatoire aux études comptables et financières) à tout diplôme de niveau bac + 4. Cette miniréforme, qui devrait être à nouveeu proposée l'automne prochain, permettrait d'élargir la diversité du recrutement, comme le souhaite la profession. Actuellement, un tiers des experts-comptables sont issus de la filière dite classique (dont la promotion professionnelle), un autre de la formation universitaire, le troisième du haut enseignement commercial. Il n'y aurait pas assez de passerelles pour attirer les élèves des écoles d'ingé-

La profession souhaite également une évolution du contenu de la formation. « Certaines matières se périment trop vite, souligne Jean-Emmanuel Combes. Il faudrait alléger. une partie des programmes en fiscalité et en droit. » Dans certaines matières, en revanche, le programme est notoirement insuffisant : la communication orale et écrite, les langues étrangères, la comptabilité internationale et le droit international, l'informatique.

€ Il faudrait effectuer davantage de comparaisons internationales, ne pas faire de la culture en vase clos, insiste M. Combes. L'enseignement est également trop statique : il manque des matières historiques pour pouvoir appréhender les évolutions. »

# ESC LYON Ecole Supérieure de Commerce de Lyon

Diplômés du 2° cycle (maîtrise, diplôme d'ingénieur, IEP, licence ou équivalent), **VOUS POUVEZ, SUF CONCOURS,** être admis à l'ESC Lyon en 2º année.

- Date limite de dépôt de dossier: 16 mai 1989. Epreuves écrites : 17 juin 1989.
- Epreuves orales: 1, 4 et 5 septembre 1989.

Conditions spéciales pour les sportifs de haut niveau.

Information et dossier de candidature auprès de : Pascale VERCRUYSSEN/Service Admissions de l'ESC Lyon 69132 ECULLY CEDEX Tel. 72 20 25 25.



\*

# Fier d'être expert

N parcours rectiligne, si sim-U ple qu'il n'y a rien à en dire. C'est ainsi que Xavier Hourcade voit trop modestement se brillante carrière. A te-six ans. il est directeur général de Conforama.

Son père, pharmacien de Biarritz monté à Paris, souhaitait que son fils soit médecin. Qu'il exerce, en tout cas, une profession libérale. Va pour l'expertise comptable. Après une maîtrise de gestion et un doctorat de finances à l'université Paris-Dauphine, à vingtquatre ans, il entre en stage au cabinet Befec, un des grands de la place de Paris, Comme c'est souvent le cas. il commence par les photocopies, les pointages, les rapprochements de comptes en banque... puis, petit à petit, il prend des responsabilités et gère da gros dossiers.

« Je ne pouvais pas faire ça toute ma vie. C'est trop frustrant de faire des audits et d'en rester aux recommandations. Ja voulais mettre en œuvre, et pas seulement conseiller. » C'est en répondant a une petite annonce parue dans le Monde, qu'il est appelé, en 1983, à émigrer dans « la pays où la vie est *moins chère ».* comme directeur financier. Pour lui, aucune hésitation. Il trouve exeitant groupe de la grande distribution qui pèse 6 milliards de francs de chiffre d'affaires. Il se sent fier d'être expert-comptable, et reconnaît qu'il doit une bonne partie de sa compétence actuelle aux six années passées dans un cabinet libéral.

Préférent rester discret sur son salaire - sans doute plus proche du million de francs annuel que de la movenne de 600 000 F. - Il avoue ne travailler « que » 200 à 220 heures par mois. Sans doute pour réserver un peu de son temps à ses enfants (qui seront bientôt quatre).

> F. K. LE RACHAT D'UNE CLIENTÈLE

# Aider

les boulangers DIPLOMÉ à trente-quatre ans, Philippe Claris (qua-rante ans) aurait souhaité intégrer le cabinet où il a terminé son stage. Sans succès. Il a finalement racheté une clientèle de tenue de comptabilité pour 1 million de francs. Grâce à un crédit-vendeur sur 90 % de la somme, avec des taux d'intérêt très avantageux de l'ordre de 3 à 4 %, il a pu démarrer sans trop de difficultés. Des cabinets à 1 million de francs sont rares : il est plus facile d'en trouver à 2

Lors d'un rachat de cabinet, il faut négocier un protocole de présentation de clientèle comprenant touiques une clause de sauvegarde (ou d'évasion). Dans le cas présent, elle prévoyait les conditions dans lesquelles, pendant une durée de deux ans, les pertes (ou fuites) de clientèle seraient à la charge du vendeur.

La clientèle est en effet une marchandise très particulière, puisque sa valeur est attachée i une relation personnelle avec le praticien. D'où les difficultés de Philippe Claris et de son associé, qui voulaient, naturellement, faire évoluer la qualité des produits offerts par leurs prédécesseurs, partis à la retraite. « Nous n'étions pas habitués à travailler pour des boulangeries, des garagistes, des restaurateurs, ou des PME, compte tenu de notre expérience en stage où nous gérions les dossiers de sociétés beaucoup plus grosses. » En cinq années leur chiffre d'affaires a progressé de 1 à 3 millions de francs. Au fur et à mesure que leur endettement diminuait, ils ont pu augmenter ieurs salaires. De 195 000 F à 286 000 F par an, pour une durée de travail de 200 à 240 heures par mois.

La diversité des contacts evec ses clients est ce qui plaît le plus à Philippe Claris. « Nous sommes leurs conseillers. Nous motivons les petits patrons pour qu'ils améliorent leur gestion. Je vis à 200 à l'heure. Ce ne serait pas le cas si j'étais cadre salarié en entreprise. »

# LA CRÉATION D'UN CABINET PAR UNE FEMME

# Agnès Bricard Company...

E gagne 100 000 F par mois. » Agnès Bricard, trente-cinq ans, répond sans hésiter à notre question. Mise en avant par la profession comme symbole de réussite en exercice libéral, elle n'a pourtant pas la grosse tête. Son cabinet, créé de toutes pièces en 1983, a aujourd'hui une taille respectable : 12 millions de francs de chiffre d'affaires et vingt-cinq collaborateurs. Son aventure sert de publicité auprès des étudiantes qui hésitent à se diriger vers cette profession un tantinet machiste : 93 % des experts-comptables sont des hommes (mais 36 % de leurs salariés). Il semble pourtant que l'on assiste à une féminisation : selon l'enquête de l'Ordre pour le Monde Campus, 14 % des diplômés 1985 à 1987 sont des femmes

Rien ne destinait Agnès Bricard, fille d'un chauffeur routier et d'une secrétaire, au métier de l'expertise comptable. « J'étais passionnée de religions, et je voulais faire des études d'archéologie. - Pourtant, à l'université de Nanterre, elle obtient une maitrise en droit, une autre en sciences économiques, puis un DESS de fiscalité appliquée. Signe de son hésitation, elle part

« Le Monde Campus » publie,

chaque semaine, des offres de

stages en entreprises pour les étu-

diants. Les personnes intéressées

doivent contacter directement le

CDTE, association responsable

de ce service, en téléphonant au

(1) 47-35-43-43 ou en s'inscri-

vant sur minitel 36-15 JOB-

MARKETING

Lieu : Paris. Date : mars. Durée :

1 400 F/mois. Obs. : enquête marketing. Connaissance du milieu des biens

Lien: Rueil-Malmaison. Date: mars.

Derée : 3 mois mini. Profil : bac+2. Ind. : à définir. Obs. : étude de marché

Licu: Fontenay sous Bois. Date: mars.

Durés: 2 mois, Profil: bac+2, Ind.: a

convenir. Obs.: élaboration d'une politi-que marketing, distribution et vente, suivi clients. Commissances en droit.

Lieu : Viroflay. Date : immédiat. Durée : à déterminer. Profil : bac + 3, 4. Ind. : à déterminer. Obs. : études de

marché au sein d'une agence en marke-

Lieu : Bordeaux, Date : à définir.

Durés : à définir. Profil : bac + 3. Ind. : à négocier. Obs. : recherche et suivi de marchés. M 1235.

Apprenez l'anglais

à Toronto, Canada

à l'été '89

cours d'été d'un mois (juillet/août),

• enseignement personnalisé axé sur

d'habitants), cosmopolite, animée,

Pour recevoir le prospectus et une

demande d'inscription ecrivez à:

LANGUAGES INTERNATIONAL (TORONTO)

130 Rosedule Valley Road, Suite 203

Toronto, Ontario M4W 1P9

CANADA

activités parascolaires branchées

sur la réalité socio-culturelle

choix d'hébergement: hôtel.

Toronto: grande métropole

· voyages éducatifs optionnels:

Kingston, Montréal, région

anglophone (3 millions

intensif et bien dosé, anglais

normalisé, tous les niveaux

les besoins individuels

maison privée

SEUVEGE

d'équipement. M 1273.

fichier produits connai matique. M 1318.

STAGE.

deux ans en Martinique pour tra-vailler dans la \* fabrication de cociétés mères étrangères. vovages ».

De retour en métropole, elle découvre à vingt-cinq ans l'exper-tise comptable. Son stage la conduit un an dans un petit cabinet, puis deux ans dans un grand. · Puisqu'ils ne voulaient pas m'intégrer, j'ai décidé de créer mon entreprise en 1983. » Elle la baptise ABC, pour Audit Bilan Conseil. Ou Agnès Bricard Company? Au cours de la première année, elle est seule avec une secrétaire, et ne se consacre qu'à des tâches de formation. Parce que « les grands moyens appel-lent les grands moyens », elle achète un local de 200 mètres carrés dans le huitième arrondissement de Paris, et se dirige à grands pas vers « la vraie performance » : atteindre au bout de cinq ans 10 millions de francs de chiffre d'affaires. Objectif

L'activité d'ABC se décompose en 20 % de tenue de comptabilité, 30 % de surveillance, 20 % de révision et 30 % d'assistance juridique, judiciaire, fiscale ou sociale. Fin 1987, elle crée le département ABC International, spécialisé dans l'assistance comp- et 208 000 F par an, les chefs de

Agnès Bricard consacre 250 à 260 heures par mois à son cabinet. Elle estime que, pour réussir, il faut à la fois beaucoup d'imagination, des qualités d'animateur et une aptitude à gérer, à organiser une entreprise. « Développer un cabinet, c'est transmettre sa compétence à ses collaborateurs. Je suis autant mobilisée par la recherche de clients que par celle de bons équipiers. »

Une fois embauchés, leurs performances sont minutieusement étudiées. Ils doivent remettre chaque mois le compte de leurs heures facturables (2,2 % à 2,5 % du salaire brut) et des autres (formation, documentation générale). Ce récapitulatif permet d'établir la facturation-client, mais aussi de suivre la rentabilité de chaque membre de l'équipe. « Je peux ainsi, en plus du treizième mois, donner une prime d'intéressement qui peut aller jusqu'à 2,5 mois de salaire, confic Agnès Bricard.

C'est très motivant pour mes collaborateurs de savoir que je fais un bilan précis de leur travail chaque mois. » Ses stagiaires out un salaire compris entre 104 000 groupe entre 250 000 et 300 000 F, et les associés entre 600 000 et 1 000 000 F.

DIRECTEUR

ADMINISTRATIF

ET FINANCIER DE TECNAL

L'appel

de l'entreprise

STÉPHANE BRIQUET, trente-

d'expertise comptable, il a

cuitré le cabinet où il se trou-

vait, « Je n'ai pas aimé la tenue

de comptabilité pour des petits

commerces qui vous amènent

leurs factures dans des caisses

en carton. Les missions d'audit

sont plus passionnantes, Mais,

dans un gros cabinet, il est diffi-

Il trouve son bonheur en

1982 comme responsable des

services comptables et fiscaux

chez Bertin et Cie, société pri-

vée de recherche et développe-

ment sous contrat (plus de

300 millions de trancs de chiltre

d'affaires). Il y a fait des plans

de financement, a pu suivre des

projets et mettre en place un

système informatique. Après

avoir obtenu son diplôme

d'expertise comptable, à trente

ans, il a poursuivi ses études.

tout en travaillant, vers un

DESS de finances. « On est en

concurrence avec des experts

comptables qui sortent égale-

ment d'une école de gestion ou

de commerce. On a plus de

chez Bertin. Ils se sont appré-

ciés. Et quelques mois plus

tard : embauche, au 1e ianvier

1989, comme directeur admi-

nistratif et financier de Tecnal,

groupe de sociétés spécialisées

dans la robotique et les auto-

matismes de l'agro-alimen-

taire. Sa fonction est bien plus

large que son titre ne pourrait le laisser penser : en plus de la comptabilité, de la gestion

financière, du contrôle budgé-

taire et de la fiscalité, il a en

charge l'informatique et la ges-

tion personnel et donne un avis

Mais ce qui le passionne avant

tout, c'est de participer à la

direction d'un groupe en très

racide expansion : « La chiffre

d'affaires, de 60 millions de

francs l'an demier, va exploser

en 1989. Nous faisons des

Il apprécie que l'étendue de

la diversité du programme du

diplôme d'expert comptable.

« C'est l'une des rares forma-

tions qui associent aussi bien la

« Lorsque j'al choisi cette voie, c'était en partie parce

qu'elle est réputée lucrative. » Il

jette pourtant un voile pudique

sur son salaire, qu'il situe (pour

deux cent quarante heures par

mois) entre 300 000 et

comptabilité et la fiscelité. >

contrats de 20 millions. >

Il a rencontré son actuel PDG

valeur avec deux diplômes. »

cile d'avoir des respons

rapidement. >

quatre ans, ne s'est pas

 Lorsque j'ai découvert la profession, j'ai eu le sentiment que les salaires étaient beaucoup trop bas et qu'il n'y avait pas réellement de politique de formation et d'animation d'équipe. . Agnès Bricard a donc voulu essayer d'appliquer les idées qu'elle défendait lorsqu'elle présidait l'Association nationale des experts-comptables stagiaires et des étudiants en comptabilité (ANECS), Elle continue d'aileurs à «militer» pour la profession en participant à l'Institut français des experts-comptables (IFEC), principale organisation syndicale, et au conseil régional Paris Ile-de-France de l'Ordre.

« Il y a peu de femmes dans la profession, mais celles qui l'ont choisie y vont franchement, et réussissent... » Agnès Bricard reconnaît que certains clients sont sensibles à son charme. Mais que d'autres sont réticents à parler affaires avec une femme. « Pour les décoincer, sourit Agnès Bricard, je les amène à parler de leur fille... .

Les stages de la semaine

de produits de formation, mise en place d'un réseau. M 1239.

Lieu: Tonlouse. Date: mars. Durée: 3 mois. Profil : bac + 2. Ind. : à négocier. Obs. : étude de marché, installation de

Lieu: Faremontiers. Date: immédiat. Durée: 2 à 3 mois. Profil: bac + 3, 4. Indemnité: 5 000 à 6 000 F. Obs.: étade de marché, secteur du bâtiment. M 1194.

Licu: Lagny. Date: avril. Durée: 2 mois. Profil: bas+4. Obs.: assistant chef de produit, secteur agro-alimentaira. M 1184. Lien: Boulogne. Data: immédiat. Durés: indéfinic. Profil: marketing. Ind.: base 50 F/heure. Obs.: poste d'encadrement, anglais souhaité.

Lieu : Les Ulis, Date : mars à juin. Durée : 3 mois. Profil : École supérieure de commerce. Indemnité : 4 000 F. Obs.: assistant chef de produit. Anglais exigé. Commissances micro logiciel PC

dans le secteur de la grande distribution, secteur médical. M 1269. Lieu : Côte-d'Azur. Date : juillet. Durée : 1 mois. Profil : bas+2. Indem-nité : 1 500 F. Obs. : réaliser une étude Lieu : Paris. Date : mars. Durée : de marché pour l'implantation d'un cea-tre de naturopathie. M 1253. Obs. : saivi clientèle et gestion d'un 8 semaines. Profil: bac+3. Ind.: à déterminer. Obs.: recherche adresses pays langue allemande en vue crassication commerciale de la vue crassication commerc

Lien : Fresues. Date: mars. Durée 3 mois. Profil : bac + 3. Indemnité : remboursement de frais et primes. d'une entreprise dans secteur électromé hager. M 1250.

Lieu : Paris. Date : mars. Durée 2 mois, Profil: bac+3, Indomnité: à définir. Obs.: assistant chef de produit (logiciels). Comaissances informati-ques et marketing. M 1242.

Lien: grandes villes de France. Date: toute l'année. Durée: 3 mois en pré-ombauche. Indemnité: 6 500 F/mois. Obs.: faire partie de l'équipe d'un res-taurant. Etre dégagé des OM. 100 postes à pourvoir. M 1151.

INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Date : mars. Durée : 4 à 6 mois. Profil : bac+2. Indemnité :

Lieu : Bouches-du-Rhône. Date : juin.
Durée : 3 prois mind. Profil : bac+3.
Ind. : à négocier. Obs. : développement

8 000 F. Obs. : développement d'un logicie de gestion de linéaire en langage C.
I 1305.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée: 2 mois, Indemnité: SMIC mini. Profil: bac+2. Obs.: analyste program-mear Micro, comaître DBASE 3 +. I 1304.

Lieu: Paris. Date: mal. Durée indéter-minée. Profil: bac+5, écoles d'ingé-nieur. Indemnité: 5 000 F minimum. Développement d'applications de ges-tion, Connaître langage C, Pascai, Unix.

Lien: Marseille. Date: immédiat. Durée: indéterminée. Profil: bac+5 info. Indemnité: à négocier. Etude et réalisation de résegue. Comaissances télécom. I 1300.

Lieu : Marseille. Date : immédiat. Durée : mariente. Dare : mmemar. Durée : ind. Profil : bac + 6 info. Indem-nité : à déterminer. Obs. : participation aux travaux de développement. Connaî-tre langages naturels. Intelligence artificiello. I 1299.

Lien: Chateaudun. Date: mars. Durée: 6 mois CDD. Profil: bac+2 lafe. Indemnité: 8 000 F/mois. Connaissances: angiais, MS DOS, DBASE III, Unix, Mendos, Mensdet, OS 2. I 1297. Lieu: Nanterre. Date: immédiat. Durée: 2 mois. Profil: bac+2. Obs.: développement sous DBASE, Base de données, réseaux. I 1296.

# COMMUNICATION

Lieu : Puteaux. Date : mal. Darée : 6 mois. Profil: bac+3 on 4. Typo CELSA, EFAP. Obs.: assistante en

Lica: Paris. Date: mars. Durée: 3 à 6 mois. Profil: CELSA, EFAP, IFP. Dossiers de presse, organisation de manifestations. Commissances informa-

Lieu: Paris. Date: mars. Durée 4 mois. Profil: bac + 3 mini. Indemnité : à négocier. Obs. : élaboration de dossiers pour préparation de conférences et tables rondes. Ecoles de commerce ou de gestion souhaitées. C 1237.

Lieu: Levallois. Date: mars. Indem Lieu; Levanos. Daré: mars. panerinté: 6 000 F/mois. Durée: indéterminée avec embauche possible. Profil: bac+2. Obs.: assistante de presse pour les petites annonces. C 1335.

Lieu: Paris. Date: mars. Durée: 3 mois. Profil: bac+2 Comm. Indemnité: à convenir. Obs.; assistant du directeur suivi d'une opération de presse, contact avec journalistes, organis. interview. C 1332.

Lieu: Paris. Date: mars. Durée: 3 mois. Profil: bac+2. Indemsité: 2 000 F/mois. Obs.: attaché de relations publiques. C 1323.



ACTION MAANE

Til. 42 67 38 78 on 48 98 91 44 pate 24 84

Lieu: Gentilly. Date: mars. Durée 2 x 3 mois sous contrat à durée détermi-née. Indemnité: 135 000 F/an. Profil: bac + 3 Comm. Obs. : assistant du direc-teur de la communication d'un grand groupe. Communication interne et externe, suivi de relations avec 44 cen-tres. Expérience exigée. C 1339.

Lien: Neuilly-sur-Scine. Date: avril-mai. Durée: 2 mois. Indemnité: à couvenir. Obn.: mise en place sur base de données d'une application budget, commitre SuperDB. G 1307.

Lica: grandes villes de France. Date: immédiat. Durée: 3 mois en pré-embauche. Indemnité: 6 500 P/mois. Faire partie d'une équipe de gestion d'un restaurant. 100 postes offerts. G 1151.

Lica: Montronge, Date: juin. Durie: 1 mais. Profil: bac+4 gestion, finance. Indemnité: 1.500. F/mois. Obs.: réaliser une étude financière pour l'implan-tation d'un centre de naturopathie. G 1254.

Licu: Fresnes, Date: mars, Durée: 1 mois mini, Profil: bac+3 Ecole de commerce, DESS gestion. Obs.: appel d'offres pour fournisseurs, étude de

# ÉLECTRONIQUE

Lieu: Paris. Profil: BTS électronique. Date: immédiat. Durée: à convenir si satisfait embanche, Indemnité: selon candidat. Obs.: montage essais propor-tions de micro ordinateur IBM. E 1245.

et de nombreuses autres propositions sur Minitel:

Des Soviétiques

à Poitiers

(le Monde Campus du 16 février) l'article intitulé « Les

enfants de la perestroïka». Cet

article prétend que, pour la pre-mière fois en France, au prix d'efforts « surhumains l », un

lycée (privé) de Paris a réussi à

faire venir et séjourner dans des

familles françaises des élèves soviétiques. Je me permets de vous signaler qu'un tel « exploit » a été réalisé (modestement, sans

déplacement de montagnes) en mars 1988 (un an déjà !) par Poi-

tiers, à l'initiative des professeurs

de russe (enseignement public)

de la ville et de l'association

En retour, du 3 au 9 février 1989, des élèves de Poitiers ont

France-URSS locale.

'Al lu avec beaucoup d'intérêt

**3615 JOBSTAGE** ou en appelant au : 47-35-43-43

été reçus par des families soviéti-

ques de laroslav.

## Le privilège de la jeunesse

DANS l'article intitulé « Prime à la jeunesse » du Monde du 7 février, j'ai pris connaissance de l'arrêté ministériel du 13 août 1988 qui favorise les candidats de vingt ans et moins pour leur entrée dans certaines grandes écoles en leur accordant une

majoration de points. Père de deux enfants adoptés à l'étranger à l'âge de sept et neuf ans, je pense à tous les autres enfants qui sont dans ce cas, à ceux à qui un accident a fait perdre une ou plusieurs années, que la maladie a retardés dans leur scolarité. Je pense à tous les enfants réfugiés en France, et notamment aux petits Asiatiques souvent si travailleurs et si brillants en classe. Tous ne passeront pas leur baccalauréat à seize ans ! « « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ... Encore faut-il être né sous la bonne étoile.

BACCALAURÉAT - Examen probatoire - Brevet Sans compromettre vos vacances, entraînez-vous systématiquement grâce à nos dossiers devoirs couvrant le programme.

C.U.F. H.BORDAS - Cours universitaires de France Enseignement privé à distance

43, rue Boutard 75014 Tél. - 45.39.37.00

43.26.26.97 (II) St-Germein-dee-Prés - III

حكفا من الأصل

M. PHILIPPE SCHAAL

crier leur désarroi. Médiocrité des salaires, manque de considération, conditions de travail dégradées... La révolte qui s'est exprimée collectivement est la somme de situations individuelles contrastées, mais qui se rejoignent dans une même amer-

# L'un vient, l'autre part

PIERRE n'a certainement pas l'esprit de contradiction ni moins encore de goût pour la provocation. A le voir siroter sereinement son café, on le prendrait volontiers pour un homme rangé, menant une existence paisible. Pourtant, bien qu'il n'ait pas l'ambition de jouer les aventuriers, certains de ses collègues le considèrent comme un kamikaze. A l'heure où des milliers d'enscignants s'indignent de leurs conditions de travail, Pierre a choisi d'abandonner son métier d'ingénieur pour devenir professeur dans le secondaire.

Sans regrets, mais non sans étonnement... Entré dans le bâtiment voilà dix ans par les hasards d'une « relation », Pierre occupait, l'année dernière encore, un poste d'ingénieur d'affaires dans la région parisienne. L'occasion plus que la vocation avait conduit ce jeune homme sérieux, mais « un peu fainéant », à se spécialiser dans l'installation de matériel électrique. Chargé des relations entre clients et responsables de chantier, il jonglait quotidiennement avec des problèmes techniques et commerciaux. Son expérience, jointe à une double maîtrise de maths et d'économie, lui permettait de toucher un salaire mensuel de 15 000 F net.

Un jour, pourtant, Pierre a décide de renoncer à ses revenus confortables pour se diriger vers une carrière nettement moins rémunératrice.

En se tournant, à trente-six ans, vers l'enseignement, Pierre souhaitait avant tout préserver une vie samiliale que son emploi du temps d'ingénieur malmenait. Je m'occupais essentiellement des ordinateurs, qui sont des bestioles charmantes, mais qui ont le défaut de fonctionner en permanence », explique-t-il. Lassé d'avoir à programmer ses temps libres en fonction des caprices des clients, il décide d'opter pour une profession où les vacances sont fixées de façon presque immua-

Commence alors une période de bachotage, durant laquelle Pierre prépare le CAPES de mathématiques. Après avoir réussi le CAPES théorique en juin 1988, il continue de travailler dans son ancienne entreprise, pendant son préavis, avant de se retrouver, un beau jour, devant une classe de 35 élèves, sans avoir reçu de formation préalable ni de conseils particuliers.

# Travel

# dans le brouillard

Stagiaire au lycée Condorcet à Paris en attendant de passer l'épreuve pratique du CAPES, il navigue à vue en espérant faire de son mieux. L'absence de tout regard extérieur sur son travail le stupésie. . Dans l'enseignement, observe-t-il, personne ne vous dit si vous faites ou non du bon travail. Si dans dix ans on s'aperçoit que tous mes élèves sont devenus éboueurs, on se dira peut-être que j'étais mauvais, mais en attendant... » Pierre, qui souffre de ce « brouillard », ne refuserait pas de faire venir un collègue plus expérimenté dans sa classe. Mais cela ne fait apparemment pas partie des habitudes...

Cette solitude des enseignants constitue pour lui un autre sujet d'étonnement. « Dans n'importe quelle entreprise, tout le monde se retrouve à la pause de 10 heures, remarque-t-il. Au lycée, la salle des professeurs n'est pas prévue pour accueillir grand monde. Les heures de cours cont décalées et les ensaignements na sont décalées et les enseignants ne font que se croiser. » Ce manque de communication l'attriste un peu, lui qui espérait s'enrichir au contact d'un milieu intellectuel...

Pour espacés qu'ils soient, ses contacts avec le reste de l'équipe enseignante sont cependant agréables, et l'heure n'est pas aux regrets. Bien sûr, la correction des copies n'est pas une mince affaire, et l'usure nerveuse que peuvent susciter certaines classes à problèmes l'effraie un peu. Bien sûr, la question du salaire lui semble \* tellement affreuse - qu'il préfère ne pas y penser, se contentant

d'espérer que sa femme ne sera pas obligée de cesser de travailler. Mais la joie de pouvoir faire progresser les élèves compense à ses yeux bien des désagréments. « C'est une plus grande satisfac-tion que de recevoir un gros chè-que d'un client, concint-il en souriant,

Alain-Michel le partage, Mais il n'a pas suffi à le retenir. L'enthousiasme, la passion même, ne manquaient pourtant pas à ce jeune homme de treate-deux ans, qui a démissionné de l'éducation nationale en décembre 1988, épuisé d'avoir à faire des acrobaties pour survivre avec son maigre salaire. Titulaire d'un DEA de lettres modernes, il avait choisi d'enseigner, voici six ans, par goût pour le langage sous toutes ses formes. Au terme d'un parcours sinueux, qui l'avait conduit à interrompre ses études avant le bac, puis à les reprendre cinq ans plus tard, il avait finalement été pommé maître auxiliaire en 1983. dans l'académic de Verseilles.

#### La visite

#### des huissiers

« Le maître auxiliaire, explique Alain-Michel, est una espèce de baroudeur de l'éducation nationale. » Toujours disponible, il a pour mission de remplacer les professeurs absents durant des nériodes indéterminées. Alain-Michel se souvient des longues heures passées dans les transports en commun. Cette instabilité se répercute sur le travail de ces professeurs qui prennent une classe au vol, s'arrangent comme ils peuvent avec les programmes et ne voient jamais les résultats des méthodes qu'ils ont appliquées. « L'avantage, c'est que je pouvais à la longue m'adapter rapidement à tous les types de situations », affirme Alain-Michel, qui raconte comment il venait incognito dans les établissements, deux jours avant le début de ses cours, pour consulter le cahier de textes et pratiquer une reconnais-

sance sommaire du terrain. Cette vie mouvementée se greffait sur une situation financière excessivement difficile. Entre deux suppléances, Alain-Michel ne recevait qu'une indemnité, inférieure à son traitement de 6 000 F net, qui lui était lui-même sonvent payé avec un certain retard. « Je passais mon temps à relancer le rectorat et à demander des délais supplémentaires à mon banquier. Je ne savais plus comment payer mes factures, j'ai mème vu des huissiers se présenter à ma porte pour réclamer leur dû. Comment vivre dans ses conditions?, s'interroge ce père de deux enfants en bas âge. Lorsqu'on lui demande si sa femme travaille, il répond par un sourire qui se passe de commen-taire. Un ménage ne peut pas vivre d'un salaire de maître auxi-

Ces soucis pécuniaires ont accéléré son départ, mais ils n'en sont pas les seules causes. Les carences en matière de formation choquent cet homme qui croit à l'enseignement. « La première fois que je me suis trouvé devant une classe, je n'avais aucune idée de la façon de procéder. J'ai improvisé en leur parlant de Bau-delaire, et, bien sûr, je me suis

L'inspection, qui place les enseignants dans une position « infantile » et sanctionne au lieu de conseiller, ne lui semble pas pouvoir remédier à cette situation. Quant aux chefs d'établissement, « ils ne sont pas là pour former et n'ont pas les outils

De tels dysfonctionnements l'ont éloigné à jamais d'un milieu où les enseignants deviennent « sauvages » à force de travailler en francs-tireurs. Anjourd'hui, il gagne « régulièrement » sa vie dans une profession parahôtelière. Il ne côtoiera plus l'éducation nationale que comme parent d'élèves. Non sans regrets : ses élèves, il les aimait bien...

RAPHAÉLLE REROLLE.

# Les oubliés de la mer du Nord

A cité éducative Jan-Lavezzari est plantée dans les dunes, au pied du phare. Un lycée dans le vent, encore jeune malgré ses façades décrépies par l'air salin. Conçu il y a quinze ans pour huit cents élèves, il en accueille anjourd'hui plus de mille trois cents. Sur la lande sabionneuse, le terrain ne manquerait pas pour accueillir de nonveaux bâtiments préfabriqués, mais les demandes les plus insis-tantes restent sans écho. Adossé à la mer du Nord, le lycée berckois est en effet l'établissement scolaire le plus éloigné de Lille : 150 kilomètres, deux heures de voiture.

Cette position excentrée s'ajoute au sentiment d'exclusion de certains professeurs berckois. notamment ceux de l'enseignement professionnel, qui, dans le débat actuel s'estiment les « éternels laissés-pour-compte ». Pourtant, les grands bâtiments jaune safran abritent à la fois un lycée polyvalent préparant aux bacs A, B, C ou D, ainsi qu'aux bacs technologiques F8, G1, G2, G3, et un lycée professionnel tertiaire conduisant à deux CAP, à trois BEP et à un bac professionnel « bureautique », option comptabilité. Le même matériel, les mêmes classes servent aux deux établissements. Les enseignants des deux unités se coudoient dans la même salle des profs.

Mais la cobabitation quotidienne n'empêche pas la rancœur. Les professeurs de LEP vivent mal l'obligation de fairs vingt et une heures de cours par semaine contre dix-huit à leurs collègues certifiés de l'enseignement génétal. « Nous étions dans l'attente des promesses de Jospin, dit l'un d'eux. Maintenant qu'elles se précisent, nous sommes franchement décus. Réduire notre horaire en six ans à raison d'une demi-heure. par an, c'est de la provocation. » Ils sont pressés. « Nous faisons quotidiennement la comparaison avec nos collègues du lycée polyvalent. » L'égalité de traitement avec les autres professeurs, c'est la revendication fondamentale qui cimente une mosalque de mille et une déceptions.

Renaud Drouffe, dix-huit ans de carrière, brandit sa déclaration annuelle de revenus (103 000 francs) comme preuve annuelle d'un « parcours d'ornières et de dégradations ». Ce prof de lettres et d'anglais révait d'une voie plus royale. Surveillant, puis maître auxiliaire (MA), il a trouvé la

route du CAPES barrée, Déviation vers le diplôme de PLP I. En évoquant les opportunités manquées, « les portes qui s'ouvrent et qui se ferment au gré des réformes », il a le sentiment que « l'éducation nationale s'est comportée en marâtre ».

L'enseignement professionnel n'a pas bonne réputation. Les vocations sont rares. Laurent Chalmeau voulait enseigner l'anglais après sa licence et sa maîtrise à Toulouse-le Mirail. Admissible au CAPES, recalé à l'oral, il réussit le concours de PLP1. « Je ne connaissais pas les

lycées professionnels, mais avais besoin de travailler. Après une formation à l'ENNA de Lille, il exerce depuis dix ans à

Itinéraire identique pour son jeune collègue Philippe Rouch, qui vit sa deuxième année de professeur de lettres-histoiregéographie : « Bien que fils d'enseignants, j'ignorais totalement ce qu'était un LEP quand nant, il sait. Ariégeois de Saint-Girons, il a du mettre cap au nord, d'abord à Nantes pour se former, puls à Berck, où il a déconvert la rude réalité du métier. « Bien que stagiaire, j'ai eu un plein-temps qui m'interdisait toute formation pédagogi-que, dit-il. J'avais cinq classes hétérogènes, de la quatrième à la première année de bac professionnel. Pendant un an, j'ai travaillé à raison de soixante heures par semaine. J'ai failli craquer. »

Philippe Ronch pour des latitudes moins septentrionales a rejoint une épaisse pile sur le bureau du proviseur berckois. Il envisage même de quitter l'enseignement, « Je suis passionné par mon métier, mais, si rien ne devait changer à court terme, j'envisagerai une autre voie. >

Professeur de comptabilité.

Bernard Kazmierczak ne veut pas abandonner un navire sur lequel il s'est embarqué par hasard il y a une quinzaine d'année. Au retour du service militaire, il avait rempli un dossier pour être surveil-lant. « Refusé. On m'a bombardé MA. A l'époque, j'ignorais ce que cela voulait dire. . Aujourd'hui, il aimerait progresser en passant le diplôme de PLP2. • L'an dernier, je suis allé tous les samedis à Lille, à mes frais, pour préparer le concours interne. Aucun des sujets préparés n'est sorti, et il y a eu un reçu pour cinquante-cinq candidats. A ce rythme, je sera encore PLP I en l'an 2000. »

## L'impression

#### de rebecher

Sa collègue Thérèse Petit, pro-fesseur de secrétariat, est à Berck depuis deux ans, après avoir beaucoup galéré de remplacement en remplacement : « J'ai dix classes, deux cent cinquante élèves. C'est beaucoup, mais je ne me plains pas. Je suis d'ici, j'ai un poste ici et l'enseione ma matière. » Bonheur précaire pour cette titulaire académique qui, chaque été, surveille sa boîte aux lettres, dans la crainte d'une nouvelle affectation : « L'incertitude dure jusqu'à fin août. » Plus instable qu'elle... il y a Béatrice Sauvage, maître auxiliaire depuis 1975 et adjointe

d'enseignement depuis 1984. Cette dernière a fait étape à Berck en 1988-1989, mais elle est « lasse de voyager ». Surtout dans les lycées professionnels. « Ma piace n'est pas ici, estimo-t-elle Je n'ai pas de formation spécifique, je ne sais pas comment pren-dre ces élèves, dont beaucoup ne savent pas lire et écrire. » Cetto vision pessimiste côté lettres est confirmée côté chiffres : « Est-il normal que des élèves de BEP ne sachent pas calculer la moitié d'un million? » s'exclame Laurent Chalmeau, pour qui, depuis dix ans, dans les LEP, « le niveau

C'est la raison pour laquelle ce jeune enseignant, après avoir

**PREPASUP** 

**IPESUP** 

PREPASUP on

**75116 PARIS** 

23; rue Cortambert

1987, prépare aujourd'hui le CAPES interne, porte de sortie vers l'enseignement général. " J'aime mes élèves, affirme-t-il. Nous avons avec eux un contact que les profs certifiés n'ont pas forcément avec les leurs. Mais j'ai l'impression de me scléroser, de rabacher. J'aimerais travailler l'anglais de manière plus approfondie, avec des élèves plus motivés. »

Ce 'risque d'appauvrissement est ressenti par Renaud Drouffe: « Nous sommes contraints de minorer notre discours en permanence. » Pour lui, « c'est le rôle de travailleur social qui conserve un minimum d'attrait au métier ».

Bernard Kasmierczak ne ressent pas de frustration. Il est vrai qu'il enseigne une matière principale. Avec les CAP et les BEP, il entretient des relations complices : « Un attachement visceral. . La création d'un . bac pro . il y a deux ans lui est apparue comme « un plus ». « Il me sem-ble qu'on joue un rôle dans la vie éducative de ces jeunes en diffi-culté, explique-t-il. Un regard ou une poignée de main en remerciement, ça suffit. »

Estimant que, sur 80 % des jeunes qu'on affirme vouloir conduire au baccalauréat, une bonne partie se trouvent en LEP, les professeurs s'indiguent de l'indifférence dans laquelle on les tient. Nos élèves ne sont pas performants, leurs parents ne suivent pas leurs études et donc ne sont pas un groupe de pression, disentils en substanco. « Elèves, parents et profs dans le même panier, le raisonnement se tient », résume Bernard Kasmierczak, désolé de la mauvaise réputation qui colle à la peau des LEP.

Pourtant, les enseignants de lycée professionnel se sentent concernés par le discours officiel actuel réclamant innovation, suivi des élèves et ouverture sur le monde professionnel. "J'innove tous les Jours », constate Philippo Rouch. Comment, sinon, interesser des jeunes qui, dans la filière «normale», se détournaient des études? - Faire passer un message à trente-cinq lascars qui ne sont pas grands amateurs d'anglais requiert une grande tension nerveuse, assure Laurent Chalmeau. Pour enseigner dans un LEP, il faut être en bonne santé. - Or la fatigue gagne.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Le Monde et la Revue française de Finances publiques

# LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Colloque organisé avec le concours de la Commission des Communautés européennes

26 et 27 avril 1989 — Université Paris-Dauphine

Mercredi 26 avril

Jeudi 27 avril

Panorama en France et à l'étranger Partenaires et usagers

 Management et gestion des établissements Quelles évolutions possibles :

A quelies conditions?

Avec la participation de Lionei Jospin, ministre d'État, ministre de l'éducation

Inscriptions - Renseignements et programme **E.J.A. Formation Vera Couturier** 26, rue Vercingétorix, 75014 Paris Tél. : (1) 43-35-01-67 Télex : EIA 203 918 F - Télécopie : (1) 43-20-07-42

nationale, de la jeunesse et des sports

MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION moîtrise de la gestion au plus haut Un environnement international. Un programme intensif de 11 mois. Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford situé entre New York et Boston.

<u>Budiants</u> diplômés Grandes Ecoles au 2° cycle Universitaire.

STAGES DE PREPARATION AU BAC e stages intensits de révisions à Pâques et en juin, Bacs B. C et D.

 Bac Français 1<sup>re</sup>
 préparation à l'écrit TERMINALE C "PILOTE" ORIENTÉE HEC

TERMINALE B "PILOTE" ORIENTÉE SCIENCES-PO remboursement intégral en en cas d'échec au Bac.



UNIVERSITY OF HARTFORD IN PARIS PROPOSITIONAL UNIMATED AMERICAN

Professionnels désireux d'acquérir une UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

ZARTES

on ante trois inter trais are etter trais a da oral 大一つうぞのななななななるはのはないのでは、日本のはないのでは、

343 52 ;

AND THE PARTY OF T

# Sept principes pour réformer les programmes

Remise à jour permanente, cohérence, progressivité, globalité, diversité... Tels sont quelques-uns des « Principes pour une réflexion sur les contenus de l'enseignement », élaborés par la commission présidée par Pierre Bourdieu et François Gros. En voici le texte. \_

Une commission de réflexion sur les contenus de l'enseignement a été créée, à la fin de l'année 1988, par le ministre de l'éducation nationale. Présidée par Pierre Bourdien et François Gros et composée de Pierre Baqué, Pierre Bergé, René Blanchet, Jacques Bouveresse, Jean-Claude Chevallier, Hubert Condamines, Didier DaCunha Castelle, Jacques Derrida, Philippe Joutard, Edmond Malinvaud, François Mathey, elle a reçu mission de procéder à une révision des savoirs enseignés en veillant à renforcer la cohérence et l'unité de ces savoirs.

Dans la première phase de leur

travail, les membres de la commission se sont donné pour tâche de formuler les principes qui devront régir leur travail. Conscients et soucieux des implications et des applications pratiques, pédagogiques notamment, de ces principes, ils se sont efforcés, pour les fonder, de n'obéir qu'à la discipline proprement intellectuelle qui découle de la logique intrinsèque des connaissances disponibles et des anticipations ou des questions formulables. N'ayant pas pour mission d'intervenir directement et à court terme dans la définition des programmes, ils ont voulu dessiner les grandes orientations de la transformation progressive des contenus de l'enseignement qui est indispensable, même si elle doit prendre du temps, pour suivre, et même devancer, autant que possible, l'évolution de la science et de la société.

Des commissions de travail spécialisées acceptant ces principes continueront ou commenceront un travail de réflexion plus approfondi sur chacune des grandes régions du savoir. Elles essaieront de proposer, dans des notes d'étape qui pourraient être remises au mois de juin 1989, non le programme idéal d'un enseigned'observations précises, dégageant les implications des principes proposés. Ces propositions qui porteront essentiellement sur la restructuration des divisions du savoir et la redéfinition des conditions de leur transmission, sur l'élimination des notions périmées on pen pertinentes et l'introduction des nouveaux savoirs imposés nar les avancées de la connaissance et les changements économiques, techniques et socianx, pourront être présentées et discutées dans un colloque regroupant des experts internationaux.

Si, dans le système d'enseignement comme ailleurs, le change ment réfléchi constitue une exigence permanente, il ne s'agit pas, évidemment, de faire, à ch moment, table rase du passé. En effet, entre toutes les innovations qui ont été introduites au cours des années récentes, beaucour étaient pleinement justifiées. S'il importe d'éviter de reconduire sans examen tout ce qui est hérité du passé, il n'est pas possible de discerner à tous les moments et dans tous les domaines la part du « périmé » et du « valide ». Il faut sculement prendre pour objet constant de réflexion le rapport nouveau qui peut et doit être instauré entre la perpétuation néces-saire du passé et l'adaptation non moins nécessaire à l'avenir [...].

# Pas d'adjonation

# AND REPORTS AND RES

Les programmes doivent être soumis à une remise en question périodique visant à y introduire les savoirs exigés par les progrès de la science et les changements de la société (au premier rang desquels l'unification européenne), toute adjonction devant être compensée par des suppres-

Diminuer l'étendue, voire la difficulté d'un programme ne revient pas à en abaisser le niveau. An contraire, une telle réduction, opérée avec discernement, doit permettre une élévation du niveau dans la mesure (et dans la mesure seulement) où elle permet de travailler moins longtemps, mais mieux, en remplaçant l'apprentissage passif par la lecture active - qu'il s'agisse de livres ou de supports audiovisuels. - par la discussion ou par l'exercice pratique, et en redonnant ainsi toute sa place à la créativité et à l'esprit d'invention.

Ce qui implique, entre autres choses, que soient profondément transformés le contrôle de l'apprentissage et le mode d'évaluation des progrès accomplis : l'évaluation du niveau atteint ne devrait plus reposer seulement sur un examen lourd et aléatoire. mais devrait associer le contrôle continu et un examen terminal portant sur l'essentiel et visant à mesurer la capacité de mettre en œuvre les connaissances dans un contexte totalement différent de celui dans lequel elles ont été acquises - avec, par exemple, dans le cas des sciences expérimentales, des épreuves pratiques permettant d'évaluer l'inventivité. le sens critique et le « sens prati-

L'éducation doit privilégier tous les enseignements propres à offrtr des modes de pensée dotés d'une validité et d'une application générales par rapport aux enseignements proposant des savoirs susceptibles d'être appris de manière aussi efficace (et parfois plus agréable) par d'autres voies. Il faut en particulier veiller à ce que l'enseignement ne laisse pas subsister des lacunes inadmissibles, parce que préjudiciables à la réussite de l'ensemble de l'entreprise pédagogique, notam-ment en matière de modes de pensée ou de savoir-faire sondamentaux qui, parce qu'ils sont censés être enseignés par tout le monde, finissent par n'être enseignés par

Il faut résolument privilégier les enseignements qui sont chargés d'assurer l'assimilation réfléchie et critique des modes de pensée fondamentaux - comme le mode de pensée déductif, le mode de pensée expérimental ou le mode de pensée historique - et aussi le mode de pensée réfiexif et critique qui devrait leur être touours associé. Dans un souci de rééquilibrage, il faudrait notamment rendre plus clairement perceptible la spécificité du mode de pensée expérimental, au prix d'une valorisation résolue du traitement qualitatif, d'une reconnaissance claire du caractère provisoire des modèles explicatifs et d'un encouragement et d'un entraînement constants au travail pratique de recherche. Il fandrait anssi examiner si, et comment. chacun des grands secteurs de la connaissance (et chacune des disciplines » dans lesquelles ils se traduisent de manière plus ou moins adéquate) peut contribuer à la transmission des différents modes de pensée, et si certaines spécialités ne sont pas mieux placées, par toute leur logique et leur tradition, pour assurer l'apprentissage réussi de l'un ou l'autre d'entre eux.

Et il leur fandrait enfin veiller faire une place importante à tout un ensemble de techniques qui, bien qu'elles soient tactiquement exigées par tous les ens gnements, font rarement l'objet d'une transmission méthodique : utilisation du dictionnaire, usage des abréviations, rhétorique de communication, établissement d'un fichier, création d'un index, utilisation d'un fichier signalétique ou d'une banque de données, préparation d'un manuscrit, recherche documentaire, usage des instruments informatiques. lecture de tableaux de nombres et de graphiques, etc. Livrer à tous les élèves cette technologie du travail intellectuel et, plus généralement, leur inculauer des méthodes rationnelles de travail (comme l'art de choisir entre les tâches imposées ou de les distribuer dans le temps) serait une manière de contribuer à réduire les inégalités liées à l'héritage

# Un cedre

# nen un carcan

Ouverts, souples. révisables, les programmes sont un cadre et non un carcan : ils

contraignants à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des ordres d'enseignement ; leur élaboration et leur aménagement protique doivent en appeler à la collaboration des enseignants. Ils doivent être progressifs connexion verticale - et cohé-rents - connexion horizontale tant à l'intérieur d'une même spé-cialité qu'au niveau de l'ensemble du savoir enseigné (au niveau de chaque classe).

Le programme n'a rien d'un code impératif. Il doit fonctionner comme un guide pour le profes-seur et pour les élèves – et les parents - qui doivent y trouver un exposé clair des objectifs et des exigences du niveau d'enseignement considéré (on pourrait demander aux professeurs de le communiquer aux élèves en début d'année). C'est pourquoi il doit être accompagné d'exposés des motifs indiquant la «philosophie» qui l'a inspiré, les objectifs recherchés, les présupposés et les conditions de sa mise en œuvre et comportant aussi des exemples d'application.

Les objectifs et les contenus des différentes spécialités et des différents niveaux doivent être niveau déterminé (dans telle ou telle classe); d'autre part, sa transmission est plus ou moins difficile, à ce niveau du cursus, étant donné ce que sont les capacités d'assimilation des élèves et la formation des maîtres

Ce principe devrait conduire à exclure toute espèce de transmis-sion prématurée. Il devrait conduire aussi à mobiliser toutes les ressources nécessaires (notamment en temps consacré à la transmission et en moyens pédagogiques) pour assurer la transmission et l'assimilation effective des savoirs difficiles qui sont jugés absolument nécessaires.

La transformation éventuelle des contemns et l'instauration définitive d'une modification du programme ne devraient être opérées qu'après un travail d'expérimentation accompli en situation réclie, avec la collaboration des professeurs et après la transformation de la formation (initiale et continue) des maîtres chargés de . les enseigner. L'effort d'adaption qui serait exigé des enseignants devrait être sontenn par l'octroi de semestres ou d'années sabbatiques et par l'organisation de perçus et définis dans leur inter- stages longs qui leur permet-

pensée ou à des savoirs nouveaux,

d'acquérir de nouvelles qualifica-

De manière plus générale, des

instances devraient être mises en

place qui auraient mission de

recueillir, de rassembler et d'ann-

lyser les réactions et les réflexions

des enseignants chargés de l'appli-

cation, suggestions, critiques,

aménagements souhaités, innova-

tions proposées, etc. (le réseau

minitel pourrait être utilisé à cette

fin). Un effort permanent de

recherche pédagogique à la fois

méthodique et pratique, associant

les maîtres directement engagés

dans le travail de formation, pour-

L'obligatoire

et l'optionnel

mission du savoir en diversifiant

les formes de la communication

pédagogique et en s'attachant à

la quantité de savoirs réellement

assimiléa plutôt qu'à la quantité

de savoirs théoriquement pro-

posés, on distinguera, tant parmi

les spécialités qu'au sein de cha-

que spécialité, ce qui est obliga-toire, optionnel ou facultatif et, à

côté des cours, on introduira

d'autres formes d'enseignement,

travaux dirigés et enseignement

collectifs regroupant des profes-

seurs de deux ou plusieurs spé-

cialités et pouvant revêtir la

forme d'enquêtes ou d'observa-

L'accroissement de la comais

sance rend vaine l'ambition de

l'encyclopédisme : on ne peut

enseigner toutes les spécialités et

la totalité de chaque spécialité. En outre, des spécialités sont apparues qui allient la science

fondamentale et l'application

technique (c'est le cas de l'infor-

matique dans tous les ordres

d'enseignement on de la technolo-

gie an collège). Leur introduction

dans l'enseignement ne peut être

une simple addition : elle devrait

avoir pour effet d'imposer à plus

ou moins long terms une redéfini-

tion des divisions de l'enseigne-

tions sur le terrain.

Dans le souci d'améliorer

e le rendement de la trans-

rait ainsi s'instaurer.

ger d'orientation.

ments obligatoires, chargés d'assurer l'assimilation réfléchie du minimum commun de connaissances, des enseignements optionnels, directement adaptés aux orientations intellectuelles et au niveau des élèves, et des enseignements facultatifs et interdisciplinaires relevant de l'initiative des enseignants. Cette diversification des formes pédagogiques et des statuts des différents enseignements devrait tenir compte de la spécificité de chaque spécialité tout en permettant d'échapper à la simple comprabilité par « discipline» qui est un des obstacles majeurs à toute transformation réelle des contenns des enseigne-

Cette redéfinition des formes d'enseignement qui ferait alterner cours et travaux pratiques, cours obligatoires et cours optionnels ou facultatifs, enseignements individuels et enseignements collectifs enseignement par petits groupes (ou aide individualisée aux élèves) et par groupes plus larges aurait pour effet de diminuer le nombre des heures inscrites à l'emploi du temps des élèves sans augmenter le nombre des classes attribuées à chaque professeur. Elle accroîtrait l'autonomie des enseignants qui, à l'intérieur du cadre d'ensemble défini par le programme, pourraient organiser enx-mêmes leur plan d'études avant chaque rentrée annuelle. Elle devrait aussi conduire à une utilisation plus souple et plus intensive des instruments et des hâtiments (les autorités territoriales compétentes - région, département, commune devraient s'employer à construire ou à rénover les bâtiments scolaires, en association avec les enselgnants, de manière à offrir à l'enseignement les locaux adaptés,

en nombre et en qualité). Les activités collectives et multidimensionnelles conviendraient sans doute mieux à l'après-midi. C'est le cas, par exemple, de l'enseignement des langages : englobant l'étude des usages du discours, oral ou écrit, et de l'image, il est placé à l'intersoction de plusieurs spécialités; il suppose une bonne utilisation des matériels techniques : il conduit à des relations avec des partenaires extérieurs (artistes, industries de l'image, etc.) et appelle la production autant que le commen-

# Des enseignements

# donnés en commun

Le souci de renforcer la cohérence des enseignements devrait conduire à favoriser les enseignements donnés en commun par des professeurs de différentes spécialités et même à enser les divisions en « discinlines », en soumettant à l'exomen certains regroupements hérités de l'histoire et en opérant, toujours de manière progressive, certains rapprochements imposés par l'évolution de la science.

Tout devrait être fait pour encourager les professeurs à coordonner leurs actions, à tout le moins par des réunions de travail visant à échanger l'information sur les contemus et les méthodes d'enseignement, et pour leur donner le désir et les moyens (en locaux adaptés, en équipement, etc.) d'enrichir, de diversifier et d'élargir leur enseignement sortant des frontières strictes de leur spécialité ou en donnant des enseignements en commun. (II serait souhaitable que certains enseignants puissent être officiellement autorisés à consacrer une part de leur contingent d'heures d'enseignement aux tâches, indispensables, de coordinationorganisation des réunions, reproduction des documents, transmission de l'information,

Les séances d'enseignement regroupant des professeurs de deux (ou plusieurs) spécialités différentes réunis selon leurs affinités devraient avoir la même dignité que les cours (chaque heure d'enseignement de ce type comptant pratiquement pour une heure pour chacun des professeurs qui y participent). Elles s'adresseraient à des élèves qui seraient regroupés selon d'autres logiques que celles des filières actuelles, plutôt par niveau d'aptitude ou en fonction d'intérêts communs pour des thèmes particuliers. Un contingent d'heures annuelles, dont l'emploi serait librement décidé par l'ensemble des professeurs concernés, pourrait leur être officiellement

bibliothèques renouvelées, enrichies, modernisées, techniques andiovisuelles - devraient être mobilisés pour en renforcer Puttrait et l'efficacité [...].

#### Sciences

#### et bistoire

La recherche de la cohé-VIII. rence devrait se doubler d'une recherche de l'équilibre et de l'intégration entre les diffé-rentes spécialités et, en conséquence, entre les différentes formes d'excellence. Il importerait en particulier de concilier l'universalisme inhérent à la pensée scientifique et le relativisme qu'enseignent les sciences histori-ques, attentives à la pluralité des modes de vie et des traditions culturelles.

Tout devrait être mis en œuvre pour réduire (toutes les fois que cela paraît possible et souhaita-ble) l'opposition entre le théorique et le technique, entre le formel et le concret, entre le pur et l'appliqué et pour réintégrer la hnique à l'intérieur même des enseignements fondamentaux. La nécessité d'équilibrer les parts réservées à ce qu'on appellera, par commodité, le « conceptuel », le « sensible » et le « corporel » s'impose à tous les niveaux, mais tout spécialement dans les premières années. Le poids imparti aux exigences techniques et aux exigences théoriques devra être déterminé en fonction des caractéristiques propres à chacun des niveaux de chacune des filières, donc en tenant compte notamment des carrières professionnelles préparées et des caractéristiques sociales et scolaires des élèves concernés, c'est-à-dire de leurs capacités d'abstraction ainsi que de leur vocation à entrer plus on moins vite dans la vie active.

Un enseignement moderne ne doit en ancun cas sacrifier l'histoire des langues et des littératures, des cultures et des religions, des philosophies et des sciences. Il doit au contraire se mesurer et travailler sans cesso à ces histoires, de façon de plus en plus subtile et critique. Mais pour cette raison même il ne doit pas se; régler sur la représentation qu'en donnent parfois ceux qui réduisent l'« humanisme » à une image gnement des langages peut et doit, tout autant que celui de la physique ou de la biologie, être l'occasion d'une mitiation à la logique; l'enseignement des mathématiques on de la physique, tout antant que celui de la philosophie ou de l'histoire, peut et doit permettre de préparer à l'histoire des idées, des sciences ou des techniques (cela, évidenment, à condition que les enseignants

oient formés en conséquence). De manière plus générale, l'accès à la méthode scientifique passe par l'apprentissage de la logique élémentaire et par l'acqui-sition d'habitudes de pensée, de techniques et d'outils cognitifs qui sont indispensables pour conduire un raisonnement rigoureux et réflexif. L'opposition entre les « lettres » et les « sciences », qui domine encore aujourd'hui l'orgamisation de l'enseignement et les mentalités » des maîtres, des élèves et des parents d'élèves peut et doit être surmontée par un enseignement capable de professer à la fois la science et l'histoire des sciences ou l'épistémologie, d'initier aussi bien à l'art ou à la littérature qu'à la réflexion esthétique ou logique sur ces objets, d'enseigner non seulement la maîtrise de la langue et des discours littéraire, philosophique, scientifique, mais aussi la maîtrise active des procédés ou des procédures logiques ou rhétoriques qui y sont engagés [...].

Le Conseil national des programmes d'enseignement aura oour tâche de mettre en œuvre l'ensemble des principes enoncés ci-dessus. Ses membres devront être choisis en fonction de leur seule compétence et agir à titre personnel et non en tant que représentants de corps, d'institutions ou d'associations. Il devra travailler en permanence (ce qui suppose que ses membres soient libérés d'une partie de leurs autres charges) pendant une durée de cinq ans, mais les modi-fications qu'il entendra éventuellement apporter aux programmes en vigueur ne pourront être mises en application que tous les cinq ans. Sa compétence devra s'étendre à tous les ordres et à tous les types d'enseignement.

Winder Forma



dépendance. Les programmes doiles répétitions (et celles-là seulepour assurer l'assimilation des connaissances fondamentales. S'Il peut être utile d'aborder la même question à partir de points de vue différents (par exemple, la perspective, du point de vue des mathématiques et de l'histoire de l'art), il reste que l'on doit travailker à abolir, du moins quand la preuve aura été faite de leur inutiité, tous les doubles emplois et chevauchements indésirables, tant entre les niveaux successifs de la même spécialité qu'entre les différents enseignements du

Pour être en menure de demander et d'obtenir des enseignements continus et cohérents, les programmes doivent prévoir de manière aussi précise que possi-ble le niveau exigé au départ (en évitant notamment les intitulés vagues laissant place à des interprétations élastiques) et le niveau exigé au terme de l'année considérée. Ils doivent être mis à l'épreuve, de manière à être réalisables sans prouesse particulière dans les limites du temps imparti [...].

La cohérence et la complémentarité entre les programmes des différentes spécialités doivent être méthodiquement recherchées à chaque niveau. Dans le cas oil des commissions par spécialité sont nécessaires, il faut prévoir une commission des programmes commune (par niveau) pour assurer la cohérence et éliminer les doubles emplois.

Sans sacrifier à l'imitation servile des modèles étrangers, on devrait trouver une inspiration critique dans la comparaison méthodique avec les programmes en vigueur dans d'autres pays, européens notamment : moyen de porter an jour les oublis et les lacunes, la comparaison devrait permettre de débusquer les survivances liées à l'arbitraire d'une tradition historique. (...)

L'examen critique des contenus actuellement exigés doit toujours concilier deux variables : leur exigibilité es leur transmissibilité. D'une part, la maitrise d'un savoir ou d'un mode de pensée est plus ou moins indispensable, pour des raisons scientifiques ou sociales, à un

Il importe de substituer à l'enseignement actuel, encyclopédique, additif et cloisonné, un dispositif articulant des enseigne-

مكذا من الأصل

**CAMPUS** 

**BIBLIOGRAPHIE** 

🐔 a agramação e sobre -

es programme

# RESPONSABLES DE FORMATION ET FORMATEURS.

un séminaire de 4 jours les 13, 14, 15 et 16 mars 1989. "L'EXPERTISE EUROPÉENNE"

**ENSEIGNEMENT A DISTANCE** FORMATIONS MULTIMEDIA

avec la participation des experts européens les plus réputés. Pour informations détaillées et inscriptions dans la limite des places disponibles s'adresser à

Ecole Polytechnique Formation Continue Madame Christine Nora — 91128 Palaiseau Cedex Téléphone : (1) 60 19 40 18 Télécopie ; (1) 69 41 94 42 SATURN PO Box 584, Walton Hall, Militon Keynes MK7 6DG, UK.

#### 1 CONCOURS **3 CARRIÈRES DE COMMISSAIRES**

L'armée de terre, la marine et l'armée de l'air recrutent en 1989 plus de 30 élèves commissaires parmi les jeunes gens titulaires d'un diplôme du 2° cycle de l'enseignement supérieur (licence, I.E.P...) Limite d'âge 25 ans

RENSEIGNEMENTS auprès des directions centrales des commissariats

ARMÉE DE TERRE : D.C.C.A.T. 37, boulevard de Port-Royal 75998 PARIS ARMÉES Tél.: 16 (1) 43.36.83.27



MARINE : D.C.C.M. 2, rue Royale - 75200 PARIS NAVAL Tel.: 16 (1) 42.60.33.30 Postes : 21221 et 21398

> AIR : D.C.C.A. 26, boulevard Victor 75996 PARIS ARMÉES Tel.: 16 (1) 45.52.64.54

Informations et dossiers d'inscription :

> **Portes** Ouvertes

77, me de Villers 92200 Neuilly-sur-Seine

le 15 mars, de 10h à 18h

Une grande ecole au sein de l'université

DEA: 30 juin Formation continue: nous consulter

1er cycle: 26 mai

DESS: 28 avri

"LE CÂBLE, QUELLES UTILISATIONS poserez voire sac de voyage!
POUR QUELS PUBLICS" tel est le thème des Bourses de Clermont-Ferde 15,000 F sont l'enjeu de voire reus-

en renvoyant le bon ci-contre au Service de Communication de la Mairie -

10, rue Philippe Marcombes, 63000

2ème cycle: 2 juin Magistère: 19 mai

36.16 celsa

des inscriptions :

# Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXE DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS:

SINORG G CAML SERVEUR

rand 89.

versite. Pour participer, définissez et justifiez votre projet en 3 pages dactylogra-phiess. Vous pouvez présenter votre mémoire sous la forme que vous vou-

tez (photos, vidéo, plaquettes...). Il ne vous reste plus qu'à préciser la nature

marketing\_) ainsi que le pays où vous

Tel. 11 45-38-70-72



superbe histoire des nids de mygales tapis dans les plantes vertes exotiques, des yucces généralement, et vibrant sous l'arro-sage, qui se répandit comme une traînée de poudre en 1986? Qui n'a entendu celle, plus récente, du petit chien si mignon ramené clandestino-ment d'Afrique de l'Ouest, qui, une fois en Energee révèle se versie fois en France, révèle sa vraie nature, celle d'un gros rat malade et sanguinaire? Le rat est plus connu encore, depuis près de vingt ans, par son os qui se plante dans la gorge du client d'un restaurant asiatique.

A la suite de folkloristes et ethnologues américains, Véronique
Campion-Vincent, dans le dernier
numéro de la Revue française de
sociologie, désigne ces rumeurs à
contenu narratif organisé par le
terme de «légendes urbaines».
Elles diffèrent des légendes traditionnelles ou des mythes en ce que
l'événement rapporté est tenu non l'événement rapporté est tenu non seulement pour réel mais pour actuel, au lieu de se situer dans un lointain passé ou un temps mal

Ce type de rumeurs n'est pas nouveau, et l'auteur les rapproche de séries légendaires anciennes : celle des enlèvements d'enfants dont le sang devait servir à soigner le roi atteint de la lèpre (Paris 1750) ou la rumeur d'empoisonnement par les riches qui se répandit à Paris en 1832 à l'occasion d'une épidémie de choléra. La croyance ancienne en la « traite des Blanches » s'est réactivée à de nombreuses reprises depuis les années 50, l'élément sexuel concernant la nudité cédant le pas à la composante xénophobe ou antisé-

Ces légendes urbaines servent selon l'auteur, à organiser et inter-préter le flux multiforme des infor-mations et des stimuli qui assaillent les citadina. Elles déchiffrent un ordre maléfique derrière les désordres de notre société et ses muta-tions rapides. Elles premient aussi en charge les sujets interdits aux médias comme les maladies des célébrités et surtout l'hostilité

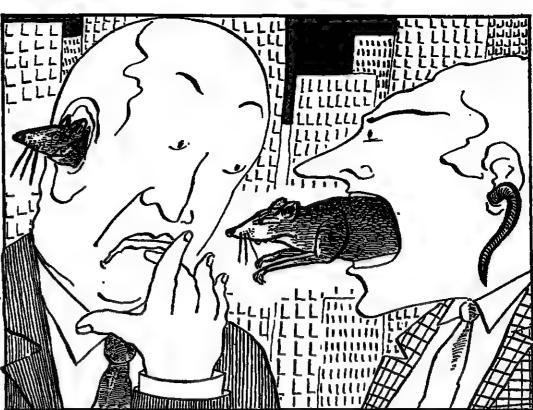
envers l'étranger dont l'expression est sanctionnée par la loi, à din moment où les immigrés paraissent revendiquer leur différence. Les mygales, rats et autres serpents exprimeraient cette crainte de la contamination par l'étranger. Pour-tant, et l'anteur en fait état dans une note, le thème des lâchers de vipères, probablement plus rural qu'urbain, s'accommode de serpents bien de chez nous.

A cet article fait écho, dans le deme numéro, un texte de Jean-Noël Kapferer, spécialiste ès rumeurs, sar les disparitions de Mourmelon. Il s'agit ici d'événements bien réels; mais ils out été interprétés par des rumeurs mettant l'accent sur les thèmes du crime sexuel, de l'étranger et de l'adoles-cence conformément à un archétype invariant et milléneire. La rumeur répond aussi au silence de l'armée, « la grande muette », dans sa recherche d'un ordre caché et relativement simple qui exclut certaines hypothèses et en privilégie d'autres comme celle d'un criminel étranger ou militaire, donc extérienr à la cité. « Les rumeurs de Mourmelon pui-sent en réalité leur contenu dans l'imaginaire. »

Une note de la rédaction précise que cet article a été rédigé avant Les Bourses de Clermont-Ferrand

SOCIOLOGIE

# Légendes urbaines



cours de l'été 1988. Ils pe remettent pas en cause, il est vral, la logique propre à la rumeur, objet de l'analyse. Reste que certaines formula-tions, par leur caractère tranché, peuveut susciter anjourd'hui un certain malaise, même si aucune inculpation n'a été prononcée dans cette affaire. Dans le décryptage de nos modernes légendes, de leur message caché ou de leur morale implicite, il est difficile de trouver le tou juste qui no situe pes leur auteur dans la sphère éthérée du vrai savoir, et les colporteurs de rumeurs dans celle de l'illusion, voire de la sottise. A la vérité, cotte difficulté est celle de toutes les entreprises de dévoilement propres aux sciences de l'homme.

Tant que les médies ne se feut pas l'écho des rameurs, elles se propagent de bouche à oreille, sur le monde : voici ce qui vient d'arriver à l'ami (e) d'un (e) ami (e), et non pas à l'ami d'un ami d'un ami, le maillon supplémentaire sautant à chaque fois. Leur diffusion repose donc tout entière sur les conversations. Pour en percer les mécadistres, encore 1201-11 2voit queique lucur sur ces contacts interpersonnels, leur fréquence et leurs occa-

Sur ce sujet inexploré en France, voici enfin disponibles de précieuses informations grace à l'enquête «Contacts», réalisée conjointement

par l'INSEE et l'INED, déjà exploi-tée sous certains aspects (voisinage, associations...) par François Héran, mais dont il nous livre, dans le der-nier numéro d'Economie et Statisti-que. l'apport central. Il s'agit des pratiques de sociabilité des Français saisies par les discussions qu'ils ont eues pendant une semaine, à l'exté-neur de leur foyer, avec amis, collè-gues, parents, voisins ou autres inter-locuteurs (à l'exclusion ici des conversations téléphoniques et des discussions professionnelles). Trente-quatre discussions ainsi

définies avec dix-sept interlocuteurs différents par semaine : ce score

moyen recouvre bien sûr d'impor-tantes variations selon le sexe, l'âge, le milieu social, l'activité. Ces critères et leurs combinaisons mettent en évidence l'existence de formes diverses de la sociabilité. Retenons, parmi les multiples résultats de cette analyse très fouillée, les scores médiocres des ouvriers, qui remet-tent en cause l'image habituelle d'une sociabilité populaire foison-nante. Les pratiques de sociabilité reflètent, plus qu'elles ne compen-sent, les hiérarchies socioculturelles, ce qui n'incite pas à voir en elles une dimension autonome du statut social.

Ce statut social peut-il encore se définir principalement par l'activité professionnelle à une époque où les actifs titulaires d'un emploi ne

population âgée de plus de quinze ans? Cette question est posée dans un article de Dominique Schnapper, pièce maîtresse d'un dossier sur Emploi et destins sociaux que présente le numéro déjà cité de la Revue française de sociologie. Avec l'extension du chômage et la multiplication des statuts intermédiaires, le rapport à l'emploi et à la protec-tion sociale devient une des dimensions essentielles de la position sociale. La politique adoptée par l'Etat-providence en France pour lutter contre la crise a créé une hiérarchie des statuts sociaux ; statut de l'emploi, emplois sans statut, sta-tuts dérivés de l'emploi – chômage, retraite, préretraite auxquels il faut ajonter le statut de femme au foyer, dont la diminution est plus que com pensée par la croissance des précédents, – statuts nés de la solidarité, enfin les «sans-statut», qui échappent même au réseau de l'assistance.

Une tentative d'évaluation de la part relative de chacune de ces caténotamment en évidence la baisse régulière depuis dix ans de l'emploi classique. Ces statuts que définit la législation sociale contribuent fortement à construire l'identité sociale de leurs « titulaires ».

PHILIPPE BESNARD.

ANTHROPOLOGIE .

Pour une anthropologie de la maladie en France, un regard africaniste per Sylvie Fairang.

Utilisant la même démarche que lors de ses précédentes études anthropologiques sur la maladie en Afrique, l'auteur s'est « immergé » dans une commune de la région He-de-France afin d'observer les différents types de recours thérapeuti-ques choisis par les malades et de comparer les systèmes symboliques qui les sous-tendent, en France, et

en Afrique.

† Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, collection Cahlam de l'homme ethnologie – géographie – linguistique, 109 p., 90 F.

COMMUNICATION. La Logique de l'usage, essai sur les machines à communiauer

per Jacques Perriant. Directeur du département Recherche et innovation du Centre national d'enseignement à distance, l'auteur retrace la longue histoire de l'invention et des applications des « machines à communiquer » depuis les premiers procédés optiques et le phonographe jusqu'à l'ordinateur et la vidéo, et analyse la logique « singulière » des pratiques mises en œuvre par les usagers.

★ Flammarion, 252 p., 89 F.

ÉCONOMIE \_ Les Revenus en France

par Yves Hussard et Plerre Concisidi. Que sait-on sur les revenus des Français ? Quels sont les effets de la crise économique sur l'évolution et sur le parzage des prélèvements obligatoires ? Le revenu minimum d'insertion est-il une réponse significative face à l'évolution de la pau-vreté ? Deux spécialistes, chercheurs au Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) font le point.

\* La Déconverte, collection Repères », 126 p., 38 F.

ÉDUCATION.

L'École avant l'école par A. Pinttenux et R. Messager. l'École élémentaire per J.-P. Delakaye et N. Dujour. le Collège

per D. Roullet et D. Jen Trois guides qui répondent aux questions que les parents se posent sur les structures scolaires, l'empioi du temps, le contenu des programmes, les méthodes des équipes pédegoliques ou sur les conditions de passage et de redoublement.

\*\* Nathan, collection « Pour aider votre enfant », 85 F et 99 F.

Gestion des ressources

humaines par J.-M. Perreti.

Un tableau des différents domaines de la fonction personnelgestion des emplois et des carrières, définition des politiques de rémunération, amélioration des conditions de travail et de sécurité, formation et information des salariés, relations sociales, à l'attention des cadres d'entreprise, des élèves des grandes écoles de commerce et des étudients

en économie des universités.

\* Libralrie Vuibert, collection

« Vuibert Entreprise », 268 p., 95 F.

HISTOIRE .

Le Parti socialdémocrate suédois et la Politique étrangère de la Suède 1914-1918, par Jean-Pierre Mousson-Lestane.

Cet ouvrage tente de comprendre comment le Parti social-démocrate a contribué à la non-intervention de la Suède dans la première guerre mondiale, en dépit d'un contentieux séculaire avec la Russie, d'une solidarité croissante depuis 1871 avec l'Allemegne impériale et d'un renouve du sentiment nationaliste dans le

\* Publications de la Sorbonne, 575 p., 180 F.

INFORMATIQUE.

Thèses, mémoires et publications au micro-ordinateur per Bernard Césari.

Ce guide a pour vocation d'aider étudiants et chercheurs à réaliser et à éditer des documents au microordinateur, et de les informer sur les matériels et les logiciels adaptés. \* Expansion scientifique française, 184 p., 110 F.

LANGUES.

La Mort à Venise do Thomas Mana

et l'Invention de Morel d'Adolfo Hoy Courses.

Deux nouveaux titres dans une jeune collection bilingue où les textes sont accompagnés d'une introduction critique et de notes à caractère

culturel et linguistique. \* Le Livre de poche, collection « Les langues modernes/Bilingue », série allemande et série espagnole, 300 p. environ, 31 F.

sollicitant une bourse on un prêt, ne

l'est pas d'un commerçant. Ce qui signifie – on en fait aujourd'hui la

constatation! - qu'il ne peut y avoir

de bonne transmission sans forma-tion préalable. Timidement, cer-

taines CCI proposent des stages de quarante heures. « Ce n'est pas en

quarante heures qu'on forme un commerçant », convient le ministre

Une quasi-absence de formation jugée d'autant plus grave à

Clermont-Ferrand que, selon une récente étude de la cellule régionale

d'observation du commerce

(CROC), 42 % des commerçants

ne trouvent pas de successeurs

(50 % pour les senles alimentations

Une raison de plus donc qui a pré-valu au lancement de Trans-

commerce. « Depuis son démarrage,

plus de trois cents transactions ont

été réalisées, se réjouit M. Cerruti, Le sichier des offres recense en

moyenne trois cent cinquante oppor-

Au cours de l'année 1988, Trans-

commerce a, par ailleurs, développé,

outre un certain nombre d'instru-

ments informatiques (logiciel, vidéotex), un système d'évaluation

des fonds de commerce. Un réseau

de correspondants (trois cent

quarante-six notaires et agents

immobiliers) a été créé afin d'offrir,

« dans les meilleurs délais», des

Une fourchette de prix est propo-

sée. Une aide d'autant plus pré-

cionse que le cédant, surtout s'il est

agé, surestime généralement

«l'œuvre de toute une vie». Prix

moyen, à titre indicatif, d'un fonds

de commerce dans la région Auvergne : 250 000 francs à 350 000 francs.

Faire

des émples

L'intérêt de l'opération est aussi de faire des émules. Pour l'houre, des contacts sont engagés avec les

départements de la Loire, de l'Ardè-

che et de la Corrèze. Des actions

analogues sont entreprises en Picar-die, Midi-Pyrénées, Aquitaine, en vue de déboucher sur un réseau

gne, pour exemplaire qu'elle est, engage en priorité les zones rurales délavorisées. En clair, là où s'impose

une intervention. An plan national,

l'Etat s'efforce d'impulser les

reprises-transmissions à l'aide de

plusieurs outils. A la mi-décembre

1988, le ministère a effectué une

sélection des « opérations de restruc-

turation de l'artisanat et du com-

merce» (ORAC) et «actions de

transmission-reprise » (AIRA) dotées budgétairement. Opérations expérimentales, pour l'instant mais qui out été inscrites dans le cadre

Pour ce qui concerne l'artisanat

de production proprement dit, il convient de noter qu'il se différencie

peu des problèmes du petit com-merce. L'Association pour la promo-

tion et le rapprochement d'entre-prises (APRE) observait

récemment, en effet, que « sur pru-

sieurs centaines de chefs d'entre-prise interrogés, 35 % ne songealent

pas à une reprise de leur entreprise,

53 % y songealent, mais ne faisaient rien ». Constatation de cette situa-

tion : sur cent cinq mille immatricu-

lations au répertoire des métiers, il

La priorité reconnue par tous les

interrenants « de développer et de maintenir ce qui existe » a conduit

C'est ainsi qu'une meilleure utili-

sation de la taxe sur les grandes sur-

gissement afin d'instituer une aide à

la transmission et à la reprise, et

La revalorisation annoucée du

taux moyen de l'indemnité de départ

(10 %) ainsi que celle du montant

(10 % également) suffirmit-elles à

moderniser » le réseau dense et

Encore faudrait-il aborder les pro-

JEAN MENANTEAU.

blèmes fiscaux, qu'il s'agisse du

la taxe sur les grandes surfaces

des contrats de plan Etat-région.

conseils personnalisés aux cédants.

AUVERNE

tunités par mois. »

énérales), dans la seule région

N couple franco-allemand vivant outre-Rhin décide pour des raisons familiales de créer une épicerie spécialisée dans les produits allemands à Clermond-Ferrand. Contact est pris via la représentation commerciale française de Sarrebruck – avec la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg, puis avec celle de la capitale auvergnate.

En l'espace de deux mois, un service spécialisé et informatisé dans la nission de fonds de commerce Transcommerce – leur propose sept « affaires » à reprendre. Depuis le mois de décembre, le couple vend avec succès pain noir et saucisses de

Début septembre 1988, J. Morvant est licencié pour raisons économiques d'une entreprise industrielle en Seine-et-Marne. Il s'adresse à la chambre de commerce de Paris. Laquelle le met en contact avec le fichier « offres de vente » de Transcommerce, Aujourd'hui, J. Morvant, originaire de la région, tient librairic-papetericcadeaux-jouets dans la ville qui l'a

M. et M= Gozard ne veulent plus entendre parler d'un petit café-hôtel dont ils sont les héritiers. Ils s'adressent à leur notaire. Celui-ci prend contact avec la Bourse d'offres de Clermont. Le casé-hôtel a depuis fait le bonbeur d'un restaurateur de

Trois exemples de reprisestransmissions réussies, au cœur de la France, grâce à une initiative née localement il y a tout juste trois ans, encore unique dans l'Hexagone, et qui s'est élargie à l'ensemble de la région Auvergne.

Une initiative qui fait l'orgueil de la CCI et qui a toute chance de déboucher sur un réseau national de transmission-reprise dans le commerce. Et sous d'autres formes, dans l'artisanat de production, grâce aux chambres de méticos.

Les pouvoirs publics ont vite repris la balle au bond : « La transmission d'entreprises est un sujet rebattu. Mais en matière de commerce, sans une attention perma-nente portée à ce phénomène, on me peut espérer grand-chose en termes de maintien du tissu commercial, notamment en zone rurale et en centre-ville », déclarait le 16 février. à Clermont-Ferrand, M. François Doubin, ministre du commerce et de

#### L'improvisation eterdite

Rehattu en effet le sujet de la transmission d'entreprises. Un « drame national », comme il a été dit quelquefois, mais dont on reticut surtout la facette PME-PML Ou celle, plus médiatique, du « grand patron » qui n'a pas pu, ou su, se « retirer » à temps. Les exemples quasi balzaciens abondent encore

En revanche - mêmes causes, mêmes effets. - on sait pen de chose des innombrables « Bonheur des dames », • merceries-nouveautés et autres épiceries-buvettes qui disparaissent silencieusement de la France de Braudel. Pas de tapage non plus autour du quincaillier qui s'évanouit des banlieues au bénéfice d'une agence bancaire. Moins de bruit encore à propos des « petits com' » condamnés de Thionville ou des sites de la défunte Normed, à La Ciotat on à Dunkerque.

Les causes en revanche sont cernées. En gros, jouent « l'effet »

grande surface des années 70, les en clair, on ne s'improvise pas comrestructurations de style sidérurgie ou textile, la désaffection des Francais de souche pour des métiers jugés passéistes et dévoreurs de temps de travail.

Tout un chacun dresse un constat : le fameux tissu rural ou suburbain est menacé! Le lamento est général. Alors ? Alors force est de freiner le déclin, jugé un peu vite inélactable ».

« Je relève que 83 % des cessions en zone rurale se font au moment du départ en retraite du commerçant, sans avoir été préparées, l'exploitant ayant laissé péricliter l'entreprise au cours des mées », constatait M. François Doubin devant un parterre de notables pour une fois réunis ; élus et cadres consulaires, marchands de nlaires, marchands de biens de la FNAIM, notaires. « C'est en outre un phénomène d'une ampleur quantitative excep-tionnelle, poursuivait le ministre. Il y a eu en France en 1987 vingt-sept mille reprises de fonds de com-merce. » Et d'ajouter : « La bonne transmission, c'est d'abord celle où le vendeur et le repreneur se sont rencontrés à temps, c'est-à-dire avant que l'entreprise ne soit déprécièe, et dans laquelle la valeur du fonds est correctement faite. »

## « Opportunités privilégiées »

Une évidence? Certes. Mais elle fait apparaître une relative désilhision dont aujourd'hui on prend conscience. La mode du « tout créatif ., du « si chacuz créait son entreprise », impulsée notamment sous le gouvernement Fabius, semble avoir fait beaucoup de victimes. « Nombreux sont ceux qui ont échoué », confie un conseiller du ministère du commerce. Autre déconvenue plus récente : les primes an départ de Etat et des grands groupes déconfits - construction navale par exemple - considérées imprudemment comme des « magots » par les ouvriers licenciés, ont abouti à des faillites personnelles dramatiques : merçant ou artisan, . L'idée que le commerce, comme la prose de M. Jourdain, se pratique sans l'avoir appris, est encore trop répandue », constate l'un des promoteurs de l'opération Transcom

De fait, le renouveau d'intérêt des pouvoirs publics pour les petits commercants et les artisans n'est pas innocent. Mais réaliste. « Il y a un effet de seuil av-delà duquel le tissu peut se déchirer », s'alarme ce même conseiller. « Dans un pays qui compte un demi-million de commerces, cela vaut d'y réfléchir. »

Rien d'étonnant donc si les chambres consulaires et les pouvoirs publics s'efforcent d'encourager la transmission-reprise, moins aléatoire que la création ex nihilo.

« Il est communement admis que, dans l'ensemble, un commerce trois échoue avant d'avoir passé le cap des trois ans », reconnaît avec réalisme mais amertume M. Cerruti, président de la CCI du Cantal.

Une récente étude de l'INSEE vient, par ailleurs, corroborer le soutien à la transmission : « La croissance des reprises dans le commerce est un phénomène marquant des cinq dernières années », remarque l'institut, qui a, d'autre part, effec-tné des études de terrain l'année écoulée. « Les actions de transmiszion constituent des opportunités privilégiées d'accès dans le commerce sans risques excessifs pour les candidats. > Et d'ajouter: « Encore faut-il que cédants et repreneurs puissent dialoguer... >

Or que so passe-t-il dans les faits? Rarement, sous les lambris Napo-léon III des chambres consulaires, encore moins dans les chambres de métiers, les acteurs que sont les vendeurs, repreneurs, agents immobi-liers, mandataires de fonds de commerce, conseillers juridiques, etc., sont reunis. Par ailleurs, le manque d'informations des candidats repreneurs est patent. Où et à qui s'adresser? Enfin. leur formation - le bât blesse cruellement - est souvent minime, voire inexistante.

Paradoxe! Ce qui est exigé d'un artisan charcutier par exemple, d'un La création d'emplois en coopérative

# Les SCOP changent de cap

grāce 3, de 1981 à 1983, les sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) ont subi un mouvement de reflux qui s'est traduit par une chute des effectifs : de 40 423 en 1984 à 32 206 en 1988. Pas loin des 30 500 de 1979. Ca petit secteur de l'économie avec un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs - tente de retrouver un nouveau souffle en eveloppant les services à forte valeur ajoutée et en favorisant la naissance de filiales autour des SCOP existantes.

« Nous avons subi un assèchement des créations dites en réanimation d'entreprises défaillentes», explique Jean Gautier, chargé de mission à la Confédé-ration générale des SCOP (CGSCOP), Pour deux raisons: la « concurrence » du RES (rachet d'entreprise par les salariés), créé en 1984, et la démobilisa tion des organisations syndicales, & CGT, CFDT et RO n'ont plus le réflexe coopératif lorsqu'une entreprise périclite ». reconnaît-on à la CGSCOP. En outre, les disparitions de grosses coopératives ont pesé lourd. Notamment dans le bâtiment, sectour d'implantation tradition nel des SCOP - encore 41 % aujour-d'hui, - la fondarie et le travail des métaux (14%) et les industries du livre (8 %). Certaines sociétés, créées dans la précipitation et dans l'euphorie de la gauche au pouvoir, n'ont pas fait long fau.

#### Rapprocher les porteurs de projets

Sian que le nombre de créations ex nihilo soit resté constant, celles-ci concernent des équipes de plus en plus réduites, les coopératives n'étant pas épargnées par le vent d'individualisme qui souffle sur les créateurs d'entreprises. Les SCOP créées ex nihilo en 1980 regroupaient 19 coopérateurs chacune, contre 9 huit ens plus tard. Toutes SCOP réunies, la moyenne s'établit aujourd'hui à 24 coopérateurs, contre 53 dix ans auperevent. Plus de 91% des SCOP ont un effectif inférieur à 51 coopérateurs chacune, dont 46 % moins de 10. La législation a d'ailleure suivi le mou puisque, en 1978, la nombre minimal d'associés a été réduit de sept à ouatre, puis de ouatre à deux en 1988. « C'est le moyen d'intégrer certains secteurs, comme les sociétés de services et d'ingénierie en informatique, et les bureaux d'études, où l'on peut anviseour de démarrer à deux », observe Jeen Gautier. C'est le cas de cadres ou d'ingénieurs qui choisiss statut de SCOP pour lancer tine activité de bureautique ou de

Les « créneaux porteurs » sont d'ailleurs le cœur de cible de l'association Campus coopérative, dont l'objectif est d'apporter une formation à des jeune cocréateurs de niveau bac + 2 (le Monde du 4 soût 1988), Salariés pendant deux ens de cette « pouponnière », ils sont aidés par les animateurs à concevoir les études de marché et des prototypes, En outre, Campus coopérative participe au lancement de chaque projet à hauteu de 78 000 francs, et fournit des

#### «Société de portage »

La première promotion de cinq équipes (novembre 1986 à mbre 1988) présente un bilan contrasté: seules trois ont créé una société. « Bien que ca soit encore expérimental, commente Michel Porta, responsable formation à la CGSCOP, nous avons prouvé qu'il est possible de mettre en contact des porteurs de proiets dans des secteurs où les coopératives sont peu nombreuses, notamment dans les métiers de la communi-

La stratégie de création tous azimuts du début des années 80 semble révolue. Dans un premier temps, les coopérateurs ont veillé à ce que leurs entreprises pient mieux gérées, Entre 1985 et 1987, la productivité a augmesté de 10 %. Dans la même période, le résultat net, toutes SCOP confondues, a fait un bond

de 25 millions de francs à 246 millions. Dans un deuxième temps, les SCOP ont multiplié la création de filiales. Mais lorsque ces demières ont la forma coopérative, elles doivent nécessairement couper le cordon qui les relie avec la SCOP mère au bout de dix ans. par obligation statutaire. Ainsi, pour éviter de perdre le contrôle des filiales qu'alles ont créées, nombre d'entre elles leur donnent plutôt la forme de SARL ou de SA classiques I

La consolidation des SCOP existantes et la filialisation de normalies activités ne signifient pas que le marché de la transmission d'emreprises soit abandonné pour autant. En septembre 1988, la société Spot a d'ailleurs été créée avec un capital de démarrage de 18 millions de francs. Son objectif est de racheter des entreprises saines. pour lesquelles aucun repreneur ne se fait connaître, et de favoriratives dans un délai compris entre six mois et un an. Spot devrait effectuer ses premiers rachats très prochainement.

TON DANS LE MON

L'utilisation d'une telle « société de portage » semble effectivement un bon moyen pour permettre des transitions moins brutales d'entreprises dites normales vers des coopératives. Car la plupart des patrons, comme leurs salariés, n'ont pas d'elles une bonne image, le fonctionnement dit démocratique, où le patron est élu par l'ensemble des coopérateurs-associés, fait encore peur.

Une SCOP est-elle vraiment un moyen de répondre à des caspirations qualitatives a que la lation salarié-employeur ne permet pes? Douce utopie? Parce que ce type de société est fondé sur « une participation égalitaire à la prise de décision » - « un homme égale une voirs - et que les éventuels bánéfices ne leur áchappent pas, « les coopérateurs devier très vite des travailleurs individuellement plus motivés et en charge de responsabilités. L'esprit d'équipe, le respect mutuel, la confiance, la tolérance, souvent prônés, se traduisent per des relations plus détendues, voire plus familières entre coopérateurs, y compris avec la direction de la SCOP », analyse Philippe Auvergnon, chargé de recherche au CNRS (1).

## Des responsbilités sociales

Mais la médaille a son revers. «Bien que le travailleur d'une salarié d'une entreprise classiq pourquoi et pour qui il produit», « bien qu'il s'agisse d'expériences humainement exceptionnelles», ajoute Philippe Auvergnon, « les conditions de travail n'y sont pas nécessairement medicures a. Le chercheur remarque même que, au grand désarroi d'inspecteurs du travail, certaines règles concernant la durée effective du travail, l'élection de représentants du personnel ou l'application d'une convention collective ne sont pas toulours respectées. Jean Gautier reconnaît qu'une structure construite autour de « l'abolition du salariat» donne des sueurs froides aux juristes. Et certains esprits pervers? - parient d'e autoexploitation » lorsque des coopérateurs décident de ne pas se payer les heures supplémentaires saires à la bonne santé de

« Qui pourrait leur donner des lecons, ajoute Jean Gautier, s'il y va de la survie de leurs emplois. » Le mouvement coopératif estime avoir des responsabilités sociales. La CGSCOP tente actuellement une expérience d'accueil de chômeurs de longue durés. Sur les douze stagiaires pris en charge (300 heures de formation), Michel Porta estime que sept sont en passe d'être embauchés en SCOP.

# FRANCOIS KOCHL

(1) «L'atquis et la nécessité, ou les confident de travail dans les coopératives enverières de production», par Fhilippe Anvergnon, Formation Emploi n° 23, juilletseptembre 1988. Centre d'études et de recherches sur les qu (CEREQ). Editions La Documen

# Ouinze jours d'emploi: dans « le Monde »

 L'emploi des immigrés. — Les sentiers de traverse de l'intégration. Les anges gardiens d'Amiens : Nourredine et ses copains du Pigeonnier sauvent leur quartier en créant une treprise. Les malheurs des surdiplômés (« le Monde Economie » du 21 février 1989).

● La bonne santé de l'UNE-DIC. - L'assurance-chômage en excédent de 2,3 milliards de francs (le Monde du 22 février

• Ecartelée entre le traitement social at le placement. - L'ANPE croule sous les mis-sions (le Monde du 23 février

• La prévention des difficultés de l'emploi. - Une expérience originale pour la réduction des effectifs chez Thomson-CSF (le Monde du 25 février 1989).

 Diminution du chômage de 0,6 % en janvier. — Les statistiques du chômage pour le mois de lanvier font acceraître une amélioration après l'«accidente de décembre dernier. Le gouvernement prépare un nouveau pian pour l'emploi Ue Monde daté 28-27 février

• Après la condamnation du magasin IKEA dans l'Essonne. - Travail du dimanche : les syndicats gardiens de la loi le Monde du 28 février

 Les bienfaits de la rigueur salariale. - Des centaines de milliers de chômeurs en moins... (le Monde du 28 février 1989).

 Deux nouvelles mesures pour l'emploi. - Aide à la première embauche. Contrat de retour à l'emploi (le Monde du 4 mars 1989).

· Les cadres dans la tourente. - Acteurs ou victimes des OPA, les cadres se retrouvent au cœur du Monopoly industriel Ve Monde Affaires du



مكذا من الأصل

# ARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC HANDELSBLAD LE SOIR & Monde Stiddeutsche Zeitung confirme bella sera EL PAIS De Standaard & THE INDEPENDENT

nsterdam... Auckland... Bahrein... Bangkok... Bombay... Ca h... Colombo... Hambourg... Hong kong... Istanbul... Jakart rachi..., Kuala Lumpur... Londres... Los Angeles... Manill ibourne... Montréal... New York... Pékin... Riyadh... Séou ngapour... Sydney... Taipei... Tokyo...

# **VOTRE EXPERIENCE BANCAIRE** INTERNATIONALE VOUS OUVRE LE PLUS VASTE CHAMP D'ACTION DANS LE MONDE

Présente dans 65 pays, forte de 13 000 salariés dont 10 000 à l'étranger, la Banque Indosuez a aujourd'hui le plus beau réseau du monde. Son département international, en plein développement, recherche des cadres commerciaux confirmés.

Vous avez 5 à 7 ans d'expérience bancaire internationale, vous maîtrisez parfaitement les systèmes de financement à court terme et moyen terme, et la mise en place de montages financiers vous est familière. Votre connaissance des marchés extérieurs et votre sens des négociations à haut niveau vous permettent de saisir toutes les opportunités d'affaires pour le développement de notre groupe international.

Bien évidemment, vous parlez couramment le français et l'anglais. Une troisième langue étrangère serait fortement appréciée. Vous êtes basé à Paris. votre mission implique de nombreux déplacements à l'étranger. Votre rémunération sera étroitement liée à vos performances:

Si notre challenge vous passionne, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo), sous la référence DI 02 M à :

Banque Indosuez - Service Recrutement 9, rue Louis Murat - 75371 Paris Cedex 08.

L'annonce parait simultanément dans Le Soir, De Standaard, Handelsblad, The Independent, Suddeutsche Zel-tung, Corriere Della Sera et El País.

# ELECTRO-MECANICIENS L'EUROPE S'OUVRE A VOUS...

Avec 3.400 personnes et 5 usines, nous sommes le premier fournisseur français d'alternateurs-démarreurs et le deuxième européen. Ausein du groupe VALEO, nous recherchons afin d'internationaliser notre dimension humaine sur la France, des Ingénieurs Electro-Mécaniciens à fort potentiel titulaires de diplômes d'Ecoles ou d'Universités de la Communauté Economique Européenne.

Par nos innovations et la qualité de nos productions, nous faisons progresser l'automobile.

Pour aller encore plus loin, nous vous proposons aujourd'hul des métlers diversifiés en : Etudes - Recherche et Développement, Méthodes de Fabrication, Achats et Services Commercioux

Vous avez acquis de préférence une formation complémentaire en gestion et possédez une première expérience de 2 à 3 ans. Bien sûr, vous parlez votre langue d'origine ainsi que le français... Notre ouverture internationale vous conduira à Jouer un rôle

"moteur" au sein de notre branche ou du groupe. Merci d'adresser votre lettre

manuscrite et votre CV en français ainsi qu'une photo et un numéro de téléphone à Jean-Claude VAN DER ELST -Directeur des Ressources Humaines - VALEO-E.E.M. -2, rue A. Boulle - 94000 CRETEIL FRANCE.

L'Equipement Automobile

BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités =





Services d'Hôtellerie, de Restauration et de Management "LA VOLONTE AU COEUR DU SERVICE"

> SHRM - ANGOLA Recherche son



Basé à LUANDA en ANGOLA

Dépendant directement du Directeur de SHRM ANGOLA, il sera responsable de l'animation, du contrôle et du développement d'activités de

distribution type grandes surfaces
activités d'hôtellerie et de restauration

 services divers Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion, il a une bonne pratique de la langue Anglaise, et des connaissances en Portugais.

Une expérience minimum de 3 à 5 ans de la direction d'un centre de profits. acquise de préférence dans la distribution type grandes surfaces et dans la restauration type cafétéria ou dans une société de services, sera un

Ce poste doit conduire à moyen terme à la responsabilité d'une Direction de Thinks

il est préférable que le candidat soit marié, l'expatriation étant possible en famille. L'éducation des enfants sere assurée à LUANDA.

Avantages classiques à l'expatriation. Les personnalités intéressées par cette recherche peuvent adresser leur lettre de candidature et C.V. sous référence C/223 à : GROUPE SHRM - 113 rue de l'Evêché - 13002 MARSEILLE.

L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS à Munich

pour son service Presse et Relations publiques (réf. EXT/266).

# un RÉDACTEUR (grade A2/3)

d'information de l'Office destinées au public, les communiqués de presse, les publications spéciales, un bulietin d'information périodique, ainsi que le rapport annuel, à rédiger des articles destinés à informer le personnel et à assister la direction de l'Office dans la rédaction de discours et la préparation de

Les candidats doivent posséder un diplôme sanctionnant des études universitaires complètes, avoir plusieurs années d'expérience professionnelle un tant que rédacteur et être aptes à traiter des sujets complexes de manière intelligible. Ils doivent avoir une très bonne conneissance de l'une des langues officielles (alternand, anglais et français) et bien connaître les deux autres.

Comme dans d'autres organisations internationales, il est offert pour ce poste un traitement élevé, exempt de l'Impôt national sur le revenu. Une Eccle européenne dispense un enseignement gratuit sux enfants du personnel de

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 7 avril 1989. Les formulaires de candidature officiels peuvent être obtenus auprès du

Service du personnel, Office suropées des la service. Enhantistrasse 27. D-8000 MURCH 2. Tel.: (039) 2399-4316.

votre paye.

Ecrire à : Instituto Europeo de idiomes, pesseig de Sant Jean, 110 1° 1°, 08037 BARCELONE, Espagne.



La Compagnie des Mines d'Uranium

de Franceville

Association pour l'appui au développement

pour un contrat minimum de 2 ans : T RESPONSABLE

DE HAUT NIVEAU

Minimum best + 4 Qualités de gestionnaire et de relations humaines indispensables. La poste concerne la direction d'un programme important d'actions en milieu scolaire dans un pays d'Afrique.

Une expérience d'expatriation et de pédagogle sera appréciée. Envoyez CV + lettre manuscrite sous nº 8226.

LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris. 2011年的代表的 1000年 1

10- -3.51-2

SELEC

## **WORLD LEADER**

in the "International Trade of Commodities" located in the Lemanic area is looking for a

## **DEPUTY** TO THE CHIEF FINANCIAL OFFICER

The first assignment of this executive will be to set up and run a computer-based system for the control of our customer and country risks and to negociate with our banks the sophisticated financial packages our clients need.

Fluent in French and English, the successful candidate has several years of experience in a bank, active in the raw material field, or a trading company.

> Please answer under ref. 420 to: D.A.G. 65, rue de Rivoli 75001 PARIS who will transmit.



Ingénieur, diplômé d'une école type AGRO, ENSIA, ENSAIA... Vous avez acquis une expérience d'au moins 7 ans dans un contexte industriel, alimentaire et international de préférence.

Directement rattaché au directeur de l'Etablissement vous serez : LE NUMERO 2 DE L'USINE.

VOTRE MISSION PERMANENTE : la production dans le respect des normes de quantité, de qualité,

VOS RESPONSABILITES :

La logistique des matières premières et des poduits finis,
 ela fabrication et le conditionnement des produits.

Envoyer nous votre lettre de candidature, C.V., photo et prét. s/réf.08.400 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Le Monde CADRES

P.M.E. COMMUNICATION Centre de Paris, recherche

# collaborateur direct (H/F)

très polyvalent - sens des responsabilités 50 ans environ, Niveau Chef Comptable, très expérimenté comptabilité, enregistrement et centralisation (connaissance de la saisle comptable sur micro-ordinateur appréciée). Déclaration sociales, fiscales, T.V.A., payes,

contentieux. Très sérieuses références exigées.

Adresser C.V. manuscrit avec photo récente en Indiquant prétentions, référence 35.251,

**PUBLICITE ROGER BLEY** 101, rue Réaumur - 75008 PARIS. **DEMANDES D'EMPLOIS** 

# CADRE DIRIGEANT

Ingénieur-gestionnaire, double nationalité suisse-CEE. Français. anglais, espagnol, allemand et Italien courants. Connaissance approfondie des affaires (Marketing, ventes, contrats, joint-ventures, know-how, finances, création de sociétés...) avec l'Amérique latine, le Japon, les pays de la CEE. Préparé à négocier les grands marchés de 1992 dans les secteurs : Technologies de pointe, projets clés en main, blens d'investissement et produits grande série.

Disponible rapidement en Suisse ou dans la CEE. Ecrire sous réf. DGS à GESTADEX S.A. BP 2929 - 1002 LAUSANNE (Suisse) - Telefex : 41-21-20-30-28.

INGÉNIEUR H.E.I.

GÉNIE CIVIL

Expérience FRANCE et ÉTRANGER chantier (5 ans), Ingénierie (10 ans), tertiaire ation (3 ans).

Mise au point projet, relations clients ations contrats, gestions, réalisation **RECHERCHE POSTE** 

nt projet et/ou ré

Ecrire sous réf. 8176, LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

# AGENDA IMMOBILIER

## LES CITADINES\*\*\*

Louez votre studio et 2 pièces neufs prêts à vivre pour un jour/pour une semaine et + KITCHENETTE, VAISSELLE, CANAL +, SERVICES.

8, rue Blaise-Pascal, 92200 NEUILLY-SUR-MARNE, TÉLEX 610872 - TÉLÉCOPIE (1) 48-24-80-57.

# **COTE D'AZUR**

LES DERNIÈRES TERRES A BATIR VUE MER - DOMAINE PRIVÉ et gardienné touts l'année

CAP BENAT - Face aux Iles d'Hyères

Visisite sur rendez-vous / Documentation sur d POSIDONIA Im.: Département venée Domaine privé du Cap Benat / 83230 BORMES-LES-MIMOSAS. Tél.: (33) 94-71-27-28, teléfax: (33) 94-64-85-05.

efab efeb GATA

424

An sein de Gronzement Industriel des Armements Terrestres (GIAT) comprenant 15000 personnes, notre Etablissement de BOURGES (EFAB) est à l'avant-garde des technologies de Systèmes d'Armes. Notre activité s'etend de la recherche appliquée à la production Industrielle et à l'assistance technique. Pour celà nous disposons de moyens importants axés plus particulièrement sor les Technologies de Pointe (C.A.O. - D.A.O.-Robotique, Ateliers flexibles...) et nous recherchons :

# LE CHEF du SERVICE **METHODES**

qui se verra confier la responsabilité d'une équipe de 40 personnes (niveau techniciens) avent en charce la préparation du travail d'une unité de fabrication mécanique de 200 personnes. Ce poste s'adresse à un INCENIEUR GRANDE ECOLE ( ENSAM - ECAM - ICAM -ENSL.) possédant une expérience de quelques années dans le domaine de la mécanique et maitrisant les méthodes modernes d'aide à la décision (CFAO, Système Expert...)

Merci d'adresser lettre manuscritre C.V. détallé et dons s/réf.89/OIM. au S.I.A.R. Service Factour Humain 18, rue du Docteur Zamenhof 92131 ISSY-les-MOULINEAUX Cedex

**PROFESSEURS** d'angleis et d'allemand pour assurer l'encadrement de groupes de jeunes en séjours stiques, vacances de es, du 2 au 14 avril 88. 43-50-20-20.

QUOTIDIEN DÉPARTEMENT

SECRÉTAIRE DE RÉBACTION DÉBOTANT Recherobe
JOURNALISTE
Exp. 5 ans mini. Conn.
milieux preses africaine et al
possible ONG (francoptones
en pert.). Familiarité avec
questions de dévelop. et
anvir. bil. angl./français.
Poste basé à Paris.
Adresser candidature à ;
institut Pance, 31, rue de
Reuilly, 75012 Paris.

IMPORT/EXPORT JEUNE HOMME nglais courant, 30 and tviron, avec formation spérieure, connaissance ure, connaissanc ées du Comme

Env. lettre menuscrite, CV, photo et prétentions eu ser-vice du personnel SUMITOMO FRANCE

COMMERCIAUX Chaudromerle, acier inox es noir, bonne formation techni-de base, esp. de la vente es milieu Industriel, chimie, pétro-chimie, nucléaire, agro-

travail! à domicile Ingénieur cipièmé U.K., dis-porible pour REDACTION TRADUCTION TECHNI-QUE. 42-08-20-98 (Rédec. tra.)

boxes = parking ÉTOILE WAGRAM PARKING A VENDRE

CADRE COMPTABLE DECS
15, a. aug. cherche amplol.
AFR/M. Orient
M. Hachid DJERBI
Chez M. AMARA. 36, rus

Chez M. AMARA. 36, rus

COMMBER 38 a., très bon sens
commercial. Aptitude à la
cirect, adminia. et commer.
Lleanciée en droit, vous
commerc. 42-49-66-00. ELECTRICIEN-HQ. Recharche poste sur Paris es/ou rég, parisienne sud, Tél, après 19 h su 69-00-48-61.

Britamique, 49 ans, banquier international confirmé, domains inspec-tion, contrôle financier, Bân-gue, Cher, emploi consultant ou posta similaire, Côte d'Azur, Ecrire nº 82-17, LE MONDE PUBLICITÉ 5. rus de Montressor 5, rue de Monttessuy 75007 PARIS

COMMERCE INTERNAT.
M.-O., LIBYE, EGYPTE
ALBANIE
Cadre 50 a., grde compé
tence et ses. Conn. per
tence nalyste-programmeu connecs. COBOL + GAP: rech. emploi motiva

L'AGENDA

Antiquités

**POUR DECORATION** ACHÈTE A YOTRE PRIX MEUBLES-OBJETS ART EMPIRE

43-87-92-80

Baby sitter

Bijoux ACHAT OR BIJOUX

PERRONO OPÉRA 4, Chaussie-d'Antin. TOILE, 37, av. V.-Hugo Bijoux anciens

Cuisine

KITCHENETTE Liffput 1 m, 3 400 F. Cabine de douche 2 000 F SANITOR 21, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris 6, 42-22-44-44. Jeune fille

au pair Feire pratiquer l'angleis à vos enferts pour être à la page en 1992 ?
Appelez l'agence franco-pione basée et agréée en Angletarre pour une jeune fille au peir avec références.
Mme Crans,
Bess Knees Agency.
T. : 19 (44) 1-676-70-39 (24 h).

J.F. au pair à New-York ogée noussie, nitérenes, dédom magement. T. 71-84-88-85-83. Pianos

Tissages

Plano: GELBER, MESSIAEN
Conservatoire de Paris,
sédas de Lisat, piano ancien
à ret. STEINWAY. Livres,
disques, partitions, festi-vais... 100 pages : 35 F
(30 F+ 5 F de port)
Lettre du musicipe),
12, r. Jacob, 75006 Paris,

bagnes romantiques - 20 % ACHAT OR

Vacances Tourisme

Loisir **PAQUES** 

Yves et Litiere accuellient vos enfants dens une ancienne ferma XVIII siècle, confortable, rénovés, chères 2 ou 4 avec s. de beine. Située au milieu des pêturages et forète. Accuell volont. (imitié à 15 enfts, idéal en cas 1 enforcation. Amblance 1" séparation. Amblano familiale et chaleurausa. Activités : terrés, sid de fond jeux collectifs, fabrication paint, peinture sur bols. 1 690 °F Péques (ski de fond). T. (16) 81-38-12-51 DRISCOLL HOUSE HOTEL

200 chambres simples 100 £ par semaine, demi-persion. Rens. : 172 New Kers Road LONDON SE1 471-G-E, Tál. : 19-44-1-703-41-75. LOC. LA NORMA d des pistes, pour 4 pers 48-77-89-81, soic. CHAMITOUSSE stadio 2 sem. Păques 1 600 F l'une, 3 000 F les deux. Tál. 48-93-21-90 ou (16) 92-67-02-82.

5 pers., vac. prin. forfalt sport inclus. 91-66-13-63 VERD important fot de tissus, environ 12 000 m. Prix intéressant 40-92-11-77, Nantes. LE LAVANDOU LOUE Gde villa prox. piaga T&L : (16) 90-94-07-02.

maisons individuelles

ANDRÉSY GARE (78)

ANDRÉSY GARE (78)

(10°), Mais., 5 poss sur 500 m², combles aménes./dépend. stud.

JOHNVILLE (84) RER 3 mm.

ABLON (94) RER art. vend meison de ville 6/7 p., grd jardin, cherme. 880 000 F 46-63-46-14, 18-21 h.

Vend t. belle maison 3 chbres, living, culs., s.d.b., terrasse, GARAGE SUR 5300 m<sup>3</sup>

750 000 F T. : LUX (19352) 43-33-03

maisons

de campagne

BASSE VALLÉE OGNOR

Vers Pesnes , 70 ds vil. Rech. mais, bourg 8 P., chbre B.E. Grange avec ver-

maison de campagne sur 2,5 ha. Cuis., s. d'asu, séjour, cham., 4 chbres, bourg 5 km. PROX 480 000 F. Tél.: (1) 42-23-78-80.

**CONFLANS** HERBLAY PR. GARE 95 Sup. Manaart 6 P. 1 800 000 F. Cab. Vermelle, 39-19-21-27. Ste-HONORINE 78 VILLENNE S/SEINE (78)

Belle mais. 7 P. Gd turral 300 m pure 2 400 000 F. Cab. Vermelle. 39-19-21-27. **YERNOUILLET (78)** Bel maison Bréguet 7 P. Domeine. Piscine. Tennis. 2 050 000 F. Cab. Vermelle. 39-15-21-27.

VERNEUIL-S-SEINE (78) Belle maison récente, 7 post, 245 m² hab, sur 1 000 m², 1 600 000 F. Cab. Vermeille, 38-18-21-27.

TRIEL-SUR-SEINE (78 Selle vus, maison 7 pces, sur 850 m². 1 180 000 F. Cab. Vermellis. 39-19-21-27. TRIEL S/SEINE (78

Mais. neuve 6 P s/1 520 m² frais notain réd. 1 950 000 F. Cab. Vermelle. 39-19-21-27. ORGEVAL (78)

MEULAN (78) CONFLANS PR. GARE (78) Belle maison, 5 pces,

CONFLANS PR. RER (78) Mais. 5 P. s/250 m² s/sol total 950 000 F. Ceb. Vermelle, 38-19-21-27.

CONFLANS CENTRE (78

propriétés 🚈

A 70' de Paris, direct aus. Sud MONTARGIS (45) Découvrez la nature, détante, remise en forme, oxygénation dans le charme d'une ancienne maleon de cempagne prolongée dans le silence de son terrain, 3 ha , anciente rest., 4 poss, décorat., sur besu ter-s, 470 m², 780 000 F. Vermeille, 38-19-21-27.

PX TOT. 690 000 F Créd. 100 % rembour comme un loyer ACQUIS TION. Encore une exclusivi TURPIN RELAIS MIEL MONTARGIS. (16) 38-85-22-82, 24/24 h. ANDRÉSY (ENV.) 78

rursle 30 he, meison tradition, rénovée, r.-de-c.
115 m² + ami, neufe,
3 chires mans, mus 65 m²
+ déberse, dépend, ette-names 300 m², vue peno-ram, sur Pyvin, Provins, isc.
Px : 900 000 F
Gabiache, St-Frajon
31230 L'iste-en-Dodon,
61-94-13-32.

15 mn golf 18 trous. Prb. : 1 700 000 F. Facilités de paiement Tél. : 94-78-70-98 (le soir de préférence)

BMMO 106 33, R. DE LA MADELEN EPERNON (28230) (16-37) 83-73-73 rech. pr as clientèle
PARIS ET RANLJEJE
PPTER, TERRANIS, ÉTANIS,
FORETS, ETC...
PAEMENT COMPTANT
chez votre notaire.

30" PARIS. Pav. r.-de-ch. + 1" 6t. cuis. 5 p.p., s.-d-bis, w.-c., se-sot trus! (2 vol.), clif cart. fue!, 450 m² pelouse arbotisée, terrasse donseit \$/parc. état sour absolu 900 000. Crédit pars. 100 %. MGN 43-87-71-55

38, bd Badgnolles, 75017 Park **GOLF DE ST-NOM** 

حكذا من الأصل

The Sandy Sandy

·安安·西西·西西·西南西·西西·西

· 在一种人 · · · · · · · · ·

中海中海 海流 二

.

ACCOR

IMATO BILIER

MAN TO THE PARTY OF THE PARTY O

LIS CONCENTS"

Hauts-de-Sein

2 pces, cuis., bains refekt neuf, A SAISIR. 470 000 F. 43-27-81-10.

ASNIÈRES près gars except., 50 m², 2 p., entr. ouie., sal.-d'eau, we, 2º étsp. s/rue et cour. Prix: 449 000 F crédit total. 48-04-08-60.

BOULDGNE, BOIS

BEAU 2 P

ntr., beau liv., 1 chore, uia., g.-de-b. PARFAIT ETAT. 42-71-93-00.

LEVALLOIS 525 000

ani TRO LOUISE-MICHEL 2º ét, ban imm, revelé. PIÈCES, cuis,, ceblnet spilame, 48-04-35-35.

Trie beas 5 pees (115 m²), 1º ét., poss. prof. ibér., park., s/sel. 2 180 000 F. 48-38-17-19.

Montrouge.

5 mm, porte d'Oriéma.

2 p. oft. 8° ét. 48 m° eur pere sud, parting s./sol direct, imm, ravadé, état impecable, oute. équipée, cave. 600 000 F. Tél. 42-53-76-06.

BOULDGNE - 4 P. 95 m + terranne 10 m², vui penor, s/Seine. 1,844.000 F TRANS OPERA, 48-22-80-43

ST-CLOUD Hippodrome Résidence s/perc, vue, soiall, vardure, 5 pièces, 137 m². BALCON, PARK FLEIRIES, 45-44-22-36.

SURESNES
VUE SUR SEINE, URGENT
2 P. rufait nouf, culaina, tou
carriort, 350,000 F, crédit
total) poss, 48-04-84-48.

*NEUILLY ST-JAMES* 

FP., 180 mf + service, 5° sec., bell invit. sec., plante de t., dele No., plain and seus balo. VIE DEGACIES, 3 chbres. 2 bre., trat except. FRANCE CONSEL 48-28-00-76.

93 Seine-Saint-Denis

ST-DERS, MY PTE PARIS socapt., appt B0 m' se com posent de 3/4 p., entr., o.in., baint, wt. Pose, récu pérer granier. 838 000 F. Créd. 48-04-08-80.

94 Val-de-Marne

EXCEPTIONNEL

TOTAVAILLE

FACE MARNE

**YINCENNES** 

VILLEJUIF (94)

Bees 4 p., 84 m², tt confort belcon + perk, 840 000 F BMMO MARCADET 42-63-01-62

**FACE BOIS** VINCENNES. 3 P., 62 m², cleir, 5° st., 3 fen. s./bois, pl. said, bei irura. 1.280.000 f. 40-28-42-47 - 40-28-42-74

appartements ventes

Etranger

HAUTEUR D'ALGER

HAUTEUR D'ALGER
Cuerder Présidence, dans
résid. privés 8º étage, asc. à
vdra en tre pput. Bel sept
de quellité. 2 chimes, tr. gd
salon, gde s. de bains
+ cebine douche, ouls.
emén. Nombreux piscards.
Tarvasse + baic, loggie.
Cave, pos. parking. VUE
SMPREMABLE S. LA BAIE,
teire offre edrisues nº 407.

SAPREMANDER OF THE SAME OF T

appartements

achats:

Rech, 1 à 3 p., PARIS prifère 5-, 6-, 7-, 14-, 15-, 15-, 4-, 9-, 12-, avec ou cans trev. Paie cpt chez notaire. (1) 48-73-48-07, mêma soir.

A FEURLADE, 64, ev. de La Morte-Picquet (15°), rech pour bone clients MMA. et GDS APPTS 8°, 7°, 15°, 18° ardts, 48-88-00-75.

HOTELS PARTICULERS ET APPARTEMENTS très gd stand, à partir d 200 m², 7°, 8°, 16°, 17°.

J. DE MONGAN SA

45-63-17-63.

TRES UNCOMMT, charcing très bel appt aveit, 250 m² evec bernses at boxe. 7, 5°, 17°. Très 90 etan. 48-22-03-80, 43-59-68-04

LIRGENT ACH. COMPTANT appt ou pavil. mame i renover. PARS. PROCH BANLISUE. Mª MOREUX 43-70-18-00.

J'ACHÈTE COMPTANT

perticulier appt 2/3 p. Parie ou proche bantieus, ETAT INDETERENT M. GABISON, 48-04-35-35,

PARTICULIER achito STUDIO ou 2 PIECES.

PARIS.
PAEMENT COMPTANT.
Tél. 47-55-95-97 le soit

J'ACHETE COMPTANT UN

**APPT A PARIS** 

URGENT T&L 48-22-54-07 in soir.

45-49-22-70

5, RUE LITTRE recharche APPTS the sur-faces, préférence the gau-che, pour nombreux cliente, PAIEMENT COMPTANT. non meublees

demandes

rech. pr BANQUES, STES MULTIM, et DIPLOMATES GDS APPTS de

**RÉSIDENCE CITY** 

ich. pour Multinationeles

Ambassades. APPTS HAUT de GAMMME. Vides ou MEU-BLES. HOTELS PARTICU-LIERS et BELLES VILLAS OUEST. ACHAT POSSIBLE

TÉL : (1) 45-27-12-19

**EMBASSY SERVICE** 

8, sv. de Messine 76008 Paris, recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE

(1) 45-62-78-99

CHERCHE STUDIO

6° — Limite nord 13°. Tál. evant 9 h 30 au 43-36-88-80

UNION FONCIÈRE

EUROPÉENNE

LOCATION, VENTE GESTION

RECHERCHE APPARTEMENTS VIDES OU MEUBLES POUR SA CLIENTELE

LOYERS GARANTIS

UFE - 42-89-12-52

meublees:

demandes

Paris

**1. DE MONGAN SA** 

45-63-17-63,

NOGENT PROX., BORD DE VINCENNES Hôtel particular 10 p., 1 100 m² de terrain, 7 150 000 F 43-07-14-00, p. 18,

PORTE MARLOT

ses 2 p. enr. 46 m², belle covation de caractire, 4º ét. cherne, ceime, 1 060 000 F 10-26-42-47 — 60-28-42-74.

18\* arrdt

**BD CLICKY** 

SLID RAVISSANT 2 PCES

111

SOURCE STREET OF THE STREET OF

のなったは、日本のでは、

STÉ MULTINATIONALE Rech. pour sa clientèle du Studie su 4 PCES (bon état) meublés, Loyers garants - 45-00-80-20. 16' GARE SAINT-LAZARE ollaborateur LE MONDE, cherche chambre, douche tchenette, w.-c., Paris 1 800 F max, URGENT. sej. + crientine, com succession, s. d'eau, s. de pee, 4 chores, 5, 0'eau, 5, 0e bains, nhreux rangements. Sous-soi tot. avec garage, 3 voltures. Alarme perinterrique. Jardin clos 500 m². Terrasse carrelée plein sud. très calme. Prix: 1780 500 F ftr. com réd. 12-51-74-52 à part. 40 10 k. -≀hôtels∦ particuliers RECHERCHONS FOUR AMBASSADES

> terrains HERBLAY f gare, 600 m² verger en Steau visbilieé, 496 000 F hors taxa 43-87-71-55,

forêts MAYENNE MAYENNE A 20 km autorouts, forêt 140 hs. 6 500 m² chêns. Excellente chasse, Houdlard B709, 53031 LAVAL. Tél.: (18) 43-56-51-60, immobilier information

PERMIS DE CONSTRUIRE
ET DIRECTION DE
T R A V A U
PAR ARCHITECTE DPLG
POUR VOS
APPARTEMENTS,
PAVELONS,
BOUTTOUES, BUREAUX
T61: 47-33-63-12. ENTREPRISES
HOMMES D'AFFAIRES
you déplacements à Park HALL'STUDIOS

réeld, pl. cent. RER, parkings offr. locat. gd stand. + serv. CHANGE, COURRIER MINITEL, FAX Commits à la certe 42-21-86-17.

"villas ( PARIS 1 L. ROISSY 3/4 h. A4 VILLA INDEPENDANTE Payange vallée Marne, 5000 m², bois, grotte. Tél. (1) 80-23-88-01.

PROFESSIONNELS
DE L'IMMOBILER
L'Annuaire des Propriétaires
des Immaubles recense
28 000 propriétaires de
38 000 immaubles.
SEESAM : 48-22-99-33.

HARCHÉ DES HOTAIRES 5/7, r. EMILE-ZOLA 2 nivx, sur 968 m² anv., compr. 23 burx. Surface utile 850 m² anv. Libre. Albee 8 prix 2 400 000 F. Visite le 9 mars. 14 h 30/16 h 30. ht Demortreux, (1) 45-34-21-07.

∜immeubles ⅓

RECHERCHONS POUR INVESTISSEURS DE 1= ORDRE immeubles de burseux, intrauties d'imbitation (même occupé, loi 1948), bursins, hôtele perticuliers, incesse com-mettieux. FRANCE CONSEIL 48-29-00-75.

ACHETER

vous gagne, à Minitel 36.15 code FNAIM ou téléphonez

**FNAIM** La meilleure vue sur l'immobilier.

1= arrdt 2 P. Son état, 1 320 000 F Tél. : 48-27-96-86 BEAU STUDIO 45 m² Dens Imm. XVII·, trâs clai supo. sud, belies pressi tions. Px intáres. Ecclus. AGNUS 45-08-12-70.

40.00

COTEDIA

Proche mê Royale  $(1^{\circ})$ Prix: 2 900 000 F TéL: 42-60-16-78. RUE DU JOUR VUE ST-EUSTACHE très gd 2 p. impoc. eru, 80 m bel imm. channe 1 900 000 40-26-42-47 — 40-28-42-74, ETIENNE-MARCEL. PL. CTRE des HALLES 2 P. 50 m² s/cour 1 100 000 F. TRAISS 2º arrdt 2" Mª BONNIS HOUTVELLE GRAND 2 P., cuis., bains SOLEL CALME RUE ET COUR 750 000 F — 43-27-81-10. M- BOLNISE 2 P. duples, 5° sams asc. Td: 48-27-86-86 2º, Mº BONNE-NOUVELTE FACE REX. p. de tellle revalé, BEAU STUDIO ref., cula., bains, wc, asc., 340 000 F. créd. possible. 48-04-84-48. 3° arrdt 9. M-N.-D. LORETTE 2 p. s/rea, ruis., Sal. cie bns, wc. Px: 450 000 F. Crédit poss, 48-04-84-84. 3- MARAIS PROCHE MARTE Superbe studio, s/rus, cuis, s.-de-bris, wo. pourres, CARACTERE. 440 000 F. Cridi. poss. 49-04-84-48. 4º arrdt Près RUE SEDANIE. Beau studio + cuia, w.-a., bains, digicoda, 4° ét., s/tue. 435 000 Forédie, 43-70-04-64. MARAIS DSLE LIV. + CHERE Rue et jard, 1 800 000 F, PLURIMINO 46-48-25-01. MARAIS 6 p. 150 m², 3° éc. sec. (possibilité 4 chibres), 2 hains, ch. lodiv. très bon écz. App. chanique 42-85-77-88, **CŒUR DE PARIS** plerre de t. 90 m², baico chaminés. 42-78-65-56. BASTILLE plans de L. 180 m² + survices, belles prestations, 3°, ascenseur. 43-28-73-14. 5° arrdt 5" Mr GOBELINS RAVISSANT STUDIO PRÈS PANTHÉON Brisle + Mezzanine, cultue prix : 480 000 F PLURSHIMO 45-48-25-01 CONTRESCARPE mison 17°, 4 chambru d adjour, 4 being park. 220 m² + terrasse CHARME. 47-03-32-44 PORT ROYAL récent Beeu 4 P. tt cft 82 m² 2 bri perkuble Px 3 200 000 F PCRT ROYAL Plants de t. liv. dhie + chbre cuis. bre 50 nf état nf 1 320 000 F PORT ROYAL ric. stand. s/jard. studio 12 cft 30 m² cuis. séparés Px 730 000 P 43-35-18-36. GOBELINS 4 asc. 2/3 solail, calma, inscending FLEURUS 48-44-22-36. 6º arrdt SÉVRES BABYLONE 2 pose 40 m² 920 000 F imm. Pierre de tallie PLURIMANO 45-48-25-01 SÈVRES BABYLONE STUDO refek neuf, culsinetta, bains, 490 000 F François Feure 45-46-22-70.

appartements ventes AV. DJ MAINE A SAISIR 3 P. alj. dble 1 chbre 12 cft pertalt état, bel inne. 4º ét. plain ablet, 65 m² 1 350 000 CBS 48-24-40-08. 7º arrdt Pr. CHAMP-DE-MARS O ALESIA, 4 P. 100 m² + terrasse 28 m², imm. récent, vue penor. s/Paris. Prix 3 150 000 F. TRAIS. OPERA — 48-22-80-43 VANEAU imm. sncien salon, a. à manger -1 chine 57 m², excellen état François Feure 48-48-22-70, CHERCHE MIDI 3/4 P., 110 m², irom. XVIII. CHARME, CALME, SOLES LARTIQUE 47-05-61-91.

Rue LACÉPÉDE. Imm. ancien, 4º ét., sec., doie sé, + chors, excel. état, immière, caime. 1.575.000 F. François FAURE, 46-49-22-70 9º arrdt 9- M- CADET RUE SALINIER, BEAU 2 PCES cult., beirs, imm. revelé, cl. AR, CALAFE. 590 000 F. 43-27-81-10. RUE DUNKEROLE 3 PCES. 675 000 | CHARME ET CLARTÉ, MAPECCABLE, Petit 3 pose, tt cft, double expos., très clair, 48-04-36-36,

TRINITÉ 5 P. lel appt, specieus Pierre de 1, 5 250 000 PLUSSMIGO 45-48-25-01 N.D. LORETTE 3 P. Appt de charme prix : 1 610 000 F PLURBAO 45-48-25-01

10° arrdt Mª CHATEAU-D'EAU SAISIR, 475 090 I VRAI 3 PCES, TT CFT dt., sur cour, bon imo cave, 48-04-35-36. EXCEPTIONNEL, BD MURAT. 2º ét., bon imm., 2 PCES, sal. d'ann, w.-c. à justaller, cave, garden, dig-code. 48-04-35-35. A SAISIR idéei étudiant bon piect studette 11 clt 200 000 F 40-28-42-47 - 40-28-42-74

PLACE DES VICTOIRES imm, ravelé 2 p. env. 32 m² triple expo... poutres, ét. élevé, 800 000 F 40-28-42-47 – 40-28-42-74 11° arrdt NATION RER. BEAU 2 PCES, cuin., tt cft. gurdien, tuibles charges, 1º ét., clair." 347 000 F; créd. 43-70-04-64. PRÉS - TROCADÉRO, 4 PCES Vue dégagée. 2 900 000 F

PRÉS BASTALE rare 3/3 P., caractère 280 000 F. 48-27-88-96 11" Mistro VOLTARE seu 2 P. refeit neuf, cuis tout confort, accuraeur. Prix 580,000 P. Crédit possible. 48-04-84-48 BASTILLE/LAPP

PARMENTER 65 on 55 m² à accionger /com vertiers 42-72-40-19. 12° arrdt PRÈS SIF CHARENTON-tradio, cuis., t. cft, cave, sibles charges, 2º éc., s/jer-in, exp. sud. 258 000 F, crédit. 43-70-04-64.

MBL PERRE DE T. GD STAND Appt d'angle LUXUEUX Prestet, exceptionnelles 12° AV. DAUMESNIL. ROCHE BOIS, begu 3 P, se, rt ch, VUE DEGAGE 760 000 F créd. poss. 48-04-85-85. Hell, gd salon s. à trunger, 4 chims, 3 beins, cuis, très heute gamme, gd belc., 2 services, 2 caves. 48-28-00-75. LEDRU-ROLLIN badio ti cit, 25 m² anu., sir, Px 390 000 F. TRANS OPERA 48-22-80-43.

BASTELLE PR. GARE DE LYON, ders horn, pierre de t. 5 P. 130 st<sup>o</sup> erv. + suv. 9d stand, Ps. 3 150 000 F. TRAMS OPERA 46-22-60-43. 25 m² TERRASSE, DALMES-NIL, beile résidence, 3° et der-nier ét., sec., 3 pose, cuis., ti ct, part., 1785 000 F. MAS BRADBLER 43-45-88-53.

PTE DORÉE, belle résidence, récent 3/4 p., cuis. 11 cft, bel-cort, part. 1780 000 F. MAS NANCOLER 43-46-88-53. RUE ST SULPICE imm. XVIII asc. demier & DUPLEX 110 m<sup>3</sup> François Faure 45-48-22-70. MPCHEL-BIZOT PRÈS Mr. resid., 3 p. cuis., tr cft, bu-son, 3° ét, asc., parkg Prix 1 625 000 F. MA.B RMAOBILIER 43-45-68-53.

SPÉCIALISTE RIVE GAUCHE 12. r. R.-D.-DES-CHAMPS SORTIE MF ST-PLACIDE Cherche-Mid 2 p. 950 000. Uniss seine 2 p. 1 600 000. Listanbourg 3 p. 2 200 000. SP-Bacide 5 p. sec. 4 550 000. Asses 6 p. 250 m² bon plan 14° arrdt PRÈS DENFERT
GD STUDIO, cuis. équipée,
baire, alcove, rue.
SOLEIL, CALME.
850 000 F. 43-27-81-10. RECHERCHONS APPTS TTES SURFACES 14º PRÈS ALÉSIA. RAVISSANT PIED A TERRE 2 poet, cuis. smáriosine, bne, mezzer., cheminée. 570 000 F. 43-27-81-10. TÉL. 45-44-22-36.

FLEURUS

11.00

F"10",

SCLE VAVIN 185 m<sup>2</sup> stand. Idial prof. Stands François Faure 45-49-22-70. METRO ALESIA THÉATRE DE L'ODÉON

1. Racins, 3 p. 70 m²,
charme, excellent état,
François Feurs 48-49-22-70. MONTPARNASSE PRÉS DEMFERT of stand. Iv. 3 chbres 112 m² cuis. équipés 2 tres, use dégagés, terrases 100 m², parking Prix: 4 100 000 F° 470 000 F. 43-27-81-10. ORDENER. Pris Mr. imm. récent, stand. STUDIO, sais, w.c., bas, égicote, ge-dar. frét, s/rus, acc., baic. 318 000 F. 43-70-04-84. 18-PRÈS M. EXCEPT. 15° arrdt 3/4 pilicas, 87 nº enso-leilé, terrasse, cave, par-leig, 7 800 F charges com-prises, revenu X 4, libre imm, Tél.; 45-54-03-07, 2 POES, 45 m², 423 000 | BD DE LA CHAPELLE Bon into 40 de, sec. on sec-sé, 1 oben, cole, ba, sec-aiparé. 42-71-63-00.

appartements ventes

86 m² + beican + park, bon pta 2 100 000 F, 43-26-73-14. BEAU 3 P. 850 000 F PLACE BRETEUX. re de t., 90 m² 1= ét. PRIX 2 900 000 Tal.: 43-08-90-82 Dep. 12 500 F/m² CONVENTION. Imm. récenstand., gd studio + buic.

Toutes surf. à rénover deux imm. réhabilité stan-ding aso. s/pl. 1.es 7-9 et 11-03, de 12 à 14 h, 48, r. des Poissonniers, 18-. 16° arrdt ABBESSE VUE TOUT PARIS 10-, BO MURAT VUE SUR SEINE BEAU 2 PCES Pierre de t., 6º anc., sé; + chbre, style steller, refeit rf, lune. Pptnire. Tél. : 43-36-82-00, cuis., bains, pierre de 1. 180 000 F. 43-27-81-10 Métro MARCADET Beau 3 p. 12 ctt, cuie., s. d b., douche, w.-c., ch. cen 1 250 000 F. immo Merce det, 42-52-01-92. Mª ÉTOLE, EXCEPT. Imm. ravaid, 4º dc., a/ma, studio, se composant de 1 pos, cuis. áquipés, beirs, w.-c. 829 000 F créd. 48-04-08-60,

M.-ANGE, 595 000 1

PLURIMMO

VICTOR-HUGO, I POLI

HÉOPHILE GAUTIER, 5 PCES

45-48-25-01.

TROCADÉRO Imm, récent STAND Triple Bv. + putt salon bain, 2 chbres cuie, office 2 bains PROF, LB. autorisée 45-04-22-15.

TROCADÉRO

6 PIÈCES 200 m²

FRANCE CONSEIL

R. BASSANO

3 P., 65 m² 1 840 000 F

45-75-81-67

**OCTAYE-FEUILLET** 

4 p. 90 m², nicept. 45 m² 2 chbs, 3° asc., Imm. tr. b. stand. FRANCE CONSEIL 48-28-00-75.

17° arrdt

TOCCUJEVILLE, 3 P. 60 m<sup>3</sup> sare. Imm. plarre de L., tt cft. faibles ch. 1 785 000 F. TRAMS OPERA 46-22-80-43.

M\* ROME, EXCEPT. Imm. ravaló, 2 poss, entrée, cuis., bes, w.-c., cave, ref. of + belo, 729 000 F, orá-dit. 48-04-08-60.

3 750 000 F

MARCHE LEPIC (39 m² ule., baine, emile. équipe ré-bne, w.-c., px 686 000 i GUY MOQUET (60 m²) MGN 43-87-71-55 38, bd Belgnolles, 75017 Paris

19º arrdt FACE BLITTE-CHAUMONT
6 PCES, 2 250 000 F
RUE MANEN, Superbe apt.
180 m² environ, cute, s-de-bre + cab. toit, bel imm., chf cam. checki, gurden. idde prof. Botale.
48-04-35-35. RUE DE JOHNVILLE 2 pass 420 000 F dial 40-25-42-47.

20° arrdt Prite square Edith-Piac. Immi, please de talle BEAU 2 PCES, 595 000 Entrée, sei, 1 chère, cuis, les suré, séparé, chie expos., cev gardes, 42-71-93-00. **RUE SAINT-BLAISE** 

2 P., TT CFT, 410 000 I DEAU 3 P. 595 000 3º ét., bon imm., entrée eff., 2 cribres, cuis., beinn we indép., cheminées. VUE MARRIENABLE MARRIE ELE FANAC. 5 minutes REB et 10 min Paris. 48-04-35-35. MAISON

LA CAMPAGNE A PARIS RUE PAUL STRAUSS treva. MEUF pierre de 1., 3 p. 77 m², sijour, dois + 2 chbres 2 bra, balo, et cave. 3 100 000 F

Vis. s/pl. de 14 h à 18 h o jour 39-41, r. Cherice-Silvestri 26.: 43-69-17-18. 1930 meutière, 4 shaquet Li en L. 4 chores, gde cuis 2 w.e. beins, 3 beicons petic LE PERREUX Près Centre et Merne Intre. récent p. de. t., 105 m² 56. dhis 3 chères, cale., beire. Gerège. Etet part. 975 000 F REGNIER 254, pv. P-Brossottes. 94 LE PERREUK. 43-24-17-63. **GDE TERRASSE SUD** 

FRANCE CONSEIL RUE PICOT, dans Imm. pierre de 1. Appt 103 m². št. člavá, acc. 3 465 000 F. TRANS OPERA 46-22-80-43. 48-28-00-75 AV. DE VERSABLES. App. 80 m², standing. Prix 2 415 000 F. TRANS OPERA 48-22-80-43. 78-Yvelines

YERNEUIL 200 m gans, 30° S-Lazam ds rield, stand, pert, vd app 82 m², 6° fd., sijr. 3 ohbres 2 bains, loggis, tennis privi cadre boiss. Px: 780 000 F 76: 1446-56-57 HB 33-71-84-44 sp. 18 h. MAURECOURT RER (78) (10°) besy 4 pose impace. 600 000 F Cab. Vermails. 39-19-21-27.

Province TROIS VALLÉES CONFLANS - RER (10"), 4 poss, standing, park, convert 670 000 F. Cab. Vermeilles 39-13-21-37. DANS LE VILLAGE Pece église en pied des pistes aur le plus qui donn, stiable de monde — QUELOUES APPTS de CHALETS NEUFS. Beeu sejour + 1 ou 2 chbres. Prestratione de qualité. PRIX 15 000 F le m². Llyraison 1989. CHAMBOURCY (78) proch. centre, gd 3 pces 770 000 F Ceb. Vermelle, 38-19-21-27.

EMBASSY SERVICE 8, px. de Messine, 75008 Paris. Tél.: (1) 45-62-62-14 et s/pl. = AUX AIRELLES » Tél.: 79-00-65-31. ANDRÉSY RER (107) Base 4 p. résid. standing 650 000 F : Cab. Vermelle. 38-19-21-27 **BORD DE SEINE** Beau 5 poss, dans superbe Veidence, piacine, tennis. 900 000 F Cab. Vermelle. 39-18-21-27.

A vendre, dans STATION SKI JURA (prox. Mézabief) malson comprenent 3 APPARTEMENTS

M.G.N. (33° ANNÉE) 38, bd Betignolles, 75017 Paris 43-87-71-55 dans le cadre du riseau ORPI richerche pour norn clientille locale et dornghe, APPTE, HOTELS PARTICULIENS PARIS-PROCHE BANLIEUE. SOCIÉTÉ PAIE COMPTANT Appts, Villes et Veg. Peris 12º et Val-de-Marne 43-45-89-53. locations non meublees

**Paris** M' EXELMANS

rue de Civry, 2 p., 50 m² + balo., puis., bains, cave 5 DDD F. C.C. CIGIMO 48.24.50.00. M. BASTILLE-SULLY-MORLAND BOULEVARD BOURDON Dble liv. + chbre, cav 5 720 F.c.e. CIGIMO 48-24-50-00.

Mª JASMIN
VILLA PATRICE-BOUDARD
3 p., 80 m², r.-de-o. + con-privative, 6 660 F ch. compr. CIGIMO 48-24-50-00. BEAU STUDIO 45 m²
Dens imm. XVII, tr. clair, expo. sud, belles prestations. Px. intéresant. EXCLUSSVITÉ AGNUS 45-08-12-70. Résidence evec jerdin. 8 post, cuito, beind, belon, décoration raffinée, sud. 1 100 000 F. 43-27-81-10.

16 PRÉS ORTE R. DU RANELAGH. 5°, sams sec. rafelt rif., 2 p., cule., bains, possib. 3 p., 3 740 + charges. 43-54-02-01. R. BOISSIÈRE entre av. Kilber et pl. léne, imm. réc., 0° avc., dois expo. 4 P. 100 m² Entrée, sél., 3 chbres, culs., s. bm., s. d'eau, poss. mbcs 45-75-81-67,

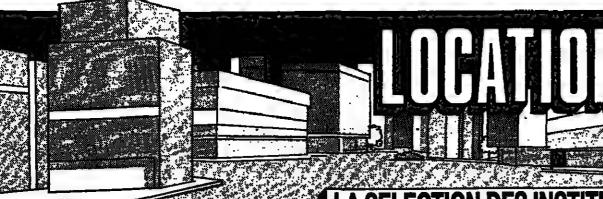
Région parisienne 92 NEULLY
PORTE MAILLOT
RUE DE CHARTRES,
Bel imm. ancien 3° sens
sec., 3 poss, c., bs, 5 300
+ ct. 43-54-02-01. CONFLANS ET ENV. (78)

Province A LOUER VILLA NEUVE VIII. pr. de Bédens, tranqui Bté assurés, 3 chembres 2 s.d.bains, sél. + chem née. Sotarhum, id. pour coi LOUER

Si le stress faites une cure

au 42.27.44.44

**FNAIM** 



Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations	Type Surface/étage
PARIS - 3º A	RRONDISSE	MENT			00 114117
2/3 Pièces 61 m². 5º étage	. 6 500 720	OUI	8, rue de Hesse SAGGEL 47-42-44-44	Chauff, indiv. électr. Pohe place des Vosges	92 - HAUTS
PARIS - 11º		SEMEN		Fore pages (ass vesiges)	3 Pièces 82 m², r,-de-c.
3 Pièces	4770	OUI	3/7, rue des Nanettes	Imm. récent, près	3 Pièces
64 m², 4º étage	360		AGF 42-44-00-44	M° St-Maur, chauff, ind. Vis./rv.	66 m², 6º étage
PARIS - 12°	<b>ARRONDISS</b>	SEMEN	Γ		2 Pièces 50 m², 4º étage
3 Pièces 81 m². 1* étage	6 350 930	OUI	8/10, rue Jules-César AGF 42-44-00-44	mm. réc., calme, bon stand., Mº Bastille,	4/5 Pièces
				chauff, coll. Vis./rv.	116 m², 6º étage
<b>PARIS - 13º</b>	arrondiss	SEMEN <sup>®</sup>			4 Pièces 85 m². 4º étage
3 Pièces	3 900 698	oui	12, rue du Moulin-de-la-Pointe SAGGEL 47-42-44-44	Chauff, Ind. gaz.	5 Pièces
61 m², 4º étaga	, ,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	 		kmm, récent	103 m², 4º étage 2 Pièces
PARIS - 15°	AKKUNDISS	FMFN			51 m², 2º étage 2/3 Pièces
3 Pièces 72 m², 6º étage	6 300 1 256		3, place Violet SAGGEL 47-42-44-44	Chauff, coll., Mº Charles- Michel ou Consmerce	86 m², 7º étage
2/3 Pièces	5 500	1	4, ev. Emile-Zola SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Mª Javei	2 Pièces
73 m² 1‴étage 5 Pièces	1 109 10 850	OUI	18, rue Tiphaine	Terrasse 39 m²,	68 m², 3º étage
101 m², 7º étage	.1 160		LOCARE 45-79-20-22	Mº Motte-Picquet	Studio
PARIS - 16°	arrondiss	SEMEN <sup>®</sup>	Γ		40 m², 2ª étaga
3/4 Pièces	7 500		4/6, rue Charles-Dickens	Chauff, collectif	3 Pièces
90 m², 2º étaga 3/4 Pièces	1 672 7 200		SAGGEL 47-42-44-44 134, qual L-Blériot	Mº Passy Chauff, collectif	73 m², 14º étage
97 m², 1ª étage	1 389		SAGGEL 47-42-44-44	Vue sur Seine	4 Pièces 82 m², 2º étage
PARIS - 20°	arrondiss	SEMEN'			3 Pièces
2 Pièces 57 m², rde-a.	3 800 640	OUI	74-80, rue de Buzenval AGF 42-44-00-44	kmm. récent, Mª Buzenval Chauff, coll. Vis. /rv.	78 m², 14º étaga
			AGE 12-17-00-17	CHRIST COST ASTAL-A	3 Pièces 72 m², 1" étage
78 - YVELIN					72 III-, 1- 000go
5 Pièces 111 m², 3º étage	11 600 1 640	OUI	Saint-Germain en-Laye  1, rue des Arcades	Vue directe sur perc	94 - VAL-D
5 Pièces	6 660	OUI	GCI 40-16-28-70 Verseilles Grand Siècle	Chauff, ind. electr. Chauff, collectif	4 Pièces
119 m², 1= étage	1 370	, wi	20/22, promen. Mona-Lisa	Vis./rv.	68 m², 1º étage
2 Pièces	2 650	oui	AGF 42-44-00-44 Versailles Grand Siècle	Chauff. collectif	4 Pièces 72 m². 3º étage
51 m², 4º étage	720		2, promenade Vénézia AGF 42-44-00-44	Vis./r.=v.	4 Pièces
4 Pièces 102 m², 2º étage	5 440 1 300	OUL	Versailles Grand Siècle 20/22, promen. Mons-Lisa	Chauff. collectif Vis./rv.	90 m², 1º étage
04 FCCON	l Me	'	AGF 42-44-00-44		PROVINCE
91 - ESSONI			Military I - Maliford I.		
3 Pièces 70 m², 3º étage	2 600 1 050		Wissous, Le Val-le-Croix, route d'Antony GFII 69-20-20-54	Chauff. collectif Espaces verts	14 - LOIRE-A
4 Pièces	3 350	OUR	Gif-sur-Yvette	Chauff. collectif.	4 Pièces 96 m², 4º étage
76 m², 3º étage	899		Rés, Les Grandes-Coudraies GCI 40-18-28-70	Dans parc	
4 Pièces 80 m², 10° étage	3 400 1 300	CUI	Massy 7, square Ydu-Manoir	Chauff. collectif Vis./rv. + frais park.	
4 Pièces	5 250	OLS	AGF 42-44-00-44 Boile-Colombers	Chauff, collectif.	6 Pièces
DO F. HERESTER	9 200		CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF	LANGETT, CHARGOTT.	

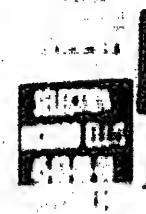
Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking -	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations
OO HALITO	DE CEINE			
92 - HAUTS-	-DE-SEIME	-		_
3 Pièces 82 m², rde-c.	7 700 1 680	OUI	Boulogne 33-35, rue Anna-Jacquin AGF 42-44-00-44	Chauff, collect, Imm, de bon stand, Proximité bois Boulogne, Vis./r,-v.
3 Pièces	4 000	}	Boulogne	
66 m², 6º étage	1 202	OUE	95, av. Pierre-Grenier SAGGEL 47-42-44-44 Clichy	Chauff, collectif M* Pte-de-Saint-Cloud
2 Pièces	2 900 950	Out	9, impassa Barbier	Chauff, collectif
50 m², 4º étage	950		SAGGEL 47-42-44-44	kmm, récent
4/5 Pièces	5 800	ou	Clichy, 7, rue Foucault	Chauff, collectif
116 m², 6º étaga	1 900	J	SAGGE, 47-42-44-44	inm, récent
4 Pièces	5 650	OUI	Courbevoie, 3, place Charres	Chauff, Individual
85 m². 4º étaga	742		AXA 40-75-59-26	
6 Pièces	6 650	OUI	Courbevoie, 3, pl. Chanas	Chauff, Individuel,
103 m², 4º étage	857		AXA 40-75-59-26	Libre au 31-03-89
2 Pièces	3 700	OUI	Levaliois, 60, rue Rivay	Libre au 31-03-89
51 m², 2º étage	600		AXA 40-7 <del>5-59-26</del>	
2/3 Pièces	7 740		Neuilly	
86 m², 7º étage	1 382		39, boulevard du Château SAGGEL 47-42-44-44	Chauff, collectif, Yue décagée, soleil
2 Pièces	5 600		Nouity.	Imm. bon standing.
68 m², 3° étaga	1 150		8, rue des Dames-Augustines AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif. Vis./rv.
Studio	3 430		Nouilly	Imm. de bon standing
40 m², 2ª étaga	680		39, rue Parmentier AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif. Vis./rv.
3 Pièces	4 234	OUI	Puteaux	I
/3 m², 14º étage	900		10/16, square L-Blum AGF 42-44-00-44	Chauff, collectif Ves./rv.
4 Pièces	4 850	OUI	Puteaux, 1, rue Volta	Imm. récent, chauff. indiv
62 m², 2º étage	740		AGF 42-44-00-44	Vis./1v.
3 Pièces	5 050 .	OUI	Puteaux	Chauff. coil.
78 m², 14º étaga	1 045		12, square L-Blum AGF 42-44-00-44	Vis./rv.
3 Pièces	4 400	ÇUI	Vanves	Pche Mª Malakoff
72 m², 1" étage	803		7, rue Auguste-Comte SAGGEL 47-42-44-44	Plateau de Vanves Ch. mixte
94 - VAL-DE	-MARNE		1	
4 Pièces	5 040 I	OUI	Cachan, 34, av. Carnot.	Chauff, mote.
4 Pieces 88 m², 1º étage	850	UUI	AGF 42-44-00-44	Vis./rv.
4 Pièces	3 500	OUI ·	Gentilly, 23/25, rue de	Libre au 31-03-89
72 m², 3º étage	1 160	501	la Division-Laclero AXA 40-75-59-26	
4 Pièces	6 100	2	Vincennes	Balc. 10 m², chff. élec.,
90 m², 1ª étage	720	_	138, rue de la Jarry GFF 49-02-36-66	p. de t., sol.i, calme verd. S/p. 10-03-89, 10/14 t
ROVINCE				
4 - LOIRE-AT	LANTIQUE			
4 Pièces	5 100 I	ous f	Nantes	1ª occupation, imm.
4 Pieces 96 m², 4º étage	450		Les Terrasses de Moneelet, 58, bd Meuenier-de-Querlon LES NOUV. CONSTRUC. 40-76-03-91	grand stand., tennis, prestations de luxe, terrasse
			40-10-03-31	
6 Pièces	5 400	OUI	Nantes/Orvault Les Domaines d'Orvault LES NOUV. CONSTRUC.	1ª occupation, maison de haut standing, dans parc centenaire,

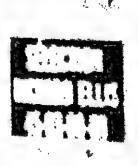
INSTITUTIONNELS pour paraître dans cette rubrique, composer 45-55-91-82, poste 4324.

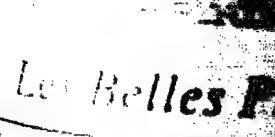


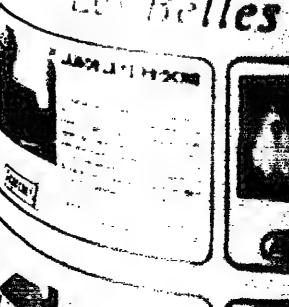
مكذا من الأصل

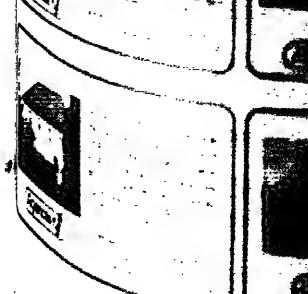
SÉLECTIO











SINE

 $-\mathbf{x}_{\overline{A}}$ 

.

y insk

1000

🏪 saar -

47 28 30

fonds:

de commerce

CCEUR DE PARIS LUXE HOTEL \*\* \* Murs et fonds, 63 chbres, px just. Idéel invest, 47-57-50-32.

Vends ensemble ou sigar. 2 MAG. DE SURGELES TOUT ÉQUIPÉS Aubervillers 200 m² 38 m vitrine. Px : 580 000 F Seins, centre-ville 100 m² 540 000 F. 43-52-66-20, 8. 8ar.

CENTRE BRUXELLES, BRASSERIE-RESTAURANT

Etablissement existant depuis 1955, 140 pl. seales + 40 pl. teresee (oblig. brass. + petite restauration).

Prix 28 Mio Fb.
Renseignements : EAPI
1008, Chaussie de Wevre
= 1180.
BUXESST. F: (32-2) 733-38-18

industriels!

LES MUREAUX

729 m³ d'ateliers + bureaux 7824 m² de terrain

COMMERCIALISATIO

t rensensmente ; 15, rue dez Serias 92000 Kanteerré 741. ; 47,76,17,46

Ventes

SOCOMIE

SOCOMIE

Locations

PARC EVOLIC-EVRY

Ш

ÉCX-

affect to the transfer of the

THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

# Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE



# Les Belles Propriétés du Monde

LA DÉFENSE B

15, two des Series 92000 MANTERRE 76L : 47.78.17.48



**LES ULIS** 

Bureaux et entrapôts 4 500 m².

8 • COLISEE

DOMICALIATIONS
CONSTITUTIONS STES
BUREAUX
of TOUS SERVICES
AFC 43-59-20-20

\* ETOBLE IEAL 18

\* PASSY TROCADERO

CIDES 47-23-82-10

# LAMORLAYII PROCHE

MONCEAU

1 115 m², imm. récen park., dispon. imméd.

RB POINT CHPS-ÉLYSÉES

Au calma, sur 2 800 m² clos et pay-sagá, belle villa contemporaine comp. : half, cuis. aménagée, coin rupes, séj., salon avec cheminée, wc., avec leve-mains. buman on - 2. avec leve-meins, buraeu ou s.-è-m. au 1° sur mezzanine, 4 belles chbres, s. de balna, wc. lingerie, garage intégri 2 volt. Prix justifié : 1 780 000 F.

Agences nº 1 ~ S.A. Groupe BGS, 77, rue du Connétable 60600 Chandily. (16) 44-57-15-10.



# CHANTILLY

Px: 800.000 F.

Agences nº 1 - S.A. Groupe BGS, 77, rue du Connétable, 80500 Chantilly.



poste 43.24.

# **SENLIS**

Lisière de forêt d'Ermenonville, jolle maison récente, sur 500 m² arborés : entrée, séjour 40 m², cui-sine, 5 chambres dont 3 avec salie de bains, we, grenier, petio, s/sol total avec garage. Px : 1 300 000 F.

(Agences n'

Agences nº 1 — S.A., Groupe BGS, 4, av. Foch, 60300 Sents, (16) 44-53-28-96.



Maison 1960, entrée, séjour double, cheminée, cuisine, 4 chumbres, salle de bains, w.-c., sous-sol total. garage, jardin 600 m². Prix: 1.548.000 F.



Dans un cedre résident, proche Chantilly gare, magnif. construct. de 7 poss princip. : entr., cula. équip.. nbx rangts, 2 s. de bns, 2 w.-c., s./sol compl. amén., le tt sur 1.000 m² clos, expos. sud. Prix : 1.700.000 F.

Agencesny



Prox. Chantilly, maison de 172 m² habi. sur terrain de 969 m². Entrée, séjour 46 m² av. clustration, cuis. amén., 5 chbres, 2 s. de bns, w.-c., s./sol total, garage. Prix : 1.700.000 F.

Agences nº 1 - S.A. Groupe BGS, 4, avenue Foch - 60300 Senlis. Téléph. : (16) 44-53-28-96.



Agences nº 1 - S.A. Groupe BGS, 77, rue du Connétable 60500 Chentily. - (16) 44-57-15-10.

Agences nº 1 - S.A. Groupe BGS, 77, rue du Connétable 60500 Chantilly. - (16) 44-57-15-10.

# Communication

Tensions chez les artistes-interprètes et les auteurs

# Les laissés-pour-compte de l'Eldorado audiovisuel

Après les grèves du secteur public à l'automne, voici que les artistes-interprètes, à leur tour, menacent de paralyser la production et que les auteurs se plaignent de spoliation. Eldorado des uns. l'audiovisuel semble, pour les autres, une indus-trie en péril.

Curieux paradoxe! Pas un jour ne se passe sans qu'une nouvelle chaîne par câble ou par satellite ne se crée. La publicité télévisée s'envole : + 27 l'an dernier après + 37 en 1987! Banquiers et entrepreneurs privés s'entichent de production audiovis'entichent de production audiovi-suelle, alors que les particuliers, appâtés par les Sofica, y ont déjà investi plus de 850 millions de francs. Quel autre secteur économi-que peut se prévaloir de telles per-lormances et de tels résultats?

Pourtant, cris d'alarme et signaux de détresse se multiplient. • Nous n'avons plus rien à perdre », entendon dire de toute part. A l'automne, les grévistes du secteur public, partis en guerre contre leur condition salariale, s'enferment peu à peu dans un des plus longs mouvements de grève à la télévision. Et le feu n'est pas encore éteint. FR 3 ne dis-cerne toujours pas son avenir et la SFP ne sait même plus s'il lui en

Dimanche 5 mars, après trois heures d'une assemblée générale fié-vreuse, les artistes-interprètes votent à leur tour, à une très grande majorité, un préavis de grève illimitée pour le 29 mars. Une grève de la production télévisée, de l'industrie du doublage, et qui pourrait s'éten-dre aussi au tournage de longs métrages ; une grève-menace témoi-gnant d'un malaise diffus, d'un sentiment d'appartenance à une » pro-fession sinistrée ».

Une profession lâchée aussi par les plus célèbres des siens. Les messages et témoignages de sympathie câblés par Suzanne Flon ou Gene-viève Fontanel n'ont pas réussi à masquer l'absence de Michèle Mor-gan, Roger Hanin, Marie Dubois, Pierre Arditl, Evelyne Bouix et autre Bernard Giraudeau qui s'étaient déplacés pourtant, dix-huit mois auparavant, pour soutenir une première vague de revendications. Les artistes dénonçaient alors les atteintes à leur convention collective, le · bradage par l'INA de son stock aux chaines privées », le montant des cachets pour les rediffu-sions. Dimanche, les interprètes reprochaient aux télévisions la . travison - de leurs engagements de nison - de leurs engagements de 1988: moins de trente-six mille jour-nées de travail fournies par les chaînes l'an dernier, au lieu des quarante-quatre mille dûment garantis par écrit. « Nous avons été floués », s'indignaît François Parrot, délégué général du SFA-CGT.

Mais, au-delà des revendications distance, revenaient les mêmes craintes, les mêmes interrogations : l'emploi de la langue française, délaissée pour les grandes coproduc-tions internationales, les «cadences infernales » qui font toujours s'accélérer les rythmes des tournages, le travail qui se raréfie. Je tournais dans trois télé-films par an, résu-mait un comédien. Je a'ai pas tourné depuis trois ans. »

Les artistes-interprètes qui se pres-saient dimanche salle Gémier, à Paris, n'avaient rien à voir avec ceux qui, la veille, dédaignaient leurs césars du haut de leur notoriété. Seconds rôles de ces « dramatiques » qui ont fait les beaux jours de l'ORTF, ils découvrent avec amer-tume qu'ils n'ont plus guère de place dans la nouvelle donne commerciale des télévisions d'aujourd'hui : coproductions européennes de prestige avec vedettes internationales, d'un côté, «sit-com» (Maguy ou Marc et Sophie) employant toujours les mêmes têtes d'affiche, de l'autre.

Restem à ces laissés-pour-compte doublage et la rediffusion. Comment ne pas comprendre alors - à défaut d'approuver un certain irréalisme financier - les revendications dont l'un et l'autre sont l'objet? L'an dernier, les artistes-interprètes faisaient grève pour se protéger de la concurrence québécoise dans le doublage et bataillaient ferme pour obtenir de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), de la Cinq et de M6 une substantielle rémanéra-tion des rediffusions. Aujourd'hui, ils ouvrent un nouveau front en réclamant un droit à rémunération sur les séries... doublées !

Mêmes causes? Mêmes effets? Le rapprochement serait à muancer.

Mais le recul de la production de fictions et la quasi-disparition des documentaires à la télévision, ne sont pas pour rien dans la colère des auteurs et des réalisrateurs. Cent trente, parmi lesquels Charles Bra-bant, Marcel Carné, François Reichenbach et Claude Sautet, pour les plus connus, viennent d'adresser une « mise en demeure » à l'INA, déten-teur des archives de l'ORTF, accusé tion préalable, des œuvres dons il ne détient pas ou plus les droits d'exploitation ». Une initiative orchestrée par deux sociétés d'auteurs, la SCAM et la **SACD (1).** 

L'INA n'est pleinement pro-priétaire que des supports (pellicule ou bande magnétique), explique le directeur général de la SACD, M. Hubert Astier. Il l'est aussi des droits d'exploitation des œuvres, mais seulement pour des durées déterminées, dix ans le plus souvent. Après, il faut renégocier avec les auteurs des auvres concernées pour pouvoir continuer à les com-mercialiser. » Aussi le SCAM et la SACD proposent-elles un accord global au terme duquel l'INA rever-serait 20 % du prix vente aux auteurs.

Un armistice dont l'INA, qui s'estime légitime propriétaire des archives, ne veut pas entendre par-ler. « Cette subtile distinction entre support et droits d'exploitation est bien tardive, ironise le PDG de l'INA, M=0 Janine Langlois-Glandier. Elle n'est pas du tout conforme à l'esprit d'une ORTF qui finançait 100 % du coût des œuvres. Elle néglige aussi le forfait annuel versé par les chaînes aux sociétés d'auteurs. Un cas unique au monde. » Le forfait payé l'an der-nier par TF 1, A 2 et FR 3 ne s'est-il pas élevé au total à la coquette somme de 500 millions de francs? Aux yeux de l'INA, et non sans raison, ces exigences supplémentaires mettraient en péril l'existence même d'un marché secondaire (d'occasion) des œuvres audiovisuelles en France et constitueraient ainsi un

handicap nouveau pour la création. Des procès sont en cours et une première tentative de conciliation a récemment échoué. Aussi le minis-

M= Catherine Tasca, vient-elle de mer un «-M. Bons Offices », le conseiller d'Etat Jean-François Thery. Cette affaire illustre une nouvelle fois la difficulté du paysage audiovisuel français à trouver son equilibre. Et celle de ses profession-nels à retrouver une place compatibie avec les nouvelles lois du mar-

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) SCAM : Société civile des nteurs amiti-médies ; SACD : Société

A propos du rachat de Pathé

#### M. Parretti dénonce « la campagne malveillante » de la presse

Le groupe de M. Giancarlo Par-retti a démenti, mardi 7 mars, avoir procédé en décembre 1986 à une importante augmentation de capital importante augmentation de capital (300 millions de francs) de sa société Interpart « en argent liquide». L'un des collaborateurs du groupe, M. Salvatore Picciotto, administrateur délégué de la filiale Interpart Edition, a précisé que les termes « versements en espèces », utilisés par le Journal officiel du Grand Duthé du Luxembourg et reproduits par le quotidien le Figaro, signifient en fait « versement en numéraire » (le Monde du 8 mars).

« Nous avons procédé de la facon

8 mars).

« Nous avons procédé de la façon la plus normale, en apportant une attestation de notre banque prouvant que nous disposions bien des liquidités nécessaires. Les transferts s'effectuent de banque à banque par télex (...). Nous n'avons pas transporté d'argent liquide au Luxembourg », a conclu M. Picciotto. Il a également annoncé l'Intention du groupe Parretti de porter plainte contre « la campagne matveillante » menée par différents organes de presse, qui s'interrogent depuis plusieurs semaines sur l'origine exacte des fonds de M. Parretti. Celui-ci vient notamment de prendre le vient notamment de prendre le contrôle, pour 950 millions de

La concentration dans les réseaux câblés américains

# La fusion Time-Warner provoque l'inquiétude de nombreux groupes audiovisuels

NEW-YORK

de notre correspondant

Bien que la plupart des analystes estiment que la fusion annoncée le estiment que la rusion amounce le 4 mars entre Time Inc. et Warner Communications Inc., deux géants de la communication, sera réalisée dans les délais prévus, la plupart des firmes intéressées par la production et la distribution de programmes cri-tiquent amèrement la naissance d'un production de la communication de géant que peu d'entreprises seront en mesure de concurrencer.

« Je suis particulièrement troublé par la force potentielle que Time-Warner sera sans doute en mesure de développer dans l'avenir », affirme Robert Wright, président du réseau national de télévision NBC réseau national de télévision NBC (National Broadcasting Company). Empêchée par la loi de posséder en propre des réseaux câblés, NBC — qui est surtout une entreprise de production — est en mesure, dès à présent, de démontrer le danger de la création d'un mastodonte de la production et de la distribution. En effet, la chaîne s'apprête à lancer deux programmes réguliers de télévision, l'un consacré aux affaires et l'autre à la protection des consoml'autre à la protection des consom-mateurs. Les deux productions sont destinées à être diffusées sur des réseaux câblés.

«Sollicitée, Time Inc. a refusé d'injecter nos nouveaux pro-grammes sur ses réseaux», affirme le responsable du secteur câble chez NBC, qui pense que « Warner fera de même désormais». Si le refus des deux sociétés est confirmé, NBC aura perdu l'accès à confirme, NBC aura perdu l'accès à cinq mil-lions et demi de prises à travers le pays... Pourquoi ce refus? Selon Paula Greer, une analyste spéciali-sée du cabinet de recherche sur l'audiovisuel Paul Kagan & Associates, «Time dispose désormals d'un puits de programmes grâce au catalogue d'images de Warner et n'éprouve pas le besoin de s'approvisionner ailleurs ».

Une autre maison offre un aperça des difficultés à venir : Universal Pictures, la célèbre maison de production de films, dispose d'un contrat de distribution avec Home Box Office (HBO), le canal de télévision payante de Time. «Time, maintiendra-t-elle notre contrat maintenant qu'elle possède une maison de production? .. se deman-dent les responsables de Universal.

Andrew Schwartzman, directeur d'une association de défense des consommateurs, Media Access Proconsommateurs, Media Access Project, en déduit que la «fusion Time-Warner réduira la liberté d'information, car elle diminuera la concurrence sur les réseaux de la nouvelle firme». M. Schwartzman affirme également que la fusion pourrait faire baisser les prix payés par les opérateurs de réseaux câblés aux producteurs de programmes : «Personne ne counaîtra jamais les prix payés par Time à Warner...»

Il est indubitable que la combinaison entre un opérateur de réseaux câblés et un producteur d'images inquiète gravement les maisons de

inquiète gravement les maisons de production. Ensemble, Timearner représentera le second opérateur du pays, après Tele-Communications Inc., et pourra raisonnablement espérer une expan-sion à l'étranger. Evitant la presse mais expliquant leurs intentions aux analystes des firmes d'investisse-ments, les responsables des deux sociétés ne cachent pas leur volonté de partir à la conquête de l'Europe et de l'Asie.

Si nous réussissons notre fusion, le monde sera notre fusion, le monde sera notre réseau -, nous promet, sans sourcilier, Steven Ross, président de Warner, qui rappelle que Time possède une option contractuelle sur le canal Cable News Network (CNN), an cas où la société mère de celui-ci, Turner Broadcasting Corp., vensit à être vendue. L'analyste Felix Rohatyn de la banque Lazard Frères remarque à ce propos que Time-Warner présentera un endettement relativement mineur — 19 milliards de francs, — ce qui lui permettra d'envisager avec aisance de nouvelles acquisitions.

Après un premier mouvement de

Après un premier mouvement de grande surprise, le marché boursier s'est ressaisi mardi, propulsant le titre Time à 116,75 dollars (+9,25). Est-ce un signe de satis-faction des milieux boursiers? Rien 'est moins sûr. Selon les analystes, la ruée sur Time est due surtout à l'espoir de certains investisseurs de voir se matérialiser une contre-offre sur l'ensemble du capital de Time, autrement dit une OPA hostile de la part de ceux qui ne seraient pas d'accord avec la fusion.

CHARLES LESCAUT.

# Ac Monde EEDUCATIO

# LE PALMARÈS DES PRÉPA

Comment s'inscrire dans une prépa aux écoles scientifiques, littéraires, commerciales, ainsi qu'à l'IEP de Paris. Où et comment déposer sa candidature, compte tenu de son dossier scolaire. Concours par concours, les prépas les plus performantes. Un dossier pratique complet.

# **ECOLES NORMALES SUPÉRIEURES : UNE NOUVELLE JEUNESSE**

Les ENS sortent d'une longue période de réforme. Leurs débouchés se diversifient, la rue d'Ulm menace Polytechnique. Le point sur ces temples de l'intelligence à la française.

# POLITIQUE ÉDUCATIVE : LE DÉFI DE LIONEL JOSPIN

Pour comprendre ce que le ministre propose. Pourquoi les enseignants s'y opposent. Le point sur les négociations en cours.



Pour bien comprendre ses enfants. Pour préparer leur avenir.



Numéro de mars - 124 pages - 17 F En vente chez votre marchand de journaux

■ Les grèves sporadiques du secteur public et les journées d'action conduisent le gouvernement à se montrer vigilant (lire page 42).

■ Dans sa dernière note de conjoncture. l'INSEE estime que la croissance économique devrait ralentir en France d'ici à l'été (lire page 42).

■ M. Jean-Marc Vernes, PDG de Béghin-Say et de la Banque industrielle et commerciale du Marais, est actuellement au centre de deux enquêtes (lire ci-dessous).

# Un entretien avec M. Marc Viénot, président de la Société générale

**Economie** 

(Suite de la première page.)

- Maintenant que la hataille est finie, pouvez-rous nons indi-quer quelles out été les grandes lignes de votre défense ?

Elle s'est appuyée sur une idée simple affirmée avec constance : le refus de tout « actionnaire de référence ». C'est une notion que j'ai toujours récusée, comme toutes les grandes banques commerciales étrangères. Dans une grande banque commerciale universelle, il ne peut y avoir d'actionnaire de référence ou, pour reprendre l'expression de M. Pébereau, de « primus inter pares ». Le métier de banquier commercial exige 'une liberté de jugement de tous les jours et une totale indépendance. Sur ce thème, nous avons recueilli, sinon celui de la Banque de France, du moins l'appui de nos clients, de nos actionnaires et us largement de la presse et de l'opinion publique,

» Nous avons mené simultanément deux actions : rassembler à nos côtés des actionnaires qui partagent notre conception de l'actionnariat d'une grande banque commerciale, d'une part; souligner les contradictions de l'hétéroclite coalition adverses, d'autre

 Des grands investisseurs privés, industriels et financiers, sont également venus vous sonte-

- La plupart n'ont pas souhaité jusqu'à aujourd'hui que leur participation soit rendue publique, position que nous avons comprise et respectée. Mais rassurezsité sera bientôt satisfaite.

» Mais n'oubliez pas le soutien des actionnaires individuels. Nous avons veillé à les tenir informés et n'avons pas hésité à leur conseiller dans certains cas de vendre quand les cours étaient élevés. Ils nous en ont été reconnaissants et la plupart nous ont témoigné leur fidé-

Comme nous l'avaient indiqué de grandes banques étrangères au plus fort de la bataille, cet actionnariat et en particulier les actionnaires clients constituent un élément-clé de la protection de l'indépendance d'une banque.

## « Le secteur public n'est pas un bloc >

- Venous-en à l'accord, Vous étiez partisan d'un actionnariat diversifié et divisé. Vons avez accepté un actionnariat concentré et organisé, avec luit actionnaires de premier rang possédant au total 35 % du capital,

- Cette notion d'actionnaire de premier rang n'est pas la nôtre : nous ne voulons ni d'actionnaire de premier rang ni de « primus inter pares », mais des actionnaires attachés au développement de la banque. Il n'y a pas non plus de bloc organisé d'actionnaires contrôlant une fraction du capital, ce qui serait une infraction à la loi bancaire. Notre actionnariat est bien tel que nous l'avons toujours sou-baité : diversifié et associant des entreprises privées et publiques, des investisseurs français et étrangers, le personnel de la banque et le public.

- Mais, contrairement à l'une vous, la saison des rapports de vos conditions, deux action-

naires ont plus de 4,5 % de votre capital : la Caisse des dépôts, qui, avec 6 % est votre premier actionnaire, et le GAN, qui possède 4,9 %.

- Il est vrai que les deux établissements que vous citez ont une position particulière. En ce qui concerne la Caisse, je ne crois pas qu'elle ait la prétention d'être un actionnaire de référence de la banque. Associée à l'offensive de M. Pébereau, elle avait un peu plus de 7 % du capital. Elle a accepté à notre demande de ramener sa part à 6 % et ne sera pas représentée au conseil d'administration. Le niveau de participation du GAN est plus difficile à comprendre. Il est en effet plus élevé que celui de compagnies d'assurence de taille plus importante et avant avec nous des relations d'affaires développées, Laissons au temps le soin de nous éclairer sur ce qu'étaient les véritables motivations des dirigeants du GAN.

- Le secteur public est passé dans le capital de la Société générale de 12 % au moment de la privationtion 4.15 % arount Polleunice de M. Pébereau et à 22 % aujourd'hui. N'y a-t-il pas là les signes d'une renationalisation « rampante » ?

- Je rejette la conception qui consiste à prendre le secteur public comme un bloc. La place du secteur public en France est un fait de société. Il est composé d'entreprises dont le capital est contrôlé par l'Etat, entreprises dont la qualité de gestion est souvent proportionnelle à l'indépendance que leurs dirigeants successifs ont su préserver. Ce n'est pas l'Etat qui est actionnaire de la Société générale, mais plusieurs entreprises publiques. Il n'y a pas, comme cela a été dit dans d'autres cas, de « blocs » d'actionnaires, ne serait-ce que parce que, je le répête, de tels blocs constitueraient une infraction au regard des réglementations bancaires nationales et internationales. Je vous ferai remarquer également que dire que le secteur public détient 22 % du capital, c'est anssi souligner que le secteur privé détient lui 78 % du capital. Compte tenu des redistributions intervenues au cours des derniers mois au sein de ces 78 %, M. Pébereau avait raison de dire dans vos colonnes que son opération marquerait la véritable priva-

## tisation de la Société générale! Le rôle de Rhône-Poulenc

- Vous qui êtes opposé au mariage entre banque et assurance, vous vous retrouvez avec six essureurs dans votre capital!

- C'est sans doute le meilleur moyen pour n'avoir pas à nouer d'alliance exclusive! Sur les rapprochements entre la banque et l'assurance, je ne prétends pas qu'il n'y a pas de points de rencontre entre les deux professions. Les assureurs convoitent, et ils ont bien raison, les réseaux de distribution des banquiers. Notre clientèle, à nous banquiers, peut nous demander des produits d'assurance. D'ailleurs nous lui en proposons depuis longtemps dans l'assurance vie : la Société géné-rale a été en 1971 – il y a dix-huit ans! - la première banque française à prendre une participation dans une société d'assurance. L'an dernier, nous avons distribué plus de 4 milliards de francs de primes. Qu'au beau milieu du débat sur la synergie banqueassurance en France, la Dentsche

ment assez réconfortant. curopéen me semble être une idée

dent da groupe public Rhône- , turé notre activité « haut de

lions dans le capital de votre banque. Y a-t-il un accord de participation croisée entre Rhône-Poulenc et la Société générale ?

- Non, il n'y a pas d'accord formel. Comme M. Bébéar, président d'Axa, M. Fourtou a joué dans le dénouement de cette affaire un rôle décisif. Il souhaitait voir se rétablir de bonnes relations entre son actionnaire, l'Etat, et sa banque, la Société générale. Entre nos deux entreprises, comme avec la CGE, existent des liens historiques et des affinités traditionnelles. M. Fourtou a raison de penser que si son entreprise demande à la Société générale un soutien en capital pour se lancer dans tel ou tel projet, en France ou à l'étranger, elle nous trouvera à ses côtés plus encore demain que dans le passé, ce qui n'est pas peu dire.

- L'accord prévoit aussi l'entrée de trois morreurs adminis trateurs dans votre council d'administration. Il sera désormule - plaraliste » comme le soubaitait M. Rérégovoy avec des proches du RPR, de l'UDF et du PS : un petit Parlement à la tête de l'entre-

- Le mot Parlement ne me paraît pas exact. Quant au pluralisme, si c'est de politique qu'il

fusions et acquisitions, project financing...). J'ai noté avec satisfaction que nous apparaissions au cinquième rang des arrangeurs » d'opérations sinancières en 1988, ce qui est un bon début.

#### - Avec M. Pébereau, vous seriez peut-être an premier rang?

- Eh oui (rires) ... Nous serions maintenant actionnaire minoritaire des Wagons-Lits. Nous avons peut-être manqué l'occasion de notre vie !

sous on aire tres ilors incre to the incre cro- affect to the incre cro

出近は、中のつかなのでなりまで出る性は Bを近に近れるでは

- Si elle est votée au printemps, la loi sur le « dénoyan-tage » risque-t-elle de remettre en cause l'accord auquel sont parvenus tous les protagonistes ?

- Non. L'accord n'est pas un pacte d'actionnaires an sens où l'entend le projet de loi. A ce sujet, je suis tout à fait surpris que l'on puisse traiter de facon singulière une catégorie d'entreprises. les sociétés privatisées. Je ne suis pas convaincu que le Parlement et le Conseil constitutionnel se résolvent à créer une catégorie juridique nouvelle qui devrait s'éteindre en 1992.

» Il est aussi surprenant de priver ces entreprises, et elles seules, des moyens de défense que constituent les accords entre actionnaires alors que de très nombreuses sociétés françaises ou européennes continueront à pouvoir y recourir. On m'opposera que le gouvernement pourra refuser une prise de participation de 10 %. Mais que l'Etat s'institue arbitre n'est pas le signe donné à l'étranger d'un engagement vers un jeu plus affirmé du marché.



s'agit, il n'a rien à faire dans

l'entreprise. Je suis choqué par

cette prétention d'attribuer des

étiquettes politique aux membres

du conseil d'administration d'une

Votre victoire n'est-elle pas, en définitive, celle de l'establish-

Je n'ai pas, personnellement,

le sentiment d'appartenir à un

establishment quelconque. Je no

sais d'ailleurs pas très bien ce

qu'est l'establishment financier.

peut-être une certaine parenté

avec ce que l'on appelle la nou-velle finance, c'est-à-dire la

remise en cause de concepts tradi-

tionnels plutôt conservateurs. Ce

serait le mouvement opposé à

l'inertie. Moi, je suis plutôt en

faveur du mouvement, encore

faut-il que celui-ci s'appuie sur

des idées vraiment nouvelles. Je

n'en ai pas trouvé dans les propo-

« Aucune

manipulation de cours »

temps avant d'engager une

enquête. Avez-vous, de votre côté, repéré certaines irrégularités ?

affaire, nous nous sommes fixé

comme règle de conduite de ne

sion de nos équipes a permis de

laisser la charge matérielle de la

défense de la banque à un petit

groupe de personnes pendant que

d'autres continuaient de gérer

l'ensemble de nos activités avec la

sérénité requise par notre métier.

Comme le laissaient pressentir les

résultats du premier semestre, nos

résultats 1988 seront bons.

aucune manipulation.

- La COB a mis beaucoup de

- Depuis le début de cette

sitions de M. Pébereau.

La tentative de M. Pébereau avait

société privée.

### « II paraît que j'ai surpris »

- Paradoxalement cette offensive, qui aurait du conduire à votre éviction de la présidence de la Société générale, n'a-t-elle pas conforté votre légitimité tant au seia de la banque que dans les milieux français et étrangers ?

- Je n'aime pas ce terme de légitimité emprunté au droit public. A l'intérieur de la banque, elle n'a, je crois, jamais été mise en cause. Il y a dix-sept ans que je suis à la Société générale et j'en ai été directeur général pendant dix ans. Vis-à-vis de l'extérieur, il paraît que j'ai surpris. J'avais, m a-t-on appris, la reputation d'être désinvolte, voire dilettante. Cela prouve que l'on a souvent tort de ne pas se faire connaître. Je crois que notre résistance, je veux dire celle de notre groupe, a été plutôt appréciée dans la communauté financière française et étrangère. De ce point de vue, la Société générale, dont les équipes ont fait preuve d'une remarquable cohésion, sort renforcée. Ce qui est attristant, voire consternant, c'est l'image de la place financière de Paris donnée à l'étranger. A cet égard, nous sommes tous durablement touchés.

## - Pensez-vous plus particuliè-rement à l'échéance européenne de 1993 en disant cela i

- Evidemment! Comme vous le savez, cette échéance est d'une particulière importance dans le secteur financier. L'unification du marché européen reste un défi pour la France, surtout un dési pour notre mode d'approche des problèmes économiques et finan-

restera une place sinon suspecte, du moins singulière, à la déontologie incertaine, que les entreprises françaises demeureront à la fois protégées et handicapées par la protection même dont elles font l'objet, que l'économie mixte demeurera un concept ambigu, nous ne pourrons avoir de comportement adulte et européen. Comme l'ont noté à propos de l'affaire Société générale des observateurs étrangers, les Fran-çais ne sont décidément « pas prêts à joner dans la cour des

» Si le dénouement de l'offen-

ERIK IZRAELEWICZ

L'échange de titres avec European Sugar

# La COB transmet au parquet le dossier Béghin-Say

Oui, avait suggéré le chef de l'Etat à l'émission « 7 sur 7 » du 12 février sur TF 1, en évoquant « toutes les affaires en cours dont on ne parlepar », précisant même que des montants - hors de proportion -865 millions de france étaient en jeu dans le dossier Béghin. En rendant le 7 mars ses conclusions dans l'enquête qu'elle avait ouverte le 19 juillet 1988 sur la société dirigée par M. Jean-Marc. Vernes, proche de M. Jacques Chirac, la Commission des opérations de Bourse COB) a confirmé que des irré rités avaient bel et bien été commises lors d'un échange de titres entre le groupe sucrier français et European Sugar, une filiale à 100 % de sa maison mère, le groupe agroalimentaire italien Ferruzzi.

En 1986 et 1987, Béghin avait acquis sur ses deniers, mais pour le compte de Ferruzzi. 7 % du capital de la firme Montedison, pour un montant de 1,9 milliard de francs. Il devait le 28 décembre 1988 céder cette participation à European Sugar, pour 1,05 milliard de francs. Le manque à gagner - 860 millions

les editions

LA COMMUNE

SOM BUDGET

SES COMPTES

René DOSIERE.

LA COMMUNE, SON

Le best-seller dans la gestion

2 avenue Sœur-Rosalie

75621 Paris Cedex 13

Guide pratique d'analyse

10° åd. revue et corfigi

Marc WOLF

municipale.

348 pages - 82 F

ouvrières

dirigeants de Béghio-Say, qui attri-busient cette moins-value aux conséquences du krach boursier d'octobre

Loin de se satisfaire de cette

explication, la COB estime, après dispositions de la loi sur les sociétés ont été commis. « La commission demande de ce fait à la société Béghin-Say de convoquer sans délat une assemblée générale, afin que ses actionnaires puissent délibérer sur entions, en l'état irrées lières. » La COB demande en outre qu'un expert de minorité - chargé d'évaluer les préjudices causés aux actionnaires minoritaires - soit désigoé, « en raison de la difficulté rencontrée pour porter un jugement définitif sur la détermination de la parité d'échange des titres Montedi-son et Saint-Louis, et de l'importance des sommes en cause ».

Les conclusions de la COB, qui frappent par leur sévérité, laissent entrevoir des suites graves pour les responsables impliqués : « Les faits rapportés par l'enquête pourraient

Certains faits sont de nature à donner lieu à des poursuites discipli-naires à l'égard des commissaires aux comptes. "La responsabilité-civile de ces derniers et des diri-geants sociaux pourrait être recher-chée. » La COB a enfin jugé préférable de laisser l'initiative d'action au parquet « afin de ne pas provoquer des pluralités de procédure ».

A peine ce communiqué diffusé, le PDG de Béghin-Say, M. Jean-Marc Vernes, a fait savoir que la transaction litigieuse relevait obérations courantes conclues : des conditions normales et qui n'avaient donc pas besoin d'une autorisation préalable du conseil d'administration ». M. Vernes a précisé que Béghin-Say fournirait à l'expert désigné « toutes les informations qui lui seront nécessaires ».

Y a-t-il une affaire Béghin-Say? Oul, répond manifestement la COB. Mais un nom reste singulièrement absent : celui du groupe Ferruzzi, dont on semble oublier qu'il est le principal bénéficiaire de l'opéra-

ÉRIC FOTOGRINO.

# La justice se penche sur l'achat de l'Office d'annonces

enquête préliminaire, confiée à la brigade financière de la police judiciaire, sur les conditions du rachat en 1987 de 10 % du capital de l'Office d'annonces (ODA). Cette filiale d'Havas détient le monopole de la publicité sur les annuaires téléphoniques et en tire de substantiels revenus : 2,4 milliards de chiffre d'affaires et 73,4 millions de béné-

A la veille de la privatisation marché en 1990. Dans l'intervalle cette participation doit être « porpar M. Jean-Marc Vernes.

Or, an même moment, M. Jean-

aussi à droite et que les privatisations ont donné lieu à des opérations peu transparentes. A la direction d'Havas, on se bonne à préciser que la vente des 10 % de l'ODA a été précédée d'une expertise et que le choix de la Banque du Marais, disenté au cours de quatre conseils d'administration d'Havas, ne doit rien à des pressions politiques.

fice net en 1987.

d'Havas par le gouvernement de M. Jacques Chirac, l'ODA voit renouveler son contrat de régisseur exclusif des anmaires PTT jusqu'en l'an 2003. En échange, France-Télécom entre à 34 % dans le capital de la société, participation qu'elle a portée en janvier de cette aunée à 43,8 % pour se trouver à parité avec Havas. Cet accord entre les PTT et le groupe publicitaire prévoit que 10 % du capital de l'ODA seront introduits en Bourse sur le second tée » par un groupe financier. Le choix de la direction d'Havas se fixe alors sur la Banque industrielle et commerciale du Marais, présidée

Marc Vernes est sélectionné par M. Edouard Balladur, ministre des finances et de la privatisation, pour faire partie des actionnaires du « noyau dur » d'Havas. Cinq jours après avoir racheté les 10 % de l'ODA, il entre au conseil d'administration d'Havas. Un conseil d'administration dont l'opposition socialiste

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le parquet de Paris a ouvert une d'alors dénonce le « verrouillage » par des proches du RPR.

C'est cette « coîncidence » de dates qui suscite aujourd'hui Le choix de M. Vernes a-t-il été effectué avec le minimum de transparence nécessaire au sein des parence nécessaire au sein des organes dirigeantes d'Havas? Les modalités particulières qui régissent la prise de participations d'un actionnaire du groupe publicitaire dans l'une de ses filiales ont-elles été respectées? Le prix de cession des 10% de l'ODA (130 millions de francs) a-t-il été sous-évalue pour permettre à M. Vernes de réaliser une confortable plus-value lors de une confortable plus-value lors de l'introduction du titre au second marché? Autant de questions qui avaient été déjà soulevées, il y a quelques mois, lorsque le président de la Banque industrielle et commerciale du Marais s'était opposé au rééquilibrage du « noyau » dur

Il est clair ou'au sein du gouvernement on ne serait pas fâché de montrer que l' « affairisme » sévit

Bank ait opté récemment pour la même stratégie plutôt que de convoler = avec une compagnie d'assurance, comme chacun nous y incite aujourd'hui, est finale-» En dehors de l'assurance vie, il existe des coopérations possibles avec des assureurs. Notre objectif sera toujours de rechercher le meilleur produit pour nos clients, ce qui écarte la perspective d'une relation exclusive avec un seul assureur. Plus généralement, je ne d'Havas conduit par M. André vois pas en quoi les complémentarités dont nous parlons doivent nécessairement conduire à des rapprochements en capital. Totaliser des bilans pour pouvoir se présenter comme le numéro un

> un peu naīve. - Finalement vous êtes assez proche de M. Bérégovoy, sur ce point en tout cas ?

- Mais sur beaucoup d'autres answi!

- M. Jean-René Fourtou, prési- Nous avons par ailleurs restruc-

faire aucun commentaire sur les » Aussi longtemps que Paris enquêtes annoncées ou en cours. - La Société générale n'a-t-elle pas procédé à des manipulations - Dans quel but? Je ne vois pas pourquoi la banque aurait eu intérêt à manipuler les cours. Nous ne nous sommes livrés à - Toute cette affaire n'a-t-elle pas géné l'activité de la banque? Ne risque-t-elle pas d'affecter les résultant de 1988? - Non, absolument pas : notre banque est capable de faire deux grands. > choses à la fois. La profonde cohé-

> sive menée contre la Société générale pouvait contribuer à nous faire accepter, collectivement, ces « règles de la cour des grands », je crois qu'on pourrait alors, comme vous le suggériez dans votre première question, dire qu'il n'y a que des vainqueurs à l'issue de cette bataille. >

Propos recueillis par



Chartenter ....

Commercial Commercial

the dealers at

## **AFFAIRES**

# Les chantiers navals danois et yougoslaves enregistrent une hausse de leurs carnets de commandes

Le volume mondial des commandes de navires a diminué de 257 117 tonneaux de jauge brute (TJB) an dernier trimestre 1988 par rapport au trimestre précédent, selon les dernières statistiques du Lloyd's Register of shipping, le bureau de classification maritime des Lloyd's, publiées le 6 mars à Londres. Plus de 91 % des commandes doivent être livrées d'ici à la

Le Danemark, la Yougoslavie et les Pays-Bas ont enregistré une hausse de leurs carnets de commandes, tandis que des réductions «substantielles» étaient constatées pour le Japon et la Corée du Sud, notamment, numéro un et numéro deux dans le monde. La chute est surtout sensible pour la Corée du Sud, qui depuis trois ans faisait des efforts opiniâtres pour, progressivement, prendre des parts de marché

Commentant ce recul coréen (en réalité plus important que ne l'indi-quent les statistiques car depuis cinq mois le gouvernement de Séoul a mis en œuvre un plan de renforcement de la flotte marchande avec évidemment des commandes dans les chantiers nationaux), la chambre syndicale des constructeurs de navires en France indique : « Déjà en navires en France indique: « Déjà en 1987, les chantiers navals coréens affichaient dans leur ensemble 328 millions de dollars de pertes, mais en 1988 ces pertes ont littéralement explosé. Le seul chantier naval coréen qui tire apparemment son épingle du jeu est Samsung, grâce à son intégration dans le plus grand groupe industriel du pays. Mais les autres constructeurs de navires me peuvent plus combier navires ne peuvent plus combler leurs pertes. La Korean Shipbuilding and Engineer Corp. (KSEC) a fait faillite et est gérée depuis un au par un administrateur judicioire. Ce chantier n'a pris aucune commande en 1988. »

# Pour obtenir la liberté des prix du médicament

# Le SNIP est prêt à contribuer à la limitation de la consommation

M. Santier, pour . desserrer

l'étau » des prix et ne pas « être soumis aux aléas d'une politique

des prix ou d'un plan de restructu-ration des finances de la Sécurité sociale », demande d'abord « un rat-trapage pour atteindre le niveau

limiter la consommation en France

Le système de réservation

Amadens

entre en fonctionnement

Depuis le 8 mars, deux mille

agences de voyages françaises peuvent être connectées au système global de réservation informatique Amadeus qui a été créé par Air France, Iberia, Lufthansa et SAS.

Ce branchement permet aux points

de vente d'avoir accès, avec leurs terminaux actuels, aux ordinateurs

de réservation de seize compagnies

Cette première étape sera suivie,

en juin prochain, d'un accès com-

mode any informations tarifaires, a

la description des plans de cabine des appareils et aux dossiers des pas-

sagers. A terme, le système Ama-deus permettra de réserver égale-

ment des chambres d'hôtel et des

L'URSS cassa les prix de l'uranium enrichi, selon Washing-

ton. - Dans une réponse écrite au

Congrès, M. James Watkins, secré-

taire américain à l'énergie, assure que les Soviétiques, pour élargir leur part du marché mondial, ont offert

aux électriciens (y compris améri-

cains) des services d'enrichissement

d'uranium à des, prix inférieurs de

50 % à ceux pratiqués par les Etate-

Unis, premiers vendeurs mondiaux de

combustible enrichi avec 45 % du

marché mondial. Au cours des trois

dernières années, explique M. Wet-

l'énergie, chargé du cycle de l'ura-nium, a perdu 170 millions de dollars

de ventes en raison du dumping

• Eastern Airlines menace de

époser son bilan. — Un juge fédé-

voitures de location

**EN BREF** 

il s'est déclaré prêt à - condamne

Le nouveau président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, M. René Santier (ex-PDG de Sanofi), a souhaité, mardi 7 mars, que le secteur sorte du « cycle infernal - consistant à rattraper les bas prix du médicament par la quantité

Selon une étude du SNIP sur les médicaments les plus vendus en Europe au le janvier 1988, repré-sentant 20 % du marché, pour une base 100 en France, la RFA est à 205, les Pays-Bas à 194, la Grande-Bretagne à 137, la Belgique à 121, l'Italie à 107, la Grèce à 88, l'Espagne à 34. Plus le médicament est ancien et plus le décalage est impor-tant. En revanche, en « dose unitaire » per habitant, la France se place en tête de la consommation en Europe, avec 1615 en 1987, devant la Grande-Bretagne (1555), l'Italie (1548), la Belgique (1223), la RFA (1074).

# Le gouvernement acceptera I'OPA d'International Paper sur Aussedat-Rey

qué, le mercredi 8 mars, que le gou-vernement s'apprétait à donner son feu vert à l'OPA (offre publique d'achat) amicale de 2,2 milliards de francs Isnoée le 17 janvier sur le papetier français Aussedat-Rey par l'américain international Paper. l'américain International Paper.
Cette solution a été préférée au
montage français proposé par le
papetier Arjomari et son actionnaire
principal Saint Louis, qui souhaitaient constituer un grand groupe
papetier de taille enrepéenne. Le
PDG d'Aussedat-Rey, M. Jacques
Calloud, avait fait savoir le
28 février que la proposition d'Arjomari ne lui était pas sa préférence moyen européen » des prix, calculé « au cas par cas, coût par coût », et ensuite la liberté des prix. Mais pour toutes les mesures de promotion n'entrant pas dans le code d'éthique convenable » et à participer à des « opérations de formation du prespour le projet d'International Paper, seul susceptible à ses yeux d'assurer à son groupe un nouveau développe-

Première société papetière du monde avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 9,5 milliards de dollars (près de 60 milliards de francs), International Paper est encore peu présente en Europe. L'investisse-ment dans Aussedat-Rey devrait lui permettre d'assurer sa diversifica-tion géographique avant l'échéance

Le ministère de l'industrie a indi-né, le mercredi 3 mars, que le gou-ernement s'apprétait à donner son en vert à l'OPA (offre publique 'achat) amicale de 2,2 miliards de 'achat) amicale de 2,2 miliards de

## Compagnie du Midi: M. Claude Bébéar nommé président

Le consell d'idministration de la Compagnie du Midi, qui s'est réuni le mercredi s' merc, a enregistré la démission de sept administrateurs — MM. Bernard Pagézy, président de la compagnie, Jacques Calvet, Alphonse Denis, François Donnay, Jacques Ferry, Olivier Lecerf, François de La Villeguerin — et l'entrée d'un nouvel administrateur, d'un nouvel administrateur. M. Michel François-Poncet, PDG

M. Clande Bébéar, patron du groupe Axa, est nommé président de la Compagnie du Midi, et M. Pierre tenr général.

# REPERES

# Aéronautique aériemes importantes et de vendre jusqu'à la dernière place de chaque avion.

## Recui des commandes militaires

Le chiffre d'affaires de l'industrie aéronautique et spatiale, en France, s'est élevé à 83,9 milliants de france en 1988, soit une progression de 8 % en francs constants par rapport à 1987. Selon le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), cette augmentation de l'activité est besucoup plus sensible dans le secteur civil que dans la production militaire, dont la part est passée de 59 % à 57 % du chiffre total.

En 1988, les prises de com-mandes ont atteint 120,5 millards de F (dont 70 milliards à l'exportation), en hausse de 34 % per rapport à 1987. Les commandes de matérieis civils, notemment l'Airbus européen, pèsent 67 % (au lieu de 57 %) du montant global.

# **Fonctionnaires**

# La féminisation

# s'accroît

Au 1st janvier 1988, la fonction publique d'Etat comptait, en effectifs résis, 2 594 824 agents, se répartissant en 2 288 755 agents civils et 306 069 militaires. Dans le rapport annuel sur la fonction publique de l'Etat (publié à la Documentation française), le ministère note que, « en 1986, pour la première fois depuis les années 1946 à 1950, le nombre total d'agents a baissé at l'effectif global est désormais plus proche de 2,8 millions que de 2,7 s. Il observe que, « convertis en équivalents temps complet, les effectifs réels ont suivi une évolution assez proche de celle des effectifs budgétaires : + 1 800 en 1984, - 3 900 en 1985 et - 12 300 en 1986 ». Le taux de féminisation des agents civils de la fonction publique tend à s'accroître : 48,6 % en 1976, 50,4 % en 1982 et 51,2 % en 1986.

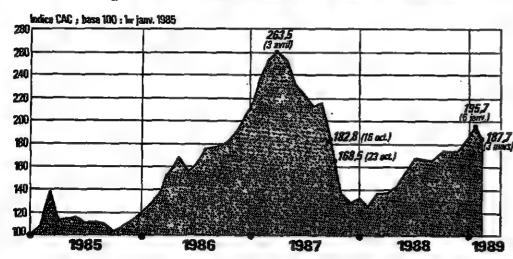
## **Protection sociale**

## Les dépenses représentent 21,6 % du PIB

Sur les 1378 milliards de francs versés per la protection sociale en 1986, les 538 régimes de sécurité sociale ont représenté 1061 mil-Kards et le régime général 604 mil-Kards, selon les comptes présentés à la commission des comptes de la Sécurité sociale le 7 mars. Les dépenses des régimes de sécurité sociale devraient atteindre 1 281,6 milliards en 1989 et caux du régime général 712,6 milliards, Ce demier versant 58 % des prestations. Les parts des dépenses et des cotisations de protection sociale dans le PIB tendent à se stabilis depuis 1980 : elles en représentaient 21,6 % et 17,8 % an 1988, contra

• • Croissance : presque 6 % pour le Japon en 1988. — Le produit national brut (PNB) du Japon a progressé en volume de 1,2 % au quatrième trimestre 1988 par rapport au trimestre précédent et de + 5 % en rythme annuel, selon les chiffres officiels. Sur l'ensemble de l'année demière, la PNB du Japon a augmenté d'environ 6 % selon des chiffres encore provisoire

# 300° entreprise sur un second marché en redressement



Le cap des trois cents introductions a été franchi sur le second marché le 28 février avec l'arrivée à la Bourse de Lyon de Guillin amballages. En six ans d'existence, la place parisienne a accueilli près des deux tiers de ces firmes, l'ensemble des Bourses régionales se partaant le reste avec une prédominance lyonnaise.

en 1986, s'est fortement réduit après le krach d'octobre qui a éprouvé particulièrement ce marché. Il aura fellu attendre le début de l'année 1989 pour que l'indice CAC du second marché retrouve son niveau (182,8) du 16 octobre 1987, veille du krach. A titre de comparaison, son grand frère, le marché à réglement mensuel,

# RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

# AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 2535\_/DMP

1. L'Office National des Télécommunications de COTE D'IVOIRE a obtenu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) en différentes monnaies, pour financer le coût du projet portant sur la remise en état du matériel et renforcement de la maintenance.

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce prêt sera utilisée pour effectuer les paiements au titre du projet portant sur la modernisation et l'extension des réseaux téléphoniques urbains d'ABIDJAN-Nord. 2. L'Office National des Télécommunications invite,

- par le présent Appel d'Offres les candidats admis à concourir, à présenter leurs Offres sous-plis fermés pour la modernisation et l'extension des réseaux éléphoniques urbains d'ABIDJAN-Nord.
- 3. Les candidats admis à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les dossiers d'Appel d'Offres dans le bureau du Chef de Service des Marchés sis au 12º étage de POSTEL 2001, Porte 12-07 - Téléphone 34.67.61 ou 34.67.63 Télex nº 23790 ou 23750 - ABIDJAN.
- 4. Tout candidat admis à concourir, intéressé par le présent avis, pourra acheter un jeu complet des documents d'Appel d'Offres, sur demande écrite au service ci-dessus ou après consultation des Cahiers des Charges et moyennant paiement d'un montant non remboursable de 400.000 F. CFA (Chèque certifié ou mandat lettre).
- 5. Toutes offres doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission d'un montant égal à 1,5% du montant total de la soumission; ca cautionnement doit être déposé en même temps que les Offres au Service des Marchés, sis à l'Immeuble POSTEL 2001, Porte 12-07 - ABIDJAN-CI au plus tard le 18 Avril 1969 avant 11 H 00 délai de rigueur.
- 6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture le 18 Avril 1989 à 15 H 00 à la Rotonde de la Cité Financière à ABIDJAN-PLATEAU.

18 et 19 MARS EXPOSITION INTERNATIONALE De 10 houres à 19 houres VENTE - ÉCHANGE

PIERRES PRÉCIEUSES - BLIOUX HOTEL PARIS-HILTON

18, avenue de Suffren, PARIS (164)

ral ayant refusé d'ordonner aux trois mille quatre cents pilotes de la com-pagnie américaine Eastern Airlines de MINERAUX cesser laur grêve du zèie, celle-ci pourrait déposer son bilan. Les protes d'Eastern ont décidé d'appi-quer par beau temps les procédures en cas da météo difficile pour s'opposer sux 250 millions de dollars (1,5 milliard de francs) d'économies (au pied de la Tour Effel) que la direction recherche pour seuver la compagnia de la faillita.



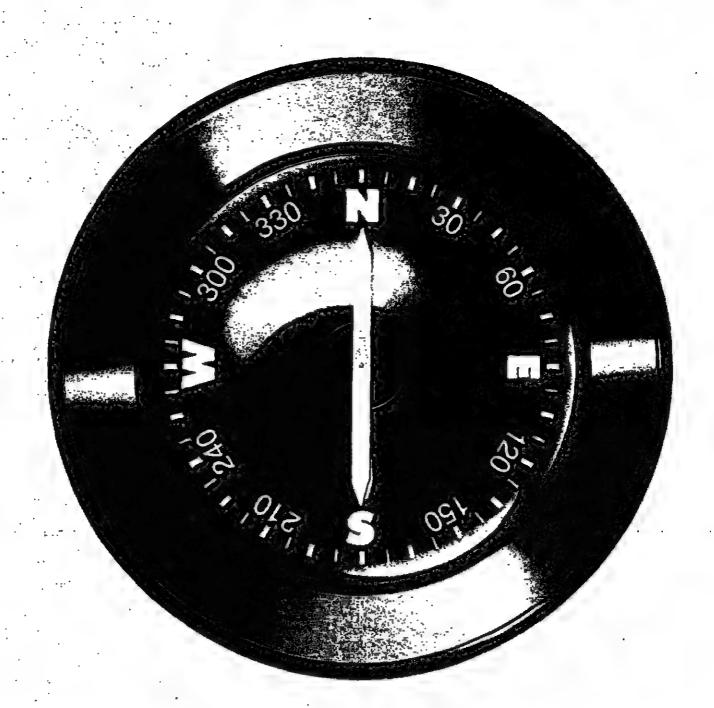
حكة امن الأصل



ACTION VIRE

Le Monde • Jeudi 9 mars 1989 41

TO PERMITE STATE OF THE STATE O



# ACTIONNAIRES: VOTRE INTÉRÊT EST AU SUD

La Ruche Méridionale et CFAO sont à l'origine d'un vrai projet régional, soigneusement mûri: le projet UNIVERS-SUD. Il permettra à La Ruche Méridionale et CFAO, déjà implantée dans le Sud avec SODIM et SODIPRIX, d'être le plus puissant groupe de distribution du Midi de la France tout en garantissant l'indépendance active de La Ruche Méridionale. Les dirigeants de La Ruche Méridionale sont des entrepreneurs, des spécialistes de la distribution, des hommes et des femmes responsables: ils connaissent leur intérêt et le vôtre.

Comme eux, suivez le choix offert par CFAO, premier groupe français de commerce internațional:

- en cédant vos actions à 3.000 F,

- ou en participant à son expansion par l'échange de vos actions La Ruche Méridionale à raison de 4 actions contre 7 obligations convertibles CFAO 6,25 % de 1.500 F nominal.

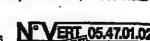
Choisissez la bonne direction pour vos actions: nous gagnerons à rester au Sud. Votre intérêt est au Sud.

# LA RUCHE MÉRIDIONALE ET CFAO



Une note d'information présentée conjointement par LA RUCHE MÉRIDIONALE et CFAO (visa COB n° 89-21 du 17.01.89) est disponible sans frais auprès des intermédiaires financiers, de la CFAO : Secrétariat général : 7, place d'Iéna, 75783 PARIS Cedex 18, Siège social : 32, cours Pierre-Puget, 13006 Marseille, et de LA RÜCHE MÉRIDIONALE : 2, rue Jean-Baptiste-Perès, 47000 AGEN. Un complément, publié dans la Cota Desfossés du 3 mars 1989, est disponible aux adresses ci-dessus.

Information des actionnaires.





RENAUTT

# Les giboulées de mars

Les périodes de grand calme social, qui paraissaient caractériser la situation française au cours de ces dernières années, appartiennentelles désormais au passé? A quel-ques jours des élections municipales, l'heure est moins à la trêve électorale qu'au développement d'une nouvelle série de conflits catégoriels. Après le succès de leur manifestation du 4 mars, les caseignants envi-sageut de nouvelles actions. La fièvre gagne surtout le secteur hospitalier, avec le mouvement de nouveau reconduit des infirmières anesthésistes et la grève des dix mille internes des hôpitaux, les 8 et

Tandis qu'un conflit dur se poursuit depuis trois semaines chez les nettoyeurs du métro parisien de la COMATEC, la grève s'étend dans la fonction publique en Corse, où les agents des PTT, des impôts et des organismes sociaux sont en pointe pour obtenir, notamment, l'octrol d'une « prime d'insularité ».

Le 7 mars, à EDF, un mot d'ordre de quatre heures de grève lancé par la CGT, pour des revendications concernant l'embauche et les promotions, a été suivi par 22,4 % du personnel. La baisse de production de l'ordre de 20 % n'a pas eu de consé-quences pour la clientèle, mais la CFDT a participé à des actions locales et à des manifestations notamment à Paris - ce qui a eu pour effet d'entraîner le report de la réunion de la commission supérieure le 7 mars. Aux PTT, toujours le 7 mars, la grève des informaticiens, lancée par la CGT sur des revendications salariales, a été suivie par près de 45 % des informaticiens de la poste et par 35,7 % des deux mille huit cents informaticiens des télé-

Cette pluie de conslits, même si elle n'a pas la même ampleur et les mêmes répercussions pour les usagers du service public qu'à l'automne dernier, conduit les pou-voirs publics à être particulièrement vigilants. Ils ne penvent que consta-

La charte des droits sociaux

#### Les ministres du travuil de la CEE pressent le mouvement

Réunis le mardi 7 mars à Séville, en Espagne, les ministres du travail de la CEE se sont mis d'accord pour demander à la Commission européenne d'élaborer le plus rapidement possible une charte commu nautaire des droits sociaux. M. Manuel Chaves, ministre espagnol, a laissé entendre que la Grande-Bretagne avait émis des réserves sur le caractère contraignant de cette charte.

Selon le document de travail à la présidence espagnole, la charte des droits sociaux devrait garantir le fait que le grand marché du le jauvier 1993 ne signifiera « pas une détério-ration de la situation actuelle des travailleurs ». M. Chaves a indiqué que tous les Européens devraient bénéficier « de garanties sociales et de droits fondamentaux dans le travail, à savoir, notamment, la reconnaissance de la liberté syndicale, le droit à la négociation collective, à la santé et à la sécurité dans le tra-

ter que « le climat revendicatif reste fort dans le secteur public ». C'est dans ce contexte que la CGT organisait le mercredi 8 mars - la coîncidence avec la journée internationale des femmes n'étant évidemment pas fortuite - une journée nationale interprofessionnelle d'actions sur « l'augmentation des salaires, la défense de la protection sociale et l'aménagement du temps de tra-

#### Us effet d'entraînement

Selon la CGT, cette journée devait être marquée par de multi-ples arrêts de travail et notamment pur une manifestation à Paris de la République à Saint-Augustin. Certes, la CGT multiplie tellement les journées nationales d'action, dans le cadre de sa stratégie de harcèlement, que celles-ci finissent par être banalisées. Les dernières initia-tives du même type n'ont eu qu'un faible écho et ce n'est pas la publica-tion des chiffres officiels des effectifs de la centrale, confirmant une érosion continue et importante, qui peut amener le gouvernement à 8 mars que des précédentes.

Mais si le potentiei militant de la CGT est affaibli, celle-ci demeure capable de mener des grèves dures dans certains secteurs où, comme on l'a vu à l'automne, il suffit de peu de grévistes pour bloquer l'activité. Elle compte surtout sur l'effet d'entraînement, an-delà des municipales, de ce type d'initiative natio-nale, voyant dans la « montée » des revendications une confirmation de ses analyses.

Si l'on est loin d'un embrasement inéralisé, le climat social est très fragile. Et le risque existe pour le gouvernement de se retrouver, surtout après les élections municipales, avec une nouvelle série de conflits catégoriels se succédant les uns aux autres et se trouvant régiés au coup par coup sans réponse globale.

Va-t-on assister à une réédition de l'automne social agité de 1988? Les phénomènes sociaux se répétent rarement deux fois. Mais il apparaît de plus en plus que, surtout dans le secteur public, les salariés hésitent désormais moins à faire grève. Les revendications salariales s'expriment d'autant plus fortement que l'économie va mieux et que la tégés face au chômage va en s'atténuant. On est peut-être en train de renouer avec la situation qui prévalait avant 1980 quand le secteur public était fréquemment seconé de turbulences sociales.

#### Un printemps chand?

Alors que le patronat s'attend à un printemps chaud dans le secteur public, et que M. Marchelli, président de la CGC, jouant les Cassandre, ne se prive pas de l'annoncer, les pouvoirs publics ne sont pas loin de faire un pronostic voisin. L'« archaisme » de la gestion du secteur public reconnu de fait par M. Rocard en présentant son plan de rénovation peut transformer les ten-sions sociales existantes ou les revendications salariales longtemps conte-

nues en conflits. Des problèmes de sureffectifs penvent faire resurgir des mouvements à la Sécurité sociale. Mais, surtout, l'équilibre

paraît bien fragile sur le plan sala-

Pour l'heure, la fonction publique et la plupart des grandes entreprises publiques sont convertes par des accords salariaux pour 1989. Cenxci sont fondés sur une hypothèse de hausse des prix en glissement de 2,2 %. Compte tenu de la reprise de l'inflation mondiale, beaucoup s'attendent, y compris dans les milieux gouvernementaux, qu'une telle hypothèse soit dépassée. Si ce ment devait être vérifié avant l'été, il y a fort à craindre que les revendications salariales ne

repartent de plus belle. La CGT fera tout pour les entretenir, et même soufflers sur les braises. Mais il est également vrai-semblable que la nouvelle direction de FO, avec à sa tête M. Marc Blondel, qui doit être reçue officielle ment par M. Rocard après les municipales, se montrera très combative et exigeante sur la question salariale. Que fera alors le gouvernement si les syndicats demandent, en fonction d'une inflation plus forte, des ajustements préservant le pou-

#### « Grévo-positifs »

Pour le secteur privé, le patronat semble moins inquiet, même s'il s'attend à quelques tensions sociales à l'automne. Mais déjà, en 1988, on euregistré une remontée sensible des conflits. Certes, cette augmentation est relative car on était tombé an cours des années précédentes dans des eaux extrêmement basses. Cependant, l'augmentation des grèves en 1988 montre que, selon la formule de M. Pierre Guillen, viceprésident du CNPF, les salariés sont redevenus « grévo-positifs », même dans le secteur privé où ils sont moins freinés qu'ils ne l'étaient auparavant par la crainte du chô-

La situation sociale s'annonce difficile à gérer pour le gouvernement, qui craint de surcroît de payer ce mécontentement encore plus ou moins exprimé dans les urnes. . Nous ne pouvons pas faire tout de suite n'importe quoi », expliquait M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, le 6 mars, « et c'est pourquoi s'avance ici et là la notion de calendrier. C'est dans cette direction qu'irons les négociations ».

Les giboulées de mars n'annoncent pas à coup sûr un printemps chaud. Mais elles sont un signal d'alarme. Il faudra que M. Rocard fasse preuve de beaucoup d'imagination pour relancer le dialogue et faire tomber la fièvre.

An lendemain des municipales M. Durafour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, donnera le coup d'envoi à une concertation sur le renouveau du service public et M. Soisson, ministre du travail, lancera une discussion avec les partenaires sociaux sur le droit de liceniement alors que ceux-ci concluront leur négociation sur l'aménagement du temps de travail. Autant de rendez-vous qui constitueront des

# MUCHEL MUSILECOURT.

• Renault-Films : recul de la CGT. - Aux élections du comité d'établissement à l'usine Renault de Flins, la CGT, avec 47,85 % des 5 998 suffrages exprimés (66,68 %) a perdu 6,49 points dans le premier collège (ouvrier) au profit de FO, qui en a recueilli 18,32 (+ 5,14 points) et de la CFDT qui en a obtenu 33,83 (+ 1,35 point). Dans le deuxième collège (employés, techniciens, maî-trise), la CGT avec 19,6 % des voix perd 2,4 points au profit de la CGC, majoritaire avec 53,1 % (+ 2,6 points); le CFDT (27,3 %) pard 0,2 point. Dans la troisième collège (cadres), la CGC a recueilli 86,6 % des voix (- 0,3 point), et la CFDT 13,4 %.

 Nettoyeurs du métro : poursuite des négociations. — Decuis le 6 mars, et sous l'égide de M. Gilles Belier, le médiateur nommé par le ministre du travail, les séances de négociations se succèdent pour résoudre le conflit de la COMATEC. La demière rencontre, le 7 mars au soir, s'est prolongée tard dans la nuit sans que les points de vue se rapprochent entre la direction de la société et le comité de grève des nettoyeurs. Comme prévu, une manifestation s'est déroulée le 7 mars après midi, place de la République. Dans la procédure de référé engagée par la COMATEC, le vice-président du tribunal de grande instance de Paris s'est donné jusqu'au 10 mars pour

## ETRANGER

Les technocrates l'emportent sur les nationalistes

# Les Philippines approuvent le programme du FMI

MANILLE

Correspondance

La présidente Cory Aquino a tranché, mardi 7 mars, en faveur des grandes lignes de politique économi-que telles qu'elles ont été formulées, pour les trois prochaînes années, par le Fonds monétaire international (FMI). Le milieu bancaire a en esset consismé l'approbation par le ches de l'Etat philippin de l'ensemble de la lettre d'intention » rédigée par ses conseillers économiques à destination du FMI. Les détails de la lettre ne seront vraisemblablement comms que lors-que l'accord final sera ratifié en mai

Le sen vert présidentiel, qui a été sainé favorablement par l'ensemble du secteur sinancier philippin et étranger, sait suite à des mois d'indécision et de controverse. Une première tentative de négociation s'était soldée par un échec en novembre 1988 à cause de « l'intransigeance du courant natio-naliste au sein de l'administration philippine ».

Ce courant, représenté par le ministre du développement écono-mique, M= Solita Monsod, refusait toute concession pouvant freiner un rythme de développement éco-nomique égal à 6,5 % de croissance annuelle ». On craignait déjà, des remous sociaux comme ceux qui viennent d'ensanglanter le Vene-

Depuis, une féroce lutte d'influence a agité l'entourage de la présidente. En fin de compte, le cou-rant « technocrate », représenté par le gouverneur de la banque centrale, M. José Fernandez, et le ministre des finances, M. Vicente Jaime, a eu gain de cause : Mª Monsod a 6té

exclue de l'équipe des négociateurs philippins. Dès lors, un accord entre le chef de l'exécutif et le FMI tenait à peu de chose.

#### De nouveaux horizons

En approuvant la lettre d'inten-tion, M∞ Aquino s'ouvre des horizons nouveaux. Le FMI peut maintenant débloquer un crédit neul de 1,3 miliard de dollars, un ballon d'oxygène qui tombe à point compte tenu de l'état d'épnisement actuel des réserves en devises de la République, qui représentent à peine de quoi couvrir deux mois d'importaions. Surtout, l'aval du Fonds à la politique économique philippine entraînera le bon vouloir d'autres créditeurs. Les Philippines pourront désormais espérer non seu une renégociation de la dette extérieure, actuellement estimée à près de 29 milliards de dollars, mais aussi l'accès à de l'«argent neuf» de

Ainsi la décision de M™ Aquino de court-circuiter le lobby nationaliste ne manquera pas d'impressionner favorablement le Club de Paris auprès de qui, il y a une dizaine de mois, les Philippines s'étaient retrou-vées en situation de défaut technique sur le paiement des intérêts. De même, les banques commerciales, créditrices de près de la moitié de la dette extérieure, seront maintenant tentées de revoir «amicalement» l'ardoise philippine. Toutefois, dans les milieux bancaires de la capitale, on souligne que l'obtention de crédits nouveaux auprès de ces banques pourrait être freinée par le succès inattendu du marché privé de cette tranche de la dette. En effet, nombre des quatre cent quatre-vingttrois banques commerciales crédi-trices « traditionnelles » out, ces derniers mois, choisi de revendre au secteur privé philippin une part non connue de leurs créances de dette. Dès lors, il n'existerait maintenant qu'un nombre réduit de banques intéressées par une poursuite des relations d'affaires avec l'archipel.

La décision présidentielle d'entériner la lettre d'intention est naturellement loin de faire l'unanimité. Au moment de la reprise du dialogue entre les technocrates philippins et le FML Mme Aquino eut à juguler une grave crise, qui menaçait de diviser sa base parlementaire. Elle a dû ainsi apposer son veto à une proou amst apposer son veto a une pro-position qui anrait permis aux politi-ciens élus de participer directement aux négociations. Une telle situa-tion, signale-t-on dans les milienx bancaires, « aurait été une véritable catastrophe .: l'indécision générale aurait empêché pour longtemps la normalisation des relations des Philippines avec la communauté finau-

Aujourd'hui, la majorité parlementaire est tonjours partagée sur la conduite à suivre. Certains élus ont depuis souscrit à la position prési-dentielle, alors que d'autres continuent d'exiger un droit de regard, Les politiciens s'inquiètent naturellement des mesures restrictives et « anti-sociales » potentiellement contenues dans la lettre d'intention. Les responsables de la politique économique philippine ont néanmoins tenu à les rassurer, en déclarant que la politique pronée par le FMI · demeure favorable à la croissance et s'appliquerait surtout à augmen ter les revenus publics, non par de nouveaux impôts mais par une meilleure gestion de l'appareil

KIM GORDON-BATES.

# CONJONCTURE

# Les prévisions de l'INSEE pour la France

# La croissance devrait ralentir d'ici l'été

production industrielle continue de propresser à un bon rythme. écrit l'INSEE dans sa dernière analyse de la situation économique en France. «La clémence du climat en lanvier et février a favorisé l'activité en particulier dans le bâtiment et les trovaux publics même si elle a joué négativement sur la production d'énergie.

L'INSEE estime pourtant qu' oun certain raientissement du rythme de croissance actuel pourrait intervenir d'ici l'été, appuyant sa prévision sur la stabilisation des carnets de commandes et des pers-pectives de production des indus-triels notamment dans l'automobile et les biens de consommation (...) La croissance de l'activité entretient actuellement le mouvement de progression de l'emploi, qui augmenterait d'un demi-point au cours du premier semestre 1989. L'essentiel des créations d'emplois se ferait dans le tertiaire marchand. Les effectifs de l'industrie (hors intérim) se stabiliseraient, ce qui est une perspective up pen moins favo rable que celle qu'ouvrait l'INSEE en décembre puisqu'une augmenta-tion des emplois dans l'industrie était alors envisagée. . Les demandes d'emplois en fin de mois se situeraient à la mi-1989 à un niveau voisin de celui atteint en

 Le dynamisme de l'activité industrielle en ce début d'année provient pour l'exsentiel, écrit l'INSÉE, de la progression un peu plus rapide qu'escompté de la consommation des ménages». Ce regain se porte sur les produits manufacturés, les achats de véhi-cules s'étant stabilisés an niveau élevé atteint sin 1988. Il s'explique par l'augmentation du revenu disponible des ménages: + 2,7 % du pon-voir d'achat sur l'ensemble de 1988 (+ 1 % ea 1987) dont + 0,9 % pour le seul quatrième trimestre. Sur cette lapcée, l'INSEE estime que la consommation pourrait progresser d'un peu plus de I % au cours du premier semestre 1989 et même de ,5 % pour les seuls produits manu-

« Le solde de la balance commerciale se dégraderait au premier semestre 1989 par rapport au second trimestre 1988, du fait des échanges de produits manufacturés et surtout de la facture énergétique. Celle-ci subirait les effets du prix du baril importé qui s'établirait à un prix de 16 dollars en moyenne sur le premier trimestre et de 15 dollars au deuxième, après 13,1 dollars au dernier trimestre

L TUDEE S LEI sensible augmentation dans ses calcuis: 6,30 F sur le semestre. «La hausse du prix d'importation du pétrole (de l'ordre de 15% en movenne semestrielle) ne devrait être que partiellement compensée par une baisse des quantités mmées, baisse due à la douproduits manufacturés servient à estime l'INSEE, « leur progression serait légèrement moindre que celle

ceur de l'hiver. Les exportations de nouveau tirées par une demande mondiale vigoureuse. » Mais. de la demande. Il y aurait donc, écrit l'INSEE, encore érosion des parts de marché de la France maigré la stabilisation de sa compétitivité-prix. (...) Le rythme de croissance des importations res-terait élevé, la demande d'investissement étant toujours très forte, et la demande des ménages s'accélérant au premier trimestre. »

menter de 1,7 % sur le premier semestre, taux supérieur à celui du second semestre 1988 (1,4 %) mais similaire à celui observe un an auparavant (1,7 %). L'augmentation des duits manufacturés serait plus rapide, alors que la hausse des services privés - et publics - se modé-

Après avoir souligné que la crois-sance de l'économie française continuait d'être fortement tributaire de l'état de santé de l'économie mon-diale, l'INSEE conclut : « Il est crucial que se poursuivent l'effort de modernisation de l'appareil produc-tif et la mattrise des prix de produc-tion si l'on veut éviter que tout ralentissement de la croissance mondiale ou tout renchérissement des importations énergétiques n'obligent à un freinage de la nage qui oblitérerait les progrès récents en matière d'emploi.

Crédits en baisse par rapport à la première esquisse

# Le contrat de plan de l'Île-de-France sera consacré aux transports pour 78 %

Le président du conseil régional de l'Île-de-France, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), a fait état, le 7 mars, d'un accord quasiment défi-nitif avec le préfet de région, M. Oli-vier Philip, sur le contrat de plan pour la période 1989-1993.

Selon lui, le compromis auquel sont arrivés le conseil régional et l'Etat apparaît satisfaisant sur le dossier essentiel – et le plus lourd financièrement – des transports en commun et de la circulation. Mais sur de nombreux autres points, par rapport au projet de contrat élaboré un commun accord à l'automne dernier, et qui portait sur 24,5 milliards, l'Etat a revu à la baisse ses engagements parfois de manière très : significative.

L'enveloppe totale des crédits rélève à 22,9 milliards de francs (8,5 milliards pour l'Etat et 14,4 milliards pour la région) dont 18 milliards pour les infrastructures de communication (12 milliards à la charge de la région et 6 milliards pour l'Etat).

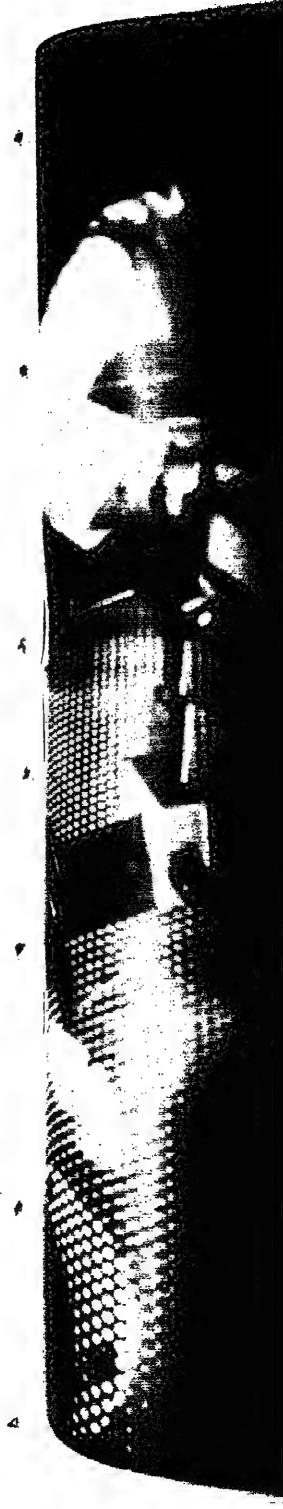
MM. Pierre-Charles Krieg et Jean-Pietre Fourcade, premier vice-président, chargé des finances, ont rivement regretté que « l'Etat ait fall marche arrière » à propos des crédits relatifs à la recherche, à la musique, anx personnes handicapees, au programme «Seine pro-pre» on encore pour le Fonds régional des initiatives locales de l'emploi (FRILE), le tourisme et les loisirs.

« Cette baisse est particulièrement dommageable à propos du logement social, qui est pourtant affiché comme une priorité du gouverne-ment, puisque les crédits de l'Etat, qui étaient prévus à 1 400 millions, vont tomber à 1 025 millions », a déclaré M. Krieg.

En revanche, à la demande insistante du gouvernement, un volet enseignement supérieur » a été introduit dans le contrat de plan, alors que la loi de décentralisation de 1982 prévoit que cette compé-tence relève du seul domaine de l'Etat La région d'Ile-de-France dépensera, notamment, 440 millions pour une université dans l'est de l'He-de-France, contre 90 millions à la charge de l'Etat. A condition toutefois qu'une prochaine loi mette un terme à l'anomalie actuelle (qui place en contradiction MM. Lionel Jospin et son collègue du budget, M. Michel Charasse), selon laquelle les régions qui consacrent des crédits à la construction d'établissements d'enseignement supérieur ne prevent prétendre à un remboursement de la TVA sur ces travaux.

Le conseil d'Ile-de-France devait se réunir le 25 avril pour approuver définitivement le contrat de plan, qui aura di au préalable obtenir le feu vert du gouvernement en comité interministériel

F. Gr



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



gestion Groupe Caisse des dépôts et consignations

Le conseil d'administration qui a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988 proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera réunie sur première convocation le 24 mars 1989 (et à défaut de quorum sur deuxième convocation le 11 avril 1989), de fixer le dividende net de l'exercice 1988 de la SICAV à 720,61 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 19,12 francs portant son montant global à 739,73 francs, se décomposant comme suit :

Obligations françaises net: 587,80 F cl: 19,12 F Créances négociables net: 132,81 F cl: ←

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire.

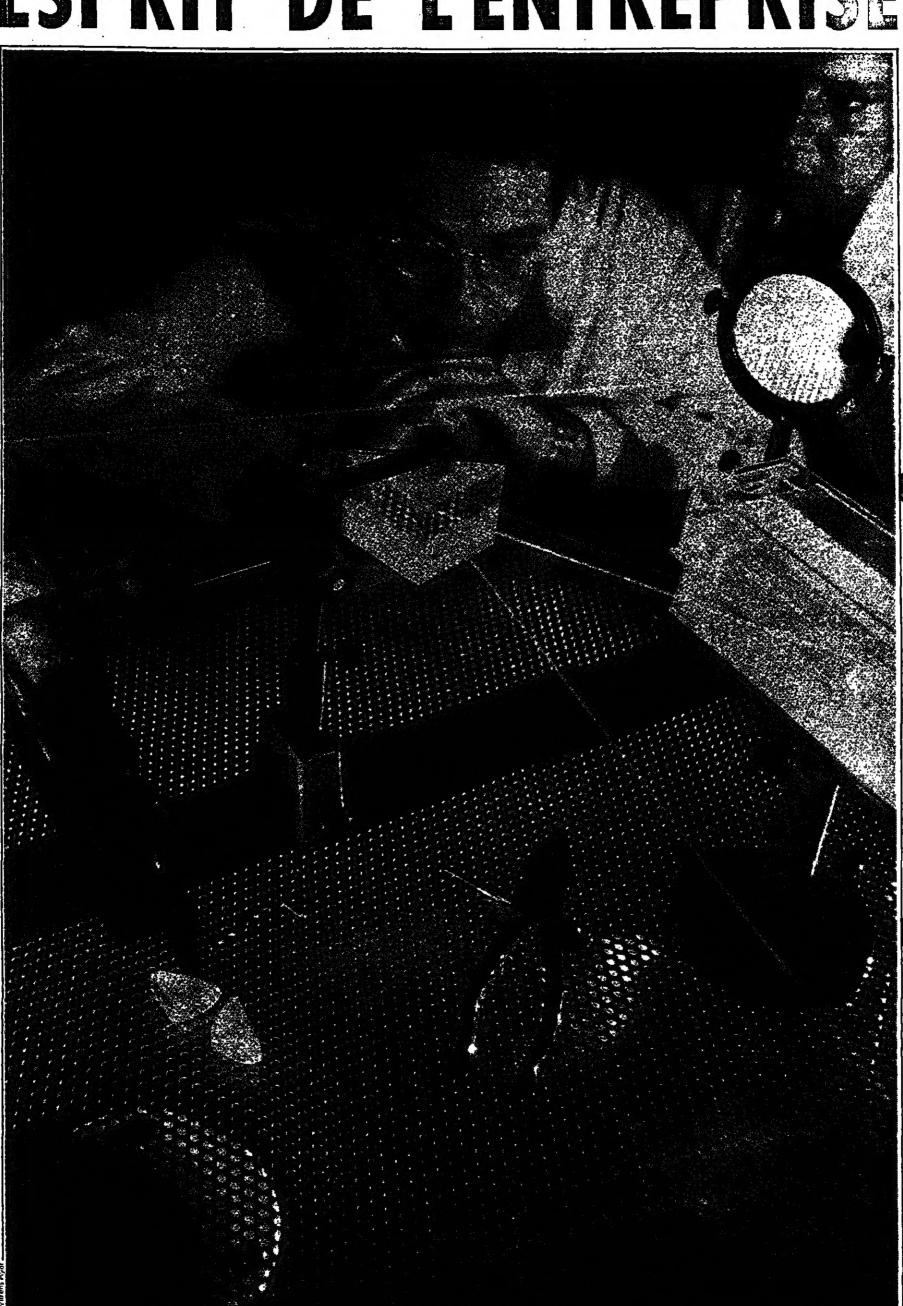
ce dividende sera détaché le 14 avril 1989 et mis en

CONTESTISSEZ SAUS FRAIS JURGUPAU 17 JUILLET 1949 CHEZ L'ÉCUREUR, AU TRÉSOR PUBLIC,

A LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (AGENCE)

paiement le 17 avril 1989.

# ESPRIT DE L'ENTREPRISE



Plus que jamais, les entreprises se jugent aujourd'hui à leur engagement social.

Olympus en est tout à fait conscient. En 1988, dans le cadre du 25ème anniversaire de seu implantation en Europe, Olympus assumait une réponse à cette exigence avec la création de la Fondation «Olympus - la science pour la vie».

L'objectif de celle-ci est la formation et la promotion de jeunes scientifiques d'avenir, à qui seront attribués bourses et prix. leur permettant de développer leurs recherches dans des secteurs de pointe.

## POUVOIR D'INNOVATION

L'histoire récente de l'évoluties des appareils photo n'est pas concevable sens l'apport des innovations dues à Olympus. Une neuvelle prenya de sa pasition de leader technologique: L'AZ-309 Super Zoom, qui réunit pour la première fois les avantages des appareils reflex et compacts. Raison plus que suffisante, pour que la presse spécialisée européenne décide d'élire l'Olympus AZ-300 Super Zoom, appareil compact epropéen de l'année '88/'89.

# PERSPECTIVES D'AVENIR

Créée il y a 25 aus, en tant que société commerciale consacrée à la distribution sur les marchés européeus, elle a évolué vers une structure enropéeane indépendante, engagée dans la recherche et le développement, la production, la distribution et le service après-vente. Avec le souci d'affirmer une position de leader. dans le secteur photographique, comme dans celui des grandes branches de matériels epteélectroniques.

Olympus c'est plus : appareils photo, endoscopes médicaux et industriels, microscopes, produits biomédicaux et communication de bureau. Si vous voulez en savoir plus sur Olympus, venillez demander une documentation détaillée. Olympus Optical Co. (Europa) GmbH, Wendenstraße 14-16, D-2000 Hamburg 1, R.F.A.



LA SCIENCE POUR LA VIE

# Marchés financiers

# Les bénéfices de Rhône-Poulenc ont augmenté de plus de 46 % en 1988

la chimie française, a dégagé, en 1988, un bénéfice net de 3,46 milliards de francs, plus important que prévu, en augmentation de 46,5 % sur celui de 1987 qui, pourtant, le meilleur de toute l'histoire du groupe, n'avait pro-gressé que de 17,5 %. Le chiffre d'affaires a atteint 65,33 milliards de francs, en hausse de 16,3 % dont 7 % pour la croissance en volume, 2,8 % pour le relèvement des prix et 5,8 % correspondant aux acquisitions précédentes, notamment la filiale américaine Stauffer achetée en 1987.

Ces excellents résultats sont le fruit d'une conjoncture très favorable dans toute la chimie mondiale, notamment aux Etats-Unis,où un groupe comme Dow Chemicals a vu ses bénéfices tout simplement doubler. En Europe, Rhône-Poulenc s'inscrit en tête des progressions pour les grands chimistes, devant les allemands Hoechst (+ 33 %), BASF (+ 22,7 %) et Bayer (+ 21 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CHARGEURS S.A. **COMPAGNE FINANCIÈRE** ROUDIÈRE

A la suite de l'absorption, en décem-bre 1988, de la Compagnie Financière Roudière par Chargeurs S.A., il va être procédé, à partir du 3 mars 1989, à l'échange des actions Compagnie Finan-cière Roudière coutre des actions Char-geurs S.A. à raison de une action Chargeurs S.A. pour six actions Compagnie Financière Roudière.

Par ailleura, il est rappelé aux action-naires de la Compagnie Financière Rou-dière qui ne souhaiteraient pas recevoir des actions de Chargeurs S.A. que la Banque Veuve Morin-Pons se portera acquéreur au prix unitaire de 205 F de toutes les actions Compagnie Financière Roudière qui lui seraient proposées entre le 3 et le 23 mars 1989 inclus La Contra les les informations utiles.

Toutes les informations utiles rela-tives à ces opérations peuvent être obtenues auprès des banques et/ou établisse ments dépositaires des titres.

Rhône-Poulenc, numéro un de En France, Orkem (ex-CdF Chimie) a pu tripler ses profits, mais ils venaient de beaucoup plus bas et inclusient des activités pétrochimiques qui bénéficient à plein de la baisse des prix du pétrole, ce qui n'est pas tout à fait le cas pour Rhône-Poulenc, qui

achète ses produits de base. Ce dernier groupe a pu, en 1988, majorer de 50 % ses résultats opérationnels après amortissement porté à 6,2 milliards de francs et, surtout, diminuer encore son endettement, qui ne représente plus que 50 % de ses fonds propres en 1988 contre 80 % en 1987 (et 390 % en 1982).

Ce désendettement relatif est dû notamment à l'émission, en juillet 1988, d'un emprunt perpétuel de 5,6 milliards de francs qui a permis, en y ajoutant la réincor-poration des bénéfices, de porter les fonds propres du groupe de 18,1 milliards de francs à 27,3 milliards de francs. Dans ces conditions le dividende a pu être augmenté de 30 %, à 15 francs contre 11,50 francs, pour les actions et de 28 % pour les certificats d'investissement, à 20 francs contre 16,50 francs.

## Le secteur fibres dégage du profit

Le fait notable de l'exercice a été le retour aux bénéfices du secteur fibres (15 % du chiffre d'affaires), qui a dégagé un profit indicatif de 6 millions de francs après une perte de 305 millions de francs en 1987.

Les textiles proprement dits, rayonne et viscose, accusent encore une perte résiduelle de 240 millions de francs mais sont en extinction quasi totale. Ainsi disparaît, en 1988, un fardeau qui a pesé longtemps sur la situation du groupe et notoirement obéré ses résultats. Il y a une fin à tout, même aux pertes.

## **UNE NOUVELLE AGENCE** DU CREDIT LYONNAIS EN CORÉE DU SUD

Présent à Séoul depuis 1978, le Crédit Lyonnais, première banque européenne en Corée, vient d'ouvrir à Pusan sa deuxième agence.

Pusan est le premier port de Corée, le onzième port container du monde et surtout le deuxième pôle, après Séoul, du rapide développement économique de la Corée.

Le Crédit Lyonnais complète ainsi un dispositif puissant comprenant: une salle de marchés sophistiquée en liaison directe avec Tokyo et Paris,

 une activité de trust/gestion de fortune, et, dans le domaine du Crédit-Bail, une prise de participation dans le capital de Korea Leasing, troisième société de leasing en Corée.

Pour tout contact avec la Corée: à Paris 42.95.40.31 à Séoul 778.38.11 à Pusan 464.99.01

LA SICAV COMMUNICATION DE LA POSTE

Le conseil d'administration de la SICAV AMPLITUDE a arrêté les comptes de l'exercice 1988 et a proposé de fixer à 18.63 F le dividende net versé par action, assorti d'un crédit d'impôt de 3,54 F. Sous réserve du vote de l'assem-

blée générale ordinaire, qui se réunire en première convocation le 16 mars prochain, ce deuxième dividende sera détaché le 7 avril et mls en paiement le 10 avril 1989.

Obligations françaises	net: 12,55 cl: 1,08
Actions françaises	net: 3,75 cl: 2,03
Autres revenus	net: 2,33 ci:0,45

LA POSTE BOUGEZ AVEC LA POSTE

GESTION SOCEPOSTE

## NEW-YORK, 7 mars 4 Irrégularité

Valso-hésitation marvii à la Bousse de New-York, où la séance s'est achevée sur une légère baisse après une lausse initiale d'une certaine ampleur. L'andice Dow Jones des valeurs industrielles, qui avait dans le courant de la journée franchi la harre des 2 300 points, après avoir gagné 7 points, a terminé sur un repli de 4,11 points, à 2 290,71 points La séance a été relativement active avec quelque 173 millions de times échtugés. On démonbrait 734 baisses pour 693 hausses. Après la hausse sensible euregistrée les

Après la hause sensible enregistrée les jours précédents, le marché s'est donc accordé une petite pause, favorisant les prises de hénéfice à quelques jours de la publication des statistiques sur le chômage en février. Selou les prévisions formulées par les analystes, la création d'environ deux cent cinquante mille emplois devrait être amonoce, confirmant ainsi les signes de surchauffe de l'économie américaine. Ces chaffres potemient la contradiction à l'étude mensiente des agents d'achaits des entreprises américaines, qui note un ralentissement de la croissance économique. Les investisseurs institutionnels, avec leurs aches, ont, toutelois, limité le repli des cours. Microsoft, qui prévoit une baisse de ses bénéfices trimestriels, a perún 8,5 points à 53,5 points. CBS et IBM out également cété du terrain. Time line, qui pourrait faire l'objet d'une OPA à la suite de son accord de fusion avec Warner Communications, a gagné 9 points à 116 1/4 points. Hausse de Du Poin et de Linon.

VALGUES	Cours du 6 mars	Cours du 7 mars
Alcoe A.T.T.	81 31 1/4	61 1/8 30 3/4
Boeing Chase Menhetten Bank	66 3/8	663/8
Du Post de Nemous	66 3/8 32 97 3/4	31 7/8 89 1/2
Enstreen Kodek Exxen	457/8	46 5/8 44 7/8
Ford	51 3/4	61 1/8
General Electric	44.3/4 86.3/8	45 1/8 85 1/2
Goodyeer	48 5/8 121 1/2	48 178
LT.T.	53	1193/4   62 6/8
Mobil Oil	49 1/4	49 1/2 55 1/8
Schlumberger	55 1/8 39 52 7/8	38 5/8
Teraco UAL Corp. ex-Allegis	1197/8	53 1/2 118 1/4
Union Carbide	317/8	313/8
Westinghouse	32 1/8 54 1/8	32 1/8 54
Xertax Corp	61	60 3/4 (

# LONDRES, 7 mars Stabilisation

Le mouvement de hausse s'est poursuivi à un rythme toutefois ralenti mardi à la City. L'Indice Footsie a clôturé en progrès, 10,7 points à 2083,5 points. Le niveau d'activités est demeuré réduit avec 526,8 millions de tires échangés, contre 472,9 millions la veille. Le raffermissement de la l'ivre et l'apaisement des inquié-tudes au sujet des taux d'intérêt en Grande-Bretagne ent soutenu la tendance. D'autre part, les investis scurs se montraient confiants dans l'attente de la présentation du bud-get, mardi prochain, par le chance-lier de l'Echiquier, qui pourrait comporter des concessions fiscales. comporter des concessions fiscales. La majorité des secteurs se sont sméliorés, notamment les immobi-lières (British Land), les titres liés à la construction (Tarmac), les pétrolières (Shell), soutenues par la stabilité des cours du brent, les laternationales (Reckitt and Colman), encouragées par le redre ment du dollar, et les mécanic (Lucas). Le groupe minier De Beers a boad à la suite de l'annonce du doublement de ses bénéfices ners annuels à un nivean record. Les fonds d'Erat ont fini en hausse, tandis que les mines d'or out terminé inchangées ou en léger repli, comme Am Gold.

## PARIS, 8 mars \$ Sans conviction

instantane, qui perdat 0,95 % des les premiers échanges, descendait jusqu'à 0,45 % en séance. Carte légère baisse, qui fait suite au repli de 0,4 % de la veille en fin de séance, traduit la grande prudence des miliaux boursiers. Même si les taux d'intérêt ont marqué une certaine détente ces demiers jours, notamment en RFA. l'incertitude demeure en ce domaine dans plusiaurs pays, et non des moinl'incerthude demeure en ce comene dans plusieurs pays, et non des moin-dres, comme les Etarb-Unis et le Japon. Les opérateurs attendent la publication, vendredi, des statistiques sur l'évolution du chômage américain, révolution du con de la surchauffe foccommisse. Les analystes tablent revestator ou non de la successiva de conomique. Les analystes tablent sur un taux analogue à celui de janvier (5,3 %, contre 5,4 %), meis certains redoutant une nette augmentation

En début d'après-midi, les plus fortes hausses étaient emmenées par UCB, Sogérap, Lucheire, Hachette et Pechiney mais avec peu de valeurs. L'intérêt autour de la SCOA n'est toujours pas retombé, et le titre repartait à la hausse avec 27 500 pièces trai-

des créations d'emplois, ce qui tradui-rait une trop forte activité écono-

à la hausse avec 27 500 pièces trai-tées. Rhône-Poulenc a peu réagi après l'annonce d'un gein de 46 % de bénéfice net part du groupe. De même Béghin-Say n'a pes fluo-tué au lendemain de la publication des résultats de l'enquête de la COB, Parmi les beisses, on notait des valeurs comme Lebon, Fichet-Bauche, Eurofrance, Primagaz et la Compagn bancaire. La date de l'introduction de la firme britannique Blenheim Exhibi-tion Group PLC sur le second marché sières : ce sera le 15 mars. Sur le marché au comptant, la Compagnie générale d'entreprises automobiles a écidé de céder 50,19 % de la CFTA (Chemins de fer et transports auto-mobiles) à la Paternelle risques divers.

Enfin, l'intersyndicale du personnel de la Bourse appelle à un vote jeudi 9 mars pour décider de l'avenir du projet d'accord tant sur les salaires que sur l'emploi négocié avec la délé-gation patronale.

# TOKYO, 8 mers #

Le scandale Recruit continue à Le scandale Recruit continue à empoisonner l'atmosphère à la Bourse de Tokyo. En effet, l'annonce, mercredi, de l'arrestation de M. Takashi Kato, l'ancien vice-ministre du travail, a jeté un froid sur le marché. Les opérateurs craignent que l'affaire Recruit ne finisse par menacer sérieusement le gouvernement de M. Nobora Takeshita. La journée avait pourtant bien commencé. A l'ouverture, la cote était en hausse dans un marché confiant et animé, l'indice Nikkei, qui avait gagoé plus de 61 points la veille, progressait de 135 points à la mi-séance, pour atteindre le niveau des 32 073 yeus. Des ventes bénéficiaires ont, par la suite, effacé tous ces gains, et le Nikkei a fini à 31 837,66 yeus, soit un recul de 100,28 points sur le niveau de mardi. Schon certains analystes, les investisseurs étaiont également préoccupés par l'évolution des tanx d'intérét.

VALEURS	Cours do 7 mars	Cours du 8 mars
Akai	715	707
Bridgestone	1 370	1 370
Carnon	1 650	1 570
Faij Benk	3 570	3 690
Honda Motors	1 970	1 920
Massonista Eleptric	2 380	2 380
Missonista Henry	1 160	1 140
Sony Corp.	7 060	6 590
Toyota Motors	2 480	2 450

# FAITS ET RÉSULTATS

 INI: des béséfices pour la première fois depuis 1975. – L'Institut national industriel (INI), le grand holding espagnol regroupant une soixantaine regroupant une souvantaine d'entreprises, a, pour la première fois depuis 1975, dégagé des résultats positifs en 1988, avec un bénéfice avant impôts de 31,3 miliards de pesetas (1,8 milliard de francs), contre une perte de 42,6 milliards de pesetas en 1987. Ces résultats ont été obtenus grâce à une sévère politique d'assanissement, à l'amélicration de la gestion et à la conjuncture internation tion et à la conjoncture inte tion et à la conjoneure internationale. En 1988, l'INI a cédé les entreprises de son secteur de l'alimentation à Tabacalera. Dans le cadre des contreparties industrielles liées à la construction du TGV, le groupe a également cédé au groupe Aisthom les entreprises MTM et Ateinsa. Les ventes de l'INI ont augmenté de 3 % en Espagne et de 14 % à l'emportation, malgré l'appréciation de la devise espagnole. Le groupe compte également céder prochainement dans le secteur des transports Avisco et Iberia, ont indique ports Aviaco et Iberia, ont indiqué les responsables de l'INL

e Peugeot SA émet 1,7 mil-Hard de francs de TSDL – Le groupe automobile Peugeot SA vient de procéder à une opération financière visant à réduire son endettement à moyen et long terme en renforçant parallèler ses quasi-fonds propres par l'émis-sion de 1,727 milliard de francs de titres subordomnés à durée indéterminée (TSDI). Les nouveaux titres emis par PSA seront apportés à une société française créée spécialement à cet effet et qui, en contrepartie, prendra en

charge le service d'une dette de PSA (1,7 milliard de francs) envers le Crédit national. Cette société remboursera le capital du au Crédit national au terme d'une période de huit ans.

periode de huit ans,

• GM Europe aumonce un
bénéfice de 1,81 milliard de doilars. - General Motors Europe a
réalisé, en 1988, un bénéfice net
record de 1,81 milliard de dollars
(11,5 milliards de francs), soit
8,9 % de son chiffre d'affaires, a
annoucé, mardi 7 mars à Genève,
son président, M. Robert Eston.
Ces résultats sont d'autant plus
satisfaisants que les Ascona et les
Manta arrivaient en fin de carrière et que le groupe a counu
quelques difficultés de production,
anjourd'uni surmontées. Les parts
de marché du groupe pour de marché du groupe pour l'ensemble de l'Europe ont diminué de 0,1 point, passant de 10,7 % en 1987 à 10,6 % en 1988 ; su total, 1,3 million d'Opel et de Vauxhall (nom de la firme au Royaume-Uni) ont été immatricu-lées en 1988, soit 40 000 unités on 3 % de plus qu'en 1987. L'Espa-gne est également devenue pour GM, avec l'usine de Saragosse, le phis important centre de produc-tion en Europe, avec 361 000 véhi-cales produits en 1988.

bénétice en hausse de 28 %. – La Compagnie parisienne de réce-compte a réalisé, en 1988, un bénétice net consolidé de 271 milpar rapport à l'exercice précédent. Il sera proposé à l'assemblée géné rale des actionnaires un dividende net de 20,52 F, contre 18,30 F

# PARIS:

Se	Second marché (sélection)									
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours	Demier count					
Amenit & Associés Asystal B.A.C. B. Demechy & Assoc. B.LP. Boins Solient Technologies Cathada Lyon Cathada Lyon Cathada Lyon Cathada Lyon Cathada Cath	308 332 540 500 898 131 50 1309 460 1770 1210 21 50	465 512 770 1886 818 170 335 348 348 348 490 811 384 20 d 38 245 20 d	Le gé five de mois Leon investionsment Leon investionsment Leon investionsment Leon investionsment Leon investionsment Marchage Meilen Marchage Internet Malana Motor Malana Motor M	224 80 438 400 288 100 60 725 366 460 215	347 50 di 264 90 152 190 600 145 718 247 207 307 410 36 38 38 328 70 2192 230 375 375 375 375 375 375 375 375 375 375					
IDIA 16.F. RC2 Inc. Motal Service La Communda Electro.	99 80 258	255 720 294 50	94.45	TAP	EZ					

## Marché des options négociables le 7 mars 1989

Nombre de contrats : 12 782.

	PRIX	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENT	
VALEURS		Mars	Juin	Mars	Juin
	Exercice	decnier	dernier	dernier	dernier
Accor	600	23	45	9	22
CCE	406	9	24	15	28
EN-Aquitaine	490	41	50,10	1.50	7,51
Lafarge-Coppée	1 400	107	_	1,50 6,20	30
Michelin	182	20	28,50	1	6
Mid	1 500	165	_	8,10	-
Paribas	440	28	49	3,50	17
Pengeot	1 200	548	530	1	2
Saint-Gobain	568	40	-	4	18
Société générale	440	35	~	2,50 10	-
Thousan-CSF	248	5	16,58	10	19

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 7 mars 1989

COURS	ÉCHÉANCES						
COURS	Mars 89	Jui	1 89	Sept. 89			
Densier	104,80 105,04		i,12 i,36	104,68 104,68			
	Option	s sur notions	iol				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE			
THE STATE OF	Juin 89 Sept. 8		Jain 89	Sept. 89			
164	1,10	-	0,99	-			

# INDICES

## **CHANGES** Dollar: 6,3055 F 4

Le dollar était en légère bais sur l'ensemble des places interna-tionales mercredi 8 mars. A Tokyo, il terminait la séance i 128,73 yens, contre 129,07 yens le veille, avec des échanger demeurés faibles. A Paris, la devise américaine s'inscrivait à

6,3055 F, contre 6,3080 F au FRANCFORT 7mm 8mm Doller (ca DM) . 1,2568 1,8539 TOKYO

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) Paris (8 mars). . . . . . \$1/8-\$1/45 New-York (7 mars).... 93/8-91/2%

Dollar (ca yeas) . 129,63 128,73

(Shf., base 100 : 31-12-81) Indice general CAC . 438,7 (Std., base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 . . 1627,82 1617,84 (OMF, base 100: 31-12-81) Indice OMF 50 .. 468,75 457,50

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

**NEW-YORK** (Indice Daw Jones) Industrielles .... 2 294,82 2 299,71 LONDRES (Indice & Financial Times a) Industrielles .... 1764 1715,65 Mines d'or . . . 173.5 Fonds d'Etat . . . 88,67

TOKYO 7 mars Nikket Dowless .... 31 387,94 31 837,66 Indice général ... 2 427,10 2 421,78

# LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS	DU JOUR	UN	UN MOIS		X MOIS	SEX	MOIS
	+ bas	+ hest	Rep. +	00 d <b>ép.</b> –	Rep. +	os dép	Rep. +	00 đếp.
SE-U Scan. Yen (188)	6,2966 5,2373 4,8873	6,2925 5,2416 4,8912	- 67 - 143 + 161	- 52 - 109 + 185	- 120 - 265 + 331	- 190 - 227 + 367	- 326 - 782 + 1059	- 238 - 666 + 1156
DM Floria FB (100) FS	3,3954 3,6096 16,3122 3,9735	3,3986 3,6122 16,3238 3,9776	+ 60 + 47 + 31 + 34	+ 86 + 62 + 176 + 111	+ 138 + 97 + 112 + 189	+ 158 + 114 + 335 + 212	+ 412 + 320 + 614 + 698	+ 481 + 379 + 1152 + 686
L(1990)	4,6236 16,8157	18,8262	- 151 - 464	- 186 - 354	- 274 - 734	- 217 - 675	- 770 - 1933	- 655 - 1750

# TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	9	1/2	9	3/4	,	13/16	,	15/16	,	1/8 3/16	10	5/16	10	3/16	10	5/10
DM	5	5/8	5	7/8	6	1/16	- 6	3/16	6	3/16	6	5/16	16	5/8	6	3/4 1/10
Fletin F.R. (100)	6	1/4	6	3/4 3/4	6	3/4	- 6	7/8	16	13/16	- 6	15/16	6	15/16	7	1/10
F.R.(100) ]	8	1/4	8	3/4	18	٠.	8	3/8	8	1/8 13/16	8	1/2	1 8	1/8	8	1/2
	5	1/2	5	3/4	5	3/4	5	7/8	5	13/16	- 5	35/16	1 4	-	6	1/8
L(1 000)	11	1/4	12	1/4	ш	7/8	12	3/8	[11	7/8	12	3/8	12	1/4	12	1/2 1/8 5/8
£ 1	12	3/8	12	5/8	12	7/8	13		12	15/16	13	1/16	12	7/8	13	-,-
F. franç	8		8	3/4 1/4 5/8 1/4	8	3/4	8	7/8	8	7/8 15/16 7/8	9	7	9	5/16		7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbane fin de matinée par une grande banque de la place

• Le Monde ● Jeudi 9 mars 1989 45

# Marchés financiers

]	BOURSE DU 8 MARS  Cours relevé à 14 h 00														s relevés 4 h 00													
	Compan- Secon VALEURS	1 -		Demier comp	% +-						Rè	glem	ent	t m	ens	uel							Compan	VALEUR	Cours psécéd.	Premier	Demier	<b>%</b>
1	750 C.N.E. 3% + . 070 B.N.P.T.P. 200 C.C.F.T.P.	1050	1058	1066	+ 083 + 057 Co	TIPE-VAL	EUR\$	Copes Premie		*-	Compen	VALEURS	Cours précéd.	Pression cours	Demier cours	% +-	Compan- sation	VALEURS	Coera précéd.	Precier coars	Demier cours	% + -	93 80	Ecto Bey Mine De Boors	. 85 90			
1	125 Créd Lyon, T.P. 700 Resnuk T.P 785 Rhone-Poul. TP 301 St-Gobein T.P.	1590	1780	1791	- 105	06 C.S.E.	t	580 596 151 445 100 3110	586 445 3100	+ 08		Leboo 🛨	1400 3520	3510	1352 3510	- 343 - 028		Sahapar	870 773	772	772	- 0 13	1750 1050 54 615	Describe Bank Drawiner Bank Driefontain Cad Du Post-Nero.	. 620	1722 1026	1723 1026	- 069 - 087
1	320 Thomson T.P., 586 Accor 570 Air Liquids	1331	1330 1 601	330 596	- 008 15 - 067 2	560 Da Dia 215 Dév. P	AC.O.	68 1475 115	1466	- 08 - 21	1330 700	Lagrand (DP) ± Larry-Somer ± Locates in	2480 1243 695 441 10	2475 1215 700 447 80	2460 1229 698 443 10	- 081 - 113 + 029 + 045		S.A.T. 🛨 Smal-Chilit (6) 🖈 . Smaplquat (Ma) . Schneider 🛨	700 277 900 698	700 280 698	700 280 	+ 108	300 28 300 385	Eastman Kode East Rand Electroks Ericason	291 50 27 95 312 406	28 80 312	28 80 312 407 50	+ 304
1	590 Alcated ± 990 Alc. Supern 325 Alc.S.P.I.★	2765 2000 331 9	2776	326	- 036	180 D.M.C. 150 Droug 110 Docks	Assuré .	80 480 41 345 60 3350	475 334 50 3365	- 10 - 19 - 10	335 3960	Locindust Luchsket LV.M.H.t	810 360 3880	814 355 3979	812 362 50 3970	+ 025 + 089 - 025	53 670 960	SCOA* SCREG.*	71 80 722 945	73 720 962	72 90 718 958	+ 153 - 042 + 137	280 340 48 112	Exam Corp Ford Motors . Freegold Ganger	. 288 50 329 48 80 122 20		::::	::::
- 1	570 Arjon. Pricerk 610 Aussedst-Rays 885 Aus. Entrept. \$	612	2540	2546	- 1 17	130 Dumes Dumés 150 Esex (4 750 Esco (	1000	832 838 905 1010 110 1602 182 1781	835 1008 1599 1751	+ 030 + 030 - 060 - 220	86 192	Lytrin, Earx 🛊 . Mais, Phásica . Majorata (Lytri Mar, Wandel 🖈	1589 90 196 410 10	88 60 200 406	1600 89 20 199 403	+ 089 - 089 + 183 - 173	440 1630 200 710	Seamen & S.F.L.M. & S.G.E. & SMc.#	429 1680 205 711	430 1681 202 710	427 1860 201 710	- 047 - 119 - 195 - 014	290 780 560	Gén. Bectr Gén. Belgique Gen. Motors .	. 282 . 770 . 551			****
- 1	740 Av. Desanelt ± 395 BAPP ± 305 Beil-Equipern.±	. 692 412 5 308 527	680 412 312	675 410 307	- 246 5 - 061 4 - 032 4	140 Electro 185 El.S.( 120 Eli-Ag	taine	101 901 170 460 140 440 148 348 1	925 480 438 50 0 364	+ 250 - 210 - 034	3 3760 4 160	Merin & Merin Gerin & . Metalesrop & Michelin	258 30 3920 172	260 3820 175 198 70	403 259 3885 172 50 196 50	+ 027 - 089 + 035	505 1010 890	Skaco Sk. Rossignoi † Sligos †	491 1026	500 1015 853	494 90 1020 851	+ 079 - 058 + 059	157 58 34 76	Goldfields GdMetropolical Harmony Historii	. 37 80 79 50	78 90		- 075
	325 B.H.P. C.L. # . 555 Cie Bencaire # 520 Bezer HV. # .	. 319 3 . 518 . 515	318 513 510	318 506	- 041 12 - 251 36	20 Epeda 500 Easter 90 East i	L-F 11 # 31 # 31	160   1160 131   3335 176   1627	1160 3311 1568	- 086 - 036	1630 210 410	Mici (Cle) Mici Sk SA /r Min Selsig (Ma) .	199 1650 203 406	1850 202 40 410	1641 202 40 410	- 125 - 055 - 030 + 099	144 174 3350	Societé Génér Societo (Ne) Societo (Ne)	148 170 3300	468  3300	485 3290	- 106	1020 131 780 345	Hoschet Akz. Imp. Chemical SM ITT	. 1011 127 10 770 . 338 90		1017	+ 059
	625 Báglain-Say ★ . 860 Bargar (Ma) . 750 Bic ★	666 842 739 385	843 726	843 734	+ 0 12 16 - 068 13	70 Eurain 80 Euroca	ncek 10	118 318 175 1651 134 1353 175 2470	317 60 1625 1350 2421	- 016 - 298 + 120 - 216	1130	Moulinex# Nevig. Winde # Nord-Est # Nordon (Ny)	130 40 1082 146 10 420	129 1063 148 50	1052 145 10	- 261 - 094	118 340 2550 1850	Sogunal (Ny) Sogunap ( Source Petrion)	118 50 318 2441 1622	325 2445 1632		+ 377 + 074 - 012	205 325 116 406	in-Yokado Mec Donaid'a Matsushita Merck	184 10 325 117 10 405 40	:		
	870 Boograin S.A. v 860 Booygues v 90 B.P. France v .	3120 579 80	3105 572 90	574 89 10	- 032 7 - 086	750 Europe 86 Eurota 170 Europe	m1★ mi末	700 705 88 65 88 70 1290	720 88	+ 286 - 073 + 094	595 840 1400	Nouvelles Gal. y Occid. (Gán.) y Omn. F. Perint	544 950 1260	565 850 1280	555 838 1280	+ 202 - 141 + 159	735 520	Source & Spie-Batignol & Source &	730 495 945	720 498 834	720 490 534	- 137 - 101 - 116	425 300 230 29160	Minnerote M. Mobil Corp. Morgan J.P. Nastiá	418 311 220 28650	20000		
	665 B.S.M.★ 640 Carnel Plac★ 690 Cap Gara. S.★ 580 Carneud ★	. 661	866 2590 7	661 550	- 1 16 2	NO Fichat	Bauchen 10 次	00 1233 132 1001 119 210 1 158 50 257	1282 1201 1001 0 211 258	+ 000 - 3 + 040 - 010	4210 470	Olida-Caby & Ordal (L.1) & Paribes Paris-Résec. # .	470 4099 462 420	4027 465	465 4032 456 419 80	- 106 - 163 - 130 - 006	310 540 1180 4550	Suez Synthelabo 🛊 Tales Luzanas 🛊 Tél. Elect. 🛊	307 531 1143 4550	305 50 530 1148	529 1148	- 195 - 038 - 008	1030 145 114	Nizdorf Norsk Hydro Ofsil	1043 151 40 118 50	1035 148 90	1035	- 017 - 077 - 165
	240 Carrefourie 200 Canino k 139 Canino A.D.P. &	3217 206 142	3230 3 205	203 20	- 0 12 16 - 1 36 12 + 1 97 4	190 Froma 210 Gal. La 175 Gasco	er. Belgt   16 feyettegt   17 meg	45 1630 180 1190 50	1630 1175	~ 09 ~ 04	1 1120 2 390 410	Pechalisons * . Pechalisy CP * . Penhoet *	1102 396 406	1101 408 407	1104 403	+ 0 18 + 2 03 + 0 25		Thomson-C.S.F. Total (CFP) ★ — {curtific.)★	230 50 410 50	408 88	230 50 410 87	- 0 12 - 1 58	2170 890 109 85	Philip Morris Philips Phacer Dome	2176 700 112 90 86 30		110 10	- 032 - 248
,	010 Cassor, Data, L 050 C.C.M.C 690 Cessions	. 999 . 1070 . 685 . 421 8	685	690 421 80	+ 073	385 Géoph 100 Garino	migrant . I	40 1605 51 652 25 625 60 3150	1617 580 828 3140	- 140 + 160 + 040 - 060	1580 620	Perced Ricard * Paugeot S.A Poliet * Prétabal Sic. * .	1265 1686 612 1050	1685 610	1885 615	- 024 - 119 + 049 - 086	1220 440 845 530	T.R.T. # LLF.BLocab. # LLLC. # LLLF. #	1205 440 840 540	1205 436 830 541	1210 440 10 829 540	+ 041 + 002 - 131	410 350 370 56	Ouitmès	432 50 369 393 58 20	388	387 80	+ 0 58 - 1 32
,	000 CFAO 396 CGE 390 CGLP	1835 387 1426	1825 384 50 1410	1839 381 50 1402	+ 022   12 - 142   8 - 182   3	20 GTM-E 105 Guyen 120 Histori	atrop.★ . 11 ip Gas.★ 8 ip ★ 3	90 1190 108 815 108 10 310 2	1190 805 0 314 50	- 037 + 208	865 630 2800	Primagnesk Primagnesk Promodkask	690 600	596 2794	1040 871 590 2790	- 275 - 167	835 190	ULS.# U.C.R. # Universe	830 207 50 715	832 207 60 716	831 216 715	+ 0 12 + 4 10	45 48 225	Sast. & Saster St Halena Co Schlamberger	45 50 49 10 240 80	243 50	243 50	+ 1 12
	320 Chargeuru S.A.) 230 Cimenta frenç. i 540 Club Méditer: i 187 Codetal J	t 1376 t 1324	1328 1 510	515	+ 045 5	750 Haven 180 Hásic ( 180 Hutchi 150 Imátai	a)女 E	35 760 50 547 95 1296 85 40 383 2	749 545 1298 9 362 10	+ 190 - 091 + 000 - 090	106 3280	Radiotecia.  Rafe. D. Total  Radioste (La)  RPoulesc CIP	681 98 3240 579	590	3199	+ 206 + 102 - 127 - 052	885 315 355 770	Valéo 🛨 Valicurec 🛨 Via Banque 🖈 Elf-Sabon 🖈	675 312 20 351 803	678 312 80 350 804	314 353	+ 133 + 058 + 057 + 012	1770 345 51	Shall tracep. Signatus A.G. Sony Telefonica	. 1793 . 348 90 . 48 70	1766 49 90	1758 49 90	- 2 06 + 0 40
	335 Cotineg★ 705 Coles ★ 230 Cpt. Entrepr.★	337 731 . 229	338 736 228	337 20 732 228 50	+ 0 06   4 + 0 14   2 - 0 22   69	15 km. Pla 90 ingéric 00 lost. M	me M. + 4 sieur +	26 50 429 277 280 00 6400	430 275 8400	+ 085 - 072	2 306 2 1900 885	Rober financ Roused-Uciarit RLickel-CNI & .	304 1505 920	304	304	+ 159 - 098	163 194 196	Aceax Inc. Acear. Exposes Acear. Telaph	162 190 50 197				198 57 395 280	T.D.K. Toekibe Corp. Uniterer Unit. Techn.	200 50 60 40 399 281		396 10	- 073
	880   Compt. Med. <b>±</b> 825   Créd. Foncier <b>±</b> 490   C. F. Internet. <b>±</b> 210   C.C.F. <b>±</b>	890	879 480 10	880 476 10	- 1 12 14 - 3 62 11	30 Llefe	inique ± 14	28 528 50 1485 51 1150 00 995	630 1450 1150 990	+ 0 % - 0 %	173	Sade	3410 173 1510 582	1501 580	1520 578	+ 066 - 103	410	Anglo Amer. C Augustd BASF (Alct) Bayer		879 1002	978 1005	+ 0 93	480 445 178 400	Vani Reefs Volvo West Deep Xerox Corp	499 455 198	462	482	+ 154
	490 Cr. Lyon. (CI) #		483	483 20	+ 0.25 17	00 Lab. Be		63 1685	1663 1478	- 074	1190	St-Louis to	1175 2145		1175	:::	206	Buttelstons Chase Mank	89 196		****	- 000	181	Yamenouchi , B Zambia Corp.	183		::::	
}	VALEURS	%	% du	Γ.,		Com	pta		élection	_	Damier	l	.	Cours	Dernier	_		V (sélec	Recher	<u> </u>		. I emi	ission	Rachet ]				/3
H	Obliga	du nom.	coupon	CLC (Fin	EURS	Cours prife.	185 10	VALEU Mechines Bull		Coera préc.	107	VALEUR Vniptk		Cours préc.	1235		EURS	Emission Frais incl.	956 35	+	VALEURS ot Rigions		s incl. 60 59	net	VALEU		Emission Freis Incl. 625 65	net 607 43
	mp. 8,80 % 77	123 100 25	8 968 6.417 -	Citram (II)	na	2200	670 847 d	Magasine Unip Magnett S.A. Maritimae Pert Métal Déclayé			100 370 489 10	Visitz Wisterman S.A. Wonder Brass. du Maçon	j	474	150 830	Action Actions iss Actions will	ince	232.03 521.30 622.72	225 82 502 44 600 2	Fruct Fruct Fruct	i-Associations . i-Epargna icapi		28 63 28 55 33 08	28 53 Ph 28 24 Ph 32 59 Ph	nix Pleanou no breatine. coment A	<b>is</b> ,	262.48 717.58 1078.33	261 17 685 02 1078 33
1	.90 % 78/83 0,80 % 78/94 3,75 % 80/90 6,20 % 82/90	102.90 104.50 105.47	5 474 10 082 2 397	Cogifi Consphos Cla soluto	<b></b>		362 357 3600	Mors Navig, Olet, de Navig			140 80 d 130 358		trang			A.G.F. Act	icos (en CIP 100	. 1113.81 . 607.61	1068 54 1088 75	Fact	icoest icior ilinance	2	23 06 11 40 13 69 35	238 58 Pa 848 16 Pa	coment cri-tr coment J coment Preci		74108 42 57508 40 55582 50	74108 42 57509 40 + 55582 50
1	6 % join 82 4,60 % Mr. 83 3,40 % ddc. 63	107 62 109 45 115 45	11 923 0 600 2 827	C.M.P.	n-Alem (Le) ind	565	466 825 17	Optorg Ordel (L.) C. L. Origony-Descript Palais Mources	2	171	460 4170- 850	AEG Akzo Akza Akaz		690 435 204	690 192	A.G.F. Into	ricedi	11050 44557	1085 09 107 80 434 70	Feat	tionno tiver ti 200 ti Promitivo	4	2777 10877 181 52	4397 78 Pri	nitude mitro Obligat koyanca Ecu	ices	117 11088 81 114 03	113 87 11057 76 110 98
1	2,20 % oct. 84 1 % fée. 85 0,26 % mars 96	108 72 110 95 105 10	6 047 0 462 10 148	Cr. Univers Crédited	al (Cie) A		606 159 611	Painel Marroto Parinsoca Parinsoca		221 10	700	Algorreno Bank American Brands Ans, Potrofins		127 394 407	405	AGF. DEL AGF. Séc	uit LiG Xvinii	1108 <i>5</i> 7 10960 <i>7</i> 4	118 55 1103 05 10050 74 631 80	February Genetic	roblig	604		1111 01 Ca 50271 50 Ca	/Association artz utra-quarta R	aimin .	22092.87 122.43 1.09	22082 87 119 41 1 06
0	AT 10 % 2000 AT 9,90 % 1987	2010 105 15 106 25	7 808 2 305	Delatanda Delatana Vi	S.A id. (Fig.)		281 1480 2754 d	Paris Frence Paris Orléans Parisobs			286 219 50 315	Arbei Asturiense Mines Benco de Sentan Bos Pop Espenol	ter	851 175 336 70 433 10	339 60	Abdi		219 64	211 70 183 81 5689 82	Hote	L Monitairy sper	103	26 05 59 50	1125 83 Re	stacic cenus Tricnesi vens Vent Honoes Bio-ei	trials	164 11 5427 75 1173 26	161 68 5374 01 1155 52
0	AT 9,80 % 1996 , A. France 3 % NB Bques jam. 82	103 30	0 993	East Vitte	iia Viciny	2500 1730	1203  1709	Patern, Rieg, E Piper-Heideleck P.L.M. Porcher	1	800	1320 187 50 655	Banque Ottoman B. Régl. Internet. Br. Lambert	2	40900 626	••••	America-Vi Amplitude	court terms	702.09 600.27	584 97 582 75 5326 60	later later	oblig. nélect Fiance cit	126		11976 04 St 461 99 St	Honoré Globa Honoré Metig Honoré Pacifi	non PL .	266 97 266 27 206 78 895 92	827 56 257 06 197 40 568 50
	NB Susz	102 90 102 75 101 79 110	1 621 1 621 1 621 2 844	Electro-Ba El-Antary El-M, Lei	eque Minos	748	342 750	Providence S./ Providence S./ Publicis			3901	Canadine-Pacific Claryster corporat CR Commercianic	ion	112 165 23 60 786	••••	Associa Asput Futus	f	1109 19 332 69	1109 18 321 75 1408 41	Jenn idali	e épagee De Amérique De Europe	2	45 53 236 34 84 72	242.30 5- 225.52 9- 252.72 9-	Hanaré P.M.E Hanaré Rusi Hanaré Servis		483 93 12090 78 497 83	481 99 12042 51 478 58
C	7F 10,30% 85 NE 11,50% 85 NT 9% 86	103 80 106 15 99	1 194 7 883 7 434	Entrepôts Europ. Aco	agne Pacis camel ofse indust		276 683 75 60	Rochefortaine Rochette Rosario (Fis.) Roscière		618	750 126 217 20	Dart. and Kraft De Beers (port.) Dow Chemical .		815	606	Armir CLI	å C •	105 86 123 05	1396 74 103 76 117 47	Later	te-Expension . tie-Execut te-Ismobilia	3	90 93 42 19 48 76	326 67 St. 237 48 CK	konosé Tacis Konosé Valor seicit	oL	902 77 12533 30 5676 72	766 37 12533 30 8671 05
C	RH 10,90% die. 86 . JACA T.P	107 70	1 828 107	Eternit		::::	2670 226 361	Rougier et Fils Secer SAFAA			285 705 360	Gén. Belgique	1	770  335  138  314	301	Axa Volent Bard Assoc	issements . 9 cieticos	117 <i>57</i> 2477 <i>7</i> 0	118 66 112 24 2470 25	Leffer Leffer	na-Japon na-Oblig na-Rond	1	11 76 43 59 59 69	137 06 56 200 18 %	nd Taux ection Croises action (Cancie		10665 77 666 10 714 59	10555 77 + 549 61 704 03
	létrologie I. 6% 6/7		B 150	Foncière (f	Cle)	1265 502	520	SAFT			2347 208 440	Grace and Co GTE corporation Honeywell inc		167 50 283 390	::::	Cancien-Pie CIP (voir Al	ere GF Actional	30.38	1749 31 29 08	المتعدا المتعدا	te-Tokyo ude Associations	52	21 25	354 Sc 5276 85 Si 11121 25 Sc	e Associatio L.S. et étr er 6000	OS	1472 10 686 84 396 88	1469 90 868 78 385 29
ŀ	VALEURS	Cours préc.	Cours	Fortster	RD.		441 1080 535	Sains du Midi Satau Savobienne (h SCAC		215 836	94 216	Johannesburg		955 48 70	50 50	Comptents Committee	lor India	11433	5231 80 111 380 02 509 08	Lion Lion	ketitutizmele . Aus Tudeor I House leveste	21	72.43	764 78 SI	ā		822 64 618 24 443 13	784 98 601 69 431 27
		ons	1440	GAN	Record		904 300	Serrelle Minebe S.E.P. (Mi) Sicil Siçotel		170	413 176 420 320	Mineral Ressource Normalia Offwesti Palchoed Holding		94 127 90 23 50 390		Drount-Fra Drount-low	nezio estist	765 81 1080 21	750 18 7631 23 250 24	Lises Médi	t portafecillo tentinée digie hwestigeen	7	11 57 80 97 43 21	890 84 SE			217 58 432 53 1230 23	215 43 421 01 1194 40
1	pplic Hydraul dai	791	672 780 204	Goussont Gévelot	metr.		970 382	Signator (Li) Signator	infect		365 389	Pfizer Inc		345 10 569 56		Drouge-S&		14621 190016	139 56 1063 89 31699 62	Mone	ncic	539	71 22 70 74 5	5771.22 So 397074 So 3446170 So	inter		352 43 1094 68 1422 41	239 68 7045 04 1267 91
B	Menir Pytolicità  ain C. Moneco  mone Hypotil. Eur.	327 50	1145	G. Tressep.	Paris stoke led	496	690 849	Solial Generalis Solical Solico			2075 840 800 736	Rolleco		294 70 307 493 90 13 56	294 50 306 10		metrici	2063483	376 95 2003 46 2063483	Hotel Mars	pin court ferme mité Dépôts mile Linie Sél	1	32 12 1 49 67	142.88 SE	il heesines sigis Action sigis Render modic	pect	525 09 1133 18 1123 96 1166 11	501 28 1089 60 + 1088 57 + 1132 15
9	N.P. Intercontin.	5900	261	immobane			400 710 6500	S.O.F.L.P. (M) Sofragi Sopagri		196 160	197 1136	Sens Group Shell fr. (port.) S.K.F. Aktiebolog Steel Cy of Can.		31 60 450 120		Eparcie Eparcoert S	Scar	2875 89 4337 45	261 77 2675 98 4326 63	Matio Matio	-Eparges -Eparges Tréss -Court terms .	r 64 2103	88 19 81 21	6475 24 Ter 10381 Tra	ino-Gen necontinents rer Ráni		6279 69 83 87 19751 05	6894 93 82 23 10751 05
8	to Harchi T.P.	708	679 110 20	invest. (St Jacque	śCmt)	446	806 248 d	Soudare Autor Soveball Seaz (Fin. de)- Starral	<b></b>	235	622 638 239	Testaco Thom EMF Toray indust, inc		301 77 50 46 80	128	Epagne As Epagne Co Epagne Co Epagne Co	apital Cast-Tenne	8222.80 515.42	25758 92 8141 38 515 42 1532 52	Harie Harie	- Chigations - Patrincine - Pincements	5	37 81 20 07	523 42 Tri 1382 06 U.	ni P. kanatine. P. moyen te		5301 81 445 35 108 55	5249 32 429 25 104 72
0	AME	200	612 152 10 40 20	Lambert F Life Bossi Loca-Espe	ikas ikas		398 10 804 263 50	Taittinger Testus Asquita Tour Effel		245	3320  390	Visile Mostegna Wagons-Lits West Rand Whitmen Corpora	1	805 160 8 70 195	200	Epargue in Epargue in	dett	82.91 832.73	79 15 615 80 52300 67	Natio Natio	-Rimera -Sécurité	113	40 18	1029 88 Uai 1378 81 Uai	Associations identifications identifications		111 31 545 24 1287 41	711 31 525 53 1240 88
	E G.Frig.	220	437 1660	Locatel . Locatel Voit	106	800 2160	350	Ufiner S.M.D. Ugine A. Chat. U.A.P. U.T.A.	Great,		705 6 349 357 2230		iors-c			Epages Lo Epages M	oog-Teene lande emika	185 04 1263 12	180 09 1229 31 12035 28	Hippo Nord- Norm	ne-Gan -Sad Dávelopp. until	63	67 32 28 72	6078 59 Uni	Gerantie		1302.06 2830.29 2389.12	1276 50 2824 38 2210 56
	erabeni Namper (Ny)	155	180				1671	Vicat			2000	Banque Hydro-En Baircei Calciphos Chambourcy (M.)	1	324 060 178 20 978	180	Epargne-Or Epargne-Or Epargne-Ur	tig teto tio	203 11 1103 94 1295 20	197 67 1074 39 1248 39	Oblid Oblid	Association ic Mondiel ic Régions	90	27 04 25 55 82 98	125 78 Uni 8892 17 Uni 1066 98 Uni	er en Actions en Obligati	ms	183 47 1220 74 1655 87	183 47 1180 60 1801 23
-		1 ~	des d	chan		ES BILLETS	-	rché	_	e de	l'or	Cockery Cogenium C. Occid. Foresti Coperex	ia .	235 84 60 190 343	235 94 60 340	Epoko Eurockler	der	1155 52 1033 95	439 96 1144 08 1003 84 1121 22	Oblig	ptions Convert. . Toutus catilig. cat	10	61 08 61 08 64 96 81 69	158 02 Val 2054 42 Val	29 29 26			545 72 1594 59 42372 99 22059 54
	MARCHÉ OFFICE Cu S ()		6 308 7 063	8/3 8 305 7 083	Achet 6 090	Venta 6 480	Orfin	T DEVISES ilo sa birra) a lingat)	78	préc. 800 800	8/3 90000 79850	Gerhot		67 610 210	:::: 171	Suro-Gen Euro-Mair		5842.70 25.62	5577 76 26 23 61680 98	Option Option	ecuse Station ion	12	31 45 44 44	225 81 1208 62 5746 22		*******		
1	Missagne (100 DNA) Relgique (100 F) Prys Bas (100 fL)	3	39 750 16 213 01 060	329 740 15 218 301 080	329 250 15 650 291 500 84 250	349 500 16 660 311 500 91 260	Pièce to Pièce to Pièce sa	inçaise (2017) inçaise (1017) isse (2017)		455 389 476	483	Mesin impobilier Metroservice (bo Nicoles	ac)	240 22 80 960 379		Financi Valo Francias (d	<b>aini</b> n	14045 79 11398 63	13770 38 11398 63 242 12	Perito Parabi	us Croiseanna . us Epargas us index Sicar .	185	28 77	603 14 16513 99			CIT	
	Penemurk (100 km) Gruige (100 k) Prade-Bretagne (£ 1) Price (100 dractones)		87 220 93 250 10 859 4 038	10 839 4 038	89 500 10 500 3 600	96 500 11 200 4 600	Source Pièce di Pièce di	tise (20 6) in 20 dollars 10 dollars	2	454 580 - 820 430	460 580 2900 1462 50	Particip. Perciar Partici Cindons Rorento N.V Same Motes Sarv. Equip. Vals.		462 182 10 370 55 30	383 182 10 388 90	França-Gar França-Gar	 1 1 1	797792 26263	7616 16 262 07 412 07	Parite Parite	es Oblicondo . es Oblicondo . es Opponychés es Patrissaino .	1	01 AS 63 80 21 64 52 85	939 51 118 10 530 13			CIÈ	
	talie (1 000 lime) Ruleon (100 lm.) Ruleon (100 lm.) Ruleon (100 lm.)	3	4 624 87 570 99 250 48 300	4 825 397 600 99 195	4 450 385 500 95 250 46 900	4 950 407 500 102 250 50	Pièce di Pièce di	5 dollers 50 pesos 10 Series	2	870 835 671	2970 471	S.P.R. Sel Lectores de la Ulinez Union Brasseries	dends .	430 50 441 380 144	450	France-Obl	igations	461 43938	458 44 426 58 95 62	Parite Parite	es Rovenu noc-Valer serino Rotaino .		92.66	\$1 74			poste	
	apages (100 pes.) Ortogal (100 esc.) Janacia (5 car: 1) Japon (100 yarra)		4	5 465 4 122	5 150 3 850 5 050 4 735	5 700 4 550 5 460 4 965	Or Zonic Or Hone	iree h jkong Loedres	= =						o : offe			détaché -	-									

OR STATE

da anx ises de ranien, cette ranien, cette ranien, cette ravec le gou-aitant-il ians la te avec venn le al) en rats de ts-Unis roycot-Ghéran sement pas le vis de qu'ene-à être jusqu'à n définilleux à eux, ir leur l'Iran. ès d'un ruction géant de la qu'à se nir les il'assu-pouver-Missui set les l'assu-pouver-Missui se et les l'assu-pouver-Missui les il est à corrais les ils. NS.

Cais
) et 21
le 1 006
sulation
plus.]

tant lurité
t dans
onnaire
notre
t simritaire
ion de
roir i
s inté
it bier
it pré
o et le
notre
ement
page d
ont les
tre ans
eles à
pas si

notre ement page 6 ont less re as si less à pas si

# Le Monde

## **ÉTRANGER**

- 3 Mobilisation internationale pour la protection de la
- 4 MM. Baker et Chevardnadze se retrouveront à Moscou en mai. 10 La situation au Tibet.
- 11 Les pressions s'accentuent sur le président Botha pour

## POLITIQUE

12-13 La préparation des élections municipales : la campagne à Paris ; les affrontements entre le PS et le PCF dans les villes de plus de vingt milie habitants; Histoires de villes : prison tranquille à Ensisheim. 14 La mort de Roger-Patrice

## 5 Les hôpitaux publics perturbés par les grèves des internes et des infirmières

#### 16 Débat entre la Ville et la préfecture de police à propos des « agents de sécurité» dans l'Est pari-

SOCIÉTÉ

17 L'effet « glasnost ». - Les folies de l'art déco au Palais des beaux-arts de Bruxelles.

18-19 Malaise dans la crés tion dramatique. 20 Expositions. 38 Communication.

#### **ÉCONOMIE**

39 L'affaire Beghin Say. 40 Le SNIP prêt à contribuer à la limitation de la consommation des médi-

42 Les Philippines approuvent le programme du FMI. 44-45 Marchés financiers.

## SERVICES

L. NAS

Abonnements ...... 2 Annonces classées . 32 à 37 Métécrologie ......25 Mots croisés ........25 Radio-télévision . . . . . . 25

## TÉLÉMATIQUE

Réservez vos séjours à la mo

Consultez les hauteurs de neige dans les stations . CORUS

 Chaque matin le mini-journal de In réduction . . . . . . . JOUR L'actualité 24 hourse our 24

3615 tapez LE MONDE

## La distribution des journaux perturbée par une grève aux NMPP

La Fédération du Livre CGT a annoncé pour le mardi 7 mars à par-tir de 17 heures un mouvement de grève de vingt-quatre heures reconvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP). Ce mouvement a pour but d'obtenir des garanties pour les personnels des NMPP chargés du « liassage » des jour-naux, dont le statut est menacé, selon la CGT, par la mise en place des souvelles imprimeries du Monde et du groupe de M. Robert Hersant. Ces imprimeries, qui intègrent des « stackers » — appareils programmés par informatique permetque des journaux pour le réseau de vente, - priveraient, selon la CGT, les employés des NMPP de leur travail. Le mouvement de grève est parti du centre parisien de La Vil-lette (six cents travailleurs) et devrait perturber la parution des quotidiens nationaux le mercredi 8 mars. Ce jour-là, le Conseil supé-rieur des NMPP, qui comprend des représentants de ministères et des

# La mort de Roger-Patrice Pelat

# « Maintenant, je vais me battre non seulement pour moi mais aussi pour lui »

nous déclare M. Max Théret

M. Max Théret est bouleversé. Et il est venu le dire, mercredi matin 8 mars, au Monde, sans cacher ses larmes. C'est peu après 17 heures, mardi, qu'un coup de téléphone de l'un des fils de Roger-Patrice Pelat lui a appris le décès de celui-ci. L'épouse de M. Théret avait eu Patrice Pelat au téléphone, depuis sa chambre de l'Hôpital américain de Neuilly, à 14 h 30 le même jour : Il disalt qu'il allait mieux, que la fièvre était retombée, qu'on venait de lui enlever ses perfusions, raconte-t-elle. Mais surtout, il s'inquiétait de la santé de Max. D'abord de Max, pas de luimême... »

« Ce qui est scandaleux, c'est qu'on va dire maintenant qu'il était très malade, s'exclame M. Théret. Mol je peux vous dire qu'il y a deux mois, il était aussi solide que ses arbres de Sologne. C'est cette affaire qui l'a tué, cette justice sur la place publique, ces apprentis shé-

rifs. C'est comme si on avait donné des grands coups de pied dans les côtes d'un type un peu chétif. Il en meurt. Et voilà qu'on dit qu'il n'est pas costaud! C'est pareil. Le stress que peut provoquer une affaire comme celle-ci, je suis bien placé pour en parler. -

Lui-même malade du cœur, M. Theret a quitté son refuge des Yvelines pour venir faire des exa-mens également à l'Hôpital américain de Neuilly. Il se retrouve seul première ligne de l'instruction iudiciaire en cours sur l'affaire

Maintenant je vais me battre non seulement pour moi, mais aussi pour lui. C'est ce que je ressens. Cet homme était innocent. Moi, je lui avais conseillé de parler, de s'exprimer, de ne pas tout garder sur le cœur. S'il ne le faisait pas, c'est parce qu'il avait confiance dans la justice de son pays. Je suis scandalisé. C'était un type formidable, un ami, toujours prêt à aider. Un homme simple qui aimait la nature. Il fallait le voir en Sologne, il était transformé. Physiquement, il ne se ressentait plus de son accident carliaque d'il y a trois ans... »

M. Théret s'interrompt. Il aimerait aussi s'incliner devant la douleur de la famille de son ami. Il hésite, tant la formule lui paraît convenue. Brusquement, il se sou-vient que, lors de son inculpation pour recel de délit d'initié, Roger-Patrice Pelat « avait été très affecté par l'interdiction qui lui avait été faite de communiquer avec moi, même pour prendre de mes nou-velles ». Une pause. « Certains politiques, professeurs de vertu, feralent mieux de se taire aujourd'hui. Ils se reconnaîtront... Je suis très déterminé. Plus que jamais, il faut se battre. »

EDWY PLÉNEL

# \_Sur le vif-

# Où on est, là? Où on va? l'heure des informations, pour apprendre des trucs confonun satellite à la queue d'une ont piraté l'ordinateur du Pentagone. Un couple américain

balayeurs, les matons, les tou-bibs ? Faut toujours qu'ils gueu-ient, ces mecs-lè ! Qu'est-ce qu'il y a encore qui va pas ? ler dans les rues en brandis

Et. après avoir réussi à franchie

les barrages d'un concours meur-

Bouclez-la!

Suffit d'appuyer sur un bouton, à dants : Ariane a encore accroché comète. Trois gamins berlinois divorcé se dispute un embryon congelé. On en reste baba, les yeux perdus dans les étoiles d'un avenir radieux: T'as vu? C'est dingue, non 1 Tiens, pousse un peu le son, on entend nen avec tous ces sales cons qui défilent sous nos fenêtres. C'est quoi aujourd'hui? C'est les profs, les

C'est ça qui est fou, c'est qu'à l'ère de l'informatique le seul moyen de nous faire savoir ce qui se passe ici, maintenant, dans nos métros, nos écoles, nos pri-sons, nos hôpitaux, c'est de défides écriteaux. Alors lè, on tombe des nues. Quoi ? Qu'est-ce qu'ils racontent ? Avec un bac + 3 + 2, une infirmière anesthésiste qui s'est tapé cinq ans d'études très dures ne touche que 200 balles de plus que sa voisine, infirmière tout court ?

trier, un interne de garde est payé 15 F de l'heure, moins qu'une baby-sitter? Enfin, c'est pas croyable i

Non, c'est pas crovable ! Surtout quand on pense qu'un étu-diant reçu à l'ENA se voit gratifier de 8 000 F per mois, simplement pour le remercier de bien vouloir apprendre à devenir juge au tribunal administratif ou attaché d'ambassade. Faut reconneître, c'est drôlement plus important que de sauver des vies à longueur de nuit.

Résultat : qu'on nettole les couloirs du métro ou les plaies infectées d'un malade trachéotomisé en réa, on se retrouve au coude à coude. Serpillière et compresse, même combat i Et na venez pas me dire : C'est pas du tout parell, les uns bossent pour une société privée, les autres pour l'Assistance publique. Si, c'est pareil. C'est un rapport de forces. Regardez les médecins anesthésistes, les chefs de service, ils n'ont eu qu'à l'ouvir pour obtenir immédiatement satisfaction. Les Infirmières et les internes, eux, ils n'ont qu'à la boucler. Des sous, désolés, il n'y en a que pour ceux qui en ont plus que vous. L'argent va à l'argent. On vous en donnera Quand vous en aurez.

CLAUDE SARRAUTE.

EU ----

1782 7 7 7

E 2 18 19 1 19

**製菓** だった - 144

255 4 W X

STEEL CO.

America de la compansa de la compans

22 ) - ·

ETT ( R . P .

SAR A

## Au conseil des ministres

# « Plus que les hommes, les femmes sont aujourd'hui touchées par le chômage » déclare le chef de l'Etat

Au cours du Conseil des ministres, mercredi 8 mars, le président de la République a déclaré à propos de la Journée internationale des

« Plus que les hommes, elles peinent pour concilier leur vie profes-sionnelle et leur vie familiale. Plus que les hommes, elles doivent se battre pour faire admettre qu'un travail égal conduit à un salaire

L'égalité professionnelle leur a été reconnue par la loi, mais il reste encore beaucoup à faire pour que

 Election à l'Académie fran- L'Académie française procédera jeudi 9 mars à une election pour pourvoir au remplacement de le 17 décembre 1987. Deux princinaux candidats briquent ce siège : M. Jean-François Deniau, ancien diplomate, ancien ministre, et M. Robert Mallet, écrivain, ancien recteur de l'académie de Paris.

Dans l'hypothèse d'un vote positif, trois fauteuils resteront encore cants, ceux de MM. Thierry Maulnier, Edgar Faure et Jean Mistler.

# MODE ET

Cest un fait, nous connaissons tous cette jeune femme qui suscite a ialousie et la curiosité intense de ses meilleures amies!

"Elle porte dix fois plus de nouvelles

robes, de vêtements "super" dans des tissus génioux et cette Mode la rend si attirante. Pourtant elle ne dépense pas tellement..." Vous vouliez connaître son secret, le voilà : faites comme elle, allez

chez Rodin. Yous y trouverez votre revanche sur cette rivale, au prix les plus doux, des tissus depuis 30 F le mètre. A vous, le bonheur dans la mode.



#### disparaissent les discriminations qui continuent de les frapper dans tous les domaines de leur vie personnelle et professionnelle.

» Il reste encore beaucoup à faire pour que, dans la vie quotidienne, les hommes et les femmes viveni libres et égaux en droit.

» En ce 8 mars, je tiens à rappeler ces réalités, et à inviter chacun, et particulièrement les pouvoirs

Le conseil des ministres a d'autre part adopté le projet de loi présenté par M. Pierre Bérégovoy portant sur la sécurité et la transparence du marché financier, qui élargit les pouvoirs de la COB et institue un contrôle plus sévère des OPA ( le Monde du 8 mars). M. Louis Le Pensec, porte-parole du gouvernement, a précisé à la fin du conseil des ministres que ce projet est dans des ministres que ce projet est dans la • droite ligne - de la libéralisation des marchés financiers déjà effec-tuée par M. Bérégovoy avant 1986, et que ce projet met la réglementation française en accord avec les réglementations européennes.

En tant que ministre des DOM-TOM, M. Le Pensec a présenté, avec M™ Edwige Avice, ministre délégué auprès de M. Roland politique de la France dans le Pacifique sud. Compte tenu de l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie, l'objectif présenté par M. Le Pensec est, notamment, de resserrer les liens entre la France et ses territoires du Pacifique sud, d'une part, et les États souverains de la zone, d'autre part.



# PUBLICATION JUDICIAIRE

Le Tribunal de grande instance de Nanterre a, par jugement rendu le 11 janvier 1989, condamné M. DIEU-11 Janvier 1969, consumme vi. Lico-SET à payer 1 franc de dommages-intérêts à MM. Houlier, Atlan, Bruyer, Michot épouse Cauzit, Doré, Garcia, Coube épouse Gauthier, Pavia épouse Gratias, Joakierre, Caralp épouse Libault, Moisy, Ravous épouse Peltier, Proust, Leenhardt épouse Schlumberger, Veyer, Wirotius pour avoir abusive-ment utilisé leur identité au dos de cor-

Le numéro du « Monde » daté 8 mars 1989 a été tiré à 508 464 exemplaires

# La préparation des élections municipales

# M. Mauroy: « La droite, déchirée ne mène pas de bataille nationale »

DIJON de notre envoyé spécial

Les batailles perdues d'avance ne sont pas forcement les moins mobili-satrices. M. Pierre Mauroy a pu le constater, mardi 8 mars, à Dijon, où M. François Rebsamen conduit une liste d'union de la gauche face au maire sortant RPR, M. Robert Poujade, assuré de conserver un poste auquel il avait été reconduit avec près de 70 % des voix en 1983. Quelque huit cents personnes, en effet, ont participé à un « banquet républisecrétaire du PS a observé que les élections municipales ne donnent pas lieu à une « bataille nationale, parce que la droite, déchirée, ne la

La droite, a dit M. Mauroy, n'émet pas d'idées sur les problèmes nationaux ni, non plus, sur les problèmes des villes », de sorte que l'on assiste à - une noncampagne ». Le premier secrétaire estime que l'opposition prévoit ou recherche un haut niveau d'abstention. Il lui a reproché de ne pas mener « le débat démocratique », et il a appelé ses anditeurs à agir pour les électeurs à voter.

Soulignant que le PS, lui, e ali-mente le débat », M. Mauroy a défendu les propositions de son parti pour le remembrement des régions, le développement de la coopération fle » qu'il faut donner, selon lui, au mouvement associatif. Il a déclaré que le problème des loyers est, à ses yeux, « une véritable affaire

#### M. Barre : « La tradition lyonnaise risque d'être rompue. »

M. Raymond Barre, second sur la liste pour les municipales du maire sortant de Lyon, M. Francisque Col-lomb (app. UDF), a estimé, mardilomb (app. UDF), a estimé, mardi soir 7 mars, que « pour la première fois la tradition lyonnalse, non pas apolitique, mais apartisane», ris-que « d'être rompue ». L'ancien pre-mier ministre, qui n'a pas cité le nom de Michel Noir (RPR), adver-saire de M. Collomb, a estimé néces-saire de mettre la gestion de la mai-rie « à l'abri des affrontements politiques ». Il faut pour cela, a-t-il ajouté, « une équipe qui fasse passer ajouté, « une équipe qui fasse passer avant des intérêts partisans les seuls intérêts de la ville de Lyon ».

· CANNES: M. Moulliot (PR) répond à M. Chirac. - M. Michel Mouillot, candidat (PR) à la mairie de Cannes, répondant à M. Chirac, qui l'avait qualifié de « malotru », dénonce avec la plus grande force la campagne diffematoire qui le met en cause ainsi qu'Anne-Marie Dupuy », maire sortant RPR. Dans un communiqué, M. Mouillot précise que « ce sont là des médiocres provocations destinées à discréditer les candidats aux élections (...). Il est quand même étrange que ce type de d'élections où l'on me donne largement favori. Je crains que ce ne soit l'œuvre de provocateurs et de mili-tants en plein désarroi devant une défaite qui leur paraît inévitable. »

d'Etat », et que le groupe socialiste fera, dès le début de la session parlementaire de printemps, des proposi-tions pour corriger les effets de la loi Méhaignerie. A l'intention des enseignants, il a affirmé qu'« il ne fout pas faire de l'argent la seule valeur, que «ce qui distingue un homme d'un autre, ce n'est pas son compte en banque», mais qu'« on ne fera pas la réforme de l'enseigne-ment sans revalorisation de la fonction enseignante». «Il faudra du temps, a-t-il dit, mais il faudra, aussi, les mots pour qu'on puisse

Le premier secrétaire a renouvelé ses appels an rassemblement de la gauche, au second tour de scrutin, là où le PS et le PCF seront allés séparément au premier tour. Dans ce département, voisin de celui de M. Jean-Pierre Soisson, M. Mauroy n'a guère parié de l'« ouverture». Déjà, lors d'une étape, l'après-midi, en Moselle, où il était venn soutenir le maire socialiste de Woippy et celui de Rombas, ainsi que le candi-dat du PS à Fameck, on s'était étonné de voir M. Manroy traverser Metz sans saluer M. Jean-Marie Rausch. Afin de dissiper tout malentendu, le maire de Metz est venu, à l'aéroport, s'entretenir brièvemen avec M. Mauroy avant le départ de celui-ci pour Dijon.

# **ESPAGNE**

## L'ETA optimiste sur les conversations d'Alger avec les émissaires de Madrid

de notre correspondant

Pour la première fois, le dirigeant de l'ETA militaire, Eugenio Etxe-veste, dit «Antxon», évoque les conversations qu'il mène actuellement à Alger avec des émissaires du pour cela un entretien que public, mercredi 8 mars, le quotidien bas-

que Egin, proche des milieux indé-- Le fonctionnement du processus de conversations respecte les minima exigibles », affirme-t-il, indiquant ainsi que les conditions requises par l'organisation sépara-tiste pour poursuivre les convers-tions sont considérées comme rem-

Antxon affirme, en outre, que les contacts actuels d'Alger doivent ouvrir la voie, selon l'ETA, à une phase ultérieure de négociations politiques avec le gouvernement. Il réitère à ce propos que l'organisation n'entend pas se contenter d'une simple libération et réinsertion dans la société de ses membres aujourd'hni société de ses membres aujourd'hai en prison. « La dernière temative du

Où trouver Macintosh

sans vous compliquer la vie?

Concessionnaire Agréé Grands Comptes

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4º 42 72 26 26

64, av. du Prado Marseille 6 91372503

gouvernement, celle de la réinsertion, constituait une erreur et a coûté une année d'affrontements et de douleur pour les deux parties », affirme-t-il.

Antxon reste évasif sur la prolongation de l'actuelle trêve décrétée par l'ETA, qui prend normalement fin le 26 mars. « C'est l'incomme majeure qui est dans l'esprit de tous, tant de notre côté que de celui du gouvernement espagnol, dit-il. Cette inconnue s'éclaircira durant ce qui reste de conversations, d'ici au 26 mars. >

THIERRY MALINIAK.

● COLOMBIE : obsèques sé incidents du dirigeant communiste assassiné. — Les funérailles du dirigeant communiste colombien José Antequera, assassiné à l'aéroport de Bogota par des tueurs à gages, ont eu lieu le mardi 7 mars à Bogota sans incidents, en présence de quarante mille personnes environ et surveillées par dix mille soldats. Reportée après de longues négociations entre la gau-che, qui désirait organiser une mani-festation dans le centre de la ville, et le gouvernement, qui l'avait interdite, la cérémonie a duré trois heures.

● EQUATEUR : accord entre le ivernement et la quérille. unique groupe insurgé équatorier Alfaro vive carajo (AVC), quasiment démantelé en 1986, et le gouvernement du président social-démocrate Rodrigo Borja ont annoncé merdi 7 mars la conclusion d'un accord prévoyant l'abandon de la lutte armée par ces demiers guérilleros et leur réinsertion dans la vie civile, annonce l'agence France-Presse de Quito. Le mouvement AVC avait eu dès sa fondation en 1983 des liens avec le M. 19 colombien, lequel se trouve, lui aussi, en train de négocier avec le gouvernement du président libéral Virgilio Barco sa réintégration dans la lutte politique légale.

 JAMAIQUE : Amnesty demande au gouvernement d'arrêter les exécutions cap - Dans un rapport rendu public à Londres, mercredi 8 mars, Amnesty international lance un appel au nouveau gouvernement jamaicain du travailliste M. Michael Manley, afin qu'il mette un terme aux pendaisons dans le pays (cinquante-neuf depuis 1980) et commue les condamnations à mort de plus de deux cents prison-

PUBLICITÉ FINANCIÈRE 45-55-91-82, peste 4330